

Athlétisme

Ben Jonhson rayé des tablettes

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a décidé samedi 20 janvier, d'annuler les records du monde du Canadien Ben Jonhson. Après son dopage à 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul en 1988, l'IAAF avait homologué sa performance (9 s 79), mais le Canadien avait conservé son record du monde (9 s 83), ainsi que ses records à 50 mètres (5 s 55) et à 60 mètres (6 s 41). La décision de l'IAAF s'appuie sur les aveux de Ben Jonhson qui a reconnu avoir pris des médicaments anabolisants depuis 1987 avec des doses massives en 1989.

A la suite de ces décisions, les records du monde de 100 mètres de Ben Jonhson (9 s 79) et de 50 mètres (5 s 55) et de 60 mètres (6 s 41) sont rayés des tablettes de l'IAAF. Les records du monde de 100 mètres de Ben Jonhson (9 s 79) et de 50 mètres (5 s 55) et de 60 mètres (6 s 41) sont rayés des tablettes de l'IAAF.

Transition instable en RDA

Le parti communiste est-allemand (SED) n'assurera pas son salut par des purges. A peine venait-il d'évincer quatorze anciens membres de son bureau politique, dont M. Egon Krenz, qu'il annonçait, samedi 20 janvier, le coup le plus rude porté à la crédibilité de ses dirigeants réformateurs : la défection de son vice-président, le maire de Dresde, M. Berghofer, c'est-à-dire l'homme qui, dans ses rangs, était sans conteste le plus populaire.

Convaincu de l'incapacité du parti à se laver de son passé stalinien pour se refaire une vertu, partisans de la dissolution pure et simple, M. Berghofer et une quarantaine de ses amis de Dresde ont opté pour la cause de la social-démocratie. Cette défection sanctionne les faux pas et les lenteurs du gouvernement de M. Modrow, sa tentative de reconstituer des services de sécurité alors que la population n'avait pas encore assouvi sa haine contre la STASI, ses hésitations à engager des réformes économiques radicales alors que l'impatience des Allemands de l'Est ne cesse de croître. Les quarante de Dresde - ce n'est pas un hasard - insistent sur l'urgence en ce domaine et proposent une union économique et monétaire avec la République fédérale.

CHARGE d'assurer la transition entre le régime du SED et celui de la RDA, cette dernière reçoit l'appel à l'opposition pour qu'elle entre au gouvernement. S'ajoute à cette instabilité institutionnelle la reprise d'un exode massif vers la RFA (10 000 personnes par semaine), déstabilisateur lui aussi tant il compromet gravement l'avenir de la RDA.

Dans ce contexte, les échos de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze à Dublin sont assez mal venus. Les déclarations faites la semaine dernière par M. Jacques Delors, selon lesquelles la RDA a une vocation naturelle et spécifique à devenir, le moment venu, membre de la Communauté ont en effet suscité de vives réserves. Pour le président de la Commission, il ne s'agit pas de forcer le cours des choses, mais de donner aux Allemands de l'Est un espoir, qui pourrait contribuer à calmer des mouvements d'impatience intempestifs. Il s'agit aussi, et surtout, de donner aux Allemands de l'Ouest un motif puissant de croire à l'intégration communautaire et de s'y atteler.

SANS doute vaut-il mieux que les résistances mentales à l'idée de l'unité allemande s'expriment pour qu'elles soient un jour dissipées. Mais il est un temps pour tout. Continuer à parler de la RDA comme s'il s'agissait d'un Etat comme un autre, le comparer à l'Autriche comme l'ont fait certains ministres des affaires étrangères à Dublin, c'est n'avoir rien compris aux événements allemands de ces cinq derniers mois ; c'est se voiler la face alors qu'il est de plus en plus patent que l'unité allemande, qu'on la veuille ou non, même si la forme qu'elle prendra reste à déterminer, est bel et bien inéluctable.

Lire page 3

Partie d'Henri de Bréson

Lire également

Les Douze et l'Allemagne de l'Est
par Philippe Lemaître
page 6

L'autorité de M. Mikhaïl Gorbatchev en échec

Un mouvement d'opinion se dessine en URSS contre l'intervention armée en Azerbaïdjan

L'enterrement des victimes des combats de samedi a commencé, lundi 22 janvier, à Bakou. Un bilan officiel fait état de quatre-vingt-trois morts depuis l'entrée des forces soviétiques dans la ville, mais le Front populaire d'Azerbaïdjan affirme qu'il y a eu au moins six cents tués. Un mouvement d'opinion contre l'intervention militaire se dessine

dans le pays, et une partie des réservistes russes rappelés ont dû être renvoyés chez eux. Les députés azerbaïdjanais ont adressé à Moscou un ultimatum exigeant la levée de l'état d'urgence, et le retrait des troupes soviétiques, faute de quoi ils reconsidéreraient « l'acte d'union » intégrant l'Azerbaïdjan à l'URSS.

MOSCOU

de notre correspondant

Il y a, bien sûr, Bakou. Monvants, livre de colère, toujours enfilés de meetings, manifestations et réunions. Bakou s'apprêtait, ce lundi 22 janvier, à enterrer ses morts. Bakou dont le parlement menaçait de proclamer la sécession de l'Azerbaïdjan si l'état d'urgence n'est pas levé. Ni l'état d'urgence, ni le couvre-feu, ni l'armée, ni le deuil n'y ont, bien au contraire, calmé les passions, et après avoir échoué à ne pas y entrer M. Gorbatchev se demande maintenant comment il pourra en sortir.

Au nord, les pays baltes filent à petits pas. Au sud, l'Azerbaïdjan renait dans le sang et le galo

vers la sécession de fait. En quelques jours, s'est imposé l'engrenage de la violence, celui que redoutait le plus le secrétaire général, celui qu'il s'était toujours refusé à enclencher, car il y a trop de peurs et de haines dans ce pays pour qu'on puisse y faire tirer impunément.

En quelques jours, tout paraît dans le brouillard caucasien déraiser mais plus que le sang sur la neige, que ces foules oscillant entre les chars, plus que la mort et la fureur, c'est sans doute une explosion de joie qui vient de porter à M. Gorbatchev le coup le plus dur. Car, dans le triomphe de ces jeunes réservistes russes rappelés mercredi et renvoyés chez eux dès vendredi, il y

avait quelque chose de bien plus grave encore que la montée des nationalismes. Il y avait tout simplement la déliquescence de l'Etat, d'un Etat qui - le journal télévisé de dimanche soir l'a montré à toute l'URSS - est incapable de mobiliser.

Rigolards, débouffés dans des uniformes trop grands ou trop petits, cheveux dépassant de sous le casque, ces soldats d'un jour riaient aux éclats, esquissaient quelques bras d'honneur derrière leurs sous-officiers, chahutaient, et l'on n'en finissait plus de répéter à l'écran qu'ils étaient déjà, à cette heure, renvoyés chez eux ou en route.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 5

Cinq mois après la nomination de M. Philippe Guillaume

Le pouvoir veut déstabiliser le président d'A 2 et de FR 3

M. Philippe Guillaume, nommé président-directeur général d'A 2 et de FR 3 par le CSA il y a cinq mois, doit affronter une virulente campagne du pouvoir politique qui cherche à le déstabiliser par tous les moyens. Le PDG se défend en relançant des revendications salariales qui embarrassent l'Etat. Pris en otage du conflit, les chaînes de télévision publiques risquent d'être les premières victimes de ces sombres manœuvres.

M. Philippe Guillaume est aujourd'hui dans une position difficile. Le président commun d'Antenne 2 et FR 3 doit affronter depuis quelques semaines une offensive politique aussi soutenue qu'insidieuse. De nombreux membres du gouvernement, M. Jack Lang et M. Catherine Tasca en tête, n'ont jamais accepté la nomination aux commandes des deux chaînes publiques, d'un homme de droite, proche parent de M. Jacques Chaban-Delmas. Ils en tiennent pour premier responsable le Conseil supérieur de l'audiovisuel, oubliant que les tentatives maladroites et contradictoires de la gauche pour propulser à ce poste stratégique des personnalités « amies » n'ont pas pu

contribuer à la victoire du seul candidat proche de l'opposition.

Ce vif ressentiment restait jusqu'à présent implicite. M. Michel Rocard, qui considère toujours l'audiovisuel comme une sorte de « domaine réservé » du président de la République, avait donné à ses ministres des consignes de stricte neutralité. Critiquer M. Guillaume, expliquait-il, lui mettrait des bâtons dans les roues, aurait pour seule conséquence de fragiliser l'institution d'un PDG commun, voulu par le pouvoir, et se retournerait donc, aux yeux de l'opinion, contre le gouvernement.

JEAN-FRANÇOIS LACAN
Lire la suite page 15 - section B

Goebbels, témoin recherché

Des historiens contestent au banquier suisse François Genoud le droit d'exploiter le journal intime du propagandiste du III^e Reich

BERLIN

de notre envoyé spécial

Dernières nouvelles d'un front très ancien que seul le temps s'obstine à égarer : on se bat encore autour de Joseph Goebbels. Quant à l'homme, la cause est depuis longtemps entendue. L'Histoire a jugé et jugé l'efficacité ministre de l'Information et de la propagande du III^e Reich, qui s'est lui-même physiquement exécuté, qui n'en finit pas d'ailleurs, cinq ans, peu après son maître Hitler, dans le bunker final du Führer.

Le rôle, les méthodes, la puissance, la disgrâce momentanée du chef d'orchestre-metteur en

scène de la propagande nazie sont connus. L'expert en antisémitisme et en anticomunisme, le brasseur incendiaire des foules allemandes, le zélé de la guerre totale, l'éphémère avocat de la paix séparée avec qui voudrait bien y consentir ont été décrits.

Mais il existe aussi, dans un sens imprévu par lui et un peu forcé qui est ravi cet écrivain raté, une œuvre, incomplètement exhumée, qui n'en finit pas d'ailleurs, un feuillet juridique, universitaire et idéologique aux péripéties inépuisables.

Personne ne s'arrache plus le roman, longtemps refusé, les poèmes, pièces ébauchées et

écrits divers de Goebbels. Il en va tout autrement du gigantesque journal tenu presque quotidiennement à partir de 1924 et jusqu'à la fin par l'obscur fonctionnaire nazi, qui deviendra vingt et un ans plus tard, pour quelques heures, entre le suicide d'Hitler et le sien, chancelier du Reich.

Le pandémonium guerrier qui accompagna la chute de Berlin et son maélstrom de destructions et de dispersions, les aléas militaires et politiques qui suivirent l'effondrement final du système hitlérien, les razzias de l'Armée rouge et la course aux documents des uns et des autres ont dispersé le copieux et précieux document. Il s'agit en effet du témoignage, le plus simple et le plus continu qui ait été produit par un membre important du cercle dirigeant le plus restreint du pouvoir nazi et le plus proche du Führer, de ses ordres et de ses lubies.

MICHEL KAJMAN
Lire la suite page 9



Les rivalités au PS

Moins de deux mois avant le congrès du Parti socialiste, à Rennes, M. Fabius bat la campagne. Il était ce week-end à Bédarieux, entouré des responsables de la Fédération du Pas-de-Calais pour y célébrer le soixante-dixième anniversaire du congrès de Tours. Même s'il lui a été reproché de confier cet anniversaire, près de neuf mille militants s'étaient réunis autour de lui. De son côté, M. Jacques Delors, qui s'est finalement rangé aux côtés de M. Mauroy et Jospin, est l'invité, mardi soir

23 janvier, de « L'heure de vérité » d'Antenne 2. Le président de la Commission européenne a fait, dans l'opinion française, une percée spectaculaire, que Jérôme Jaffré met en regard de la popularité de M. Michel Rocard. Néanmoins, en effet, qu'il ne déplaît pas à M. Delors de succéder, à l'Hotel Matignon, à l'actuel premier ministre.

Lire nos informations et l'article de JÉRÔME JAFFRÉ page 10

Deux policiers aux assises

Le procès des deux membres des « pelotons voltigeurs motocyclistes » poursuivis pour la mort de Malik Oussekine
page 13 - section B

L'éducation et l'opposition

Les partis de droite n'ont pas la même conception de l'autonomie des lycées et des universités
page 11

Le rapprochement Rhône-Poulenc - Rorer

Poussée française aux Etats-Unis
Page 25 - section C

Reprise en main à Pékin

Le Parti communiste met un frein aux réformes
page 8

RÉGIONS

- Rêves fluviaux à Montpellier-sur-le-Laz
- La planification urbaine fait son autocritique

Page 20 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

ITALO CALVINO

Un recueil inédit de variations narratives sur l'odeur, le goût, l'ouïe.

"Italo Calvino est passé maître dans l'art de couper court mais juste - une technique propice à la taille des bons mots"

Michel Braudeau / Le Monde

Editions du Seuil

DÉBATS

Politique

Peut-on encore être de gauche ?

par Alain Touraine

La décomposition des régimes communistes, qu'elle ouvre la porte à la démocratie ou qu'elle profite à des dictatures répressives, marque la fin non pas seulement d'un modèle politique mais, plus largement, d'une représentation révolutionnaire de l'histoire et de la société, sur laquelle une grande partie de la gauche, en dehors même des pays de socialisme réel, s'est construite.

La chute de cette conception du monde marque-t-elle la fin des grands affrontements idéologiques et politiques et, en ce sens, la fin de l'histoire, ou voit-on déjà se manifester de nouveaux débats idéologiques et de nouveaux combats sociaux exigeant la reconstruction de la gauche comme de la droite ? La question est posée, non pas seulement dans les pays du centre et de l'est européen, mais aussi en Italie, en Espagne et en Amérique latine. Pourquoi ne le serait-elle pas en France ?

En d'autres termes, n'existe-t-il qu'une seule voie des bouleversements actuels : la sortie libérale, plus ou moins complétée par des programmes publics de redistribution par l'impôt et la sécurité sociale ou l'opposition de la droite et de la gauche peut-elle prendre un nouveau sens ? Il y a un siècle, en Grande-Bretagne, l'opposition des conservateurs et des libéraux n'avait plus guère de sens, mais il n'y eut pas de fin de l'histoire et, vite le socialisme et le parti travailliste s'engagèrent dans de nouveaux combats avec une droite redéfinie.

Ce qui s'écroule sous nos yeux c'est l'identification des luttes sociales et du progrès historique, la fusion des revendications, surtout ouvrières, et de politiques de modernisation économique, bref l'identification du mouvement social et de la prise du pouvoir d'Etat, qui définit l'idée de révolution et qui donne un rôle dirigeant à l'avant-garde révolutionnaire conduite par des intellectuels et des dirigeants politiques, tandis que le peuple, enfermé dans la pauvreté, l'ignorance et la répression, ne pouvait pas, selon les défenseurs de ce modèle, être un acteur de l'histoire. Thèse qui a pris des formes extrêmes dans le tiers-monde où les intellectuels révolutionnaires se sont infligés du peuple aliéné, exploité et ont donné la priorité à

la lutte anti-impérialiste comme condition préalable à la formation d'acteurs sociaux responsables.

Aujourd'hui, il est tentant de jeter l'enfant avec l'eau du bain et de dire que l'idée de mouvement social doit être éliminée avec celle de révolution. Le rejet violent du volontarisme révolutionnaire, père du despotisme totalitaire, oriente d'abord vers le libéralisme qui élimine le volontarisme et organise seulement les demandes et le marché. De là le retour de la pensée libérale, même en France où elle avait été marginalisée et méprisée tandis que triomphait l'idée révolutionnaire. Mais faut-il repartir de zéro, faire retour à la Monarchie de juillet, écouter de nouveaux philanthropes dénoncer la pauvreté et reconstruire un nouvel Etat-Providence et de nouveaux syndicats pour remplacer ceux qui s'épuisent depuis vingt ans ?

L'eau du bain

Il est vrai qu'en Europe de l'Est beaucoup veulent avant tout construire une économie de marché, et qu'en Europe de l'Ouest, sous Mitterrand comme sous Thatcher, sous Gonzalez comme sous Kohl, on ne parle que de concurrence internationale et du rôle moteur des grandes entreprises, l'Etat mettant des mesures d'inspiration social-démocrate au service d'une politique globalement libérale.

Si cette description est suffisante, il faut reconnaître que le champ politique est entièrement dominé par une pensée libérale dont se rapprochent des politiques socialistes ou social-démocrates de plus en plus entraînées par les exigences et les forces qui dominent le marché international.

Mais ce triomphe du libéralisme a des limites. D'abord, seule une certaine partie - très variable selon les pays - de la population participe à cette économie mondiale. Un quart ou un tiers de celle des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord est enfermée dans la marginalité où vivent les deux tiers ou les trois quarts de la population du tiers-monde. Le dualisme s'installe presque partout, sauf là où l'Etat maintient une forte poli-

tique de redistribution, comme dans les pays scandinaves. Ce qui ouvre un débat proprement politique sur la gestion du changement.

Pour la droite, l'essentiel est que, dans la course à la modernité, son pays place des concurrents dans le peloton de tête. Ceux-ci entraîneront l'ensemble du corps social qui doit être mobilisé en même temps par un appel à sa conscience nationale. Pour la gauche, la course impose de serrer les rangs, de diminuer les distances sociales, économiques et culturelles pour améliorer le moral des troupes et réduire les résistances aux changements imposés par la concurrence internationale. Cette ligne de partage entre la droite et la gauche ne recouvre pas celle à laquelle nous avons été habitués : il s'agit alors de représenter des classes sociales opposées ; il s'agit, aujourd'hui, d'opposer deux modes de gestion du changement.

La seconde limite que rencontre le modèle libéral qui se croit triomphant est marquée par la formation de nouveaux mouvements sociaux. L'opinion publique défend ardemment les droits de l'homme, au point de rejeter dans l'oubli toute la Révolution française pour n'en garder que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Défense qui prend toute sa force quand elle s'exerce contre le pouvoir des grandes organisations, quand elle défend le malade face à l'industrie hospitalière, la formation de la personnalité de l'enfant face à une école pilotée de l'aval par les besoins de la production, la présence envahissante de l'ère du prochain, à la télévision, face à l'exploitation spectaculaire de besoins marchands.

Cette défense des droits de l'homme, de la liberté, de cette volonté de chaque individu de gérer librement sa vie individuelle que nous appelons le sujet, ne peut absolument pas être intégrée au volontarisme ou au nationalisme des Etats modernisateurs. Les anciens mouvements sociaux qui avaient une dimension économique en en appelant à l'histoire et à ses lois naturelles ; les nouveaux résistent à une domination plus politique et idéologique par l'appel à la morale qui fait resnaître la grande idée du droit naturel. Mouvements populaires

et Etat furent longtemps attelés ensemble au char du progrès ; ils s'opposent aujourd'hui l'un à l'autre, comme le montre la force rapidement croissante de l'écologie politique.

C'est pourquoi l'alliance des mouvements sociaux avec la révolution doit être remplacée par leur alliance avec la démocratie. L'économie de marché s'impose non comme le seul modèle de gestion économique possible - ce qui ne correspond pas à la réalité des pays où l'Etat et la sécurité sociale gèrent la moitié du revenu national - mais comme la seule défense inépuisable de la société civile contre l'Etat et la bureaucratie et son idéologie autoritaire.

Vers l'éthique

Cette mutation de la gauche, son déplacement de l'économie vers la démocratie, de l'Etat vers les mouvements sociaux, de l'avant-garde vers les mouvements de base, s'opère difficilement, surtout en France où pendant longtemps le parti communiste, né des amours de l'esprit bolcheviste et de la tradition jacobine, a imposé son répertoire politique à l'ensemble de la gauche et cela jusqu'à une date très récente. Dans les pays de l'Est, elle se heurte à des difficultés d'autant plus grandes que la crise économique est plus profonde. Mais il est pour le moins risqué de proclamer avec Fukuyama que l'histoire est finie, s'est achevée sur le triomphe du modèle libéral considéré comme seul accordé à la nature des choses.

Le rejet du régime communiste conduit d'abord vers le libéralisme et cette tendance est aujourd'hui la plus visible, tant l'attraction de la richesse de l'Ouest est grande pour les peuples appauvris et mal approvisionnés de l'Est. Mais on peut prévoir aussi l'association de nouveaux mouvements sociaux d'inspiration morale et culturelle avec une politique social-démocrate, de lutte contre des inégalités renforcées par la concentration des richesses et l'accélération des changements techniques et économiques.

Les pays de l'Est peuvent exercer une pression irrésistible en faveur du modèle libéral ; ils peuvent aussi proposer une alternative défavorable - régresser vers des luttes nationales ravivées par l'affaiblissement du gendarme russe ; ils peuvent enfin donner une nouvelle vie à des politiques d'inspiration social-démocrate, et la Tchécosslovaquie semble prête à jouer ici le rôle le plus actif. Ils peuvent aussi contribuer fortement à la formation de nouveaux mouvements sociaux et écologiques. En Occident, la force de l'Allemagne tient, autant qu'à la vigueur de ses exportations, à son avance dans la transformation de la société, à l'évolution du SPD grâce à la pression des Verts. La Grande-Bretagne et la France restent en copraire empêtrées dans la difficile liquidation de la proto-industrie et des formes d'action sociale et politique qui lui correspondent. La gauche, dans ces deux pays, est devenue silencieuse quand elle ne se limite pas à défendre les intérêts corporatifs des salariés de l'Etat à l'intérieur d'un modèle libéral.

Or nous ne pouvons pas être de simples spectateurs de la chute des régimes communistes situés au-delà du rideau de fer. Cette chute affecte directement notre propre vie politique. Non seulement elle marque la liquidation du Parti communiste français tel qu'il est, mais elle rend brusquement archaïque le modèle d'action et de pensée qui triomphait encore en 1981-1983. En fait, la crise de représentation et de participation politique, l'affaiblissement des syndicats, les succès des campagnes humanitaires, sont autant de signes du décalage actuel entre de nouvelles demandes sociales et une offre politique de type traditionnel.

La gauche comme la droite doivent être reconstruites : ce qui entraîne des luttes au sommet, beaucoup moins désastreuses qu'il ne semble, et ce qui exige surtout la construction intellectuelle et pratique de débats et de conflits sociaux nouveaux.

Au moment où on nous annonce une fois de plus la fin de l'histoire et l'identification de ce qui était l'un des camps à la vérité universelle, sachons raviver au contraire des débats théoriques et pratiques trop longtemps décriés par le cadavre du modèle révolutionnaire. Et comment ne pas voir que l'Europe de demain sera orientée par ceux qui sauront inventer un nouveau modèle social et politique et intégrer ainsi les deux parties enfin réunies de notre continent ? La gauche française saura-t-elle reconnaître l'enjeu des bouleversements actuels ?

TRAIT LIBRE



Médecine

La santé n'est pas une marchandise

par Jean-Pierre Davant

Les biologistes descendent dans la rue, la négociation entre les caisses de Sécurité sociale et les syndicats médicaux traîne en longueur et suscite des inquiétudes qui trouvent des prolongements à l'hôpital à travers la grève des internes et des chefs de clinique.

A chaque fois, les professionnels libéraux disent ne se mobiliser que pour défendre les malades et leurs libertés. Ces libertés, libre choix du médecin, liberté des prescriptions, tous les Français y sont légitimement attachés et nul doute qu'ils rejoindraient les professionnels libéraux pour les défendre si elles étaient réellement menacées. Mais est-ce bien de cela qu'il s'agit ? On peut s'interroger.

L'enjeu réel de ces conflits est autre. Derrière l'étendard des libertés, c'est toute la conception de la solidarité devant la maladie qui est en cause.

Pour certains, en effet, les dépenses de santé seraient condamnées à augmenter à un rythme tel que la protection sociale de base ne pourrait plus y faire face. Il faudrait donc se résigner à voir croître en permanence les charges de leurs mutuelles. Un nouveau marché serait ainsi ouvert aux compagnies d'assurances, qui ne manqueraient pas de s'y précipiter et d'y appliquer leurs critères de gestion habituels : élimination des mauvais risques et donc des personnes qui, les plus touchées par la maladie, ont le plus besoin de protection.

Ce fatalisme, cette résignation, nous ne les acceptons pas. Avant de baisser les bras devant l'augmentation des dépenses de santé, il faut, par un effort constant, vérifier que la protection sociale ne prend pas en charge les dépenses inutiles.

La mutualité s'est engagée dans cette voie en développant l'évaluation, en diffusant des fiches de transparence. Nous avons besoin pour cela d'un engagement clair et sans réticence du corps médical. Nous attendons de lui qu'il accepte de se mobiliser réellement pour un meilleur usage des soins.

C'est dans ce cadre que le conflit des biologistes prend tout son sens. D'énormes progrès de productivité ont eu lieu au cours des dernières années en biologie. Ces progrès de productivité, les biologistes se les sont appropriés et leur revenu a augmenté fortement. Il est normal qu'une part de ces progrès revienne à la collectivité. Si l'on n'accepte pas une telle démarche, si le progrès en médecine n'aboutit qu'à une augmentation des coûts et ne se

traduit jamais par des économies, alors, c'est certain, la protection sociale ne pourra plus suivre. Mais, on le voit sur cet exemple, il n'y a là aucune fatalité, sauf celle de la défense de rentes de situation.

C'est dans les mêmes termes que se pose aujourd'hui la question des médecins du secteur II, des médecins qui ne respectent pas les tarifs de la Sécurité sociale. On ne peut pas, à non plus, assister résigné à la dérive du système qui aboutit dans certaines villes à l'impossibilité de trouver un médecin à honoraires bien remboursés.

Perversions

C'est là une vraie liberté qui est menacée, celle de l'accès aux soins. La perversion du système est telle que nos futurs médecins libéraux, internes et chefs de clinique, semblent considérer que la qualité de leur formation et de leurs études justifie sans contestation aucune qu'ils puissent fixer au niveau qu'ils souhaitent leurs tarifs sans aucun engagement à l'égard de leurs patients et de la collectivité.

Faut-il leur rappeler que, si nous disposons d'un bon appareil de formation et d'un bon système de santé, c'est grâce à la collectivité et au système de protection sociale ? Faut-il leur rappeler que, si leur niveau de formation leur donne des droits, il implique aussi des devoirs ? Faut-il leur rappeler que la santé ne peut pas être considérée comme une marchandise ? A qui fera-t-on croire que défendre cette prétendue « liberté » des tarifs, que pouvoir facturer une consultation d'un quart d'heure à 400 F comme on peut le constater ici et là, c'est défendre les malades ?

Les mutualistes ont toujours été aux côtés de ceux qui se battent pour les droits des malades. Ainsi en 1987 nous nous sommes vigoureusement opposés aux limitations des remboursements introduites par le plan Séguin, notamment à l'égard des personnes âgées.

Nous étions 140 000 à Vincennes mais nous aurions soutenu à l'époque plus d'écoute de nos partenaires médicaux, pour qu'ils puissent se planifier avec nous aussi des effets néfastes.

Gageons que le corps médical saura reconnaître que son avenir, c'est le système conventionnel, et prenons garde à ce discours sur la liberté qui dissimule la défense d'intérêts corporatistes.

Président de la Mutualité fonction publique, Jean-Pierre Davant est vice-président de la Mutualité française.

Audiovisuel

Plus ça change...

par Alfred Grosser

COMME il a bien parlé à Fraga, notre ministre de la culture et de la communication ! Seule la radiotélévision de service public veut le développement culturel de son public. Elle n'est guère prodigue en ce moment d'émissions culturelles !

Et comme Jack Lang a bien fait de présenter aux journalistes techniques, à peine sortis de longues déclarations de soumission absolue des médias au gouvernement et au parti, les risques énormes que la radiotélévision commerciale fait peser sur la liberté d'expression ! Souvenons-nous de la qualité et de l'ampleur de l'information fournie sur la guerre d'Algérie par notre RTF de service public et confions que jamais la télévision américaine commerciale n'a montré d'images de la guerre au Vietnam !

Sérieusement : qui donc songe à nier les risques d'abaissement et même d'aviilissement que comporte la course aux annonceurs, donc à l'audimat ? Toutes les chaînes nous en donnent la démonstration - au moins depuis que, en 1974, Valéry Giscard d'Estaing a créé la concurrence entre les publiques, plus encore depuis que François Mitterrand a lancé les privées.

Lorsque, en 1982, la loi sur la communication audiovisuelle a proclamé, dans son article premier, sous la signature d'un président et d'un gouvernement socialiste : « La communication audiovisuelle est libre » - ce que les gouvernements de droite s'étaient bien gardés de faire -, tout en instituant une Haute Autorité chargée de faire respecter une déontologie (et de servir d'écran entre gouvernement et organismes de radio-télévision), on pouvait se mettre à espérer la fin du mal français. Un mal qu'en cette année de centenaire du général de Gaulle, il est possible de montrer rien qu'avec des cita-

tions des volumes 1961-1963 et 1964-1966 des *Lettres, notes et carnets*.

Ainsi, en 1964, cette note : « Je n'admets pas qu'on mette la Radiotélévision française à la disposition d'un critique, ou d'un auteur, ou d'un politicien prenant de Gaulle pour sujet, sans que l'auteur donne son assentiment. » Ou un conseil restreint de 1965 où il exprimait la volonté de supprimer les « stations périphériques de radio », dont l'existence constituait une « anomalie décemment inacceptable ».

Astuces

Mais un mal plus ancien, puisqu'en juillet 1949 déjà, le secrétaire d'Etat à l'Information, François Mitterrand, déclarait à l'Assemblée nationale : « La radiodiffusion française a quotidiennement à faire de la politique, une politique nationale de défense des intérêts de la France... Le gouvernement estime loyalement qu'il est le représentant qualifié de la nation française. » En 1972, Georges Pompidou parlait de la réserve que doivent s'imposer les journalistes de l'ORTF puisque « la télévision est considérée comme la voix de la France par les Français et par l'étranger. »

C'est pour mettre un terme à cette vision que l'indépendance politique de la radiotélévision est théoriquement établie par le statut instauré en 1964 par Alain Peyrefitte. Et lorsqu'en 1972 une modification statutaire met enfin un terme à la révocabilité du directeur général - du moins pour trois ans - un nouveau progrès juridique est accompli. Seulement ledit PDG est révoqué au bout d'un an, grâce à une astuce subalterne : pour être PDG, il fallait être membre du conseil d'administration ; or Arthur Conte l'était « au titre de l'Etat » qui pouvait le révoquer ; n'étant plus

membre du conseil, il perdait son poste irrévocable de PDG !

C'est une astuce du même ordre que Michel Rocard vient de faire utiliser pour la nomination d'un membre de son cabinet à la tête de Radio-France internationale, en s'arrangeant pour que le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'ait le choix, si l'on ose dire, qu'entre... un seul candidat.

Pourtant, la liberté des journalistes s'était considérablement élargie au cours des années 80 et même l'autocensure (les « ciseaux dans la tête ») n'était plus ce qu'elle avait été. Malheureusement, la prise de distance gouvernementale a été contrariée par une nouvelle habitude détestable, nullement spécifiquement liée au secteur des médias : quiconque occupe une position élevée a droit à une compensation s'il perd cette position ! Et le tour extérieur des grands corps se constitue qu'un pis-aller : il faut des présidences, des directions générales. Un ancien ministre socialiste de l'Information, s'il n'a pu avoir la Sofina, sera un peu consolé s'il se retrouve à la tête de l'Institut national de l'audiovisuel.

Il n'est donc même plus certain que les nominations pratiquées ou imposées aient pour but un contrôle, un pouvoir politique. Il est possible qu'il s'agisse, plus prosaïquement, d'asseoir des amis dans de beaux fauteuils. Mais sur un point central, le résultat est le même : alors que les médias de service public disposent abstraitement de solides arguments pour montrer leurs avantages face au secteur privé, tout est fait pour que même les citoyens les plus disposés à mesurer les limitations que le bombardement publicitaire et le rejet d'émissions de qualité impose aux « commerciales » voient leur estime pour le secteur public de plus en plus ébranlée. Même si un ministre leur dit le contraire.

YUGOSLAVIE

Le congrès dans des dé

Belgrade, 22 janvier. Le congrès du parti communiste de la République fédérale de Yougoslavie s'ouvre à Belgrade. Les dirigeants du parti communiste de la République fédérale de Yougoslavie se réunissent pour discuter de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

Le congrès se poursuivra jusqu'au 25 janvier. Les participants discuteront de la situation du pays et de la politique à suivre.

EUROPE

met en échec l'autorité du numéro un soviétique

Mouvement d'opinion contre l'intervention armée

Suite de la première page

C'est qu'il fallait rassurer, calmer les villes où l'on avait été les chercher, car, dans l'un d'entre elles au moins, Krasnodar, les manifestations de protestation avaient pris une ampleur inquiétante.

Là-bas, dans le sud de la Fédération de Russie, plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue vendredi. Des banderoles proclamaient : « Rendez-nous nos enfants ! », « Pas de nouvel Afghanistan ! », et, dans les discours enflammés des mères et des femmes, revenait sans cesse l'idée — sous-jacente à chaque phrase — que l'Azerbaïdjan, que tout le Caucase, c'était comme l'Afghanistan : l'étranger, et que la Russie n'avait rien à y faire qu'y perdre ses fils.

Ouvert à 10 heures du matin, le meeting ne s'est achevé que passé minuit sur l'adoption d'une liste de quatorze revendications présentées,

menace de grève générale à l'appel. Non seulement Krasnodar demandait le retour de ses rapetelés, mais elle exigeait aussi que soient publiés les noms de ceux qui avaient pris la décision d'utiliser les réserves, que soient jugés pour atteinte aux droits de l'homme ceux qui les avaient envoyés chercher la nuit, qu'il soit fait appel, si besoin était, aux troupes de l'ONU et que le Soviet suprême de l'URSS somme les soviets suprêmes d'Arménie et d'Azerbaïdjan de négocier un compromis, faute de quoi les deux Républiques seraient... exclues de l'Union.

Conservateurs mais, pour autant, pas mauvais politiques, les dirigeants locaux ont laissé faire et se sont targués auprès de la population d'être intervenus à Moscou en faveur de l'annulation de la décision de rappel.

Déjà à Bakou, l'Etat soviétique se fait couper l'herbe sous les pieds en Russie. La Russie n'a pas envie de se battre. Son empire est déjà l'étranger, et, après avoir montré la crispation des sous-officiers et l'hilarité des réservistes, le journal télévisé enchaînait sur les difficultés des communistes en Allemagne de l'Est, la table ronde bulgare, la session parlementaire en Lituanie, les négociations de Prague sur le retrait des troupes soviétiques, la paralysie du PC yougoslave, l'Eglise orthodoxe, une deuxième fois l'Eglise orthodoxe et le voyage de M. Eltsine au Japon, traité comme un événement international.

Dérèglement général

C'était la nouvelle émission magazine du journal, celle qui fait le point de la semaine et se permet des audaces expérimentales. Seulement voilà, la semaine avait été telle qu'on aurait cru une rétrospective sur la fin de l'empire soviétique, dont le clou aura été ces images d'Azeris brûlant collectivement leur carte du parti devant des foules houleuses.

Petits diptyques d'épais carton rouge, elles se consumaient lente-

ment, puis, d'un coup, la flamme s'élevait et les dévotés sous la caméra dont le champ embrassait des drapeaux frappés du croissant islamique. L'Azerbaïdjan est fermé aux correspondants étrangers, mais par moment plus besoin de se battre avec le téléphone pour attraper Stepanakert on Bakou. Ce que la télévision et l'agence Tass ne disent pas se devine à la soudaine richesse de leurs informations.

L'explosion du Caucase n'est plus que le signe et l'accélérateur d'un dérapage général et de moins en moins contrôlé. A l'heure, vendredi soir, où les troupes soviétiques s'apprêtaient à pénétrer dans Bakou, la minuscule République autonome du Nakhitchevan, territoire azéri enclavé en Arménie à la frontière de l'Iran, proclamait unilatéralement son indépendance, par décision de son propre Soviet suprême. Les troupes n'étaient pas encore entrées dans Bakou qu'il fallait peut-être déjà les envoyer ailleurs.

Dès samedi, des rumeurs faisaient état de combats au Nakhitchevan. Tout indique qu'elles sont fausses mais tout indique aussi que, totalement coupée du monde extérieur, la petite République vit sa Commune et attend dans l'angoisse collective d'avoir à défendre sa bien fragile indépendance. En ses moins de huit langues, sa télévision lançait dimanche des appels aux secours. « Le sang des Azeris turcs ne doit plus couler », proclamait-elle, en décrivant le peuple de Bakou « écrasé sous les chenilles des chars ».

Bakou résiste

La réalité est en fait moins terrible. Quatre-vingt-trois morts selon le dernier décompte officiel, plusieurs centaines selon les nationalistes, le bilan de l'état d'urgence est lourd, mais après s'être battus, Bakou résiste. Les troupes sont entrées mais leur présence n'empêche rien ou presque. Des milliers de tracts se distribuent à tous les coins de rue. La présidente du Soviet suprême de la République, c'est-à-dire le chef de l'Etat, a condamné samedi, sur les ondes de la radio azerbaïdjanaise, la proclamation de l'état d'urgence et le recours aux troupes.

Le Soviet suprême azerbaïdjanais s'est réuni dimanche soir. Selon des sources nationalistes, il aurait adopté une résolution demandant deux jours à Moscou pour lever l'état d'urgence. La faute de quoi il reconsidérerait l'« acte d'union » par lequel l'Azerbaïdjan était entré dans l'Union soviétique. Les institutions locales, en d'autres termes, basculent du côté du mouvement national, comme cela s'est déjà produit dans les pays baltes et largement aussi en Arménie. Démi de ses fonctions, le premier secrétaire de la République, M. Vézirov, a été remplacé par un tandem constitué du deuxième secrétaire, M. Polianitchko, et du premier ministre, M. Mostafizov, qui a aussitôt déclaré qu'il avait examiné avec M. Gorbatchev les mesures nécessaires au retrait des troupes et que son objectif était d'établir « la souveraineté et l'indépendance de l'Azerbaïdjan ».

Chercher un compromis

Indépendance veut dire indépendance au sein de l'Union, mais la volonté de M. Gorbatchev de trouver au plus vite un moyen politique de rappeler les troupes n'en est pas moins évidente. Il veut un compromis, l'assurance que le départ de l'armée ne serait pas immédiatement suivi de la reprise des violences et d'une proclamation de sécession. Il veut gagner du temps — le temps de définir un processus politique ordonné de redéfinition des rapports entre la Russie et les autres Républiques constituant aujourd'hui l'URSS.

Peut-être n'est-il pas trop tard. Peut-être ce compromis pourra-t-il encore être trouvé, mais rien n'incite pour l'instant à trop tabler dessus. Dimanche, les correspondants de Tass citaient ainsi de Bakou : « Les militants [du Front national] ont des armes, y compris des armes automatiques, et il est maintenant clair que ceux qui les ont incités à s'armer pensaient à la possibilité de l'introduction de troupes ». En clair, l'Azerbaïdjan a une armée de partisans à opposer à l'armée soviétique et, samedi soir, des combats ont ainsi eu lieu autour d'une caserne de Bakou, la caserne Salianski, pendant qu'une foule se massait, comme si de rien n'était, devant le comité central.

Dimanche, nouveau rassemblement devant le même bâtiment, et il avait fallu faire face, entre-temps, à un groupe de manifestants armés qui menaçaient de faire sau-

ter un pétrolier en plein port si l'armée ne se retirait pas. La situation « demeure extrêmement tendue », écrit l'agence Tass, en dénonçant les « provocations mensongères » du Front qui aurait accusé l'armée d'avoir tué femmes et enfants et continuait de « semer l'hystérie et dresser le peuple contre l'armée ».

Des arrestations ont eu lieu, mais les dirigeants du Front sont apparemment laissés libres et tous les communiqués officiels prennent soin de tenir la balance égale entre Arméniens et Azeris. Les dirigeants nationalistes arméniens appellent, eux aussi, à ne pas rendre les armes, poursuivant leurs actions armées et continuant eux aussi d'attaquer les dépôts d'armes pour s'emparer de munitions.

Conclusion évidente : rien ne s'arrange et, d'une certaine manière, tout empire, puisque l'emploi de la force n'a rien amélioré et que, à Bakou dont le conseil municipal a demandé la levée immédiate de l'état d'urgence, « le nombre de menaces contre les Russes », écrit l'agence Tass, s'est nettement accru ».

Landi prochain, dans une semaine donc, s'ouvre à Moscou une réunion plénière du comité central. Avant que n'explose le Caucase et que le Parti fédérateur n'ait fait sécession, il y a juste un mois, elle aurait été considérée comme capitale. S'il ne change pas ses plans, M. Gorbatchev devrait en effet y présenter un programme de démocratisation du parti sur la base duquel il voudrait réunir tous les partisans des réformes, faire monter de nouveaux hommes et éliminer les conservateurs de l'appareil à la faveur d'un congrès anticipé.

L'enjeu est énorme, et ce programme, pourtant, semble déjà dépassé, car, si audacieux qu'il puisse être, on ne voit plus comment il pourrait censurer une telle tempête. Aujourd'hui, le problème n'est plus tant le rapport de forces dans le parti ni même dans les nouvelles institutions parlementaires fédérales. Le problème, c'est la capacité ou plutôt, chaque jour un peu plus, l'incapacité du pouvoir central à garder le contrôle du pays.

Ce n'est pas tant M. Gorbatchev qui est menacé que le chaos qui menace.

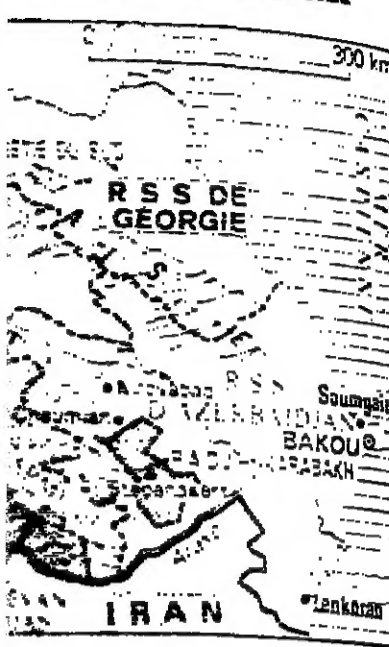
BERNARD GUETTA

baïdjan contre Moscou

re la poursuite des exactions contre iens et a demandé la réunification du bakh à l'Arménie « sans plus de

qu'environ deux mille Azeris turcs até dimanche à Istanbul, des rassem- d'Arméniens ont eu lieu à Borne à Paris dimanche. L'un des organes la manifestation parisienne, M. Henri de parti Dashchnaktzoutioun, a se plusieurs milliers d'Arméniens, a re cents en France — s'étaient portés s, de l'Australie au Canada, pour se- s arménienne.

nie et de l'Iran



upée du monde

Des attentats ont été commis par des groupes armés en Azerbaïdjan, mais par des troupes soviétiques, par les forces de sécurité iraniennes et par des milices locales.

chinoise s'intéresse près aux ennus ef du Kremlin

La Chine s'intéresse de plus en plus aux problèmes du Caucase. Des représentants chinois ont été envoyés à Bakou pour rencontrer les dirigeants azerbaïdjanais. La Chine s'intéresse également aux problèmes de la Russie et de l'URSS.

La Chine s'intéresse également aux problèmes de la Russie et de l'URSS. Elle s'intéresse aux problèmes de la Russie et de l'URSS.

L'Iran veut éviter la contagion de la « crise azérie »

Téhéran a multiplié pendant le week-end les appels à Moscou à « cesser la violence » contre les Azeris, donnant dans le même temps des signes d'inquiétude devant une situation qui, si elle durait, pourrait avoir des retombées en Iran même.

La gravité de la situation a conduit le président iranien Ali Akbar Hachemi-Rafsanjani à réunir samedi le conseil de sécurité nationale, un organisme prévu pour les temps de crise. Par la suite, le conseil des ministres iranien a chargé le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, de « prendre des mesures concrètes pour arrêter l'effusion de sang et résoudre les problèmes » en Azerbaïdjan soviétique, sans préciser quelle forme ces mesures pourraient prendre.

Tout en lançant des mises en garde à Moscou et en dénonçant la

« répression sanglante » contre les Azeris, les autorités iraniennes semblent plus soucieuses de voir l'URSS « rétablir la paix » et « calmer le jeu » que de s'engager avec elle dans une polémique. Dans un communiqué du ministère des affaires étrangères publié samedi, Téhéran « regrette profondément » que « l'URSS ait pris des mesures imprudentes ». Il parle d'une « situation obscure, que la poursuite de la violence ne peut que compliquer encore ».

Moscou serait tombé « dans un piège », affirme encore le communiqué du ministère. Il dénonce pélo-mêle des « courants troubles, hostiles à l'Islam », qui ont fait dégénérer la situation dans le Caucase, et un « complot des gouvernements impérialistes qui ont encouragé Moscou à adopter une attitude partielle à l'égard de certaines républiques ». « Il y a quel-

que chose de trouble là-dedans », résume dimanche le *Teheran Times*, quotidien en langue anglaise proche du ministère des affaires étrangères, qui lance un appel à la coopération directe de Moscou et Téhéran — « au moins au niveau des ministres des affaires étrangères » — pour résoudre la « crise azérie ».

La méfiance des responsables iraniens est évidente. Ceux-ci donnent souvent l'impression de redouter un « complot » visant l'Iran tout autant que l'URSS. Ils semblent aussi vouloir contenir une « crise azérie » qui, si elle se poursuivait, risquerait de s'étendre aux deux provinces iraniennes de l'Azerbaïdjan. Celles-ci sont la porte de l'Iran vers le Vieux Continent. Leur rôle économique est déterminant, et elles ont toujours occupé une place particulièrement névralgique en Iran. — (AFP.)

AVEC JACQUES DELORS, L'EUROPE SE MET-A "L'HEURE DE VÉRITÉ"



Invité de François-Henri de VIRIEU, Jacques DELORS, entouré des membres du «gouvernement des 12», dira comment l'Europe peut relever le défi venu de l'Est.

L'HEURE DE VÉRITÉ
MARDI 23 JANVIER - 22H15



Delors & Mitterrand

PETIT A PETIT L'HUMIDITE GRIGNOTE VOTRE MAISON.

Le procédé Murprotec guérit définitivement votre maison de l'humidité grignotante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

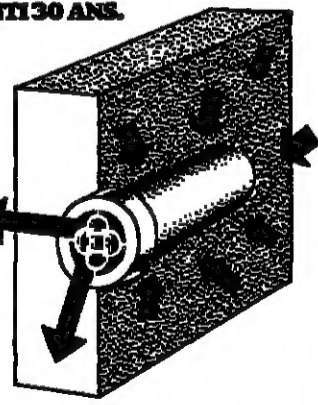
MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de mois et finit par abîmer votre maison.

Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité.

Murprotec ne nécessite pas de travaux importants.

Murprotec couvre toute la France (bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen, Avignon, Morlaix, Nancy). Sur simple demande un spécialiste établira gratuitement un diagnostic et un devis.



UN PROCÉDÉ EXCLUSIF.

Attention ! Ce procédé est unique en France. Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité.

Pour recevoir une documentation sur les différents procédés, sans engagement, envoyez ce bon à Murprotec, Impasse des Broderies 78310 Coignières. Tél. (1) 34 61 83 47.

Nom (en majuscules) _____

Adresse complète _____

Tel. _____

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité _____

MURPROTEC Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, M.

DIPLOMATIE

La réunion des ministres des affaires étrangères à Dublin

Les Douze sont divisés sur la question de l'adhésion de la RDA à la Communauté

L'idée énoncée la semaine passée à Strasbourg par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, selon laquelle la RDA constitue une « cas spécifique », c'est-à-dire prioritaire et qu'elle se place dans la Communauté si elle le demande n'a fait pas l'unanimité parmi les Douze.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

M. Hans van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères, a récusé cette idée avec vivacité et plusieurs de ses collègues (France, Royaume-Uni, Belgique), tout en se montrant plus discrets, ont indiqué qu'ils partageaient ses réticences. Tel est le principal résultat, en vérité négatif, de la réunion « informelle » et impromptue que les ministres des affaires étrangères des Douze ont tenu samedi à Dublin, sur l'Europe de l'Est.

Pour le reste, ils ont décidé d'accorder une aide financière d'urgence à la Roumanie (40 millions d'euros, soit 280 millions de francs) ainsi qu'à la Pologne (28,8 millions d'euros soit 200 millions de francs) et ils ont approuvé le projet conçu par M. Mikhail Gorbatchev et soutenu par M. François Mitterrand de tenir une réunion au sommet des treize pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) avant la fin de l'année.

Bien que pressés par l'urgence les Douze ont ainsi jugé « prématuré » de prendre des orientations trop tranchées sur l'architecture de la nouvelle Europe. Ils ont réservé ce débat pour la réunion qu'ils tiendront fin avril en Irlande.

Le raisonnement du président de la Commission, selon lequel il convenait de clarifier la question allemande dans le sens souhaité par les Allemands et l'on voulait poursuivre le nécessaire renforcement

de la Communauté, n'a pas été compris par une partie des ministres. M. van den Broek, après avoir observé que la RDA ne remplissait pas aujourd'hui les conditions requises par le traité de Rome (démocratie pluraliste, économie de marché), a estimé que même si cela devenait le cas après les élections, il ne voyait pas pourquoi elle devrait devenir un cas spécifique et passer devant l'Autriche dont la candidature à l'adhésion est plus ancienne. M. Hans Dietrich Genscher, le ministre allemand, interprète le silence des autres comme valant approbation... M. Roland Dumas a trouvé en public la proposition Delors « très intéressante », mais, expliquait-il ensuite, « un peu prématurée ».

Le président de la Commission répète sa démonstration, sans faire la moindre concession, en donnant l'impression que c'était surtout aux Allemands qu'il continuait à s'adresser. « Les Allemands de l'Est sont des Allemands, c'est pourquoi, lorsqu'ils demanderont à adhérer à la Communauté, il faudra les considérer comme un cas particulier ». Si les conditions sont réunies (démocratie politique et économique), cette candidature méritera une attention particulière. Les Allemands de l'Est auront le choix entre une association, l'adhésion comme treizième Etat membre, ou l'adhésion dans le cadre d'une Allemagne réunifiée... Les arrière-pensées sur la question allemande compromettent la Communauté à Douze. La politique, c'est aussi l'émotion. Il faut savoir la prendre en compte et en faire bon usage.

L'aide

à l'Europe de l'Est

Les Douze sont d'accord pour accélérer la conclusion ou l'extension des accords de commerce et de coopération de la première génération (il faut encore signer avec la RDA et la Bulgarie). Ils sont d'accord, dans un deuxième stade,

pour prévoir des accords d'association qui établiront des liens politiques et économiques plus intimes. La Commission fera bientôt des propositions qui tiendront compte des spécificités de chacun des pays de l'Est. Quant aux moyens nécessaires, M. Delors a expliqué que le chiffre qu'il avait cité à Strasbourg (19 milliards d'euros par an, soit 133 milliards de francs) « constituait une démonstration par l'absurde de l'impossibilité d'absorber dans la Communauté les pays d'Europe orientale ».

Cela dit, a-t-il ajouté, nous avons besoin d'un arrangement entre nous pour que notre budget ne devienne pas insupportable.

Quant au sommet de la CSCE,

les ministres en reparleront en

février. M. Delors a souhaité que

les Douze soient en mesure d'y sou-

mettre des propositions communes.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Jean-Louis Cadioux, chargé de la coordination de l'aide aux pays de l'Est. — C'est un Français, M. Jean-Louis Cadioux, précédemment responsable de la politique de la concurrence, qui vient d'être chargé par la Commission européenne de coordonner la politique de la Communauté à l'égard des pays de l'Est ainsi que de l'AELE (Association européenne de libre échange). M. Cadioux a l'habitude des missions difficiles : c'est lui qui, sous l'autorité de M. Etienne Davignon, alors vice-président de la Commission, pilota la politique communautaire de reconstruction de la sidérurgie.

D'autre part M. Klaus Dieter Ehlmann, jusque là porte-parole de la Commission, prendra la tête de la direction chargée de la politique des aides et de la concurrence. M. Ricardo Persich, un jeune et brillant haut fonctionnaire italien, qui fut au côté de lord Cockfield un des artisans du programme de marché unique de 1993, conduira la direction générale responsable de la politique industrielle et du marché intérieur. — (Corresp.)

Sommet maghrébin en Tunisie

TUNIS

de notre correspondant

Le conseil présidentiel de l'Union maghrébine arabe (UMA) s'est ouvert, lundi 22 janvier, à Carthage, en l'absence du président mauritanien, M. Ould Taya, qui est représenté par son ministre des affaires étrangères, M. Ould Sidi Baba. Celui-ci a expliqué dimanche à Carthage que Ben Ali que cette absence était due à un « cas de force majeure ». M. Ould Taya est en deuil après la mort de sa femme il y a quelques jours. Le colonel Kadhafi était arrivé samedi à Tunis, et le président algérien, M. Chadli Bendjedid, ainsi que le roi Hassan II du Maroc l'ont suivi vingt-quatre heures plus tard.

Dès dimanche soir, les quatre chefs d'Etat ont tenu une « réunion informelle » en prélude à leurs discussions qui, en principe, doivent durer jusqu'au mercredi et porter sur la coopération intermaghrébine et sur les rapports de l'UMA avec les groupements régionaux, notamment la communauté européenne.

Aucun sujet politique n'est inscrit officiellement à l'ordre du jour, mais certains problèmes, tel celui du Sahara occidental, pourraient être évoqués. A moins que les chefs d'Etat ne préfèrent en l'état actuel « s'arrêter positivement sur tout ce qui unit plutôt que sur ce qui divise », ainsi que l'a suggéré le souverain marocain.

MICHEL DEURÉ

Entretiens entre M. Mitterrand et M. Thatcher

Les événements d'Europe de l'Est et leurs répercussions sur l'ensemble du continent ont constitué l'essentiel des discussions qu'ont eues M. Mitterrand et M. Thatcher à Paris, samedi 20 janvier. Ces entretiens se sont déroulés dans « un excellent climat » a-t-on indiqué de source diplomatique. Les deux dirigeants n'ont fait aucune déclaration à l'issue de leurs conversations, qui s'inscrivent dans le cadre des réunions informelles régulières franco-britanniques.

A l'initiative des Italiens

Une commission de coopération juridique avec les pays de l'Est a été créée dans le cadre du Conseil de l'Europe

ROME

de notre correspondant

Une sorte de banque européenne d'ingénierie démocratique pour les pays de l'Est est née, samedi 20 janvier à Venise. Parce que, selon M. Gianni De Michelis, chef de la diplomatie italienne, « une brève saison de colère ne suffit pas à reconstruire une démocratie », parce que l'Europe est « sur le point de surmonter ses divisions grâce à une convergence générale autour des valeurs de la démocratie, de la liberté et du pluralisme », parce que, enfin, la partie ouest du Vieux Continent dispose en ces domaines d'« un patrimoine de quarante années d'expérience », le Conseil de l'Europe a entériné la création sous son égide d'une « commission pour la démocratie par le droit ».

L'objectif de cette initiative italienne n'est pas de fournir aux pays de l'Est, qui sortent en ce moment de la gangue stalinienne, des Constitutions clé en main.

Selon M. Louis Joinet, avocat général à la Cour de cassation, qui sera le représentant de la France au sein de cette commission et qui occupe actuellement les fonctions de conseiller de M. Michel Rocard dans le domaine des droits de l'homme, l'idée est de « développer des contacts, instituer des conventions et contribuer à la formation des juristes, avocats, professeurs de droit et toutes autres personnes intéressées au droit démocratique à l'Est ». Comment rédiger une loi d'amnistie, générale ou partielle ? Comment protéger les libertés des uns sans attenter à celles des autres ? Comment garantir les droits des minorités sans aboutir à

la confusion ? La liste n'est pas limitative, mais ce sont là des domaines pratiques dans lesquels les juristes occidentaux peuvent fournir d'utiles conseils.

La Hongrie, la Yougoslavie, la Pologne — ces trois Etats en passe d'adhérer d'ici à 1991 au Conseil de l'Europe, — mais aussi la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est, qui avaient toutes envoyé des représentants de haut niveau samedi à Venise, ont bien entendu apporté leur soutien enthousiaste à l'initiative italienne. Le ministre hongrois a pressé des efforts considérables au problème particulier du statut légal des minorités, source fréquente d'incompréhension, d'hostilité et même de conflits armés sur ce continent. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Adamichin, n'a fait, pour sa part, aucune allusion à ce difficile problème d'actualité en URSS, mais a aussi apporté le soutien de Moscou à l'initiative italienne.

PATRICE CLAUDE

TOUTES LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ SUR LE JUDAISME

CONFÉRENCE animée par
Ray Y. Asserai
M. A. Skornik
M. A. Dayan
le 31 janvier à 20 h 30 à

L'ORANGERIE
17, cité Joly, 75011 Paris
Débat ouvert Entrée libre

Ministère de la Francophonie

Forum de la communication scientifique et technique

Quelles langues pour la science ?

Si, en France, nous ne prenons pas en compte pour l'évaluation des chercheurs des travaux écrits en français, quelle crédibilité pourront-ils avoir hors de nos frontières ?

Si des francophones sont contraints de recourir au truchement de l'anglais pour présenter leurs travaux dans des colloques et congrès qui se déroulent en France, quel poids peut encore avoir la communauté scientifique d'expression française ?

Merci à tous ceux qui ont apporté leur contribution à ce débat essentiel pour l'avenir de la langue française mais aussi de la science.

Alain Decaux

Alain DECAUX
Ministre délégué
auprès du Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires étrangères
chargé de la Francophonie

1974 personnalités appartenant principalement à la communauté scientifique internationale ont participé au Forum de la communication scientifique et technique organisé les 9 et 10 janvier à la cité des Sciences et de l'Industrie (la Villette), à l'initiative de M. Alain Decaux, Ministre délégué chargé de la Francophonie.

Le succès de cette manifestation centrée sur l'interrogation « quelles langues pour la science ? » a montré qu'une évolution se dessinait chez les scientifiques : tout le monde est de plus en plus conscient des enjeux linguistiques de la recherche et de la nécessité d'organiser ce plurilinguisme qui constitue l'avenir même de la science.

Les débats qui ont porté sur le rapport entre les langues et l'invention scientifique, les publications, les congrès scientifiques, l'évaluation des chercheurs, l'enseignement, la vulgarisation scientifique (par l'écrit et par l'audiovisuel) feront l'objet d'un compte rendu détaillé dans le numéro 24 du mensuel Science et Technologie et d'un ouvrage de synthèse à paraître en septembre aux éditions La Découverte.

LE GROUPE CREDIT LYONNAIS EN 1989

TROIS ANS AVANT 1992,

**DES
AVANCÉES**

SUR TOUS LES FRONTS

PAR EXEMPLE :

FORMATION	+ 18 %	350 millions de F
PARTICIPATIONS industrielles, commerciales et financières (hors filiales bancaires)	+ 38 %	18 milliards de F
EUROPE	+ 66 %	365 implantations hors de France
ASSURANCE-VIE ET CAPITALISATION	+ 49 %	6,1 milliards de F collectés directement
MONETIQUE ET TELEMATIQUE BANCAIRE	+ 47 % + 43 %	1.700 automates 300.000 abonnés
CREDIT-BAIL	+ 25 %	18,8 milliards de F dans l'année
FINANCEMENT DE GRANDS PROJETS, D'EQUIPEMENT	+ 47 %	19,4 milliards de F dans l'année
PAPIER COMMERCIAL EURO	+ 60 %	6,5 % du marché mondial
DIRECTION D'EMISSIONS OBLIGATAIRES	gain de 16 places	1^{er} rang en France, comme en 1988 16^e rang mondial sur les Euro-marchés
SICAV ET FONDS COMMUNS	+ 29 %	142 milliards de F de capitaux gérés



CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

initiative des Italiens

de coopération juridique
de l'Est a été créée
du Conseil de l'Europe

la confusion ? La liste n'est pas
limitative, mais ce sont là des
domaines pratiques dans lesquels
les juristes occidentaux peuvent
fournir d'utiles conseils.

La Hongrie, la Yougoslavie, la
Pologne - ces trois Etats en passe
d'adhérer d'ici à 1991 au Conseil
co-slovaquie, la Roumanie et l'Alb-
banie de l'Est, qui avaient tous
envoyé des représentants de leur
gouvernement à Venise, ont été
entendus apporté leur soutien
Le ministre hongrois a prouvé la
démocratie occidentale présente
de bien vouloir « consacrer des
efforts considérables au problème
particulier du statut légal des
minorités, source fréquente
d'incompréhension, d'hostilité et
même de conflits armés au
continent ». Le vice-ministre
hongrois des affaires étrangères,
M. Adamich, n'a fait, pour sa
part, aucune allusion à ce difficile
problème d'actualité en URSS,
mais a aussi apporté le soutien à
Moscou à l'initiative italienne.

l'initiative ita-
lienne aux pays
de l'Est, des
membres du
Conseil de l'Europe.

PATRICE CLAIR

TOUTES LES QUESTIONS
QUE VOUS VOUS POSEZ SUR

LE JUDAISME

CONFÉRENCE animée par
Ray Y. Assaraf
M. A. Skornik
M. A. Dayan
le 21 janvier à 20 h 30 à

L'ORANGERIE

17, cité Joly, 75011 Paris
Débat ouvert Entrée libre

phonie

et technique

science ?

pour l'évaluation des chercheurs
frontières

pour le troncement de l'argent
en France, que nous pouvons

le leur
et pour
mais

ang

ASIE

THAILANDE

La visite de M. Rocard a été dominée par le conflit du Cambodge

M. Michel Rocard a regagné Paris, lundi 22 janvier, après s'être rendu en visite officielle en Inde et en Thaïlande. Le séjour du premier ministre à Bangkok a été dominé par la question cambodgienne.

BANGKOK

de notre envoyé spécial

La diplomatie n'est pas un art facile, surtout quand la négociation - sur le Cambodge - est à la fois « complexe et très délicate », selon la formule de M. Michel Rocard. Il faut donc s'ingénier à faire cohabiter des positions de principe avec la tactique de la négociation, un exercice auquel le premier ministre français peut s'adonner avec le brio qu'on lui connaît. Car, si M. Mitterrand a bien dit le 11 janvier, qu'« aucun compromis n'est acceptable avec les Khmers rouges », on ne peut pour autant les exclure de la négociation. La France n'acceptera « le monopole d'aucune faction », ce qui ne veut pas dire, « qu'on n'en pense d'elle », qu'une faction sera « exclue », a déclaré, samedi, M. Rocard, à l'issue de ses entretiens avec son homologue thaïlandais, M. Chatichai Choonbavan.

Ainsi, conformément au cadre de négociation défini, la semaine dernière à Paris, par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, les Khmers rouges demeurent un interlocuteur valable et, en bonne logique, ne sont pas « exclus » d'un éventuel règlement. Entre le refus français d'un « compromis »

avec les Khmers rouges et l'association de ces derniers à la négociation, il n'y a pas contradiction. « Chacune des parties peut prendre des positions sur le fond et, en négociant, examiner ce qui résulte des positions prises par les autres parties », a dit le premier ministre français.

Tout en affirmant que les Cinq (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS) « n'ont pas la volonté de monopoliser les négociations », M. Rocard a également invité les Cambodgiens à accepter un cadre de discussion que Thaïlandais et Indonésiens ont avalisé. Si, dans les semaines qui viennent, les deux réunions supplémentaires des Cinq donnent des résultats intéressants, les factions cambodgiennes seront invitées à se réunir, en principe fin février à Djakarta, avec les pays de la région, auxquels se joindront la France et peut-être l'Australie, auteur du plan de règlement à l'étude. M. Rocard a fermement invité les Cambodgiens à se rendre, le cas échéant, à Djakarta avec la volonté d'aboutir. Or le prince Sihanouk refuse de participer à de nouvelles rencontres inter-cambodgiennes et il a accusé, vendredi dernier, la France, les Etats-Unis et l'Australie de prendre le parti du régime de Phnom-Penh et du Vietnam. Tout en refusant de répondre à ces attaques, M. Rocard a dit que « même si le prince Sihanouk est un ami de longue date, il ne représente pas un pouvoir installé ».

Alors que la négociation du conflit cambodgien est ainsi relancée, l'impression prévaut ici que l'on continue de tâtonner et, surtout, que l'intervention d'un

règlement ne ramènerait pas la paix dans ce pays ruiné par vingt ans de guerre et de massacres. Entre pays de la région et grandes puissances, un consensus peut se dégager, dès cette année, pour déverser de l'eau plutôt que de l'huile sur le feu. Mais les haïnes entre factions cambodgiennes semblent assez ancrées pour que l'on désespère de les voir un jour accepter de cohabiter. Cependant, alors que les Cinq formulaient, les 15 et 16 janvier à Paris, un cadre de règlement axé sur une intervention massive de l'ONU, plusieurs éléments nouveaux sont venus s'ajouter au dossier.

La menace des Khmers rouges

Sur le terrain, les Khmers rouges - de loin, la guérilla la plus forte - ont repris racine dans l'ouest frontalier de la Thaïlande. A Bangkok, les experts militaires pensent qu'ils n'ont pas encore les moyens de s'en prendre aux temples d'Angkor, situés à proximité de Siem-Réap, et qu'ils tenteront plutôt, dans les prochaines semaines, un « *deuxième coup* » sur Battambang, la grande ville de l'ouest, déjà attaquée au début de janvier. Les vietnamiens ont beau juger que la situation n'est « pas alarmante » pour leurs alliés de Phnom-Penh, les Khmers rouges y ont gagné une certaine autonomie par rapport à leurs protecteurs chinois, qui les contrôlaient jusqu'ici par leurs livraisons massives d'armes.

Sur le plan politique, Phnom-Penh semble prêt à accepter la conclusion d'un règlement, en cas de cessez-le-feu sur place, le régime

de M. Hun Sen se résignerait à ce que chaque camp administre la zone qu'il occupe jusqu'à la tenue d'élections. Pour leur part, les sihanoukistes ont réagi vivement à ce qu'ils considèrent comme une ébauche de « partition » évoquée, le 14 janvier, par un membre du gouvernement vietnamien.

Mais Phnom-Penh s'est surtout plaint que M. Trang Quang Co, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, ait évoqué publiquement cette possibilité. Toujours est-il que l'ensemble donne l'impression de tiraillements entre Phnom-Penh et Hanoi, au moment même où la reprise d'un dialogue entre la Chine et le Vietnam paraît se profiler. Dans le même sens, il faut relever que Phnom-Penh s'appuie à abandonner le « socialisme » en renouant le « rôle prédominant » réservé par sa Constitution au parti révolutionnaire du peuple (parti unique).

Enfin, les changements en Europe et les problèmes de l'URSS ont leurs effets dans la région. Moscou annonce un désengagement militaire en Asie du Sud-Est. Hanoi a d'autant plus besoin de partenaires que son isolement s'accroît. Les autres capitales de la région - les Thaïlandais l'ont dit à M. Rocard - s'inquiètent de voir les Douze se préoccuper, avant tout, du sort de leurs voisins orientaux. L'équation cambodgienne doit également s'accommoder de ces nouvelles données.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

HAÏTI : arrestations et expulsions en série dans l'opposition

Le gouvernement militaire proclame l'état de siège

Par un décret officiel soulignant « la succession d'actes attentatoires à l'ordre public tendant à gêner le fonctionnement démocratique », le gouvernement haïtien a instauré, samedi 21 janvier, l'état de siège sur tout le territoire du pays pour une durée de trente jours.

Aussitôt de nombreux dirigeants politiques d'opposition ont été expulsés ou arrêtés. L'un d'entre eux, M. Hubert de Ronceray, a déclaré lors de son arrivée à Miami que le général Prosper Avril avait promis d'organiser des élections cette année « dans le seul but d'obtenir l'aide des pays étrangers ».



« Il n'y a aucune possibilité de démocratie avec lui, c'est un dictateur », a affirmé le président du MDN (Mobilisation pour le développement national, centre).

La décision du gouvernement militaire haïtien a entraîné l'annulation du voyage que le ministre français de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, devait faire dans ce pays à partir de lundi. « La tenue de la commission mixte franco-haïtienne de coopération qu'il devait présider pendant son séjour est différée », a indiqué le Quai d'Orsay dans un communiqué.

Le gouvernement américain, qui soutenait aussi jusqu'ici le gouvernement du général Prosper Avril, a demandé la levée immédiate de l'état de siège en estimant que cette mesure ne constituait pas « une réponse appropriée » et qu'elle mettait « en danger la transition démocratique », selon un communiqué diffusé dimanche par l'ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince. Le Canada a aussi également critiqué la décision du gouvernement du général Avril. Le ministre canadien des affaires étrangères, M. Joe Clark, a estimé que ce décret risquait « de remettre en question les élections prévues dans le courant de cette année ».

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Toute l'opposition, du centre droit à l'extrême gauche, est visée. Dimanche matin, le numéro deux du Parti unifié des communistes haïtiens (Puch), M. Max Bourjoily, a été arrêté, puis expulsé vers la Guadeloupe. La veille, des unités de la Garde présidentielle s'étaient emparées, souvent brutalement, d'une quarantaine de responsables et de militants politiques. Parmi eux, M. Hubert de Ronceray, un opposant de centre droit, expulsé vers Miami, et M. Serge Gilles, leader d'une formation récemment admise au sein de l'Internationale socialiste, qui a été sévèrement molesté avant d'être relâché.

Le Dr Louis Roy, une des personnalités les plus respectées dans le pays, considéré comme le père de la Constitution libérale de 1987, a, de son côté, été expulsé vers l'Etat-Unis, où il souhaiterait gagner la Martinique, selon ses proches.

JEAN-MICHEL CAROIT

ETATS-UNIS

Le maire de Washington reconnaît publiquement avoir « un problème »

Le maire de Washington, M. Marion Barry, arrêté jeudi 18 janvier pour possession de cocaïne, a reconnu publiquement dimanche qu'il avait « un problème », sans prononcer une seule fois le mot « drogue ». Contrairement aux spéculations qui couraient dans la capitale fédérale, M. Barry n'a pas annoncé sa démission ni qu'il renonçait à faire campagne pour un quatrième mandat à la mairie de Washington.

Dans la salle de réunion d'une église épiscopale, après une prière publique, M. Barry, 53 ans, a déclaré qu'il allait « chercher un moyen de soigner son corps, son esprit et son âme » et il a demandé à la communauté de prier pour lui. Il n'a pas précisé quel était le « problème » dont il souffrait.

M. Barry est soupçonné depuis des années de s'adonner à la drogue. Il avait été arrêté jeudi dans un grand hôtel de Washington après avoir acheté et fumé du crack, un dangereux dérivé de la cocaïne. Les avocats de M. Barry ont néanmoins décidé de plaider non-coupable.

Avant son arrestation, le maire avait l'intention de déclarer dimanche sa candidature pour les élections municipales de novembre prochain. - (AFP).

MONGOLIE

Manifestation à Oulan-Bator contre l'absence de vraies réformes

Bravant l'interdiction et un froid de -30 degrés, environ sept mille personnes ont manifesté dimanche 21 janvier à Oulan-Bator à l'appel de l'Union démocratique mongole (UDM) (le Monde date 21-22 janvier). Les dirigeants du mouvement, qui a été reconnu de facto par le régime - ils sont trente, âgés de moins de trente-cinq ans - ont été pris durement au Parti populaire révolutionnaire mongol (PPRM, communiste) au pouvoir.

« Nous ne voulons pas être à la traîne des autres pays socialistes », a déclaré le processus de restructuration engagé il y a trois ans est trop lent. En fait il n'y a pas de changement », a déclaré l'un d'entre eux, M. D. Tsolmon. Le vice-directeur de la Banque d'Etat et arrière-petit-fils du fondateur du régime, M. Sukhbaat, a déclaré publiquement sa carte du PPRM pour adhérer à l'UDM. Un « vénérable lama »

d'un des rares monastères ouverts, celui de Gandan, a émis l'espoir que la liberté du culte serait bientôt rétablie.

Mais les propos les plus durs ont été tenus par le coordinateur en chef de l'UDM, M. San Jasuren Zorig, étudiant en sciences politiques de vingt-sept ans formé à l'université de Moscou. « La vieille génération a perdu toute capacité de diriger la société, et donc toute crédibilité [...]. Le pouvoir s'est débarrassé de ses vieux oripeaux et de son langage usagé, mais le stalinisme est toujours de rigueur », a-t-il déclaré. Interrogé sur la possibilité d'un recours à la violence, il s'est contenté de répondre : « Nous verrons quelle voie et quels moyens il conviendra d'appliquer en fonction de l'état d'avancement des améliorations dans le pays. » (AFP, Reuters).

□ INDE : Les troubles au Cachemire ont fait une trentaine de morts. - Au moins trente-deux personnes ont été tuées et environ deux cents blessées depuis samedi soir 20 janvier à Srinagar, capitale de l'Etat de Jammu-et-Cachemire, où les forces de l'ordre ont ouvert le feu contre les manifestants musulmans. Au moins cinq cents personnes ont été arrêtées, mais la plupart ont été relâchées et seules soixante-neuf d'entre elles sont toujours détenues. Les premiers incidents ont eu lieu lorsque des milliers de séparatistes musulmans, bravant le couvre-feu, sont descendus dans la rue pour protester contre l'imposition du contrôle fédéral sur l'Etat (le Monde du 21-22 janvier).

Le nouveau gouverneur, M. Jagmohan, a lancé à la télévision un appel au calme : « Aidez-moi et je vous aiderai », a-t-il déclaré.

□ AFGHANISTAN : M. Najibullah poursuit à Kaboul la place à l'ex-roi Zahir Shah. - M. Najibullah, président du régime de Kaboul, a accepté de céder le pouvoir à un futur gouvernement provisoire dirigé par l'ancien roi Zahir Shah, qui vit en exil à Rome, a déclaré, dimanche 21 janvier à Peshawar, le conseiller politique de l'ambassade soviétique au Pakistan, M. Vladimir Kransilnikov. Selon ce dernier, cette hypothèse fait l'objet de discussions entre responsables soviétiques et américains. L'ancien souverain, a-t-il ajouté, est « une figure symbolique » du pays. - (AFP).

JAPON

Les prochaines élections législatives devraient avoir lieu le 18 février

Le quart des quelque 400 élus du Parti libéral-démocrate (PLD) ont participé, samedi 20 janvier, à la convention annuelle de leur parti. Leurs collègues avaient préféré se rendre dans leur circonscription pour préparer les élections, dont les échéances sont d'ores et déjà connues : dissolution de la Chambre le 24 janvier, annonce officielle d'élections le 3 février et vote le 18.

TOKYO

de notre correspondant

Le faible nombre de parlementaires venus écouter M. Kaifu témoigne de la mise hors jeu du premier ministre, à peine revenu de sa tournée européenne. Les « barons » du PLD ont, sans égard dans un pays où le formalisme est pourtant la règle, repris les rôles des maîtres de cimetière qui étaient devenus ceux du gouvernement par défaut l'été dernier. Pris dans la tempête du scandale Recruit puis d'affaires d'alcôve, le PLD, après une défaite cuisante aux élections sénatoriales, cherchait un successeur à M. Uno, désigné trois mois auparavant.

Pendant que M. Kaifu effectuait un voyage supposé relever son image, les véritables tenants du pouvoir artaient leur stratégie. A son retour, le premier ministre a dû accepter ce qui avait été édicté en son absence. Il a notamment été dissuadé de faire un discours de politique générale devant la Diète lors de la réouverture, lundi, de la session parlementaire, une confirmation de sa mise à l'écart.

En revanche, l'ancien premier ministre Noboru Takeshita revient à l'avant-scène. Théoriquement en disgrâce depuis le scandale Recruit, qui avait contraint à démissionner, il n'en demeure pas moins l'homme fort du PLD. C'est lui qui mènera son parti aux élections avec M. Shin Kanemaru, le « parrain » du camp conservateur.

Popularité en baisse pour M. Kaifu

M. Takeshita, qui contrôle le clan numériquement le plus important du PLD, a marqué sans ambiguïté que le dernier mot lui reviendrait en déclarant qu'en cas de victoire M. Kaifu pourrait éventuellement rester à la tête du gouvernement. Hypothèse peu probable car, dans le meilleur des cas, les conservateurs ne perdent leur majorité qu'avec l'appui des indépendants.

Les bouddhistes du Komeito, les mieux placés pour bénéficier de la situation, se préparent déjà à cette éventualité : rompant le front de l'opposition, ils se sont déclarés favorables à une dissolution rapide, appuyant ainsi la

position du PLD. Pour les « barons » du PLD (MM. Takeshita, Abe et Miyazawa, ainsi que le successeur probable de M. Nakasone, M. Michio Watanabe), le choix du futur premier ministre est une question que l'on traitera en son temps. Il s'agit d'abord de conserver le pouvoir. Les nouvelles révélations sur les malversations bouillottes auxquelles s'est livré un proche de M. Nakasone les incitent à aller vite.

La popularité de M. Kaifu, qui, malgré son image d'homme nouveau, est rapidement apparu comme un simple exécutant, en est baissée. Provenant d'un clan médiocre (celui de M. Koizumi), il est pratiquement exclu du jeu du pouvoir et pèse peu dans la machine électorale.

Contrairement aux promesses de réformes faites par les conservateurs au lendemain de leur défaite de juillet, la difficile campagne électorale, qui s'annonce mobilisera des fonds politiques encore plus importants que par le passé : le trésor de guerre » que s'efforce d'amasser le PLD est évalué à 30 milliards de yens. Encore ne s'agit-il là que des contributions « officielles ».

PHILIPPE PONS

CORÉE DU SUD

Deux partis d'opposition vont fusionner avec le parti au pouvoir

TOKYO

de notre correspondant

Le président Roh Tae-woo et deux des trois principaux dirigeants de l'opposition, MM. Kim Young-sam et Kim Jong-pil, ont décidé, lundi 22 janvier, de fonder un « grand parti conservateur » par la fusion de leurs trois formations. Ils devaient annoncer officiellement leur projet lundi en fin de journée. Le nouveau parti sera créé avant l'été prochain.

MM. Kim Young-sam et Kim Jong-pil dirigent respectivement le Parti démocrate pour la réunification (59 sièges) et le Nouveau Parti républicain (35 sièges). Le Parti pour la justice et la démocratie (gouvernemental) en détient 127. Leur fusion permettra au camp conservateur de disposer de 221 sièges au Parlement.

Cette alliance vise très clairement à isoler M. Kim Dae-jung, qui dirige le Parti pour la démocratie et la paix, première formation de l'opposition (70 sièges).

La création du nouveau parti est assortie d'un projet de réforme de la Constitution afin de transformer le système présidentiel actuel en un système de cabinet, avec un premier ministre disposant de plus grandes prérogatives et responsable devant le Parlement. - (A. P.).

ETUDIANTS ANGLAIS-ALLEMAND UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Malgré l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.



BINSEY LANE - OXFORD (ENGLAND) - TEL. (01865) 249 218. MEMBRES DE ARRELS-FELICI 21 RUE THEOPHILASTE-RENAUDOT - 75018 PARIS - AGREEE PAR L'UNIVERSITE TEL. (1) 45 33 13 02

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

Goebbels témoin re

de notre envoyé spécial

Plus de 100 ans après la mort de Hitler, les historiens continuent de chercher à comprendre le rôle de Goebbels. Dans un livre récent, l'allemande Ingrid Isenhardt, spécialiste de la propagande nazie, analyse le rôle de Goebbels comme « l'homme qui a transformé Hitler en dictateur ».

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

Goebbels était un homme d'exception, capable de saisir l'âme de son époque. Il a su transformer la haine anti-sémites en une force politique. Son rôle a été décisif dans la montée au pouvoir de Hitler.

FAYARD

POLITIQUE

L'ascension de M. Delors face à la popularité de M. Rocard

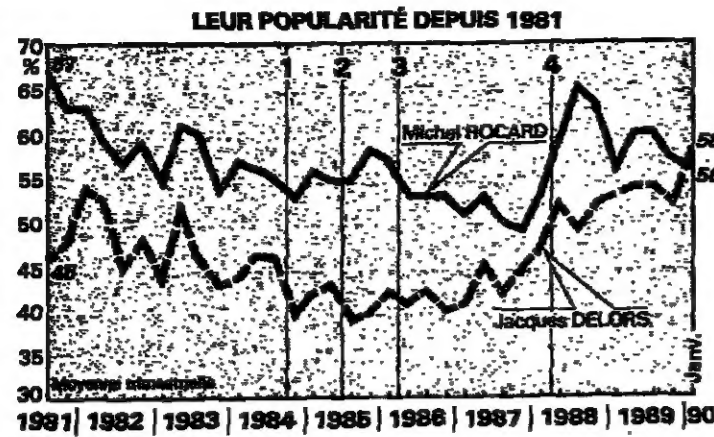
Depuis quelques semaines, Michel Rocard n'est plus l'homme politique français le plus populaire après François Mitterrand. Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, est parvenu - provisoirement - à le devancer. L'ancien ministre des finances du gouvernement Mauroy est même de plus en plus souvent cité comme successeur à l'hôtel Matignon, voire comme candidat à la prochaine élection présidentielle. Il est mardi 23 janvier l'invité de « l'Heure de vérité » d'Antenne 2.

par Jérôme Jaffré

Depuis septembre 1987, Michel Rocard a gagné 7 points de popularité dans le baromètre Figaro-Magazine-SOFRES. M. Jacques Delors, pour sa part, en a gagné 17. Plus préoccupant encore pour le maire de Conflans-Sainte-Honorine, sa dimension présidentielle tend à régresser. Selon les enquêtes régulières de la SOFRES pour le Nouvel Observateur, 49 % des Français (contre 34 % d'avis contraires) jugent, en décembre 1989, qu'il ferait « un bon président de la République ». En juin 1987, les scores étaient de 49 % contre 42 %, en octobre 1989, ils sont de 46 % contre 41 %.

Cependant, à y regarder de plus près, la position de Michel Rocard dans l'opinion apparaît encore très solide. Chacun le sait, l'hôtel Matignon une terriblement ses locaux, et il n'est d'ailleurs pas sûr que ce calcul ait été totalement exempt de sa nomination. Or, vingt mois après, la cote du premier ministre se situe à 57 % de confiance. A même distance, celles de Pierre Mauroy et Jacques Chirac étaient de 40 %, celle de Laurent Fabius de 46 %. Michel Rocard est moins touché par l'usure du pouvoir que ses prédécesseurs. En partant de très haut, il n'a perdu que 9 points de confiance, alors que Laurent Fabius, contre 17 à Jacques Chirac ou 31 à Pierre Mauroy. La performance est d'autant plus appréciable qu'à partir de 1987 la popularité du député des Yvelines tendait à s'effondrer et que sa nomination à Matignon l'a relancée (voir ci-contre la courbe du baromètre de la SOFRES depuis 1981).

En outre, Michel Rocard apparaît désormais dans l'opinion comme beaucoup plus proche de François Mitterrand. Dans l'enquête du Point de novembre dernier qui demandait aux Français leurs deux personnalités politiques préférées, ceux qui choisissaient M. Mitterrand lui associaient beaucoup plus souvent M. Rocard (à 32 %) que M. Delors (à 19 %) ou Laurent Fabius (à 14 %). Conduisant les



1 Départ de M. Delors du gouvernement
2 Départ de M. Rocard du gouvernement
3 Défaite de la gauche
4 Réélection de M. Mitterrand. Nomination de M. Rocard à Matignon

Baromètre mensuel : Figaro-Magazine/SOFRES

affaires du pays en tandem avec le président de la République, Michel Rocard apparaît dans son propre camp beaucoup moins apprécié que beaucoup plus apprécié. Parfois, son image impertinente, on pourrait dire qu'une bonne année pour M. Mitterrand est aussi une bonne année pour M. Rocard (1). Il n'en a pas toujours été ainsi.

Enfin, la perte de présidentialité doit être appréciée à la lumière de la crise du « leadership » politique. Les Français se montrent plus sévères avec pratiquement tous les leaders. Si le modèle Rocard n'est pas épargné par ce phénomène, il est moins touché que beaucoup d'autres. Ainsi son avance moyenne sur les principaux leaders de droite, qui était de 5 à 7 points en 1986-1987, atteint-elle aujourd'hui près de 15 points. Seule ombre au tableau pour les rocardiens : Jacques Delors refait une partie de son retard : 18 points en juin 1987, 10 en octobre 1989.

Encore inconnu d'une majorité de Français au soir du 10 mai 1981, Jacques Delors a fait, dès sa nomination Rue de Rivoli, une percée dans l'opinion. Au cours des trois années de gouvernement Mauroy, il a échappé au discrédit qui frappait les socialistes en incarnant la figure du « ministre raisonnable ». Dans son exil luxembourgeois, il a révisé, de 1984 à 1988, à maintenir sa cote dans l'opinion. Depuis le retour de la gauche au pouvoir, sa progression est régulière et le place désormais en tête des sondages de popularité (voir le cours). Ce qui frappe toutefois, c'est que, politiquement, ce gain est tout azimut. Entre septembre 1987 et janvier 1990, il gagne 29 points parmi les sympathisants UDF, 23 chez les écologistes, 20 parmi les socialistes, 18 au RPR, 9 au Front national et 8 chez les communistes. Cette montée, moindre aux extrêmes, maximale dans les

partis centraux, indique bien, semble-t-il, que c'est Jacques Delors l'eurocrat qui est le plus apprécié de plus en plus grande des thèmes communautaires à l'approche du marché unique, la médiatisation de la présidence française au deuxième semestre de l'année dernière, les événements des pays de l'Est, ont donné à Jacques Delors une dimension internationale supérieure à celle de tous les autres hommes politiques français, hormis le président de la République.

Une carte de rechange ?

Est-ce à dire qu'en termes d'opinion cette popularité constitue une carte de rechange pour François Mitterrand ? Il serait hâtif de conclure en ce sens, comme le montre l'examen de la structure de popularité des deux hommes (voir tableau). La popularité de Michel Rocard garde son originalité (1). Elle est ancrée à gauche, bien répartie dans les tranches d'âge et les groupes sociaux, plus forte parmi les couches moyennes et la génération des « soixante-huitards », qui, le temps passant, se rangent désormais parmi les trente-cinq-quarante-neuf ans. Sur le plan politique, elle déborde de son camp et est élevée parmi les écologistes et les sympathisants de l'UDF.

La popularité de Jacques Delors va beaucoup plus loin. Elle est forte parmi les personnes âgées, les classes supérieures et les travailleurs indépendants, plus faible en revanche chez les moins de trente-cinq ans et les ouvriers. Surtout, elle atteint son taux maximal dans l'électorat UDF et barrière et est presque aussi élevée chez les RPR que chez les socialistes ! Sur le plan idéologique, les électeurs qui se définissent comme « libéraux » le clas-

sent en tête de leurs personnalités préférées devant Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien secrétaire général du PSU incarne une majorité socialiste apte à s'élargir aux écologistes et à une partie de l'UDF, l'ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas incarnerait plutôt l'union nationale allant du parti socialiste au RPR.

Les atouts d'un candidat de gauche

La force du PS est d'avoir simultanément deux leaders populaires et offrant des profils aussi différents. Pour la suite, tout dépendra de l'analyse politique du président de la République en vue des prochaines élections législatives. Ou bien il souhaite donner un nouvel élan à l'ouverture et poursuivre la « recomposition du paysage politique ». Dans cette hypothèse, Jacques Delors a toutes les chances. Ou bien, comme il le laisse souvent entendre, le problème est de regagner les électeurs populaires passés à l'abstention ou les insatisfaits ralliés au vote écologiste. Dans ce cas, il n'est pas sûr que M. Rocard soit capable d'y parvenir, mais il est certain que M. Delors est encore moins bien placé. Plutôt que carte de rechange, le président de la Commission européenne apparaît comme une carte de réserve pour une nouvelle cohabitation qui, après 1993, pourrait réunir les socialistes et le centre droit.

La même analyse prévaut pour la prochaine élection présidentielle. Michel Rocard dispose des atouts d'un candidat éventuel de la gauche capable de rassembler au-delà de son camp. Jacques Delors présenterait plutôt une candidature de recomposition du paysage politique qui prendrait appui beaucoup plus au centre droit. Il y a dix ans, les partisans de François Mitterrand soulignaient la popularité de leur leader dans les catégories modestes de la France ancrée à gauche. C'est de Michel Rocard qu'ils tiraient sur la capacité de leur chef à rallier des couches sociales ou politiques encore éloignées des socialistes. Et chacun de plaider avec virulence pour sa conception de l'action politique. Aujourd'hui, entre le premier ministre et le président de la Commission européenne, les termes du débat sont à nouveau les mêmes, mais cette fois-ci, c'est Michel Rocard qui occupe la position de François Mitterrand.

(1) NDLR : M. Rocard avait déclaré lors des derniers votes : « Souhaiter une bonne année à la France, et réciproquement ».

■ MM. Mitterrand et Rocard en hausse, selon l'IFOP. - Selon un sondage réalisé du 8 au 13 janvier par l'IFOP, publié le 21 janvier par le Journal du Dimanche sur un échantillon de 1 843 personnes, le président de la République et le premier ministre enregistrent en janvier une progression parallèle de leurs cotes de popularité par rapport au mois précédent. M. François Mitterrand compte 45 % de « satisfaits » - au lieu de 42 % en décembre - contre 36 % de « mécontents » - 38 % le mois dernier. Avec 40 % de « satisfaits » contre 35 % de « mécontents » - au lieu de 36 % en décembre -, M. Michel Rocard enregistre pour sa part une hausse de deux points par rapport au dernier pointage.

■ Polémique au PS sur l'Europe. - La prise de position de Socialisme et République contre le soutien à M. Jacques Delors de voir se bâtir une fédération européenne (le Monde du 20 janvier) a entraîné, dimanche 21 janvier, une vive réaction de M. Gérard Fuchs, rocardien et député européen, selon qui « l'abstention de Socialisme et République à combattre l'évolution de la Communauté européenne vers une union politique de type fédéral apparaît de plus en plus comme une archaïsme dangereux ». « Face à la résurgence des nationalismes à l'Est et à la gravité des tensions qu'ils engendrent », estime M. Fuchs, « nous faut affirmer clairement que l'Etat-nation n'est pas le stade ultime de l'organisation politique, mais une étape qu'il est plus urgent que jamais de dépasser ». Le signataire communiste de Socialisme et République était M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations internationales ; M. Fuchs est, lui aussi, membre du secrétariat national, responsable des questions européennes et de la sécurité.

A Béthune

Neuf mille militants socialistes commémorent le congrès de Tours autour de M. Fabius

M. Laurent Fabius a présidé, dimanche 21 janvier à Béthune, un banquet qui a réuni quelque neuf mille personnes dans la ville du ministre délégué chargé de la mer, M. Jacques Mellick. Cette manifestation était destinée, officiellement, à célébrer le soixante-dixième anniversaire du congrès de Tours, celui de la scission entre communistes et socialistes français, en décembre 1920.

BETHUNE

de notre correspondant

Le banquet de Béthune est apparu à certains au sein de la fédération du Pas-de-Calais comme une tentative de détournement d'anniversaire au profit du « clan Fabius ». Le maire de Lens, M. André Delelis, sénateur et ancien ministre, avait publié quelques jours auparavant un communiqué dans lequel il demandait qu'« on ne confonde pas congrès de Tours et congrès de Rennes ». « Le respect dû à cet événement capital qu'a été le congrès de Tours », estimait M. Delelis, « méritait mieux que la tentative de confiscation qui semble en être faite par la fédération socialiste du Pas-de-Calais, laquelle ne doit pas être l'instrument d'un clan ou d'une tendance ».

Finalement, mais sans que personne n'en soit trop dupe, les organisateurs ont choisi de se montrer écumeniques. M. Fabius a pris soin de faire le tour des trois chapiteaux qui avaient été dressés et de s'arrêter à chacune des tables. M. Malik, prononçant les mots de bienvenue à la tribune, a souligné que « les amis de Pierre Mauroy, de Michel Rocard, de Jean-Pierre Chevènement, de Jean Popereau, de Laurent Fabius étaient là ».

M. Roland Huguet, président du conseil général du Pas-de-Calais, a parlé de M. M. Mauroy et Fabius, les deux anciens premiers ministres qui « ont conduit le mouvement socialiste à des avancées ». Quant à M. Albert Denvers, maire de Gravelines, personnage tutélaire du socialisme du Nord, dont il est député, il a précisé qu'il était venu du département voisin « en militant » témoin de « la vieille SFIO ».

Après avoir souligné, comme M. Daniel Mayer, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et ancien secrétaire général de la SFIO, que « soixante-dix ans après, le congrès de Tours peut être considéré comme la victoire du socialisme démocratique sur le totalitarisme et le bolchévisme », M. Fabius a abordé l'histoire présente du PS pour indiquer que le Parti socialiste doit non seulement gagner à tous les coups, mais aussi se donner les moyens de pénétrer et d'organiser les couches sociales dans lesquelles les communistes traditionnels s'implantaient. « Sinon, estime-t-il, « se produiront des turbulences, les plus démenties, les plus pauvres risquant, face au Parti communiste divisé et à une droite débauchée, de rejoindre l'extrême droite ».

M. Fabius a lancé un appel à l'unité et au rassemblement. « Le chemin qu'il faut absolument suivre », en évoquant Jean Jaurès, Léon Blum, mais aussi, M. François Mitterrand. Le chef de l'Etat s'est associé à cette réunion par un message que l'on peut aussi interpréter comme un appel à l'unité : « Dans la lutte contre les inégalités du pouvoir et du pouvoir et de l'argent, dans notre pays comme dans le monde entier, nul n'est aujourd'hui de trop », a-t-il souligné.

JEAN-RENÉ LORE

L'élection législative partielle dans le Puy-de-Dôme

M. Claude Wolff (UDF-PR) succède à M. Giscard d'Estaing

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Le second tour de l'élection législative partielle destinée à pourvoir le siège de député de la troisième circonscription du Puy-de-Dôme (Chamalières, Clermont-Ferrand Ouest, Sud-Ouest), abandonné par M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF-PR), président du conseil régional d'Auvergne et

parlementaire européen, pour raison de cumul de mandats, a vu le succès de M. Claude Wolff (UDF-PR), qui était le suppléant de l'ancien chef de l'Etat.

M. Wolff avait obtenu au premier tour, dimanche 14 janvier, plus de 50 % des voix, mais il n'avait pas recueilli un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits. La forte abstention qui avait entraîné le ballottage, situation inédite dans cette circonscription depuis trente et un ans, a augmenté au second tour : elle est passée de 34,62 % à 35,05 %. En outre, le nombre des bulletins blancs ou nuls a plus que doublé : 784 au premier tour, 1692 au second.

Le dauphin de M. Giscard d'Estaing améliore son score de 14,2 points de pourcentage et son gain en voix correspond à quatre-vingt-cinq suffrages près, aux voix recueillies au premier tour par le représentant du Front national. Ce dernier, tout comme le candidat des Verts, n'avait pas donné de consigne de vote à ses électeurs pour le second tour.

En revanche, M. Vigier (PC) s'était désisté pour M. Sémetin (PS). Le candidat du PS obtient 1617 suffrages de plus que le total des voix de gauche du premier tour et 6,95 points de pourcentage de mieux.

JEAN-PIERRE ROUGE

Les résultats du 21 janvier 1990

Inscr. 66 386 ; vot. 29 795 ; abst. 55,05 % ; suffr. expr. 28 103. MM. Claude Wolff, UDF-PR, m. de Chamalières, 18 232 voix (64,87 %), ELU ; Gérard Sémetin, PS, conseiller municipal de Clermont-Ferrand, 9871 (35,12 %).

Les résultats du 14 janvier 1990

Inscr. 66 292 ; vot. 30 080 ; abst. 54,62 % ; suffr. expr. 29 296. MM. Wolff, 14 845 voix (50,67 %), Sémetin, 7 223 (24,65 %), Claude Jaffré, FN, 5 482 (11,88 %), M. Catherine Bousseau, Verts, 2 715 (9,26 %), M. Maurice Vigier, PC, 1 031 (3,51 %). Il y a ballottage.

Fin 24 janvier 1924 à Strasbourg (Bas-Rhin), M. Claude Wolff, représentant municipal de Chamalières dont il est le maire depuis 1974. En 1984, il s'était démis de son mandat de député pour se consacrer à son métier de journaliste. En 1981 pour permettre à M. Valéry Giscard d'Estaing de retrouver un siège à l'Assemblée nationale, M. Wolff, parlementaire européen de 1984 à juin dernier, a été conseiller général du canton de Chamalières de 1976 jusqu'à ce qu'il soit battu en septembre 1988, par M. Marcel Bony, sénateur socialiste.

J.-L. S.

La dimension présidentielle de MM. Rocard et Delors par catégories socio-politiques

Pensent qu'ils feraient un bon président de la République	M. ROCARD	J. DELORS	Ecart
Ensemble des Français (en %)	46	36	+ 10
SEXE			
- Homme	48	42	+ 6
- Femme	44	31	+ 13
AGE			
- 18 à 24 ans	43	19	+ 24
- 25 à 34 ans	43	25	+ 18
- 35 à 49 ans	44	34	+ 10
- 50 à 64 ans	47	51	- 4
- 65 ans et plus	41	46	- 5
PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE			
- Agriculteur	39	38	+ 1
- Artisan, commerçant, chef d'entreprise	43	37	+ 6
- Cadre, profession intellectuelle supérieure	43	42	+ 1
- Profession intermédiaire et employé	51	36	+ 15
- Employé	50	39	+ 11
- Ouvrier	52	33	+ 19
- Inactif, retraité	46	21	+ 25
- Inactif, retraité	45	47	- 2
PRÉFÉRENCE PARTISANE			
- Gauche	65	40	+ 25
- dont : - Parti communiste	38	12	+ 26
- Parti socialiste	70	45	+ 25
- Mouvement écologiste	41	40	+ 1
- Droite	35	52	- 17
- dont : - UDF	51	48	+ 3
- Front national	25	43	- 18
- R.P.R.	18	17	+ 1
AXE GAUCHE/DROITE			
- Extrême-gauche	52	32	+ 20
- Gauche	69	44	+ 25
- Centre	42	33	+ 9
- Droite	30	42	- 12
- Extrême-droite	22	32	- 10
VOTE AU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE			
- André Lajoinie	36	14	+ 22
- François Mitterrand	66	40	+ 26
- Antoine Waechter	53	40	+ 13
- Raymond Barre	45	56	- 11
- Jacques Chirac	27	37	- 10
- Jean-Marie Le Pen	29	17	+ 12

* En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence. Source : Enquête NOUVEL OBSERVATEUR/SOFRES, 5-9 octobre 1989.

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

Les

POLITIQUE

Les états généraux de l'opposition sur l'éducation

Les partis de droite n'ont pas la même conception de l'autonomie des lycées et des universités

« Remplacer le débat sur les hommes par le débat d'idées. » Cette ambition était au centre de la Convention sur l'éducation et la formation, organisée les 20 et 21 janvier à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), par les partis de l'opposition, du CDS au CNI, en

passant par le RPR, l'UDF et le PR. Cette réunion, qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes — élus, représentants du monde scolaire et universitaire — autour des thèmes des partis de droite et d'une dizaine d'anciens ministres, était la première d'une

série de rencontres destinées à formuler des propositions concrètes « sur les sujets qui concernent les Français » et à alimenter les états généraux de l'opposition prévus à la mi-1991.

Si le but de ce premier colloque était de provoquer l'opposition à des idées sur l'éducation et qu'elle est capable d'en débattre « à ciel ouvert », il aura été atteint. Mais la transparence n'est pas sans risques : la démonstration d'unité n'aura été qu'un parfaitement approprié. Si l'opposition, toutes tendances confondues, s'accorde pour voir dans les questions d'éducation un bon cheval de bataille contre le gouvernement, notamment à travers la crise des universités et l'enseignement privé, les analyses divergent notablement sur plusieurs points majeurs, au sein même des formations politiques.

C'est le cas, en particulier, sur la question des « 80 % d'une génération au niveau du bac en l'an 2000, objectif phare de la prochaine décennie lancée par les socialistes et repris par M. Monory, du temps du gouvernement de M. Chirac. Si certains continuent de défendre ce slogan, d'autres le récusent comme le symbole d'un suavisisme coupable à l'égard des socialistes « 80 %, ça n'a pas de signification, car il n'y a pas 80 % d'élèves aptes à s'inscrire à l'étude des concepts », a même lancé M. Jacques Chirac, en évoquant le dossier universitaire qui fut l'autre morceau de choix de cette « convention ».

Les universités « au bord de la faillite »

Pour M. Madelin, vice-président du Parti républicain, et coprésident des États généraux avec M. Nicolas Sarkozy, député-maire RPR de Neuilly-sur-Seine, le malaise actuel des universités s'apparente au « krach » de la loi Savary sur l'enseignement supérieur, puisque « les universités sont au bord de la faillite ». Le

« plan d'urgence », récemment lancé par M. Jospin pour éviter l'asphyxie à la rentrée prochaine, est « un SOS aux collectivités locales », selon M. Charles Millon. Le président (UDF) du conseil régional Rhône-Alpes, a exprimé l'opposition commune aux élus de l'opposition : « D'accord pour mettre de l'argent dans les universités, à condition que nous puissions donner notre point de vue sur l'organisation des enseignements et que les universités évoluent vers l'autonomie et la liberté ».

L'autonomie des établissements

L'avenir des universités, leur financement par des partenaires diversifiés (collectivités locales, fondations, droit d'inscription) et la « création d'universités libres » figurent au programme des États généraux. Mais la suggestion émise par M. Yvon Briant, président du CNI, de « libérer » le montant des droits d'inscription, en même temps que les universités, si elle a été approuvée par M. Alain Madelin, « déconditionne » qu'il existe « un système de bourses », a fait bondir M. Alain Juppé.

« Pour les droits d'inscription, on a déjà donné », a lancé le secrétaire général du RPR. Une allusion à la fraude des étudiants de l'automne 1986, que n'a pas manqué d'apprécier M. Alain Devaquet présent dans l'auditoire. « Améliorer le système des bourses, le reste suivra », a conclu prudemment M. Juppé, soutenu par M. François Bayrou, député général de l'UDF, invitant ses partenaires à « veiller à la perception des idées par l'opinion publique » et rappelant que « les

jeunes ressentent comme une agression forte tout ce qui fonde une disparité entre eux sur une inégalité économique ».

Les partis de l'opposition se retrouvent en revanche unis derrière la bannière de l'autonomie des établissements secondaires, même si la perspective de renforcer les pouvoirs des chefs d'établissements, en leur permettant de « recruter directement une partie de leurs enseignants », reste combattue par les enseignants de droite. L'opposition veut aussi « personnaliser la rémunération et la carrière des enseignants » et désaccorder progressivement, afin de donner aux parents le libre choix des établissements publics.

La bataille de l'heure semble devoir être menée contre la disposition de la loi de décentralisation qui interdit aux collectivités locales de financer les dépenses d'investissement des établissements scolaires privés. Face à cette situation dans laquelle la droite croit discerner une volonté d'asphyxier progressivement les écoles privées, M. Juppé a suggéré qu'une proposition de loi commune UDF-RPR soit prochainement déposée.

Mais si l'humanité est proclamée sur la nécessité de confier davantage d'autonomie, de liberté et de diversité au système éducatif, ces principes semblent ne pas recouvrir les mêmes réalités pour tous. M. Juppé a ainsi dû se livrer à une vibrante défense de l'éducation nationale qui est « faite pour construire la nation », rappelant à ceux qui réclamaient sa mise à mort que « le système éducatif français a encore quelques

M. Alain Dumail, ancien conseiller (PR) du 2^e arrondissement de Paris, n'avait pas hésité en effet à compacter Jules Ferry à

Malaise

S'il n'est point nécessaire d'espérer pour entreprendre, cette première convention préparatoire aux États généraux de l'opposition laisse cependant un sentiment mitigé. On peut se réjouir que le débat d'idées, réclamé aujourd'hui par tous comme s'il était le remède à tous les maux de l'opposition, ait pu avoir lieu durant deux jours sur l'éducation, thème évidemment prioritaire. Il a eu l'avantage de confirmer que sur ce dossier et malgré les couacs douloureux de 1987, la droite éprouve toujours certaines difficultés à accorder ses vœux. Il n'est pas sûr d'ailleurs — et c'est bien le problème — que les hommes politiques entendus durant ces débats se soient accordés beaucoup de temps pour potasser le sujet.

Autre limite de l'exercice : les sempiternelles zézaieries personnelles. M. Alain Madelin, l'actif et courageux promoteur de

cette convention entendait apporter la démonstration que l'opposition est aussi capable de travailler. Mais le chemin est encore long. En croisée depuis des mois pour ces états généraux, M. Giscard d'Estaing fut spectaculairement absent. Comme pour compenser cette absence, M. Chirac est venu les deux jours. Les contraires n'étaient point nombreux et on ne vit trace de M. Monory. M. Alain Devaquet s'était fait une fête d'être là. En voie de vedettisation galopante, M. Michel Noir entendait dimanche discuter comme au bon vieux temps. Devant les réticences, il préféra rester à Lyon. Certes, officiellement chacun se dispensa de la plus petite intonation politique. Aussi un réel malaise fut-il perceptible au long de ces deux journées.

D. C.

La crise au RPR

M. Juppé intègre la motion Pasqua-Séguin à la sienne

Depuis qu'a éclaté la contestation qui agite le RPR, M. Alain Juppé, secrétaire général, et M. Chirac n'ont cessé d'affirmer qu'ils n'avaient aucun désaccord sur le fond avec le texte de la motion déposée par M. Pasqua et Séguin en vue des Assises nationales RPR du 11 février. C'est pourquoi, M. Juppé a annoncé dimanche 21 janvier sur la S : « Jacques Chirac et moi-même avons lu le texte de Pasqua et Séguin et nous nous sommes dit qu'il n'y avait rien là de choquant. Nous leur avons dit que nous étions prêts à mettre ce texte dans notre propre rapport de synthèse, mais nous n'avons pas eu de réponse. Comme le temps presse, j'ai donc décidé, en accord avec Jacques Chirac, de faire de leur texte l'introduction de mon rapport de synthèse, et de le soumet-

tre au vote des militants ». « Maintenant, la balle est dans leur camp. De deux choses l'une : ou bien ils rejoignent le rapport de synthèse et ils retirent leur propre texte, et je m'en réjouis du fond du cœur (...) ou bien ils disent : « bien que notre texte soit dans le rapport de synthèse, nous le maintenons », alors il faudra qu'ils expliquent pourquoi ».

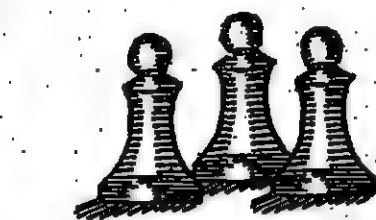
M. Charles Pasqua, dans une interview au Point, éditée samedi 20 janvier, interrogé sur la synthèse soumise par M. Juppé répondait : « Que M. Juppé achète une paire de lunettes. C'est un débat sur une ligne politique que nous avons engagée. La ligne Juppé conduit à la fusion avec l'UDF. Or, nous n'en voulons pas ».

M. Edouard Balladur, invité au « Club de la presse »

d'Europe 1, dimanche 21 janvier, a refusé, lui aussi, une « éventuelle fusion des partis de l'opposition » estimant que « l'union doit passer par une meilleure organisation » entre les différents mouvements et une « coordination » au moment de l'élection présidentielle.

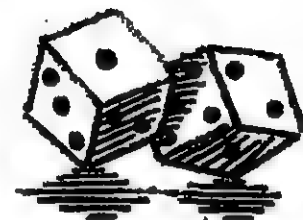
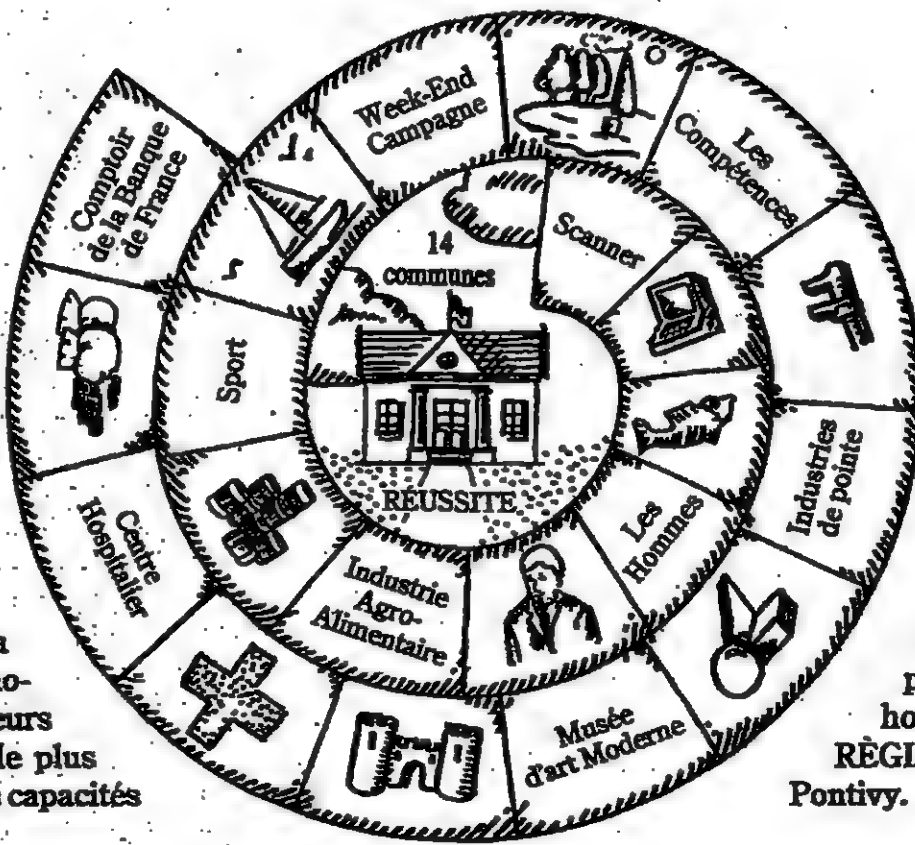
Enfin, M. Pierre Juillet, ancien conseiller de M. Pompidou puis de M. Chirac et dont ce dernier s'était séparé en 1979 sort de son silence en disant notamment dans une interview au Journal du dimanche, du 21 janvier : « Il est rare qu'une opposition décide de s'engager à ce point la majorité en place sans être, à terme, inévitablement absorbée par elle. » Ajoutant : « la pièce qui est jouée devant nous n'est pas du Shakespeare mais du Feydeau ».

SI VOUS EN AVEZ ASSEZ DES ECHECS PASSEZ AU JEU DE PONTIVY



RÈGLE N° 1 : Chaque joueur décidant de participer au jeu de Pontivy, bénéficie, dès la case départ, du dynamisme économique du département du Morbihan.

RÈGLE N° 2 : Dans son jeu, il aura l'avantage d'un environnement économique exceptionnel : des entrepreneurs performants, le taux de chômage le plus bas, l'agro-alimentaire de pointe, des capacités



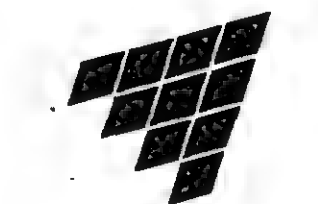
de formation très larges post-baccalauréat, un festival international de musique, le cadre de vie.

RÈGLE N° 3 : Dans cette ville qui joue un rôle moteur pour le centre Bretagne, il aura à sa disposition l'espace, les services et la compétence des hommes.

RÈGLE N° 4 : On ne perd jamais au jeu de Pontivy.

Pontivy tient à remercier le Gouverneur de la Banque de France pour le maintien de son comptoir.

Syndicat d'expansion économique de Pontivy et sa région
Contact : Christine Le Strat - Tél. 97.25.01.70 - 97.25.00.33



PONTIVY
au cœur du défi

JEAN-PIERRE
CHANGEUX-CONNES
▲ MATIÈRE À
PENSÉE

"Vertigineux et
passionnant!"
"Un modèle du genre"
Didier Eribon,
Le Nouvel Observateur

ALAIN
EDITIONS
ODILE JACOB

DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Vingt-quatre au total depuis la mi-décembre

La multiplication des évasions place M. Arpaillange dans une situation embarrassante

Deux détenus évadés ont été interpellés vendredi 19 et samedi 20 janvier à Paris. Dans le même temps, trois détenus considérés comme dangereux s'évadaient samedi matin de la maison d'arrêt de Périgueux. Depuis la mi-décembre, vingt-quatre détenus ont ainsi échappé à leurs gardiens, mettant le ministre de la justice dans une nouvelle fois dans une situation embarrassante.

Il y a les bonnes et les mauvaises nouvelles, qui font souffler le chaud et le froid sur une administration pénitentiaire où l'on a, de temps en temps, du mal à cacher sa nervosité. Les bonnes nouvelles d'abord : l'interpellation à Paris de deux détenus récemment évadés. Vendredi 19 janvier, Raymond Moro, évadé quelques jours plus tôt d'un centre de semi-liberté de Metz (Moselle), où il purgeait une peine de douze ans pour meurtre, est arrêté à Paris alors qu'il tentait de recroquer un passeport volé. Le lendemain, Rémi Sivane, évadé de la maison d'arrêt de Mende, est arrêté sur les Champs-Élysées. On trouve sur lui un fusil d'assaut et deux pistolets.

Voilà pour les bonnes nouvelles. Car dans le même temps, durant la nuit de vendredi à samedi, trois autres détenus s'évadaient de la vieille maison d'arrêt de Périgueux. Jean-Pierre Cadillon, vingt-quatre ans, poursuivi pour meurtre, Christian Wisse, trente-sept ans, poursuivi pour des vols à main armée, et Georges Windasting, vingt ans, auteur de tortures et actes de barbarie contre des personnes âgées, trouvent facilement la faille dans le système de sécurité de la prison. Ils dorment dans un dortoir avec trois autres détenus, au-dessus de l'atelier où ils travaillent, où ils se sont procurés des

outils. Après avoir roulé des couvertures sur leur lit pour faire croire au gardien qu'ils sont bien endormis, ils creusent le plafond, disjointent les tôles du toit, poussent quelques tuiles et, à l'aide de draps noués, se glissent dans la cour de promenade. Il ne leur reste plus qu'à escalader deux murs d'enceinte.

Trois nouveaux détenus dangereux en cavale : c'est peu de dire que cela tombe mal. Même si les chiffres montrent que le nombre d'évasions n'est pas globalement plus élevé qu'en cours des années précédentes (53 en 1987, 60 en 1988, 52 en 1989), depuis la mi-décembre, le rythme des évasions — 24 — s'est dangereusement accéléré.

« Laxisme »

Deux policiers ont été tués (le Monde daté 31 décembre 1989-1^{er} janvier 1990) au cours d'une fusillade avec un évadé de Mende. M. Pierre Arpaillange, après avoir mis les surveillants de prison en cause — avec trois graves crises en un an, les pénitentiaires et le ministre de la justice ne vivent pas vraiment une lune de miel — déclare à l'effacement général : « Il ne faut pas accorder à chaque évadé autant d'importance qu'à la chute du mur de Berlin. Il est certes embarrassant par cette série noire, mais, je ne vois pas où est le laxisme », dit-il en signant un protocole d'accord sur la culture en prison avec M. Jack Lang (le Monde du 16 janvier).

La seule riposte du ministère à ces évasions à répétition est la nomination d'un « M. Sécurité », M. Jean-Pierre Karstentz, qui, entouéré d'un magistrat et d'un directeur de prison, devra remettre un rapport sur le sujet dans le courant du mois de février. L'occasion était trop belle pour que les syndi-

cats pénitentiaires n'y voient pas un déshonneur du directeur de l'administration, M. Jean-Pierre Dintilhac, dont les qualités pourtant ne sont plus à vanter. Brevement chahuté par les surveillants marseillais alors qu'il visitait les Baumettes, vendredi 19 janvier, celui-ci, dans un entretien au *Quotidien de Paris*, se félicite de la nomination de M. Karstentz. Il explique la « série noire » par une modification de la population pénale depuis dix ans, « plus difficile et plus dure ». « On a constaté une plus grande difficulté des détenus à supporter l'enfermement. Comme si la liberté était plus appréciée qu'avant ».

Les syndicats pénitentiaires, qui sont sortis amers des conflits incessants de 1989, trouvent dans les récentes évasions une démonstration parfaite du « laxisme » qu'ils se plaisent depuis longtemps à dénoncer. « On veut faire de nous des travailleurs sociaux, qui préparent la réinsertion des détenus, dit ainsi M. Jacques Vialettes, secrétaire général de FO pénitentiaire, ou des larbins qui portent le café, au détriment de notre mission de sécurité. On voit aujourd'hui le résultat de cette politique. Si le métier de surveillant est un métier de contact humain, comme on le lit sur les nouvelles affiches de recrutement, on oublie volontairement de dire que c'est aussi un métier de sécurité ».

L'embarras du ministère est aujourd'hui patent : pressé par certains de ses conseillers de s'exprimer, le ministre de la justice a choisi, ces derniers jours, face à cette situation inquiétante et aux mises en cause répétées, d'observer le silence. Alors que les pénitentiaires donnent de la voix, ce mutisme ne peut être interprété, une nouvelle fois, que comme un signe de faiblesse.

AGATHE LOGEART

COMMUNICATION

La tension dans l'audiovisuel public

Le CSA publie le texte de candidature du président d'A 2 et de FR 3

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a rendu publiques, le 20 janvier, les déclarations de M. Philippe Guilhaume lors de sa candidature à la présidence commune d'A 2 et de FR 3. Un texte qui permet de juger les actes du PDG à la lumière de ses engagements.

Lorsque M. Philippe Guilhaume se présentait, le 10 août 1989, devant le tribunal des neuf « sages » du CSA, nul n'imaginait qu'il serait désigné peu après PDG d'Antenne 2 et de FR 3. Pas même lui ! Le discours, pourtant, était soigneusement préparé. Le verbe, généreux, les propositions, charpentées. Son programme s'articulait autour d'une présidence commune « forte », relativement centralisée, et de deux projets d'entreprise distincts pour A 2, « chaîne populaire de création française », et pour FR 3, rebaptisée « chaîne des régions, de l'information et de la découverte ». La publication, tardive, de cette audition « historique » permet aujourd'hui de dresser un premier bilan d'une action dont le superlatif n'est pas à rappeler qu'elle ne pourra être légitimement jugée qu'en terme de son mandat, dans trois ans.

Du type de présidence qu'il préconisait alors, que reste-t-il ? M. Guilhaume souhaitait qu'elle prenne en charge l'harmonisation des programmes des deux chaînes « afin d'éviter leur cannibalisation ». M. Marcel Julien y veille aujourd'hui, à la tête de son « comité de création ». Le PDG estimait aussi qu'il revenait à la structure chapeautant A 2 et FR 3 d'« assurer la permanence

des négociations sociales ». « Avec la présence complètement impliquée du président », prenait-il alors le soin d'ajouter, estimant inconcevable qu'il y ait des sous-journalistes à FR 3, parce que moins payés, parce que moins bien traités, parce que leurs notes de frais de mission sont inférieures, dès lors que les exigences professionnelles sont de nature comparable ». Sur ce point, M. Guilhaume est resté fidèle à lui-même, au risque d'apparaître parfois comme versant de l'huile sur le feu des revendications salariales (le Monde daté 21-22 janvier).

Une « révolution culturelle »

Mais, contrecarré ici par la volonté gouvernementale, chahuté là par des faits réels, le super-président a aussi été contraint d'abandonner (provisoirement ?) certaines de ses ambitions. Ni le « secrétariat général fort », qu'il défendait, ni la régie publicitaire commune à A 2 et à FR 3, ni même la gestion coordonnée des achats de droits de programmes, n'ont vu le jour dans les termes qu'il préconisait. Les chaînes elles-mêmes, malgré la présence — « symbolique » — d'agents certains — de M. Guilhaume, présentent à tous les voyages et à toutes les réunions, semblent disposer d'une plus grande marge de manœuvre. Le PDG les voyait dirigées par un homme de programme (A 2) et par un journaliste (FR 3). Leurs directeurs généraux sont en réalité deux gestionnaires.

D'Antenne 2, M. Guilhaume voulait faire une télévision « naturellement concurrente de TF1 », s'adressant au plus grand nombre, qui pourrait permettre de compenser les actes avec les engagements. La victime de cette offensive ne reste pas les bras croisés. M. Guilhaume sait, depuis le premier jour, que sa nomination n'a été que le fruit d'un imbroglio et qu'il doit maintenir, face aux autorités de tutelle, un rapport de forces constant. Redoublant tacticien, le président d'A 2 et FR 3 cherche un appui auprès de l'opinion publique et s'efforce de paraître à l'écran pour défendre ses choix. Le 21 janvier, présentant sur FR 3 la nouvelle grille de la chaîne, il a affirmé : « La télévision que nous avons proposée au CSA n'est ni plus ni moins que ce que nous avons fait. On a trois ans et c'est dans trois ans que les critiques et l'audience seront pour nous comme un vrai juge de paix ».

PIERRE-ANGEL GAY

Le pouvoir veut déstabiliser M. Guilhaume

Suite de la première page

Cette sagesse dialectique n'a eu que des effets éphémères. Le vent a tourné et il souffle maintenant, de l'Élysée. M. François Mitterrand fait part à qui veut l'entendre de son mécontentement. Il critique M. Guilhaume, l'incohérence de sa gestion, les choix faits pour les postes de responsabilité au sein d'A 2 et de FR 3. De là à interpréter l'imitation du président de la République pour un ordre de déclaration de guerre, il n'y a qu'un pas, que certains se sont empressés de franchir.

A l'interprétation des sentiments présidentiels s'ajoute l'atmosphère de surenchère politique, qui précède tout congrès du Parti socialiste. En 1983, M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, avait jeté en pâture aux militants socialistes, réunis à Bourg-en-Bresse, la tête de M. Robert Heriart en annonçant une loi sur la presse. Il tentait ainsi de compenser idéologiquement le virage économique du gouvernement. A la veille du congrès de Rennes, bien des militants considèrent que le gouvernement a raté sa réforme audiovisuelle, n'a réussi ni à améliorer le contenu des programmes ni à « assainir » les rédactions des chaînes publiques.

M. Lang et M. Tassac sont les tentés de donner des gages à la base socialiste ? Songent-ils à un futur remaniement ministériel, consécutif à la recomposition des rapports des forces après le congrès de Rennes ? Toujours est-il que les ministres et leurs cabinets ont décliné les hostilités. Les critiques pleuvent. M. Guilhaume a trahi l'esprit de la loi. Il a concentré dans ses mains tous les pouvoirs, alors qu'on ne lui demandait que d'harmoniser stratégies et programmes. Il a nommé dans chaque chaîne une armée mexicaine de responsables qui paralysent toute décision. Il traite à la légère les producteurs indépendants et se comporte comme un actionnaire irresponsable vis-à-vis de la Société française de production. M. Guilhaume supprime des émissions sans même prévenir leurs responsables, improvise d'autres programmes dont l'audience est catastrophique. Il met en péril les ressources publicitaires, creuse les déficits d'A 2 et de FR 3, provoque la démission de leurs directeurs financiers. M. Guilhaume cachemir, sous de beaux discours, une absence totale de projet pour la télévision publique.

Dans cette longue litanie de reproches, certaines accusations sont justifiées. D'autres relèvent

aujourd'hui du procès d'intention. Le PDG commun d'Antenne 2 et FR 3 n'est en place que depuis cinq mois. Le délai est un peu court pour un bilan sévère. Mais il y a plus grave : chaque semaine apporte son lot de rumeurs qui mettent en cause la personnalité de M. Guilhaume, certaines de ses pratiques professionnelles ou des investissements incompatibles avec ses fonctions de PDG. Il est difficile de croire que les pouvoirs publics puissent être à l'origine d'une telle campagne. Pourtant, des inspecteurs des renseignements généraux sont venus enquêter, sans grande discrétion, dans certaines entreprises de l'audiovisuel public, pour obtenir des informations sur le passé du président d'A 2 et FR 3.

Le CSA divise

Témoin privilégié de la tension entre le gouvernement et M. Guilhaume, le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) est fort embarrasé et divisé. Certains de ses membres s'indignent de « la campagne de calomnies » qui vise le PDG. D'autres font remarquer que la loi donne aux « sages » la possibilité de démettre le président des chaînes publiques s'il manque à ses obligations ou compromet l'audience des télévisions publiques. D'autres, enfin, font remarquer qu'il sera difficile de se prononcer sur la gestion de M. Guilhaume avant le premier bilan annuel de sa présidence.

Pour ne pas paraître inactif, le président du CSA, M. Jacques Boutet, a décidé de publier la profession de foi de M. Guilhaume devant le Conseil à l'époque de sa candidature. Un texte que le PDG tient lui-même pour la « charte » qui le lie aux pouvoirs publics et

qui pourrait permettre de compenser les actes avec les engagements.

La victime de cette offensive ne reste pas les bras croisés. M. Guilhaume sait, depuis le premier jour, que sa nomination n'a été que le fruit d'un imbroglio et qu'il doit maintenir, face aux autorités de tutelle, un rapport de forces constant. Redoublant tacticien, le président d'A 2 et FR 3 cherche un appui auprès de l'opinion publique et s'efforce de paraître à l'écran pour défendre ses choix. Le 21 janvier, présentant sur FR 3 la nouvelle grille de la chaîne, il a affirmé : « La télévision que nous avons proposée au CSA n'est ni plus ni moins que ce que nous avons fait. On a trois ans et c'est dans trois ans que les critiques et l'audience seront pour nous comme un vrai juge de paix ».

M. Guilhaume sait aussi se servir des syndicats pour nourrir ses contre-attaques. Voilà qu'il propose aux journalistes de FR 3 un rattrapage immédiat de leurs salaires sur leurs collègues d'Antenne 2 tout en laissant entendre que l'Etat ne lui en fournirait pas les moyens (le Monde daté 21-22 janvier). Une belle saïe au bond par les organisations professionnelles à FR 3 mais aussi à Radio-France qui déposent un préavis de grève. En relançant ainsi délibérément l'agitation sur des enjeux de la grève de septembre 1988, M. Guilhaume met en difficulté le gouvernement et force les autres PDG de l'audiovisuel public à choisir leur camp.

Les procédés employés dans cette affaire ne brillent pas par leur élégance. Même si le gouvernement est persuadé que la politique de M. Guilhaume nuit à l'avenir du service public, il ne peut imposer sa destination sans violer la loi et l'autonomie du CSA. Les manœuvres du PDG d'A 2 et de FR 3 risquent, quant à elles, de provoquer des dégâts bien inutiles dans des entreprises fragiles. Si personne ne calme le jeu, l'audiovisuel public, pris en otage du conflit, aura du mal à s'en relever.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Gay Michel Empociello promet directeur de la rédaction de *La Dépêche du Midi*. — Guy Michel Empociello devient directeur de la rédaction du quotidien régional *La Dépêche du Midi*, où il occupait déjà les fonctions de rédacteur en chef aux côtés de Fernand Constaux. *La Dépêche du Midi*, dont le siège est à Toulouse, tire à 300 000 exemplaires.

Jean Bourdier redevient rédacteur en chef de *National-Hebdo*. — Après le transfert de Serge de Betsch, rédacteur en chef de *National-Hebdo*, au poste de directeur de la rédaction de *Midi* à la faveur d'un rachat de ce titre (le Monde daté 14-15 janvier), Jean Bourdier le remplace à *National-Hebdo*. Ancien d'Asso-

ciated Press, il a fait ensuite toute sa carrière dans la presse d'extrême droite, de *Minute*, où il fut critique littéraire à *National-Hebdo*, dont il est rédacteur en chef puis directeur délégué en 1988 quand il fonde le mensuel *Le Choc du mois*.

Denis Poncec est nommé rédacteur en chef à RTL. — Christian Billman, directeur de l'information de Radio-France internationale, a nommé Denis Poncec rédacteur en chef, ajoutant au directeur de l'information, Denis Poncec, qui a commencé sa carrière à RTL, a travaillé pour TF1 et France-Inter avant de rejoindre la Cinq comme grand reporter et correspondant en Amérique latine et en Amérique du Nord.

RELIGIONS

Le pape se rendra en Tchécoslovaquie au printemps

A la suite de la visite au Vatican d'une délégation tchécoslovaque conduite par M. Jan Carnogurski, premier vice-premier ministre et personnalité catholique, le porteparole du Saint-Siège a confirmé, samedi 20 janvier, l'intention du pape de faire une visite éclair en Tchécoslovaquie avant juin, vraisemblablement les samedi 21 et dimanche 22 avril. Ce pays sera le premier visité par Jean-Paul II depuis les bouleversements en Europe de l'Est. Derrière le « rideau de fer », selon le Polonais avait reçu la visite du pape.

De son côté, M. Carnogurski a indiqué que les relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la Tchécoslovaquie seraient rétablies avant ce voyage et que la totale liberté de nomination des évêques par le Vatican (six diocèses sont encore vacants sur treize) sera très prochainement votée dans un texte de loi.

Les Eglises chrétiennes du Proche-Orient se réunissent à Chypre

Une assemblée générale du Conseil des Eglises du Proche-Orient (CEMO) s'est ouverte, lundi 22 janvier, à Nicosie (Chypre), réunissant pour la première fois deux cents délégués de toutes les communautés chrétiennes présentes dans cette région.

A la fin de 1988, les Eglises catholiques de rite oriental avaient rejoint ce Conseil, qui comprend toutes les Eglises séparées depuis le concile de Chalcedoine (451) — les Eglises copte, arménienne, syrienne, etc. — et depuis les grands schismes de l'orthodoxie (onzième siècle) et de la Réforme (seizième siècle). Des délégués du Vatican, de la Fédération luthérienne mondiale et du Conseil oecuménique des Eglises participent à cette rencontre. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

L'attentat contre « Globe »

Quatre policiers vont être déferés devant un juge d'instruction

Les quatre policiers interpellés, mardi 16 janvier, dans l'enquête sur les attentats contre le journal *Globe* et les foyers Sonacotra de Cannes et Cagnes-sur-Mer, vont être déferés devant M. Jean-Pierre Morciano, magistrat instructeur à Grasse. M. Morciano a lancé, vendredi 19 janvier, un mandat d'arrêt portant inculpation d'association de malfaiteurs contre ces quatre policiers membres de la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police) et du PNFE (Parti nationaliste français et européen). Il s'agit de Philippe

Caplain, trente-deux ans, Daniel Lenoir, trente-six ans, Patrick Reynes, trente-quatre ans, et Daniel Sinizotti, trente-neuf ans. Un délai à comparaître de quatre jours, étant imposé, commençant à partir de la date de ce mandat, les policiers devraient être présentés au juge avant mardi 23 janvier. Les principaux dirigeants du PNFE étaient déjà inculpés et écroués dans la région niçoise, depuis le mois d'octobre 1989, à la suite d'une série d'attentats racistes sur la Côte d'Azur.

L'ancien secrétaire général de la chambre des métiers de Versailles est inculpé de délit d'ingérence

M. Gabriel Decroix, secrétaire général de la chambre des métiers interdépartementale (CMI), Yvelines-Essonne-Val-d'Oise de janvier 1986 à mai 1989, a été inculpé la semaine dernière de délit d'ingérence par un juge d'instruction de Versailles. Il lui est reproché d'avoir acquis, pour le compte de la CMI, des quantités importantes de matériels informatiques et bureaucratiques auprès d'entreprises d'Amiens dans lesquelles il avait personnellement des intérêts financiers.

L'inculpation de M. Decroix, après sa révocation en mai 1989, a été prononcée sur la base de deux rapports d'enquête demandés par le ministère de l'Industrie sur la gestion de la CMI. En 1987, la Cour des comptes avait déjà dénoncé les irrégularités budgétaires et comptables de la chambre consultative.

Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delpont, autorisé de tutelle de la CMI, a décidé de crever l'abcès à l'automne 1988 en refusant d'approuver les comptes. Refus qu'il a maintenu lors de la présentation du budget primitif 1989. Ce désaveu a abouti au printemps dernier à la démission du président, M. René Handiquez, remplacé par M. Marcel de Prost, que les dernières élections des

chambres de métiers ont confirmés dans cette fonction.

Les rapports de M. Philippe Gauthier, inspecteur principal du Trésor, et de M. Denis Conot, inspecteur général de l'Industrie et du Commerce, soulignent une « relative confusion entre les intérêts personnels de certains administrateurs de la chambre et l'intérêt propre de celle-ci ». Ces rapports, dont les conclusions n'ont pas été rendues publiques, sont à l'origine de l'ouverture d'une information par le parquet de Versailles.

PASCALE SAUVAGE

FAITS DIVERS

Incendie dans un immeuble à Thionville : deux morts, douze blessés. — Deux personnes sont mortes, douze autres ont été plus ou moins gravement intoxiquées par la fumée dans un incendie qui s'est produit, dimanche matin 21 janvier, dans un immeuble de Thionville (Moselle). Les deux victimes sont un habitant de l'immeuble, et une autre personne dont le corps calciné a été découvert et qui, selon les enquêteurs, pourrait être celui d'un vagabond venu passer la nuit à l'intérieur de l'immeuble. Selon les premiers éléments, le sinistre s'est déclaré dans le local réservé aux poubelles.

CULTURE

MUSIQUE

« La Khovanchtchina », drame politique

Le chah et l'imam ? Non, Pierre le Grand et les Vieux-croyants, par le Maly de Leningrad

La *Khovanchtchina* de Mousorgski c'est en beauté le cycle des quatre opéras russes présentés par le Maly pendant tout le mois de janvier au Théâtre des Champs-Élysées, et les éloges que nous avons prodigués aux autres spectacles valent pour celui-ci. Le succès considérable et l'enthousiasme du public récompensent la haute qualité du Théâtre de Leningrad, dirigé par Stanislav Goussakovski et Valentin Kozmestov.

Le dispositif scénique du dernier ouvrage est très proche de celui de *Boris Godounov*, comme pour montrer la continuité des deux drames historiques, qui se déroulent à Moscou à un siècle d'intervalle, et un certain parallélisme : les oppositions sanglantes entre princes, la présence obsédante du peuple, qui subit les intrigues sans bien les comprendre, mais pèse de tout son poids sur le destin de la Russie.

Ici, le drame est plus spécifiquement politique, par l'opposition entre la Russie moderniste, occidentale, que crée Pierre le Grand et l'intégration des Vieux-Croyants (appuyés par les ambitions de certains boyards), qui veulent maintenir intacts les traditions et le mode de vie ancien. Peter Selars aurait sans doute « traduit » l'œuvre en opposant le chah d'Iran et l'imam Khomeiny...

On retrouve donc les hautes parois nues de *Boris* et, au loin, les bulbes de la cathédrale orthodoxe, devant laquelle (dans un rideau noir) une immense croix se découpe et s'élargit pendant le prélude, pour se refermer à la conclusion sur les flammes dans lesquelles s'immole la foule innombrable des croyants.

Cette foule, qui joue un rôle essentiel dans le drame, est toujours d'un réalisme intense, que ce soient les strelitz, ces mercenaires soudards, paillard, saouls, au service du prince Khovanski, leurs femmes vigoureuses, capables de les faire rentrer à la maison à coups de balai, prêtes à les laisser décapiter par les troupes du tsar ! Ou les cortèges de fanatiques qui vont à la mort en chantant d'admirables cantiques.

De leurs masses, si vivantes et personnalisées, émergent des silhouettes plus vraies que nature, tel l'écrivain public, une sorte de clochard pleure et geignard, mais d'une agilité de clown, dont Viktor Loukianov fait un portrait aussi prodigieux que son Chouiski.

Quant aux personnages principaux, c'est un festival de grandes voix : Vladimir Vanev, qui, du cauteleux jésuite Rangoni, passe au grandiose Dossifet ; Vladimir Proudnikov (ex-Boris), qui accentue de manière trop spectaculaire la vulgarité de Khovanski ; Alexandre Nenadovski, terrible Chaklovity, etc.

Une femme tient tête à tous ces hommes, Maria, à la fois sorcière, prophète, amante du jeune Khovanski et disciple préférée de Dossifet : c'est Larissa Tediova (tranquille et délicate Mme Larine dans *Eugène Onéguine*), timbre de flamme et de marbre, sensuelle et fanatisée.

Voix et personnages se contentent admirablement dans la musique si humaine et grandiose, shakspérienne, de Moussorgski.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations les 28 et 30 janvier (19 h 30).

CINÉMA

Mort de Barbara Stanwyck

La coriace

L'actrice américaine Barbara Stanwyck est morte samedi 20 janvier d'une crise cardiaque, à son domicile californien. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. A la fin des années 60, Barbara Stanwyck était devenue une vedette de télévision, et les jeunes générations de spectateurs ne l'ont connue que par le petit écran, car les films qui l'ont rendue célèbre repassaient rarement. Dans l'insaisissable série *La Grande Vallée*, elle gardait encore la beauté de sa maturité. Et la vieille dame à cheveux blancs du feuilleton *Les oiseaux se cachent pour mourir* a été extrêmement populaire. Mais, au cours des années 30-40, Barbara Stanwyck fut une star hollywoodienne adulée au même titre que Greta Garbo, Marlene Dietrich, Joan Crawford ou Bette Davis. De 1927 à 1964, elle tourna une centaine de films. Beaucoup, il est vrai, furent de simples produits commerciaux. Barbara Stanwyck a tout joué : la

comédie, le mélodrame, le film d'aventures, le western. Et atteignit le sommet de sa carrière en extraordinaire garce blonde de film noir. C'était dans *Assurance sur la mort* de Billy Wilder, en 1944. De son vrai nom Ruby Stevens, Barbara Stanwyck naît le 16 juillet 1907 à Brooklyn. Elevée par sa sœur aînée, Mildred, comédienne, elle se produit elle-même dans des cabarets, dès l'âge de quinze ans. Elle est engagée à Broadway. Elle épouse un acteur comique, Frank Fay, qui la dirige vers le cinéma. Débuts obscurs, en 1927, dans un film muet, *Broadway Nights*. Frank Fay lui décroche un contrat à la Columbia et lui fait connaître le metteur en scène Frank Capra, qui transforme cette comédienne aux cheveux châtains, type parfait de la jeune fille américaine, en femme légère touchée par l'amour dans *Ladies of Leisure* (1930), en prédatrice cynique dans *The Miracle Woman* (1931).

C'est lui qui révèle ses dons de composition dans *Amour défendu* (1932) et *Le Thé au général Van* (1933). La troublante personnalité de la vedette laisse avec *Liliane (Baby Face)* d'Alfred E. Green (1933), l'ascension d'une petite employée prenant innocemment pour amants les chefs de service d'une grande banque avant d'arriver au directeur. Le film cause une manière de scandale ; mais Barbara Stanwyck va son chemin. Elle interprète la légendaire Annie Oakley dans *La Gloire du cirque* de George Stevens, en 1935, année où elle divorce de Frank Fay. Elle brille dans *Mesdemoiselles* (George Marshall, 1936), tournée sous la direction de W. S. Van Dyke (*La Fière des tropiques*, 1936) ; John Ford (*Révolte à Dallas*, 1937, sublime mélo), Leigh Jason (*Miss Marlowe est folle*, 1938), Cecil B. De Mille (*Pacific Express*, 1939), Rouben

Mamoulian (*L'Esclave aux mains d'or*, 1939, où débute William Holden). A cette époque, elle se remarie avec un des plus beaux hommes d'Hollywood — un des plus convoités : Robert Taylor. Union qui durera douze ans.

On la voit chez Preston Sturges (*Lady Eve*, 1941), Frank Capra (*L'Homme de la rue*, 1941), Howard Hawks (*Boulevard de feu*, 1941), William Wellman (*L'Etranger*, 1941) et *L'Inspiratrice*, 1942, où elle devient centenaire) et Julien Duvivier (*Obsessions*, 1943). En pleine vogue du film noir, Billy Wilder transforme Barbara Stanwyck en vamp blonde, à la mâchoire carnassière, fait de son corps fragile une cuirasse de manne religieuse, lui donne l'énergie coriace d'une criminelle. Elle fait sensation, et on ne lui propose plus, par la suite, de rôles comiques ou charismatiques. Elle est femme de tête : *L'Emprise du crime* (Lewis Milestone, 1946, nouveau chef-d'œuvre noir), *L'Indomptée* (Robert Z. Leonard, 1948), *Racocroches*, c'est une erreur (Anatole Litvak, 1948), *La Femme à l'écharpe pailletée* (Robert Siodmak, 1949), *Les Chânes du destin* (Mitchell Leisen, 1950), *Le démon s'éveille la nuit* (Fritz Lang, 1952), *La Tour des ambassadeurs* (Robert Wise, 1954). C'est dans le western qu'elle transpire, à l'âge mûr, son énergie et ses compositions d'aventurière : *Le Souffle sauvage* (Hugo Fregonese, 1953), *La Reine de la prairie* (Allan Dwan, 1954), *Le Souffle de la violence* (Rudolph Maté, 1955), *La Horde sauvage* (Joseph Kane, 1956), *Quarante heures* (Samuel Fuller, 1957). Elle refuse de cacher son âge, se veut juste une professionnelle. Elle la prouvera encore longtemps, à la télévision.

JACQUES SICLIER



Barbara Stanwyck dans « La Reine de la prairie ».

DISQUE

Johnny Clegg
entre Californie et Transvaal

Le nouvel album de Johnny Clegg vise le marché américain mais le « Zoulo blanc » reste fidèle à son combat

JOHNNY CLEGG & SAVUKA
Cruel, Crazy, Beautiful World.
Disque, cassette, CD EMI.

Deux ans après son entrée fracassante sur la scène musicale française, Johnny Clegg revient avec un album (*Cruel, Crazy, Beautiful World*) enregistré à Los Angeles et à Johannesburg, qui doit lui permettre de donner une série de concerts au Zenith et dans les régions au printemps prochain.

De retour en Afrique du Sud après son phénoménal succès en Europe, Johnny Clegg s'est plongé de nouveau avec passion dans la culture et la mentalité noires des townships. Il est parti dans les campagnes à la rencontre des vieux musiciens jouant avec des instruments rudimentaires et disposés à transmettre leur savoir avant de mourir. Il a dû parcourir pendant huit mois les zones rurales au bord de l'océan Indien avant de rassembler en novembre dernier pour un festival de l'université de Natal trois cents musiciens. Collecteur de musique populaire, Johnny Clegg sait que toute une série d'instruments traditionnels sud-africains ont tendance à disparaître et, à sa manière, il s'efforce de préserver cet héritage afin de permettre à de jeunes musiciens de chercher à développer la portée musicale de ces instruments.

L'originalité de Johnny Clegg est d'avoir défini l'« identité culturelle d'un peuple et sa force est d'avoir réalisé la fusion des musiques sud-africaine et occidentale. Face à la honte de l'apartheid, Clegg n'a jamais cru aux brusques bouleversements mais aux changements lents, en profondeur. « Le temps du « protest » est terminé, dit le chanteur. A part l'extrême droite, plus aucun Blanc ne croit en l'apartheid. Certains obstacles à une nouvelle société ont déjà été franchis. Evouer Mandela dans une chanson il y a vingt ans était impossible. Ou bien il fallait le faire à travers l'humour et avec une danse, c'est-à-dire en utilisant

une forme d'expression incompressible pour la culture occidentale ».

Le nouveau disque de Johnny Clegg — du moins certains morceaux comme *Cruel, Crazy, Beautiful World*, qui donne son titre à l'album — marque sans doute une évolution de plus en plus « pop » de sa musique. Mais plus que jamais Clegg se veut l'ambassadeur d'une expérience sud-africaine : « transmettre une aventure vécue au milieu d'un peuple meurtri par la cruauté de l'histoire », raconter les faits du quotidien avec une musique qui l'a si fortement imprégné depuis l'époque où il enregistrerait sur un magnétophone les concerts improvisés dans les rues des townships par les jeunes Sud-Africains. Ainsi, *One Man, One Vote* a été écrit au moment de l'enregistrement de l'album, quand un des amis de Clegg, le docteur David Webster, militant anti-apartheid, a été assassiné à Johannesburg. *Bombs Away* a été imaginé au plus fort de l'état d'urgence, en 1986, et décrit l'écartèlement entre deux formes de violence, celle des institutions et celle du mouvement de libération. Et *Moliva* a été conçu après le mariage de Clegg, selon la tradition zoulou, sur les bords de la rivière Mooi, à Malinga, dans la province du Natal.

CLAUDE FLÉOUTER

■ Mort de Pierre Nicolas, le contrebassiste de Brassens. — Le contrebassiste de Georges Brassens, Pierre Nicolas, est décédé dimanche 21 janvier des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-huit ans. Compagnon attitré de Georges Brassens, Pierre Nicolas l'accompagnait à la contrebasse ou au violoncelle. Il accordait sa guitare avant chaque concert et, à l'occasion, lui servait de souffleur. Homme discret dans la vie comme sur la scène, il n'aura vu et entendu chanter Brassens que de dos. Après la mort du chanteur, en 1981, Pierre Nicolas a accompagné Barbara puis Charles Trenet lors de sa dernière tournée en France.

ARTS

L'autre Allemagne à La Villette

Les deux cents artistes de la RDA venus pour trois jours à Paris sont repartis chez eux après avoir déjeuné à l'Elysée

Ils n'auront vu de Paris que la Grande Halle de La Villette, le soir même d'après-midi, pour aller à l'Elysée, le grand ordonnateur des cérémonies côté est-allemand, samedi, sous les lambris de l'Elysée. M^{me} Mitterrand, présidente de l'association France Libertés, qui parrainait la manifestation, avait invité les deux cents exposants à venir déjeuner dans le salon d'hiver du palais présidentiel. Pour éviter que les cuis et les chemises baroques du Tout-Prenzlauberberg ne se croisent dans la cour d'honneur avec le cortège de Mme Thatcher qui déjeunait avec François Mitterrand, on avait prévu cette dernière d'arriver par le jardin. Et le président lui-même est venu serrer les mains.

Il n'y avait plus qu'à s'inquiéter de ce que pensaient les Parisiens des performances et œuvres apportées de Berlin. La rencontre n'était pas évidente.

Il y avait bien un peu de nervosité dans l'air. Il fallait apprendre à travailler ensemble. Tous ne venaient pas des mêmes horizons, certains avaient travaillé dans les unions d'artistes officielles, d'autres non, d'autres encore se trouvaient, depuis quelque temps déjà, à Berlin-Ouest. En outre, réaliser en trois jours une telle exposition était une gageure.

Le résultat a été à la hauteur de la peine. La fête de Prenzlauberberg, avec ses rockers et ses mariométistes, ses peintres, ses cabarets et ses défilés de mode, avait du tonus. Sans doute, comme le relevaient certains amateurs parisiens, on n'échappait pas, parfois, à l'impression de se retrouver quelques années en arrière. Les performances de chair du groupe « Autoperforation », qui fit sensation à Dresde en 1988, avaient un petit air de déjà vu à Paris. A La

Villette, le mur était écroulé et Volker Lewandowsky, créateur de l'espace, avait fait de sa chute un élément central du décor de la grande Halle : une longue chaîne de panneaux inclinés sur lesquels étaient exposées des peintures, symbolisant un château de cartes en train de s'écrouler. Mais, il y a deux mois, le mur tenait bon encore. Ce qui comptait alors à l'intérieur des frontières hermétiques ne compte plus forcément aujourd'hui. D'artistes « mandités », les deux cents exposants de La Villette sont devenus aujourd'hui des artistes comme les autres, confrontés à une rude compétition sur la scène européenne et mondiale. Une scène dont la porte s'appelait pour eux, ce week-end, Paris.

HENRI DE BRESSON

Une réforme pour les conservateurs

Corps unique et revalorisation salariale

Il y a deux ans, le jour de l'inauguration du premier Salon international des musées, les conservateurs en colère manifestaient sur les marches du Grand Palais. L'un d'entre eux parvint même à glisser sa feuille de paye dans les mains du ministre de la culture venu l'inaugurer. Il faut avouer qu'au moment où la cote des musées n'avait jamais été aussi haute, où le marché de l'art commençait à flamber, le salaire de ces hauts fonctionnaires restait modeste.

Ils commencent leur carrière autour de 7 500 F avec l'espoir d'atteindre 16 000 F ou 18 000 F à l'âge de la retraite. La réforme en passe d'être adoptée aujourd'hui change considérablement le statut et les rémunérations des responsables des musées. « C'est une reconnaissance du rôle qu'ils jouent maintenant dans la société française », indique M. Olivier Chevillon, le directeur des musées de France.

Un corps unique, englobant tous les métiers voués à la conservation est créé. Il rassemble

les professionnels des musées, de l'inventaire, des fouilles archéologiques, des archives et des monuments historiques. Ce corps est rattaché au sein de la grille de la fonction publique. Ses indices financiers en sont donc modifiés. Les traitements, en fin de carrière et au sommet de la hiérarchie, seront à rapprocher de ceux des professeurs d'université de première classe (autour de 30 000 F par mois, sans compter les primes de chef d'établissement). L'avancement devrait être plus rapide et plus régulier. Le nombre des conservateurs en chef doit être étendu (de vingt et un à quarante-deux). Mais il ne faut pas fabriquer un corps pseudo-polyvalent, note M. Chevillon. Ce qui aurait été une régression par rapport aux exigences scientifiques actuelles.

Les spécialisations seront prises en compte dès les concours qui permettra aux futurs conservateurs d'accéder à l'École du patrimoine, où ils seront formés, à l'écrit comme à l'oral. Le classement du concours se fera éga-

lement par spécialités. Un même candidat pourra présenter deux options différentes (inventaire et archives, par exemple). Rappelons que l'École du patrimoine est une école d'application (six-huit mois) où les stages, y compris à l'étranger, seront une priorité. Un enseignement commun y sera dispensé aux élèves conservateurs, qui suivront également des cours relevant de la spécialité de leur choix. Par la suite, des passerelles fonctionneront entre les différentes branches de ce corps. Ainsi, un conservateur voué aux monuments historiques pourrait être versé sur sa demande, à l'inventaire. Ce dispositif aura de nos jours, par le biais du détachement : M. Babelon, par exemple, nouveau responsable du Musée de Versailles, est un archiviste.

Reste à régler le problème des conservateurs travaillant dans un établissement relevant d'une collectivité territoriale (région, département ou ville). Leur sort dépend de la loi sur la nouvelle fonction publique territoriale, en cours d'élaboration. Mais, déjà,

l'idée que ceux-ci puissent avoir la responsabilité d'un musée classé (établissement dépendant juridiquement d'une ville ou d'un département, mais dont les responsables sont nommés par l'Etat) provoque une certaine émotion chez les « nationaux » (voir le Monde du 23 novembre 1989).

Le ministère semble favorable à cette ouverture. Celle-ci paraît logique, compte tenu de la qualité actuelle du personnel « régional » et de la floraison de nouveaux musées aux quatre coins de la France. Mais il est grand temps de revoir la liste des musées classés. Il y en a aujourd'hui trente-deux, un chiffre qui pourrait facilement tripler. « La mobilité accrue du corps des conservateurs est une chance pour la profession, affirme M. Chevillon. La gestion d'un établissement de province est une expérience irremplaçable. Les conservateurs n'ont pas d'inquiétude à avoir. Les problèmes de concurrence ne se posent pas pour eux. »

EMMANUEL DE ROUX

CULTURE

MODE

Montana pour Lanvin

Le dernier en date des grands couturiers présente son premier défilé pour la haute-couture

Claude Montana, créateur de mode, spécialiste des cuir velours, des nuances roses, des jupes pleines, sourit rarement. Mais souvent il y a une étincelle de moquerie dans son regard bleu : juste pour la dose d'humour qui lui permet de survivre à ses angoisses. Angoisses justifiées, car, sans rien abandonner du prêt-à-porter et du parfum Montana, il reprend la grille couture Lanvin. Défilé le 23 janvier. Début février, c'est la collection homme Montana et, en mars, la collection femme.

Pourquoi accepter cette course dératée après le temps, alors qu'il avait refusé la proposition chez Dior ?

« Parce que chez Dior je devais prendre tout, couture, prêt-à-porter, licences, et je ne m'en sentais pas capable. D'autre part, chez Lanvin, la clientèle est à conquérir. On verra qui viendra. Je ne vais pas refaire des robes à boutons gravés. Je ne fais pas du Lanvin, on ne peut pas retravailler cette image prestigieuse du début du siècle.

On m'a raconté le temps où un atelier pouvait travailler pour une seule cliente qui commandait un tailleur en dix couleurs. Ce temps-là est mort, on le sait. Mais le monde de la couture reste exceptionnel. On y trouve une dévotion unique, c'est un métier qui ne supporte pas l'indifférence. On ne voit pas un homme qui ne s'occupe pas de la clientèle. Ils m'appellent « Monsieur » ; chez moi, on dit « Claude ». Il faudrait que les deux styles se mêlent.

Je ne distingue pas bien le décalage entre les femmes qui s'habillent ou non couture. Le prêt-à-porter colle de toute façon très cher. La différence est qu'on ne sait pas pour qui on travaille. La machine commerciale est lourde, contraignante, la marge de manœuvre s'est pas mal réduite. Rencontrer à un modèle parce qu'on ne peut pas le reproduire est frustrant. Si on n'exploite pas les idées sur le moment, on doit y renoncer. La saison suivante, elles ne sont plus valables. On ne peut pas revenir en arrière. Par moments, j'étouffe. Trois semaines avant le défilé, on se dit qu'on va rester lucide, on ne laisse passer. A la fin, on est épuisé, on ne voit plus d'où vient le défilé.

En couture, on sait bien qu'on ne peut pas gagner d'argent. On ne m'embête pas avec ça. Pas pour

l'instant. Je suis libre, et cette liberté m'opprime. Tout est trop. Le temps est la seule limite. C'est encore une différence avec le prêt-à-porter, où les décisions se prennent les deux dernières jours. La couture exige des semaines de fabrication, la dernière minute n'existe pas. On vous montre tout de suite, et on recommence autant de fois qu'il est nécessaire. On déchire, on démonte ; c'est fascinant, le craquement d'une manche que l'on ouvre.

J'apprends sur le tas, je n'ai jamais agi autrement. La mode, je n'y pense vraiment pas. Mes parents auraient souhaité que je sois des études classiques, latin et grec. Le grec a été la première source de conflit. Je ne voyais pas pourquoi je devais apprendre une langue morte. J'aurais préféré l'allemand puisque ma mère était allemande. On espagnol — mon père est d'origine catalane. Mon arrière-grand-père avait fondé un hôtel, à 10 kilomètres de Carcassonne, près de la seule mine d'or de France. Mes parents se sont connus en Allemagne, ou en Alsace je ne sais pas. Mon frère est né, il était beau, intelligent, correspondait aux vœux de mes parents. Sept ans après, je suis arrivé, alors que ma mère pensait ne plus avoir d'enfants. Heureusement, vingt-neuf mois tard est venue ma sœur, je me suis senti moins seul. A présent, elle travaille avec moi.

« On ne peut pas s'arrêter »

Ce qui m'intéressait, c'était la musique, l'opéra, le ballet. Quand j'ai commencé à ne plus m'entendre avec mes parents, je suis parti. J'étais figurant à l'Opéra ; c'était au moment où Chagall reprenait le plafond. Margherita Valman remuait Don Carlos ; Leonor Fini faisait les costumes et les décors de Tannhäuser. Je suis fasciné par les costumes, par tous ceux qui font des princesses avec leur corps. Chez moi, c'est la tête qui travaille, j'ai mal là.

Je suis allé à Londres avec un copain au début des années 70. Nous n'avions pas de permis de travail ; nous fabriquions des objets en papier mouillé, cuit avec de la colle et qui devenait assez dur pour y incruster des pierres. Nous sommes revenus, car nous avions peur de nous faire piquer par les services de l'immigration. Nous avons essayé de continuer nos objets à Paris,



Claude Montana

mais ça n'a pas marché du tout. Les gens trouvaient que c'était trop.

J'avais gardé de bons copains du temps de l'Opéra, dont un qui était passé chez Cuevas. Il m'a attrapé dans un bar de la rive gauche et m'a conseillé la mode, m'a envoyé présenter mes dessins. A l'époque, je m'habillais beaucoup, j'étais presque un personnage avec des avions, des nuages d'or et d'argent découpés sur le dos de mes blousons (1). Je ne savais rien, j'ai préparé un dossier, ça a marché. J'ai appris comme ça, et je n'ai pas arrêté.

On ne peut pas s'arrêter. Quand j'ai du temps libre, je fais la

fièvre. Mais on doit recommencer tout de suite. Après le défilé, on revient chez soi, mort de fatigue. On n'a pas dormi pendant des nuits et on ne trouve pas le sommeil. Je ne peux pas fermer l'œil avant d'avoir visionné la vidéo du défilé. Je dois attendre quelques heures avant qu'elle soit prête et qu'on me l'apporle. Je regarde. Après, je ne sais plus quoi faire. C'est le vide.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) On ne voit pas souvent Montana habillé autrement qu'en jeans dans un car et sous blouson doublé.

DANSE

Les anges ne sont pas sans péché

Catherine Diverres chorégraphie la métaphysique

Catherine Diverres se situe en marge des préoccupations habituelles au monde de la danse : le libre arbitre, la prédestination et la grâce forment la trinité qui lui a inspiré sa dernière création, *Fragment*.

La chorégraphe n'entend pas, Dieu merci, faire le tour d'une question qui, de toute éternité, a divisé les théologiens et les moralistes. Elle lance seulement quelques pistes : le péché existe parce qu'il y a la pureté, et le démon parce qu'il y a l'ange ! Saint Augustin et Bossuet sont cités au cours du spectacle, l'ombre de l'ange de Théodore de Pier Paolo Pasolini est dans toutes les têtes. La chorégraphe a décidé de nous emmener sur des sommets, on lui souhaite bon courage.

Catherine Diverres, sincère, sensible, rate son entreprise. Plusieurs moments d'une grâce touchante ne suffisent pas à la sauver. La pièce est composée de deux parties trop distinctes et le propos devient manichéen. Nous voyons, dans la première partie, les sept danseurs à la recherche de points d'ancrage face à l'absurdité des situations qu'ils vivent, le plus souvent isolément : traversées éperdues du plateau, regard absent ou trop affairé, durs de glace et amours triangulaires.

Tout, plutôt que le vide ! Bernardino Montet, qui bouge comme un centaure, s'attache lui-même, tirant jouissance de cette entrave volontaire... La deuxième partie commence sur un coup de théâtre

réussi : des formes, des statues sculptées par Guyia Paner, surgissent dans le clair-obscur, elles représentent le corps des danseurs.

Elles vont progressivement donner un sens à leurs errances, à leur quête d'identité : rencontres de l'âme-sœur, de son double, mais aussi du démon qui est en vous, si vous êtes un ange, et vice versa. C'est le mythe de la Caverne de Platon.

Fragment s'élaborait autour des principes dialectiques du yin et du yang. Mais, ici, l'élément féminin l'emporte tant les danseuses sont remarquables. Il est vrai que Catherine Diverres leur accorde un soin particulier, autant dans l'écriture des rôles que dans le choix des costumes : tissus raffinés, kimono coquins, chaussons couleur de la peau. Sont-elles les anges ou les démons de cette histoire très compliquée ?

Toutefois, le plaisir de céder ou de résister à la tentation semble finalement bien tiède. On aurait aimé plus de force et moins de délicatesse, plus de chair et moins d'éther.

DOMINIQUE FRÉTARD

Fragment, de Catherine Diverres. Musique originale de Eiji Nakazawa. Textes écrits par Alain Rigout. Scénographie de Guyia Paner et de Félix Parrochia. Tournée : le 23-1, à Cherbourg ; le 28-1, à Amiens ; le 23-2, à Mulhouse ; le 1-3 au Havre, le 10-3, à Rouen ; le 7-4, à Genève. *Fragment* sera donné au Festival d'Aix-en-Provence 90.

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE EUROPÉEN



PREMIERS PLANS

ANGERS - FRANCE - DU 19 AU 28 JANVIER 1990

PREMIERS LONGS METRAGES
PREMIERS COURTS METRAGES
RENCONTRES EUROPEENNES DES ECOLES DE CINEMA
RETROSPECTIVE 'ALLEMAGNE ANNEES 70'
COLLOQUE 'PRODUIRE UN PREMIER FILM EN EUROPE'

AVEC LA PARTICIPATION DE : LA VILLE D'ANGERS, LE CNC, LA SEPT, L'ARCAE, LA DRAC, LA REGION DES PAYS DE LOIRE, LE DEPARTEMENT DU MAINE ET LOIRE, LA FONDATION DE FRANCE, LA FONDATION GAN POUR LE CINEMA, RDAK-PKTHÉ, TELERAMA, LE NOUVEAU THEATRE D'ANGERS.

FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

SAISON RUSSE

12 AU 31 JANVIER 1990

OPERA NATIONAL MET UNIONRAU

BORIS GODOUNOV
MOUSSORGSKI

EUGENE ONEGUINE
TCHAIKOVSKI

LA DAME DE PIQUE
TCHAIKOVSKI

LA KHOVANCHITCHINA
MOUSSORGSKI

Henrik Ibsen

La Dame de la Mer et Les Revenants

la Ville

ette

Paris

Villeneuve, le mur était écroulé et Villeneuve, créateur de l'opéra, avait fait de sa chute une dévotion centrale du décor de la grande Halle : une longue chaîne de panneaux peints sur lesquels étaient exposées des peintures, symbolisant un tableau de cartes en train de s'effondrer. Mais, il y a deux mois, le mur tenait bon encore. Ce qui comptait alors à l'extérieur des frontières territoriales ne comptait plus forcément à l'intérieur des frontières artistiques. Les deux créateurs de La Ville ont donc dû se battre pour que les artistes, comme les autres, soient traités à une rude compétition sur la scène européenne et mondiale. L'œuvre s'appelle pour eux, ce week-end, Paris.

HENRI DE BRESSON

teurs

Le ministère semble favorable à cette ouverture. Celle-ci peut être complétée par la création d'un musée de l'art contemporain, mais dont les responsables sont toujours par là-dessus. L'État, qui a une certaine influence sur les événements artistiques, a une rude compétition sur la scène européenne et mondiale. L'œuvre s'appelle pour eux, ce week-end, Paris.

EMMANUEL DE ROUX

SPORTS

AUTOMOBILISME : le rallye de Monte-Carlo

Lancia perd un atout

Le Français Didier Auriol (Lancia intégrale 16 S) a pris la tête du rallye de Monte-Carlo à l'issue de l'étape de classement (560 km dont six spéciales chronométrées de 124 km) disputée dimanche 21 janvier entre Monaco et Aubenas. Le rallye devrait se terminer jeudi en principauté.

La cinquante-huitième édition du rallye de Monte-Carlo sera-t-elle digne des festivités du centenaire de la création de l'Automobile club de Monaco ? Même en l'absence probable de neige, la dureté et la variété du parcours de 3 280 km (dont 604 chronométrés) avec des changements constants d'altitude et d'exposition, de l'arrière-pays niçois jusqu'au cœur des Hautes-Alpes en passant par le Vercors, le plateau ardéchois et les Alpes de Haute-Provence, sont la garantie d'un vainqueur talentueux. Comme Lancia et l'Italien Massimo Biasion qui s'étaient imposés en 1989 avant de s'envoler vers de nouveaux titres mondiaux.

L'arrivée des grands constructeurs japonais Toyota, Mitsubishi et Mazda n'avait, toutefois, pu dissiper une certaine monotonie engendrée par l'écrasante domination exercée par la firme de Turin depuis l'interdiction des superpuissantes voitures du groupe B, comme la Peugeot 205 T16 fin 1986. L'an dernier, Lancia s'est, en effet, assurée sa troisième couronne consécutive en remportant les six premiers des dix rallyes de la saison.

La menace japonaise sera-t-elle effective en 1990 ? Les succès en fin de saison dernière de Mitsubishi Galant de Mikael Ericsson au rallye des 1 000 Lacs et de Pentti Airikkala au RAC, en Grande-Bretagne, et de la Toyota Celica de Juha Kankkunen en Australie, pouvaient le laisser penser. Mais ce fléchissement des Lancia s'expliquait-il par une certaine démotivation après la conquête du titre ou par

des problèmes de mise au point de la nouvelle version 16 S (16 soupapes), dernière évolution de la Delta intégrale, apparue en septembre au rallye de San-Remo ?

Au Monte-Carlo, l'absence de neige désavantage les Mazda 323 de Hannu Mikkola et Timo Salonen, handicapées par la puissance moindre de leur moteur de 1 600 centimètres cubes (2 litres pour leurs rivaux). Ari Vatanen et Kenneth Eriksson, au volant des lourdes Mitsubishi Galant, ne cachent pas non plus leurs préférences pour les sols enneigés ou verglacés. Pour Lancia, la principale menace devrait donc venir de la Toyota Celica de l'Espagnol Carlos Sainz, révélation de la saison dernière, qui risque toutefois de manquer d'expérience dans ce rallye qu'il dispute pour la deuxième fois.

Dans sa quête d'une cinquième victoire consécutive en principauté, Lancia avait, *a priori*, mis tous les atouts de son côté. Massimo Biasion retrouvait comme coéquipier le Finlandais Juha Kankkunen pour une mise au point très attendue depuis l'incident de course qui les avait opposés à l'arrivée du Monte-Carlo 1987. Le duel entre les deux double champions du monde a, hélas, tourné court, dimanche, avec la sortie de route du Finlandais dès la cinquième spéciale de l'étape de classement.

Après l'abandon de Kankkunen, les principaux adversaires de Massimo Biasion devraient encore être deux pilotes de Lancia. Deuxième l'an dernier, Didier Auriol avait réussi son entrée au sein de l'équipe d'usine italienne en remportant ensuite le Tour de Corse avant d'abandonner sur une mauvaise série d'abandons et de sorties de route. Bruno Saby, dernier Français vainqueur du Monte-Carlo en 1988, dispose d'une intégrale 16 S sortie des mêmes ateliers que celles d'Auriol et de Biasion, mais il doit, en revanche, assurer son assistance avec sa propre équipe.

GÉRARD ALBOUY

L'équipe de France de football poursuit sa tournée au Koweït. Dimanche 21 janvier, elle a battu la sélection nationale koweïtienne (1-0) à l'issue d'un match médiocre marqué par la blessure au nez de Jean-Pierre Papin (1). Les Français affronteront la RDA mercredi 24 janvier avant de rentrer en France le lendemain. Michel Platini n'aura pas pour autant résolu le délicat problème du gardien de but.

KOWEIT

de notre envoyé spécial

Michel Platini était un joueur unique. Devenu sélectionneur, il est resté « hors normes », mais dans un style différent. Lorsqu'il lui arrive de sortir des sentiers soigneusement tracés de la langue de bois, il tient parfois un discours détonnant. Quel autre sélectionneur avouerait à propos de la désignation du gardien de but de son équipe : « C'est un poste que je ne maîtrise pas à cent pour cent. Toute ma vie, j'ai cherché à les tromper et non pas à observer leur manière de jouer. Je suis donc incapable de les juger, de dire si tel gardien est meilleur que tel autre » ?

Cet étonnant accès de franchise, rarissime de la part d'un technicien, vaut avec d'impuissance. L'ancien joueur prolu sélectionneur est confronté à un dilemme qu'il ne sait comment résoudre dans l'immédiat : qui sera le gardien des « bleus » dans les mois et les années à venir ?

La tournée au Koweït, n'aura apporté aucune réponse à cette question. Pis : elle n'aura fait qu'accentuer la complexité du problème. Simplement parce que l'acteur principal, Joël Bats, gardien du Paris-SG, cinquante fois retenu en sélection, est resté au pays. Agé de trente-trois ans, il a été l'indiscutable titulaire en équipe de France jusqu'en

FOOTBALL : la tournée française au Koweït

Les buts de Platini

18 novembre 1989, jour de sa cinquième sélection, contre Chypre à Toulon (2-0). A l'issue de ce match, il avait tenu un discours assez floppé, expliquant qu'il était plutôt tenté par la « retraite » mais que Michel Platini pouvait tout de même faire appel à ses services.

Deux possibilités s'offrent à lui : soit il arrête définitivement le football en 1991 à la fin de son contrat avec le Paris-SG pour devenir cadre technique à la fédération ; soit il renonce à prendre sa « retraite » à cette date, prolonge son contrat au Paris-SG (ou en signe un nouveau ailleurs) de deux ou trois ans et redevient du même coup candidat à sa propre succession en équipe nationale.

J'aimerais

qu'un gardien s'impose...

Il doit prochainement rencontrer le président de la fédération française, M. Jean Fournet-Fayard, qui devrait lui faire des propositions concrètes quant à une éventuelle reconversion (peut-être un poste de responsable de l'entraînement des gardiens en sélection) et bien sûr évoquer son avenir international. Michel Platini attend sans doute beaucoup de cette entrevue car il est clair que dans son esprit le Parisien est encore le meilleur spécialiste du pays.

Mais le problème du sélectionneur se complique lorsque l'on sait qu'un joueur se prépare dans l'ombre de Joël Bats depuis des années : l'Auvergnais Bruno Martini (vingt-huit ans), qui gardera les buts français contre la RDA. « Je ne me suis jamais considéré comme le successeur désigné de Joël », assure-t-il. Il a beau jurer le contraire, un brusque retour de ce dernier sous le maillot bleu constituerait un sérieux camouflet pour ce jeune homme discret qui croyait son heure arrivée. Du reste, ne l'avoue-t-il pas en partie lorsqu'il déclare : « A ce poste, les aller-retour sont gênants » ?

Une incompétence avouée en matière de choix des gardiens de but, un grand ancien qui se laisse

désirer, un remplaçant en quête de promotion... La tâche de Platini est bien complexe. Elle le devient encore davantage si l'on tient compte du troisième personnage : Gilles Rousset, vingt-six ans, gardien de Sochaux. Il a fêté sa première sélection contre le Koweït. Comme Bruno Martini, il se garde bien de déclencher une polémique qui n'a pour l'instant pas lieu d'être. Mais il admet cependant que « si Joël Bats prenait sa retraite, il y aurait une place à prendre ». Autant dire qu'il ne considère pas Bruno Martini comme un obstacle insurmontable.

Que va-t-il donc se passer dans les mois à venir ? Deux cas de figure sont envisageables. Première possibilité : Joël Bats récupère son poste de gardien de l'équipe de France. Le problème de Michel Platini serait, *a priori*, réglé, au moins jusqu'en 1992, date du prochain championnat d'Europe des nations. Mais il lui resterait à gérer le cas humain posé par un Bruno Martini qui se laisserait sans doute de jouer les doublures.

Seconde hypothèse : Joël Bats renonce définitivement à l'équipe nationale. Michel Platini devrait

alors désigner son successeur. Bruno Martini ? Le sélectionneur persiste à le présenter comme le futur numéro un mais la tournée au Koweït indique qu'en dépit d'indéniables qualités il ne fait pas l'unanimité. « J'aimerais qu'un gardien s'impose », regrette récemment Platini, prouvant ainsi qu'il n'avait pas encore déniché l'héritier adéquat. Les candidats à la succession sont pourtant nombreux : outre Martini et Rousset, le Marseillais Gaëtan Huard ou le Toulousain Robin Huc pourraient prétendre à une telle promotion...

PHILIPPE BROUSSARD

(1) L'avant-centre de Marseille et de l'équipe de France a eu le nez cassé lors d'un choc en fin de match avec un défenseur koweïtien. Il a été aussitôt transporté à l'hôpital le plus proche, mais les responsables de la sélection ont décidé de le rapatrier au plus vite en France pour y être opéré. En conséquence Michel Platini alignera l'équipe suivante contre la RDA mercredi 24 janvier (17 h 30 sur Canal Plus) : Bruno Martini - Manuel Amoros, Bernard Casoni, Franck Saux, Eric Di Meo - Bernard Pardo, Didier Deschamps, Jean-Marc Ferreri, Christian Perez - Pascal Vahirua, Eric Cantona.

CYCLISME

Quatorze coureurs en justice pour dopage

Quatorze coureurs cyclistes dont le champion de France Eric Caritoux et trois de leurs fournisseurs présumés devront répondre le 13 février « d'acquisition, de détention et d'usage » de stupéfiants devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'affaire avait éclaté en novembre 1986, lors des Six Jours cyclistes de Paris-Bercy, avec l'interpellation par la police de Patrick Charon qui vendait du tonédrone (méthamphétamine).

Une perquisition à son domicile avait permis de découvrir une liste de coureurs cyclistes amateurs et professionnels sur laquelle figuraient notamment les noms d'Eric

Caritoux, Francis Castaing, Thierry Claveyrolat, Jean-René Bernaudeau, l'Allemand de l'Ouest Dietrich Thureau et le Belge Stan Tourné.

La police avait pu remonter jusqu'au fournisseur de Patrick Charon, Joël Lacroix, un préposé aux PTT qui avait acheté pour 100 F à 200 F l'unité quelque 700 boîtes de tonédrone à un médecin, Jacob Toledano. Les boîtes étaient ensuite revendues aux coureurs 500 F pièce. L'enquête avait également permis d'interpellier un éleveur de chevaux de course qui a été inculpé d'« escroquerie aux courses hippiques ».

Intimement persuadés d'avoir mis toute notre

puissance de recherche dans la technologie de nos micro-

ordinateurs professionnels, tous nos moyens dans l'excel-

lence des services et du réseau de distribution, nous

sommes heureux que, chaque jour, le succès le confirme.

Certains s'étonnent que nous n'ayons pas pensé à le dire.

IL EST TEMPS DE PASSER

A H

SPORTS

RUGBY : L'équipe de France bat le pays de Galles (29-19)

L'avenir du « petit capé »

En s'imposant 29-19, grâce notamment à cinq essais, le XV de France est devenu, le 20 janvier, pour l'ouverture du tournoi des cinq nations 1990 la première équipe de rugby à battre quatre fois consécutivement le pays de Galles à l'Arms Park de Cardiff. Prochains adversaires de la sélection de Jacques Fouroux, samedi 3 février au Parc des Princes de Paris, les Anglais ont battu les Irlandais 23-0 à Twickenham.

CARDIFF (pays de Galles)

de notre envoyé spécial

« J'ai passé une très bonne après-midi ». Dans la bouche d'Albert Ferrasse, le président de la Fédération française de rugby, de tels propos étaient, samedi 20 janvier, la traduction d'une intense jubilation. Était-ce parce que le XV national venait de passer cinq essais aux Gallois et de gagner pour la quatrième fois consécutive dans l'Arms Park, leur stade-temple que nul n'avait ainsi profané jusqu'alors ? Cela ne faisait pas de doute. Mais la satisfaction, naturelle en de telles circonstances, d'Albert Ferrasse était manifestement décolorée par un incident qui a sans doute causé la perte de l'équipe au maillot rouge frappé de trois plumes d'autruche : l'expulsion du deuxième ligne Kevin Moseley (1).

En montrant, à la trentième minute, la porte des vestiaires au joueur de Pontypool qui, à vingt-six ans, opérait en équipe galloise pour la cinquième fois de sa carrière, l'arbitre anglais Fred Howard avait appliqué les consignes de sévérité qui avaient été données avant le coup d'envoi du tournoi des cinq nations 1990 aux directeurs de jeu : selon l'orthodoxie minimale consacrée, Moseley s'était « essuyé les compotes » sur Marc Andrieu tombé à terre. Mais ce faisant, Fred Howard avait surtout écorné l'équipe de France du soupçon de violence dont les Britanniques les taxent volontiers en ne manquant pas une occasion de rappeler par exemple l'expulsion de

Jean-Pierre Garret en 1984, lors de la première prestation du pilier lourdais dans le tournoi. Sans cela, l'omnipotent patron de la FFR aurait pu être ravi de la tenue de cette équipe de France qui, après un été et un automne mouvementés — échecs en Nouvelle-Zélande et contre les Lions, bilan mitigé face aux Australiens — a manifesté un sang-froid exemplaire, presque tout dans cet Arms Park qualifié de « cap Horn du rugby » par les plus valeureux. Car contre ces Gallois qui ont donc évolué à quatre après une demi-heure de jeu, il a fallu attendre la soixante-troisième minute et un exploit personnel de Patrice Lapéque — en tout point semblable à celui de Villeneuve-d'Ascq contre l'Australie (le Monde du 14 novembre) — avant que la victoire ne soit acquise.

Un centre de luxe peu sollicité

Or, pendant tout ce temps, les joueurs de Pierre Berbizier ont affiché la plus belle sérénité comme s'ils étaient assurés de venir à bout des manœuvres, combinant l'énergie et le désespoir, ordonnés par Robert Jones, le capitaine gallois qui est sans doute aujourd'hui l'un des meilleurs joueurs au monde au poste de demi de mêlée.

Fallait-il voir le plein épanouissement de la maturité ? L'expérience était la principale caractéristique de cette sélection qui avait vingt-cinq ans de moyenne d'âge. Dans ces conditions, le paradoxe de ce match, où Didier Camberis n'a pratiquement pas sollicité le centre Denis Charvet, infatigable de luxe, où Marc Andrieu a perdu l'usage de sa puissance à l'alle droite, où Griffiths et Young ont chahuté les ovales des piliers français, le paradoxe donc aura été de mettre en évidence la performance du plus jeune et du moins « capé » de l'équipe, Olivier Roumat. A vingt-trois ans, il n'avait encore porté le maillot bleu frappé du coq que contre les All Blacks à Anagni pendant dix minutes et contre les Lions britanniques au Parc des Princes, soit quatre-vingt-dix minutes au total. Sa troisième pres-

tation devrait lui valoir un bail à long terme avec l'équipe de France : les anciens en font d'ores et déjà un successeur des Benoit Danga et Jean-Pierre Bastiat.

Le Dauphin, qui a gardé des traits d'adonis en dépit d'une taille de géant, s'était pourtant vu confié une tâche difficile. Avec le numéro 8, c'est-à-dire au centre de la troisième ligne, position de prédilection de son camarade de club Laurent Rodriguez, il devait jouer un rôle de deuxième ligne, son poste habituel, dans l'alignement des touches, et s'occuper du côté fermé, position de flanker, lors des mêlées adverses. C'était une répartition des tâches qui aurait paru inconcevable à un Britannique. Olivier Roumat s'en est acquitté avec une ardeur incroyable alors que la partie n'avait pas très bien commencé pour lui : « D'entrée je suis comme quatre ou cinq minutes. Les autres m'ont dit à me refaire une santé. Et je suis reparti à l'assaut. Ce fut très dur. C'était le match le plus dur que j'aie jamais joué, mais l'ambiance était formidable. »

En tout cas, le garçon, que sa taille destinait encore au basket-ball il y a six ans, n'a pas faibli sous la violence des contacts. Captant des balles en touche sur des lancers lobés de Pierre Berbizier, il a toujours été à sa place dans le jeu déployé : « Est-ce que je suis un numéro 8, un flanker ou un deuxième ligne ? Je suis en priorité un joueur de rugby. A l'âge j'ai appris à faire des choses à ces postes. Ma préférence va au centre de la troisième ligne où je pense pouvoir donner toute ma mesure quand je serai un peu plus puissant — il pèse actuellement 114 kg pour 2 mètres juste — mais j'ai encore beaucoup de choses à apprendre et il faudrait que je puisse alterner avec Laurent Rodriguez. »

ALAIN GIRAUD

(1) La Fédération galloise a suspendu pour sept mois Kevin Moseley.

TENNIS : Internationaux d'Australie

John McEnroe disqualifié

Vainqueur le 14 janvier à Sydney, le Français Yannick Noah a confirmé le 21 janvier que la forme était bel et bien revenue et les tentations de retraite anticipée oubliées : il s'est qualifié pour les quarts de finale des Internationaux d'Australie en éliminant l'aspirant américain Pete Sampras en quatre manches.

Contrairement aux prévisions, ce n'est pas l'ancien champion du monde John McEnroe que le Français affrontera le 24 janvier mais l'ancien finaliste suédois de Roland-Garros, Mikael Pernfors. L'Américain Noah a en effet une nouvelle fois cédé, le 21 janvier, à son tempérament colérique : alors qu'il menait deux sets à un devant Pernfors, il a été puni et simplement disqualifié par l'arbitre anglais Gerry Armstrong.

John McEnroe avait déjà été disqualifié des Internationaux des Etats-Unis pour s'être présenté en retard à un match de double, il avait également été

suspendu par l'ex-Conseil professionnel pour avoir dépassé le plafond des amendes autorisées. Mais jamais un joueur n'avait été sorti d'un tournoi du grand chapeau dans de telles circonstances. L'incident s'est produit après 2 h 50 de jeu. L'Américain, qui était mené 3-2 dans la quatrième manche, avait une balle de break contre lui après un passing de coup droit de Pernfors. McEnroe brisa alors de rage sa raquette sur le sol.

En application des nouvelles règles du code de conduite de l'ATP (Association des joueurs professionnels), le juge de chaise qui avait donné un avertissement à l'Américain pour « tentative d'intimidation d'un juge de ligne » lui infligea un point de pénalité.

Du coup, le jeu revenait automatiquement à Pernfors qui menait alors 4-2. McEnroe tenta de faire revenir l'arbitre sur sa décision mais n'y parvint pas : il lança une bordée

d'injures qui lui valurent la disqualification automatique. Au terme du nouveau code de conduite, un joueur qui viole en effet trois fois le règlement est automatiquement exclu du jeu.

Sorti du court comme un boulet après le déroulement du tournoi, John McEnroe, qui tentait en Australie de reconquérir un titre majeur pour la première fois depuis 1984, a voulu faire accroire qu'il ne connaissait pas ces nouvelles dispositions disciplinaires. Elles ont en tout cas été largement appliquées et ont été adoptées pour une grande part pour faire échec à son type de comportement, le plus trouble du circuit avec celui de Jimmy Connors.

Reste qu'il y a 15 000 spectateurs n'ont guère apprécié la décision de l'arbitre : ils se sont mis à scander : « Nous voulons McEnroe », et à insulter à leur tour les officiels, retardant pendant plus d'un quart d'heure le début de la partie suivante. — (AFP, AP.)

Les résultats

SKI ALPIN

Coupe du monde masculins
à Kitzbühel (Autriche)
1. Stenmark (Autr.) 2 min 25 s 20
2. Hoesfeller (Autr.) 2 min 25 s 22
3. Zurbiggen (Suisse) 2 min 26 s 36
14. J. Piccard (Fr.) 2 min 27 s 57

Simple dames

1. Morich (Autr.) 1 min 43 s 51
2. Furuch (Norv.) 1 min 44 s 39
3. Binner (RFA) 1 min 44 s 44

Simple messieurs

1. Schneider (Suisse) 1 min 19 s 53
2. Lachetier (Autr.) 1 min 20 s 56
3. Chauvet (Fr.) 1 min 20 s 54

TENNIS

Internationaux d'Australie
Quartiers de finale
Simple messieurs. — Lundi

(Tch./Fr. 1) bat Yost (Aust.) 6-1, 6-3, 6-1; Noah (Fr./Fr. 12) bat Sampras (E-U) 6-3, 6-4, 3-6, 6-2; Charasov (URSS) bat Connors (E-U) 6-4, 6-3, 7-6, 7-5; Pernfors (Suisse) bat McEnroe (E-U) 4-6, 6-4, 5-7, 4-2, disqualification de McEnroe; Whetton (E-U) bat Krickstein (E-U) 6-3, 6-4, 6-3; Edberg (Suède) bat Swenson (Suède) 6-2, 6-2, 6-4; Wilander (Suisse) bat Patilashvili (Fin.) 7-6, 6-4, 6-2.

Simple dames. — S. Graf (RFA) 6-1 bat R. Ruggi (Fr.) 131 6-2, 6-3; H. Sakova (Tch./Fr. 4) bat K. Date (Jap.) 6-4, 6-3; M.-J. Fernandez (E-U) 6-1 bat D. Fisher (E-U) 6-4, 6-2; Z. Garrison (E-U) 6-3 bat C. Tanvier (Fr.) 6-2, 2-0, abandon; P. Fendick (E-U) bat B. Paulus (Autr.) 189 7-5, 6-2; C. Forville (RFA) bat D. Van Rensburg (AFS) 7-6, 3-6, 6-4; A. Gavrilin (E-U) bat G. Fernandez (E-U) 6-3, 6-3, 1-6, 6-2; K. Maleeva (Bul.) 6-3, 1-6, 6-2; R. McQuinn (Aust.) 3-6, 6-4, 6-1.

« Notre gamme HP Vectra PC : une puissante famille au service de vos ambitions »



A HEWLETT-PACKARD

Soutenue par un service reconnu dans le monde entier, notre gamme HP Vectra PC se compose de :
ES/12: Intel 80286 à 12 MHz.
GS/165: Intel 80386 SX à 16 MHz.
RS/25C: Intel 80386 DX à 25 MHz.
486 EISA: Intel 80486 à 25 MHz.
C.A. HP FRANCE 1989: 7,5 milliards de francs dont 40,5 % à l'exportation.
HP FRANCE: 1^{er} exportateur de micro-informatique.
Gamme de micro-ordinateurs fabriquée à Grenoble.
Pour plus de renseignements, contactez le Centre d'Informations Commerciales - tél.: (1) 60.774.622.

hp HEWLETT PACKARD

RÉGIONS

Palavas, Port-Ariane, Port-Mariane

Rêves fluviaux à Montpellier-sur-le-Lez

Deux ans après l'annonce par le maire de Montpellier de son intention de réaliser un port de plaisance sur le Lez, le fleuve qui longe la ville avant de se jeter dans la Méditerranée à Palavas, le département de l'Hérault ne compte pas moins de trois projets sur une distance d'à peine 8 kilomètres.

A Palavas, il s'agit simplement d'embellir l'entrée de la station par la création d'un port sur le Lez de 30 anneaux, dont les travaux démarrent tout juste. Coût : 5 millions de francs. L'inauguration est programmée pour l'ouverture de la prochaine saison.

En amont du fleuve, à Lattes, le projet de port Ariane est plus ambitieux. La municipalité entre dans la seconde phase de la réalisation d'un port d'environ 300 anneaux, nécessitant la construction d'une écluse accompagnée d'un projet immobilier correspondant à 4 500 habitants et qui est actuellement étudié par trois architectes locaux. Les sondages archéologiques terminés, une société d'économie mixte sera créée fin janvier. Les premiers coups de pioche devraient être donnés à la fin de l'année pour une première tranche commercialisée en 1992.

A Montpellier, la dimension du projet interdit toute échappatoire. Deux ans après l'annonce de la création de Port-Mariane, port fluvial au cœur d'un nouveau quartier de 20 000 habitants à l'est de la ville, aéré par trois espaces verts, seule apparaît comme définitive aujourd'hui le début de la construction de la future mairie sur le site pour la fin de l'année.

La somptueuse maquette de Ricardo Bofill exposée auparavant dans le grand hall de la mairie a été rangée au placard. « Logique », explique Raymond Dugrand, premier adjoint chargé de l'urbanisme, il s'agissait d'une maquette d'appel destinée à donner une image forte du projet pour attirer les promoteurs. Entre-temps, l'architecte catalan, initialement annoncé comme responsable de la réalisation de Port-Mariane, s'est vu récusé pour ce poste. A la volonté désormais claire de la part du maire, Georges Frêche, de voir renouveler le style de sa ville (Bofill a déjà réalisé à Montpellier le quartier Antigone) s'ajoute la réaction de la dizaine d'architectes internationaux présents (Pell, Foster, Rogers, Meier, Johnson, ou encore Borja, les enragés) : aucun d'eux n'accepterait de travailler sous la tutelle de Bofill. Sur

une surface de base de 400 hectares, chacun créera donc en toute autonomie une ou plusieurs unités de l'ensemble. De même, « Port-Mariane sera ce que le marché en fera », dit Raymond Dugrand. Le nombre d'appartements effective-

ment réalisés dépendra du rythme de croissance de la ville : entre 10 000 et 30 000 habitants, selon les prévisions.

Reste les problèmes techniques à résoudre pour rendre navigable un

fleuve qui, après deux mille ans d'histoire, a cessé de l'être au début du siècle. D'après les conclusions de tous les bureaux d'études consultés, les problèmes d'alimentation en eau comme ceux d'inondation sont aujourd'hui maîtrisables. Les véritables incertitudes proviennent plutôt de la difficulté de dialogue persistante entre le maire socialiste Georges Frêche et son rival politique, le maire de Lattes, Michel Vaillat (UDF).

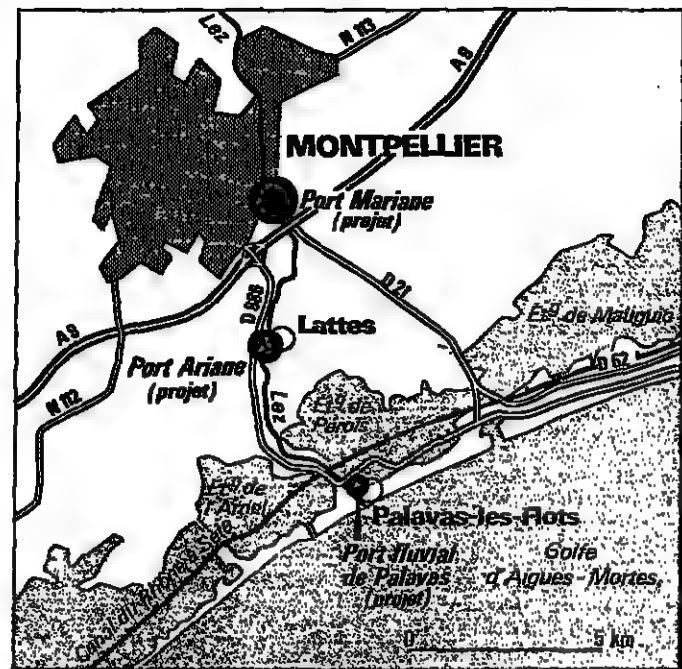
La ville de Lattes, située en aval du Lez, rejette toujours la proposition montpelliérine de remonter le niveau du fleuve pour faciliter la circulation des bateaux et n'exclut pas a priori l'idée d'instaurer un péage « si jamais il fallait trouver un moyen d'amortir les investissements que nous contraindront à faire Port-Mariane », précise Jean Robert Moner, secrétaire général de la mairie de Lattes. Menace qui fait sourire à Montpellier, où l'on pense avoir des moyens de rétorsion supérieurs à ceux du maire de Lattes. Impossible en fait de ne pas envisager de négociations, tant les intérêts de deux communes sont liés.

Dans cette affaire, le préfet de l'Hérault, Yves-Jean Bentejac, voudrait voir clarifier les derniers points qui pourraient rester obscurs, a demandé au ministre de l'Intérieur de saisir le Conseil

d'Etat, afin qu'il se prononce d'abord sur la notion de propriété des rives du Lez. Celles-ci appartiennent pour une part aux communes, pour une autre à plusieurs particuliers qui pourraient avoir leur mot à dire sur le passage des bateaux. Mais les élus locaux résistent : à Palavas, les terrains concernés appartiennent aux villes. A Lattes, la commune a convaincu le principal propriétaire de vendre.

Le préfet demande au Conseil d'Etat de se prononcer sur un dernier point : la loi de décentralisation de 1983 a donné la charge de la gestion des ports fluviaux aux conseils régionaux. « Peut-on imaginer que Port-Mariane devienne concession de la région de Languedoc-Roussillon ? » s'interroge Yves-Jean Bentejac. La ville de Montpellier refuse tout net d'envisager cette hypothèse. Et Raymond Dugrand d'argumenter : « Dans l'esprit de la loi, il s'agit de transférer sur les régions d'anciennes compétences de l'Etat. En l'occurrence, le Lez n'étant pas classé, il ne relève pas du domaine de l'Etat ; sa gestion devrait être naturellement confiée à la ville propriétaire. » Une apparente confiance qui reste cependant suspendue à un avis dont personne ne sait quand il sera rendu.

JACQUES MONNI



AQUITAINE

Pour préserver la forêt

Après l'incendie qui a détruit 3 800 hectares de forêt entre Le Porge et Lacanau, du 18 au 25 juillet dernier, les sylviculteurs du Sud-Ouest veulent renforcer leur système de prévention contre le feu. Ils préconisent la création d'un législatif « qui mette à disposition les sapeurs-pompiers forestiers des Landes et de Gironde la cartographie précise et actualisée en permanence des pistes et des points d'eau du massif ».

Pour le professeur Jean-Louis Martres, président des sylviculteurs, « c'est dans la bataille, c'est-à-dire l'incendie, que l'on mesure la qualité d'une stratégie de prévention ». Depuis une quarantaine d'années, de nombreuses expériences ont été tentées dans le massif gascon (qui couvre un million d'hectares). En particulier, on a testé sans résultat l'utilisation des ovins ou des bovins pour l'entretien des sous-bois.

Les sylviculteurs ont mis au point un système de quadrillage de la forêt. Plus de 10 000 kilomètres de pistes sont entretenus à travers le massif pour permettre l'accès des sapeurs-pompiers et, depuis 1987, un plan de forage de 600 puits — à raison d'un puits tous les 2 kilomètres — a été mis en place dans les Landes. Jean-Louis Martres préconise une extension de ce système.

L'Association des sylviculteurs du Sud-Ouest a également reçu un abondant courrier de personnes qui connaissent la localisation des ressources en eau dans le secteur où ont éclaté les incendies de juillet et regrettent de ne pas avoir été consultées. Jean-Louis Martres préconise donc la reconstitution d'institutions qui existent au début du siècle : les commissions communales contre l'incendie regroupaient à la fois des élus et des associations de défense, mais aussi les sapeurs-pompiers forestiers. « L'incendie est d'abord un problème local. Il faut que ceux qui ont cette expérience locale soient consultés dans une concertation qui était jadis quasi naturelle ».

L'ONF a publié un premier bilan des incendies de juillet au Porge et à Lacanau. 1 420 hectares de forêts publiques gérées par l'ONF ont été atteints. La perte nette de peuplements forestiers publics s'élève à 6 millions et demi de francs. Le réajustement devra, estime l'ONF, être « rapide sur les brûlis », et le traitement des dunes qui avaient été boisées exigera une attention particulière afin d'éviter les risques d'érosion éolienne.

HAUTE-NORMANDIE

Hermès au Vaudreuil

Hermès Parfums, présent depuis quelque temps déjà dans le Grand Rouen, par le biais de sa unité de fabrication, quitte dès l'été prochain ses locaux de la rue Royale à

Paris pour s'installer au Vaudreuil, où sera regroupée la majeure partie de ses services (la direction générale, la direction financière, le contrôle de gestion, les administrations des ventes Europe et export). Seuls le marketing international, les relations publiques et presse resteront à Paris, proches du Faubourg-Saint-Honoré.

Hermès Parfums dispose au Vaudreuil de 5 hectares de terrain, dont 1 hectare est déjà occupé par les laboratoires, les services de conditionnement, de logistique et d'expédition pour le monde entier.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Ecrivains en Lozère

La Fédération lozérienne des foyers ruraux et la Bibliothèque centrale de prêts de la Lozère ont pris l'initiative originale d'inviter l'été dernier pendant plusieurs semaines dans les Cévennes le photographe Paul Amoureux et les écrivains Jean-Pierre Spilmont, Franck Venaille, Lionel Bourz, Al Berto et Abdellatif Laabi.

L'opération, d'un coût de 300 000 francs, a pu être financée grâce au concours du ministère de la culture, du Centre national des lettres, du conseil général de la Lozère et du conseil régional du

Languedoc-Roussillon. Le Parc national des Cévennes et le Comité départemental du tourisme ont apporté une aide technique, afin de permettre aux romanciers de découvrir le pays à travers des randonnées pédestres, des rencontres scolaires et des veillées chez les habitants.

An retour de leur voyage, les écrivains ont rédigé des textes, qui viennent d'être réunis dans un guide : *Itinéraires littéraires en Lozère*. L'ouvrage, publié par les Editions Jacques Bremond, permet aux touristes de suivre à la trace les auteurs, d'emprunter avec eux les mêmes chemins, de découvrir les charmes discrets des gîtes ruraux et des cabanons lozériens.

Cette opération, à la fois touristique et culturelle, sera renouvelée cette année dans l'Aubrac.

LIMOUSIN

Un projet pour Limoges

« Limoges, capitale du futur. » Sous ce titre, la chambre de commerce et d'industrie de Limoges vient de publier une étude, qui se propose de « dessiner la physionomie de la ville pour les décennies à venir ». Etude confiée au cabinet Technopole-Service-Développement et qui a coûté 350 000 francs.

Avec un peu plus de 170 000 habitants, l'agglomération limousine rassemble le quart de la population régionale. Or, selon le jeune président de la CCI, Jean-Marie Brachet (à trente-sept ans, c'est le benjamin des présidents des chambres françaises), elle continue à « manquer d'équipements » et a « un problème d'image » (résumé de l'emploi permanent par les médias du terme « limoger »), alors que « nous disposons d'atouts que nous ne savons pas mettre en valeur ».

Il s'agit donc de proposer des solutions urbanistiques, économiques et culturelles et de les inclure dans une philosophie de développement. Certaines de ces propositions recoupent d'ailleurs des projets municipaux déjà bien avancés : par exemple, la réalisation d'un technopôle ou celle d'une médiathèque régionale.

Un accord avec Taiwan

Un protocole d'accord de coopération technique vient d'être signé entre le comité régional d'expansion économique de Limousin et l'Association of Ceramic Industry de Taiwan. Le conseil régional, l'université de Limoges et l'INSC (École nationale supérieure de céramique) sont parties prenantes dans ce projet de collaboration.

La production céramique de Taiwan est l'une des plus importantes de l'Extrême-Orient : 2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires pour quelque 2 000 entreprises. Mais le Limousin, dont la production porcelainière est beaucoup plus modeste (700 millions de francs pour une quarantaine d'entreprises), a une avance importante dans les technologies de fabrication : pâte céramique, machines spéciales, fours, décors et émaux. C'est ce savoir-faire que la région espère développer, avec un espoir d'ouverture vers la Chine continentale.

PAYS DE LA LOIRE

Têtes de Vendée

Jean Amyot d'Inville, Député Raux et Louis-Marie Barbarat viennent de publier *Têtes de Vendée*, un ouvrage qui recense en 225 pages tous ceux qui comptent dans le département : responsables politiques, économiques, administratifs, culturels, mais aussi chefs d'entreprise. Chacun de ces responsables est présenté dans une fiche rappelant ses origines géographiques, son environnement familial, sa formation et sa carrière, ses passions.

En vente dans les librairies et au CCO, tour Bretagne, 44047 Nantes céder 01 (200 F).

La planification urbaine fait son autocritique

Prévoir, mais s'adapter

(SEPAL), ont été jugés exemplaires.

Utilisée à l'occasion de la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) — l'outil le plus ancien et le plus utilisé de la planification —, cette démarche novatrice a mis fin à des pratiques dépassées comme le zonage, par exemple. Désormais, les spécialistes estiment qu'il faut réfléchir en termes d'urbanisme négocié plutôt qu'imposé. « Planification glissante », « souple-dure », selon l'expression de Gérard Blanc, directeur de l'agence de Lyon.

Il faut, en effet, que cette planification permette une programmation évolutive des équipements en fonction des progrès technologiques, des changements, parfois rapides, de la société, ou des ruptures économiques. En même temps, elle doit être assez contraignante pour éviter les dérives, les abus, et permettre de maintenir ou de reconstruire les équilibres. Ce SDAU « à géométrie variable » suppose d'ailleurs conditions d'élaboration. D'abord, avant d'être un schéma, il doit être un « projet ». Un projet réfléchi, préparé par les « acteurs du développement », incluant de nouveaux paramètres comme l'écologie ou la culture. Il

doit correspondre enfin à un « territoire pertinent ».

Cette dernière notion se heurte au découpage historique des départements. Aussi beaucoup pensent qu'il faut rechercher de nouvelles limites d'application pour les schémas directeurs. Démarche difficile, souligne Dominique Becquart, directeur de l'agence d'urbanisme de Rennes, tant que « le problème de la planification fiscale restera posé ».

Les rivalités entre communes

Ce problème exacerbe les rivalités entre communes, au point que, dans certaines agglomérations, il rend impossible tout projet d'intercommunalité. Dans des régions comme Rhône-Alpes ou le Nord-Pas-de-Calais — où de grands projets sont programmés dans les années à venir (tunnels, lignes TGV, autoroutes, etc.) et entraîneront des bouleversements profonds dans tous les domaines, — il est pourtant indispensable de mettre en place de véritables plans urbains.

Ce retour à la planification, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, l'encourage. Prenant l'exemple de la région parisienne, il souligne combien la « tendance spontanée des com-

portements individuels des acteurs économiques » provoque des situations de paralysie et des « déséquilibres insupportables », et estime qu'en décidant de réviser le SDAU d'Île-de-France, « l'Etat a relevé le défi ».

« La planification, selon lui, c'est le choix d'un avenir partagé, la recherche et l'expression de compromis au sens positif du terme. » Les vingt-huit agences métropolitaines d'urbanisme et les quatre agences situées dans les départements d'outre-mer constituent à ce sujet un « réseau d'échanges d'expériences sans équivalent ». Le ministre a précisé que le budget qui leur est réservé passera à 57 millions de francs en 1990 (48 millions en 1989) et que, pour améliorer les relations avec son ministère, il envisageait de négocier un accord-cadre avec la fédération qui les regroupe. Il souhaite aussi qu'une meilleure coordination s'établisse entre les agences, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et la Délégation interministérielle à la ville et au développement social des quartiers. C'est une nécessité si l'on veut « maintenir et améliorer la solidarité nationale ».

BERNARD ELIE

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Le paquebot qui grandit

Le mot est affreux : « jumbot-sation ». Mais l'exploit technique est indéniable. Actuellement immobilisé dans la forme 10 du port autonome de Marseille, le car ferry *Cyrnos*, de la société nationale Corse-Méditerranée, qui assurait jusqu'au printemps dernier la desserte de l'île de Beauté au départ de Marseille, a été coupé en deux dans le sens transversal à 61 mètres de l'étrave par les soins de la Compagnie marseillaise de réparation. Le *Cyrnos*, qui mesure 139 mètres, est donc actuellement composé de deux tronçons de 78 mètres et 61 mètres, qui ont subi des tests rigoureux de stabilité avant d'être mis à flot. Il y a quelques jours. Les ingénieurs doivent glisser entre eux un tronçon de 20,40 m de long, 25 m de haut et 23 m de large, fabriqué entre-temps aux dimensions exactes de la coque du car ferry par Sud-Marine Industrie, autre société marseillaise de réparation navale.

L'opération, longtemps retardée par des questions de financement, arrive dans sa phase finale.

Ainsi le *Cyrnos*, une fois les trois éléments soudés entre eux, mesurera près de 160 mètres.

RHONE-ALPES

Opinel de luxe

Lorsque Josef Opinel inventait en Maurienne un petit couteau astucieux sur lequel on bloquait la lame à l'aide d'une vis, il ne se doutait pas qu'un jour ce couteau serait vendu en bijouterie, entre 900 et 7 000 francs. C'est pourtant ce qui va se passer.

Jacques Bellon, bijoutier à Valence dans la Drôme, ami de la famille Opinel, a décidé de fabriquer sous licence un opinel de luxe dont les lames sont en acier, en argent ou en or. Le traditionnel manche de hêtre a été remplacé par du bois de liège, du jaspe, du jade ou du marbre. Sept cents exemplaires de ces couteaux de luxe seront produits chaque année en sept modèles différents. « Ce ne sont pas vraiment des couteaux mais plutôt des bijoux, les lames en argent ou en or ne sont pas faites pour couper », explique, bien entendu, le bijoutier.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Georges Chatrain, Jean Contrucci, Jean-Marc Gilly, Ginette de Matthe, Coordination : Jacques-François Simon.

CINEMA

LA CINEMATHEQUE

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

LES EXCLUSIVITES

AGENDA

LUNDI 22 JANVIER

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-34-34)

RELACHE

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES

POISSONNIER (42-78-37-28)

Le cinéma cubain: A. Trépolet par el pueblo (1984, v.o. s.t.), de Cuba Toro. Films: Controverse (1981, v.o. s.t.), de Rolando Diaz; Omara (1983, v.o. s.t.), de Fernando Pérez; Maria le O (1987, v.o. s.t.), d'Adolfo Fernández Bustamante. 14 h 30: Primer carnaval socialista (1982, v.o. s.t.), d'Alberto Rolón; Une isla para Miguel (1989, v.o. s.t.), de Sam Cornet; Nuestros la musica (1984, v.o. s.t.), de Rogelio Pardo. 17 h 30: El hombre de Malinche (1973, v.o. s.t.), de Manuel Pérez. 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, pour Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

RELACHE

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse)

Almayer-Grosjean, v.o. s.t. Spé de

Bois, 42-57-67-47.

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-Al.) Club Gaumont (Publica Madi-

gnon), 42-59-31-87; Saint-

Lambert, 19 (45-52-81-89).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) Cinoche, 6-

46-33-10-82.

BAGDAD CAFFÉ (A., v.o.) Cinoche, 6-

46-33-10-82.

BANDINI (Fr.-Bel.-A., v.o.) Forum

Orient Express, 42-53-42-28; Spé de

Bois, 42-57-67-47; George V, 42-

46-33-10-82.

BLACK RAIN (A., v.o.) UGC Odéon, 6-

42-53-10-30; Pathé Marignan-

Concorde, 42-59-82-82; Publica

Champé-Elysée, 42-57-67-47.

LES FILMS NOUVEAUX

LE CERCLE DES POÈTES DIS-

PARUS. Film américain de Peter

Web, v.o. Forum Horizon, 14 (45-

08-57-52); Pathé Impérial, 2 (47-

42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6-

42-53-83-83; Pathé Hautes-Seines,

42-53-83-83; La Pagode, 7 (47-

40-52-12-18); Gaumont Champs-

Elysée, 42-53-83-83; Pathé Mar-

ignan-Concorde, 42-53-83-83; 14

Juliet Odéon, 6 (42-53-83-83);

George V, 42-53-83-83; UGC Li-

bert, 42-53-83-83; 14 Juillet

Odéon, 6 (42-53-83-83); Pathé

Impérial, 2 (47-42-52); Pathé

Marignan-Concorde, 42-53-83-83;

Pathé Wapler, 18 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); Bienvenue

Montparnasse, 15 (44-44-25-02);

Kinochrome, 15 (43-06-50-50);

UGC Mollat, 17 (47-40-05-06);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-34-34)

RELACHE

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES

POISSONNIER (42-78-37-28)

Le cinéma cubain: A. Trépolet par el pueblo (1984, v.o. s.t.), de Cuba Toro. Films: Controverse (1981, v.o. s.t.), de Rolando Diaz; Omara (1983, v.o. s.t.), de Fernando Pérez; Maria le O (1987, v.o. s.t.), d'Adolfo Fernández Bustamante. 14 h 30: Primer carnaval socialista (1982, v.o. s.t.), d'Alberto Rolón; Une isla para Miguel (1989, v.o. s.t.), de Sam Cornet; Nuestros la musica (1984, v.o. s.t.), de Rogelio Pardo. 17 h 30: El hombre de Malinche (1973, v.o. s.t.), de Manuel Pérez. 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, pour Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

RELACHE

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse)

Almayer-Grosjean, v.o. s.t. Spé de

Bois, 42-57-67-47.

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-Al.) Club Gaumont (Publica Madi-

gnon), 42-59-31-87; Saint-

Lambert, 19 (45-52-81-89).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) Cinoche, 6-

46-33-10-82.

BAGDAD CAFFÉ (A., v.o.) Cinoche, 6-

46-33-10-82.

BANDINI (Fr.-Bel.-A., v.o.) Forum

Orient Express, 42-53-42-28; Spé de

Bois, 42-57-67-47; George V, 42-

46-33-10-82.

BLACK RAIN (A., v.o.) UGC Odéon, 6-

42-53-10-30; Pathé Marignan-

Concorde, 42-59-82-82; Publica

Champé-Elysée, 42-57-67-47.

LES FILMS NOUVEAUX

LE CERCLE DES POÈTES DIS-

PARUS. Film américain de Peter

Web, v.o. Forum Horizon, 14 (45-

08-57-52); Pathé Impérial, 2 (47-

42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6-

42-53-83-83; Pathé Hautes-Seines,

42-53-83-83; La Pagode, 7 (47-

40-52-12-18); Gaumont Champs-

Elysée, 42-53-83-83; Pathé Mar-

ignan-Concorde, 42-53-83-83; 14

Juliet Odéon, 6 (42-53-83-83);

George V, 42-53-83-83; UGC Li-

bert, 42-53-83-83; 14 Juillet

Odéon, 6 (42-53-83-83); Pathé

Impérial, 2 (47-42-52); Pathé

Marignan-Concorde, 42-53-83-83;

Pathé Wapler, 18 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); Bienvenue

Montparnasse, 15 (44-44-25-02);

Kinochrome, 15 (43-06-50-50);

UGC Mollat, 17 (47-40-05-06);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

14 (42-53-83-83); 14 (42-53-83-83);

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-34-34)

RELACHE

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES

POISSONNIER (42-78-37-28)

Le cinéma cubain: A. Trépolet par el pueblo (1984, v.o. s.t.), de Cuba Toro. Films: Controverse (1981, v.o. s.t.), de Rolando Diaz; Omara (1983, v.o. s.t.), de Fernando Pérez; Maria le O (1987, v.o. s.t.), d'Adolfo Fernández Bustamante. 14 h 30: Primer carnaval socialista (1982, v.o. s.t.), d'Alberto Rolón; Une isla para Miguel (1989, v.o. s.t.), de Sam Cornet; Nuestros la musica (1984, v.o. s.t.), de Rogelio Pardo. 17 h 30: El hombre de Malinche (1973, v.o. s.t.), de Manuel Pérez. 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, pour Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

RELACHE

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse)

Almayer-Grosjean, v.o. s.t. Spé de

Bois, 42-57-67-47.

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

(Fr.-Al.) Club Gaumont (Publica Madi-

gnon), 42-59-31-87; Saint-

Lambert, 19 (45-52-81-89).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) Cinoche, 6-

46-33-10-82.

BAGDAD CAFFÉ (A., v.o.) Cinoche, 6-

46-33-10-82.

BANDINI (Fr.-Bel.-A., v.o.) Forum

Orient Express, 42-53-42-28; Spé de

Bois, 42-57-67-47; George V, 42-

46-33-10-82.

BLACK RAIN (A., v.o.) UGC Odéon, 6-

42-53-10-30; Pathé Marignan-

Concorde, 42-59-82-82; Publica

Champé-Elysée, 42-57-67-47.

LES FILMS NOUVEAUX

LE CERCLE DES POÈTES DIS-

PARUS. Film américain de Peter

Web, v.o. Forum Horizon, 14 (45-

08-57-52); Pathé Impérial, 2 (47-

42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6-

42-53-83-83; Pathé Hautes-Seines,

42-53-83-83; La Pagode, 7 (47-

40-52-12-18

AGENDA

CAMPUS

L'Europe rapproche les grandes écoles parisiennes

Neuf grandes écoles d'ingénieurs de Paris ont décidé de se rapprocher, en créant le GEPI (Groupe des écoles parisiennes d'ingénieurs). Ce « club » — qui réunit les Mines, les Ponts et Chaussées, les Arts et Métiers, les Télécom, Physique-chimie, Chimie de Paris, les Techniques avancées, les Eaux et forêts et l'Agro — a été constitué avec deux objectifs principaux : gérer en commun les programmes Erasmus d'échanges européens d'étudiants et mettre en place les nouveaux diplômes d'ingénieurs par la formation continue, définis par le « rapport Decomps ». Le GEPI a été constitué à l'initiative de l'école des Mines, qui ne pouvait, à elle seule, répondre aux demandes des cinq universités européennes avec lesquelles elle était en relation pour le programme Erasmus (les deux universités de Louvain, les universités techniques de Delft et d'Alb-la-Chapelle et l'Imperial College de Londres). Le GEPI offre un éventail très large de spécialités et permet de mettre des moyens pédagogiques en commun.

La coopération entre le GEPI et ses cinq partenaires européens portera, outre les échanges d'étudiants, sur l'organisation en commun de séminaires, de semaines d'enseignement, de réunions pédagogiques, de projets de recherche... Elle se formalisera prochainement par la création d'une association européenne intitulée « Groupe de contact des universités et des facultés techniques européennes », ayant son siège à Louvain et qui pourra s'élargir à d'autres établissements ayant les mêmes caractéristiques : activité de recherche internationalement reconnue, sélection des étudiants, relations avec l'industrie.

F. G.

Les anciens de la « Mouff »

L'Amicale des anciens et amis de la Maison pour tous de la rue Mouffart recherche les témoignages de toutes les personnes ayant participé aux activités de cette institution, pour évaluer les publications scientifiques en cours d'élaboration avec le CNRS, des universités et des instituts à vocation pédagogique ou sociologique.

Action commerciale

Les techniciens supérieurs en action commerciale d'Ile-de-France, et leurs professeurs, organisent, vendredi 2 février, au Cirque d'hiver à Paris, une « grande nuit » qui sera l'occasion de réunir les étudiants en BTS « action commerciale » et les représentants d'entreprises.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.
Par jugement contradictoire rendu le 12 juillet 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

Pour avoir à Paris, le 15 septembre 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un établissement soumis aux dispositions du titre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par ses faits personnels les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres concernant les immeubles en l'état de travail, un salarié sur un échafaudage dépourvu de planches ou de garde-corps ou de tout autre dispositif de protection, d'une efficacité au moins équivalente, exposant ce salarié à un risque de chute dans le vide.

● à la peine de 2 000 F d'amende.
● M. VALLANDON Patrick, né le 25 janvier 1959 au Plessis-Robinson (92), directeur de société et demeurant à Montrouge (92), 132, rue Maurice-Arnolet. Le Tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Le Tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.
Par arrêt de la 5^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 6 juin 1988 (pourvoi : rejet du 5-6-89).

● M. VIAL Marc-Aurèle, né le 18 août 1918 à Paris 7^e et demeurant à NOGENT-SUR-MARNE (94), 32, avenue de la Belle-Gabrielle, a été condamné à 2 ANS d'emprisonnement avec sursis et 50 000 F d'amende. Pour : soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :
1^o La publication de cet arrêt, par extrait dans le *Journal officiel*, le *Figaro* et le *Monde* ;
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de NOGENT-SUR-MARNE (94) et sur la porte extérieure de l'immeuble où M. VIAL Marc-Aurèle exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/LB GREFFIER EN CHEF.

Des fleurs ?
Vite Interflora
CHEZ VOTRE LISTE INTERFLORA AVEC NOTRE
NUMERO VERT 05 203 204

PARIS

Chaque école de la capitale aura sa bibliothèque avant 1993

Le Conseil de Paris devait adopter lundi 22 janvier, un plan destiné à favoriser l'apprentissage et la pratique de la lecture dans les écoles élémentaires de la capitale. Intitulé « Paris lecture », ce plan prévoit la création dans chaque école élémentaire d'une « bibliothèque-centre de documentation ». Ces BCD, dotées de leur ouverture de cinq cents livres, seront ouvertes non seulement pendant le temps scolaire mais aussi pendant les inter-classes, les mercredis et durant les petites vacances, puisqu'elles seront placées sous la responsabilité d'un animateur de la Ville.

Au sein de ces bibliothèques fonctionneront des « ateliers lecture » proposés aux élèves des cours élémentaires première année (CE1), deuxième niveau de l'enseignement élémentaire, où se poursuit l'apprentissage de la lecture commencé au cours préparatoire. Des groupes de huit à dix enfants, constitués en liaison avec les instituteurs, pourront fréquenter ces ateliers, gratuits, deux fois par semaine, entre 16 h 30 et 18 heures. Soixante-quinze animateurs recrutés et rémunérés par la municipalité ont déjà été formés pour intervenir. Il ne s'agit pas, selon M. Chirac, de cours de rattrapage mais de séances destinées à

habituer les enfants à lire des textes utiles et attrayants, susceptibles de développer leur attirance pour les textes écrits. Ce double dispositif sera complété par l'installation d'une « BCD modèle » au collège Corvisart, dans le treizième arrondissement, qui servira à la fois de lieu de formation pour les animateurs spécialisés, et de cadre pour des « classes lecture » fonctionnant sur le modèle des « classes de découverte ».

Ces mesures devraient être appliquées dès les prochaines vacances de février. Elles concerneront alors soixante-dix écoles, pour un budget de 4 millions de francs. Les écoles de l'Est parisien, celles situées dans une zone d'éducation prioritaire (ZEP) ou disposant d'un local de bibliothèque, seront prioritaires. Le dispositif doit ensuite être progressivement étendu à toutes les écoles à raison de soixante-dix écoles, supplémentaires à chaque rentrée jusqu'en 1993. En régime de croisière, l'opération coûtera alors près de 16 millions de francs. L'annonce de ce plan « Paris lecture », lancé en collaboration avec l'académie de Paris, précède de quelques semaines celle par M. Lionel Jospin du « plan lecture » national prévu par la loi d'orientation.

Au sommaire de dossiers et documents de janvier

Les conflits religieux

En pleine année du bicentenaire de la Révolution et des droits de l'homme, la France s'est paradoxalement payée le luxe de querelles politico-religieuses. Mais le phénomène religieux dépasse largement nos frontières et a pris le devant de la scène internationale.

Potémique sur le carnél d'Auschwitz, dévotion catholique intégriste faisant campagne jusqu'à la violence contre un film (*Le Dernier tanzanien*), musulmans intégristes réclamant la tête d'un écrivain britannique d'ori-

gine musulmane, Salman Rushdie, et, dernière en date, l'affaire dite « des fouilles islamiques », sans oublier les étonnantes réactions contre l'éventuel : tous ces événements ne sont pas à mettre sur le même plan.

La laïcité demande réflexion. Les débats font réapparaître grands principes, vieilles traditions et anciens dogmes. D'un point de vue à l'autre, les rapports entre l'Etat et le religieux varient, des évolutions surprenantes apparaissent.

L'économie de l'Espagne

L'Espagne apparaît à la fois comme un nouveau partenaire et un nouveau marché. La croissance économique accélérée des années passées se renouvelle, l'euphorie s'estompe. Il faut dire que nombreux étaient ceux pour qui la fête et la rumeur n'avaient rien changé : les réstructurations ont frappé durement certaines régions, le niveau de vie reste très inférieur à la moyenne européenne, le taux de chômage est le plus élevé de la Communauté.

Mais la remontée a été spectaculaire, même si le gou-

vernement socialiste a de gros efforts à poursuivre, d'autant que les dernières élections ont montré que le temps de l'état de grâce était terminé.

L'Espagne est sortie de l'autarcie, par les privatisations notamment et l'afflux de capitaux étrangers, signe qu'elle bénéficie d'un capital de confiance important. La croissance se poursuit, elle est certes moins forte, mais elle dépassera probablement les 4 %.

En vente chez tous les marchands de journaux. 8 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5179

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de raser. — II. Par son coup, on peut dire qu'on est vraiment sonné. — III. Un beau parler. Pronom. — IV. Un homme dévoué. Une province sous Auguste. — V. La fabrication des chaînes. — VI. Danse quand il est petit. Peut battre la figure. — VII. Préparer comme le bled. — VIII. Un grand mouvement. Circulaient à Rome. — IX. Conduisit au dépôt. — X. L'ensemble des proches. — XI. Conséquence de révolutions. Possessif.

VERTICALEMENT

1. On l'éleve pour monter. C'est un vrai cauchemar quand il est mauvais. — 2. Frapper comme autrefois. Résidence de princes. Est parfois sur les dents. — 3. Peut être assimilée à une basse-cour. — 4. Une bande d'étoffe. Hors du droit chemin. — 5. Se dore au soleil. On reste blanc quand il est point. Note. — 6. Un militaire vraiment pas civil. Ceux qui n'ont pas assez poussé. — 7. Bien frappé. Peut se faire dans un tube. — 8. Préposition. Affluent du Danube. Son retour est parfois redouté. — 9. Qu'on a peut-être vu dans la nuit. Peut s'inquiéter quand il y a un mieux.

Solution du problème n° 5179

Horizontalement
I. Passing-shot. Bas. — II. Epaulé. Aéroclub. — III. Risée. Et. Dire. — IV. Oc. Usurier. Aser. — V. Ruer. Nod. Ermitte. — VI. Eku. Agte. — VII. Héris. Est. Gai. — VIII. Résurrection. G.I. — IX. M. Sot. Séré. — X. Arrière. S.O. Non. — XI. Guerres. Issi. — XII. Four. Râ. Omère. — XIII. Ara. Léman. Ter. — XIV. Manières. Né. Rue. — XV. Enervés. Visière.

Verticalement
1. Pérorer. Affaire. — 2. Apiculteur. Oran. — 3. Sas. Eus. Igneau. — 4. Sœur. Rumeur. Ir. — 5. Iles. Aurige. Lev. — 6. Né. Un. Sr. Erreur. — 7. Eros. Es. Rame. — 8. Satis. Ecole. As. — 9. Hé l. Ast. Son. — 10. Ordre. Tis. Ni. — 11. Tol. Râ. Oites. — 12. Crampes. Aie l. — 13. Héris. Enserre. — 14. Au. Eteignoir. Ur. — 15. Shira. Lion. Egée.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 20 janvier 1990 :

UNE CIRCULAIRE

● Du 10 janvier 1990 relative au prix des livres édités hors de France et proposés à la vente en France.

DES RAPPORTS

● De présentation du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 pris pour l'application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 21 janvier 1990 :

UN DÉCRET

● N° 90-78 du 19 janvier 1990 modifiant le décret n° 63-1228 du 11 décembre 1963 relatif aux installations nucléaires.

DES ARRÊTÉS

● Du 17 janvier 1990 relatif aux tarifs des transports publics urbains de voyageurs hors de la région Ile-de-France pour l'année 1990.

● Du 8 décembre 1989 portant attribution du diplôme de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées en 1989.

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

CARNET DU MONDE

Décès

— M. Daniel Brouder et ses enfants, M. Bernard Brouder et ses enfants, M. Roger Véron et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Christiane BROUDER, née Véron,

survenue le 18 janvier 1990, à Créteil.

5, square Benjamin-Molito, 94000 Créteil.

— Guy Penne, secrétaire général, et les membres du Club des Jacobins, ont la douleur de faire part de la disparition de leur frère

M. Charles HERNU,

— M. et M^{me} André Sadoul, ses enfants,

M^{me} Hélène Bertrand, sa sœur,

M. et M^{me} Marcel Duprez, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne-Marie SADOUL, née Marcelle Laroze,

survenue le 26 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 30 décembre 1989, en l'église de Notre-Dame-des-Champs, à Paris-14^e.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bagneux.

6, rue Emmanuel-Clairier, Suresne, 94440 Villecroze.

Anniversaires

— Pour le vingt et unième anniversaire du rappel à Dieu du

médecin général inspecteur Raymond DUBÉDETTI,

une prière est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir, en union avec la messe célébrée le vendredi 26 janvier 1990, à 18 h 15, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Lavater.

— Pour le troisième anniversaire du décès du

général André NOLDE.

Une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Messes anniversaires

— La comtesse de Manléon Narbonne de Nolde,

née Marielle Mercier, fera dire une messe à la mémoire de sa mère

M^{me} de BEAUCÉ,

née Geneviève Boy de La Tour,

décédée le 24 janvier 1989,

le mercredi 24 janvier 1990, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Passy, 88-90, rue de l'Assomption, Paris-16^e, à laquelle elle associe le souvenir de

sa grand-mère

M^{me} Henri MERCIER,

née Marie de Meynard de Chabannes, († 1984),

de son père,

M. Edouard MERCIER, († 1953),

et de son grand-père,

M. Henri MERCIER, († 1956).

46, boulevard Suchet, 75016 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-83.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 87 F

Abonnés et actionnaires 77 F

Communications diverses 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

ROBLOT

ASSISTANCE TOTALE

DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

VERT 05.45.22.27

(Ligne verte)

PERMANENCE 24 H SUR 24 H

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE

23 JANVIER 1990

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

TEMPÉRATURES maximales

minimales

FRANCE

26 Un entretien avec M. Michel Huc (FO)
— Heineken va fermer la brasserie de Mutzig

27 à 30 Champs économiques
44 Dix ans de capitalisation boursière

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Le Japon
des archéos

De Japon, nous ne voyons généralement que les signes extérieurs de réussite. Son armée d'industriels, de marchands et de banquiers (sans parler des musiciens et des grands couturiers) foule la plus courtisane possible nos anciennes plates-bandes.

Dernières performances en date : les investissements directs du Japon à l'étranger ont dépassé fin 1988 les 1 000 milliards de dollars en cumulé (environ 6 000 milliards de francs), selon l'Organisation du commerce extérieur, le JETRO. L'excédent commercial japonais a diminué de 17 % en 1989 mais, sur dix ans, le pays a déposé 550 milliards de francs de solde positif dans ses échanges mondiaux. Succès d'autant plus étonnant qu'il est mérité et — en apparence — modeste.

Et voilà qu'au détour d'une polémique politique, on redécouvre un tout autre Japon, archaïque et frileux. Il est depuis toujours impossible d'importer au Japon le moindre grain de riz, ce que les partenaires occidentaux de Tokyo lui reprochent amèrement. Jeudi 18 janvier, le ministre du commerce intérieur, M. Hikaru Matsunaga, déclarait devant le Club national de la presse qu'il fallait en finir avec cette interdiction, de moins en moins acceptable internationalement, et importer « un minimum » de riz.

Que croyez-vous qu'il arrivât ? Une levée de boucliers des paysans japonais dénonçant le coup « irréparable » qu'on s'appropriait à leur porter. Le chef du gouvernement, M. Toshiki Kaifu, dut désavouer l'imprudent ministre, qui s'excusa piteusement d'avoir créé « la confusion ». A un mois des élections générales, M. Matsunaga avait cru pouvoir évoquer la modernisation nécessaire de l'agriculture japonaise. Les deux millions et demi de paysans qui constituent un des foyers électoraux du Parti libéral-démocrate ne l'entendent pas de cette oreille.

La diplomatie commerciale — si importante pour l'image internationale du Japon — n'a pas résisté vingt-cinq heures à la logique de ce que l'on appellerait chez nous la « politique-cassoulet ». Voilà qui donne une touche humaine au Japon de la haute technologie.

S. G.

Les autorités de Pékin tournent le dos
aux réformes économiques

Les autorités chinoises ont confirmé, mercredi 17 janvier, que la période de « réajustement », consistant à recentrer notamment l'économie et à restaurer l'autorité du parti dans ce domaine, engagée fin 1988, s'étendrait sur « trois ans, voire plus ». Cette idée domine une résolution en trente-neuf points adoptée lors du cinquième plénum du comité central, le 9 novembre dernier, dont le texte complet vient seulement d'être publié, avec un retard de plus de deux mois sur lequel le régime ne s'explique pas.

PÉKIN

de notre correspondant

Il semble que le retard dans la publication soit dû aux divergences de vues qui ont pu s'exprimer sur le contenu du plan de reprise en main présenté par le premier ministre, M. Li Peng. En effet, avant d'aborder les problèmes proprement économiques, la résolution du comité central consacre un chapitre à la nécessité de « parvenir au sein de tout le Parti communiste à une compréhension commune de la situation économique actuelle », ce qui laisse entendre que tel n'est pas le cas.

L'objectif est de freiner « graduellement » l'inflation et de ramener la hausse des prix à la consommation à un taux inférieur à 10 % par an. Le délai de trois ans envisagé pour l'ensemble de ces mesures constitue une manière de reconnaître que le but ne sera pas atteint en 1990, contrairement à ce qu'espéraient à l'origine les planificateurs.

Tout le programme vise à protéger l'agriculture et le secteur industriel d'Etat. La décision du comité central insiste longuement sur la nécessité de rétablir un contrôle « résolu » sur la demande, de limiter les investissements des deux années à venir à leur niveau de 1989, « voire plus bas », et, à l'intérieur de ces investissements, de pratiquer « une réduction importante » — non chiffrée dans le texte — de ceux affectés à des projets « ordinaires » pour favoriser les industries primaires.

Tout ce qui présente le caractère frivole que les orthodoxes de la planification ont en horreur — immenses bureaux, hôtels de luxe — est rigoureusement interdit. L'ennemi est clairement identifié du côté de la consommation non essentielle. Un appel pressant est lancé pour contrôler de la manière la plus stricte le crédit. « Cette politique a montré son efficacité

au cours de l'année écoulée et ne doit pas changer, en dépit du fait que certaines entreprises sont à court de fonds à l'heure actuelle », souligne le document.

Chômage
technique

Le manque d'argent frais ainsi que les pénuries de matières premières et d'énergie ont provoqué au cours des derniers mois de telles difficultés pour de nombreuses firmes industrielles qu'on estime à 20 % au moins le nombre des entreprises d'Etat qui tournent à moins de la moitié de leur capacité théorique. Des milliers d'ouvriers ont été mis en chômage technique et l'Etat a, dans de nombreux cas, dû payer lui-même leurs salaires — primes en moins. Le programme d'austérité entrainé par cette publication, insiste tout particulièrement sur le besoin de rendre aux firmes d'Etat de grande et moyenne taille « leur rôle de colonne vertébrale de l'économie nationale ». Il donne donc la priorité aux investissements dans les secteurs de l'énergie, les matières premières et les transports.

Le gouvernement entend « combiner l'économie planifiée avec une régulation du marché ». On voit transparaître le reproche adressé à l'équipe de l'ancien secrétaire général du parti, M. Zhao Ziyang, accusé d'avoir voulu transformer l'économie planifiée en une économie de marché à des fins politiques. Première initiative nettement contraire à l'esprit des réformes de la période 1978-1989, le double système de prix des matières premières — prix fixé par l'Etat et prix du marché — sera aboli progressivement, à commencer par le charbon en 1991. « Ce système était une méthode de transition dont les désavantages sont devenus évidents puisqu'il a donné lieu à la corruption et au désordre économique ». Retour, donc, au prix unique fixé par l'Etat.

Banques privées
interdites

Dans les campagnes, il faut « rectifier » la structure de l'industrialisation locale naissante de manière à l'empêcher de détourner à son profit les matières premières dont ont besoin les industries majeures. Quant au secteur privé, il est appelé à se cantonner dans un rôle de « complément » dans l'économie nationale, et, si ses avantages sont reconnus, « ses aspects négatifs doivent être limités ». Au reste, « aucun individu n'est autorisé à faire commerce en gros de biens de consommation principaux sur une échelle importante ».

Pour l'avenir plus lointain, la Chine doit procéder, dans ses choix

économiques, « strictement en fonction de son état fondamental ». Cette phrase-clé est elle aussi destinée à couper l'herbe sous le pied des réformistes emballés par les méthodes capitalistes. Les banques privées sont interdites. Les particuliers n'ont pas le droit de se lancer dans l'exportation. La « sur-décentralisation » du commerce extérieur doit être abolie. La veille de la publication de ce texte destiné à fixer les orientations pour les années à venir, les autorités ont annoncé un remaniement complet de la direction de la CITIC, la principale firme financière qui avait joué un rôle majeur dans l'ouverture de l'économie chinoise sur le marché.

La conclusion de la résolution du comité central ne laisse aucun doute sur les intentions du régime à long terme : désormais, le Parti communiste reprend — ou tente de reprendre — les rênes de l'économie. Au nom, bien sûr, de « l'ouverture et la réforme », auxquelles la résolution consent à consacrer un chapitre pour dire qu'elles se poursuivent... sauf là où l'autorité centrale en arrive à être menacée.

FRANCIS DERON

Nouvelle joint-venture de Philips
avec un partenaire chinoisAMSTERDAM
de notre correspondant

Pour la première fois depuis la répression du « printemps de Pékin », Philips vient de signer deux contrats avec d'importants partenaires chinois.

Le premier porte sur la vente au ministère de la radio, du cinéma et de la télévision de matériels d'émission et de réception utilisant la norme D2-Mac Paquet. Les autorités chinoises ont l'intention d'expérimenter, d'ici à la fin de l'année, ce type d'équipement qui pourrait les conduire à terme à opter en faveur du standard européen de « télévision à haute définition » dont l'un des principaux fournisseurs est, précisément, Philips. La multinationale néerlandaise a signé un « accord de principe » prévoyant la livraison — sans plus de précision — « d'équipements D2-Mac » et une coopération pour leur fabrication et leur commercialisation en Chine.

La firme d'Eindhoven a annoncé aussi la création d'une unité de fabrication de petits appareils domestiques dans la zone économique spéciale de Zhuhai. Ce centre, qui doit commencer à produire vers le milieu de cette année, est le résultat d'une joint-venture avec la filiale régionale du Zhu kuan Group et représente un investissement total

de 5 millions de dollars (30 millions de francs). Les produits seront destinés au marché chinois et à l'exportation.

Cette nouvelle société est la neuvième créée par Philips en association avec un partenaire chinois. Trois d'entre elles sont actuellement opérationnelles. Selon un porte-parole, elles ont une « activité limitée » et ne contribuent que pour « quelques centaines de milliers de florins » au chiffre d'affaires consolidé du groupe.

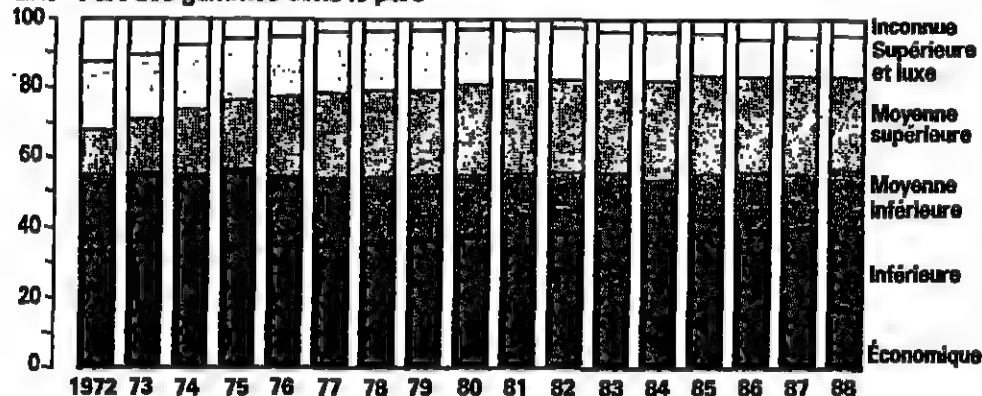
Le nombre de cadres expatriés est également restreint : « Une dizaine de salariés européens ». Au moment des événements de la place Tiananmen, ces personnels avaient provisoirement trouvé refuge à Hongkong avant de reprendre progressivement leurs fonctions.

Néanmoins, la politique de Philips en Chine est toujours placée officiellement sous le signe de la prudence. « Nous pensons que la meilleure contribution au bien-être des Chinois est de ne pas nous retirer de leur pays et c'est pourquoi nous continuons à finaliser les accords passés avant les événements. Mais nous attendons de voir comment la situation évolue avant de lancer de nouveaux projets ».

CHRISTIAN CHARTIER

L'évolution du parc automobile en France
Les petites et les grosses en vogue

En % Part des gammes dans le parc



Les Français achetant de plus en plus des voitures petites pour la ville et familles pour la route. C'est du moins ce que traduit l'évolution du parc analysée par l'INSEE (1). La catégorie dite inférieure (R 5, 205, Ford Fiesta...) est passée de 12 % du parc en 1972 à 30 % en 1988. Celle dite moyenne supérieure (R 21, 405, EX...) de 13 % à 28 %. La gamme moyenne inférieure (R 10, 308...) qui se présentait comme un compromis, régresse jusqu'en 1984 puis se stabilise. La catégorie supérieure (R 25, 605, XM...) gagne des

points depuis 1986, celle de luxe (Mercedes, BMW...) étant, elle, relativement stable autour de 2 % du parc. Le développement de la deuxième voiture par ménage explique cette évolution, selon l'INSEE. En revanche, la disparition progressive de la catégorie économique (R 4, Fiat Panda...) provient vraisemblablement, selon l'Institut de l'abandon de ce créneau par les constructeurs français. Pas de demande car pas d'offre.

L'autre importante caractéristique soulignée par l'INSEE est

l'arrêt, depuis deux ans, de la progression du parc (21 millions de voitures). Le boom du marché observé par les constructeurs provoque son remplacement accéléré, mais pas son accroissement. La proportion de véhicules d'occasion, qui avait beaucoup augmenté depuis 1980 (les ménages avaient moins d'argent) stagne ou commence à reculer.

(1) « Le vieillissement du parc automobile se ralentit depuis deux ans », Thierry Lambert et Jean-Loup Madre, Économie et Statistique, octobre 1989, INSEE.

Entaché de délits d'initiés

Le rapprochement Rhône-Poulenc-Rorer
confirme la poussée française aux États-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

Après les déboires de Pechiney aux États-Unis où éclatait, il y a tout juste un an, « l'affaire Triangle/American Can », un autre grand groupe nationalisé, parti — amicalement — à l'assaut d'une firme américaine, se trouve confronté à un problème de délits d'initiés. A peine la transaction conclue avec le groupe pharmaceutique Rorer était-elle officiellement annoncée (le Monde du 20 janvier) que la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité boursière américaine, déposait une plainte en ce sens auprès du juge fédéral de Manhattan, M. Robert J. Ward. Motif : obtention d'informations privilégiées avant que la société américaine fasse savoir, le 15 janvier, qu'elle était en discussion avec une entreprise étrangère — dont l'identité n'était pas encore connue — pour lui céder une participation majoritaire dans Rorer Group Inc. Sociétés et personnes visées par la plainte de la SEC : Fondation

Hal, une firme monégasque, Holding Protection Ltd, dont le siège est à Athènes, Unifund Sal, un organisme installé à Kasslik, au Liban, enfin, un particulier, Robert Rossi, résident genevois. Autant de noms, inconnus du grand public mais aux allures de « faux-nez », ce que devrait démontrer l'enquête.

A Wall Street, la cause est entendue. Le vendredi 12 janvier, déjà, plus de 1,2 million de titres

étaient échangés au Big Board. Le lundi suivant, le volume des transactions doublait et l'action grimpa à 63 dollars en clôture, soit une hausse exceptionnelle de 28 % ! Sans que le nom de l'acheteur soit connu, les modalités de l'opération soient connues. « La société Rorer est cotée au New-York Stock Exchange depuis 1958 et son historique boursier a toujours été marqué par une volatilité des cours », précise M. Jeffrey Richardson, le

porte-parole de la firme. « Nous restons en étroit contact avec la SEC. Dans cette opération, Rorer, comme Rhône-Poulenc, agit comme il convenait... », assure-t-il, préférant mettre en avant l'intérêt économique que les deux groupes vont trouver dans ce rapprochement.

SERGE MARTI

Lire la suite page 26

Moody's veut abaisser la notation du groupe chimique

Moody's Investors Service, la célèbre firme new-yorkaise spécialisée dans la notation financière des entreprises, a décidé de réexaminer le crédit du groupe chimique français Rhône-Poulenc et n'exclut pas d'en abaisser la notation.

Ce réexamen fait suite à l'annonce de l'accord de principe conclu par Rhône-Poulenc avec Rorer, quatrième firme pharmaceutique américaine, en

vue de rassembler les activités des deux groupes dans le santé. Cette opération est évaluée à plus de 3,2 milliards de dollars (18,6 milliards de francs).

Moody's a également annoncé qu'elle allait revoir la possibilité, cette fois, d'en relever la notation. Moody's explique que les acquisitions faites récemment par Rhône-Poulenc

ont accru l'endettement de ce groupe et limitent ainsi les avantages liés de la diversification géographique et des lignes de produits constituées par cette série de rachats. Moody's a enfin souligné que Rorer va, en revanche, bénéficier de son rapprochement avec Rhône-Poulenc, devenant ainsi partie de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux.

Dans 45 pays
sur les 5 continents

6000 ANCIENS ELEVES

ont compris que
les affaires sont devenues internationales
et les marchés mondiaux.

ISG

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
Département des Études de Gestion
5, rue de la Loi - 75116 Paris - Téléphone : (01) 45 38 00 00

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un entretien avec M. Michel Huc, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie FO

« Il faut discuter avec tous ceux qui sont pour un syndicalisme épris de justice et de liberté »

Secrétaire général de la Fédération de la métallurgie FO, M. Michel Huc, qui, lors de la bataille de la succession, avait soutenu M. Pitou, le concurrent de M. Marc Blondel, s'explique, à la veille du comité confédéral de FO, sur la politique contractuelle et sur la reconversion syndicale.

« Sur le plan salarial, pour quoi les clauses de revoyure » visant à maintenir le pouvoir d'achat n'ont-elles pas joué dans les entreprises nationales de la métallurgie contractuellement ou sur la reconversion syndicale.

— Si les clauses n'ont pas joué, c'est parce que nous n'avons pas de liberté de négociation, contrairement aux engagements que le gouvernement avait pris en ce sens. Les arbitrages gouvernementaux n'ayant pas été rendus, les revendications ont été reportées au février. C'est inacceptable et cela conduit à des situations conflictuelles. Nous allons exiger que soit respecté le maintien du pouvoir d'achat, même si on rétablit ainsi l'indexation des salaires sur les prix. A défaut, nous irons à des conflits, notamment dans l'industrie aéronautique. Avant toute négociation pour 1990, nous demandons au gouvernement comment il conçoit la politique conventionnelle. Elle doit reposer sur le respect des engagements pris.

— L'accord à vivre que vous avez signé chez Renault pour-il servir de modèle pour la politique contractuelle dans la métallurgie ?

— Modèle ? Non. Référence ? Sûrement. Cet accord répond à un

défi important, celui des garanties que doivent avoir les salariés de la métallurgie face à la modernisation rapide et accrue de leurs entreprises. Nous sommes confrontés à des enjeux qui impliquent des modifications et des évolutions des dispositions conventionnelles. Il y a d'abord l'arrivée en masse des techniciens. Ils représentent aujourd'hui 20 % des effectifs, mais d'ici dix ans cette proportion passera à 60 %. Ces salariés qui lient leur avenir à la réussite de l'entreprise rechercheront demain des garanties collectives et seront à la base de la syndicalisation.

Fidélité à nos principes

— Le deuxième défi, lié au problème démographique, concerne les salariés âgés de cinquante ans à qui on a expliqué ces dernières années que leur avenir était dans une retraite précoce. Ils feront partie demain des forces vives de l'entreprise. A l'inverse de ce qui vient de se produire, notamment dans la sidérurgie, il faudra leur assurer à cinquante ans un déroulement de carrière. La modernisation, la technicité, les problèmes d'âge impliquent des dispositions conventionnelles nouvelles. L'accord que nous allons signer le 1^{er} février avec l'UIMM sur les classifications de techniciens, qui pourront devenir demain ingénieurs, va dans ce sens.

— L'échéance européenne de 1993 et les chambardements en Europe de l'Est n'imposent-ils pas une reconversion syndicale en France ?

— Toutes ces modifications poussent évidemment à des évolutions

et à des changements, même s'il ne faut pas aller trop vite. Les appels à la reconversion lancés par le FEN ou la CFDT me paraissent relever plus de la mise en valeur d'un parti socialiste syndical sur la base de tendances que de la construction d'une réelle organisation syndicale indépendante. Mais l'évolution est inévitable, y compris pour Force ouvrière. Les événements qui se passent à l'Est démontrent la faillite d'un syndicalisme contrôlé de transmission du Parti communiste tel que vient de l'exprimer la dernière déclaration de la commission exécutive de la CGT soutenant le PCF.

— Il s'agit donc d'arrêter des orientations et des conceptions syndicales qui permettront à tous les militants épris de justice et de liberté de se retrouver pour que la force que confère le nombre n'adhère pas et qui lui fait défaut aujourd'hui. Nous y travaillons à la fédération. L'adhésion récente de quelques syndicats CGT à notre fédération va dans ce sens.

— Êtes-vous prêt à travailler avec d'autres organisations syndicales ?

— Oui, fatalement. Il faut ouvrir les portes et discuter avec tous ceux qui sont d'accord avec les conceptions et les orientations syndicales que j'ai définies.

— Lors de l'élection de M. Blondel, vous avez soutenu son concurrent. Comment vous situez-vous aujourd'hui face à la confédération ?

— Nous nous situons dans la fidélité à nos principes et aux combats que nous avons menés, y compris au sein de la maison, et dans la fidélité à nos amis. Nous reconnaissons et nous respectons la responsabilité assumée par la confédération et son secrétaire général. On ne peut être crédible que si on est fidèle.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

Le conflit hospitalier

Manifestation des internes et des chefs de clinique à Paris

Une manifestation nationale des internes et des chefs de clinique-assistants, en grève depuis le 10 janvier, devait avoir lieu lundi 22 janvier à Paris. Dans le même temps devait se réunir le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM).

A la direction de la CNAM, on indiquait lundi 22 janvier vouloir faire aboutir au plus vite — « dès la semaine prochaine » — les négociations conventionnelles. Afin d'apai-

ser le conflit, le conseil d'administration pourrait également s'engager à prendre en compte une partie des revendications des médecins généralistes.

En fin d'après-midi, une assemblée générale devait décider des suites à donner au mouvement de grève en fonction des résultats du conseil d'administration et de nouvelles négociations, qui doivent avoir lieu avec M. Claude Evin, le ministre de la santé.

REPÈRES

Hausse de 1 % de la production industrielle en novembre

La production industrielle en France a augmenté de 1 % au cours du mois de novembre par rapport à octobre, l'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 passant de 113,7 à 114,9 après correction des variations saisonnières. En un an (novembre 1988 comparé à novembre 1989), l'indice de la production industrielle a augmenté de 3,1 %. En novembre, c'est dans les industries produisant des biens d'équipement professionnel (+ 1,7 %) et celles produisant des biens d'équipement ménager ainsi que dans le secteur automobile (+ 2,4 %) que les progressions ont été les plus fortes.

La demande intérieure s'est un peu affaiblie

« La production industrielle a continué de progresser, mais à un rythme plus modéré qu'en novembre », écrit la Banque de France dans sa dernière enquête de conjoncture, réalisée en décembre. « La croissance s'est ralentie dans les biens d'équipements professionnels et les biens de consom-

mation et s'est interrompue dans les autres secteurs. Les capacités de production restent néanmoins fortement sollicitées, ajoute la Banque de France. Le niveau des stocks de produits finis, jugé proche de la normale dans la plupart des cas, s'est quelque peu élevé pour les biens intermédiaires. La demande s'est, dans l'ensemble, stabilisée malgré la fermeté des commandes étrangères. Sur le marché intérieur, elle s'est surtout affaiblie dans l'automobile. » « La production industrielle devrait progresser de façon plus soutenue au cours des prochains mois », conclut l'enquête.

Baisse des prix des matières premières importées

Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en décembre par rapport à novembre. En un an (décembre 1988 comparé à décembre 1989), la baisse est très forte, atteignant 11,6 % (prix exprimés en francs). Ce sont les dérivés alimentaires dont les prix ont le plus baissé (- 6,4 % en un mois, - 31 % en un an), du fait surtout des produits tropicaux (- 41,3 % en un an). Les prix des matières premières industrielles ont baissé de 6 % en un an.

TRANSPORTS

Les tarifs des transports publics de province en hausse de 3,5 %

Un arrêté des ministres de l'économie et de l'équipement paru au Journal officiel du 21 janvier autorise les transports urbains hors Ile-de-France à augmenter leurs tarifs de 3,5 %. Cette hausse interviendra le 1^{er} février prochain.

Les exploitants de réseaux demandent avec insistance la liberté tarifaire en faisant valoir l'importance de leurs déficits et surtout la concurrence de la voiture individuelle qui donne aux citoyens le choix de leur mode de transport. Le ministère de l'économie et des finances continue à s'opposer à la suppression de son droit de veto qui maintient les transports urbains de province dans une situation atypique dans le monde du transport.

Grève des contrôleurs aériens portugais. — Le trafic aérien a été complètement paralysé au Portugal, du vendredi 19 au dimanche 21 janvier, en raison d'une grève des treize cents contrôleurs de la navigation aérienne. Ceux-ci ont cessé le travail pendant trois jours pour obtenir une hausse de leurs salaires de 23,5 %, alors que la direction du contrôle aérien ne leur offre que 12,5 %. Seuls les vols à destination des Açores ont été assurés pendant le week-end. (AFP.)

INDUSTRIE

Poussée française aux États-Unis

Suite de la première page.

En 1949, son laboratoire a mis au point le Maalox, un remède miracle contre les maux d'estomac. L'entreprise atteint alors le million de dollars de chiffre d'affaires. En 1988, ses ventes ont dépassé le milliard de dollars (1,64 milliard exactement) dont 214 millions assurés par l'éternel Maalox, le produit-phare de cette vaste entreprise qui emploie 2 000 personnes sur place et 9 000 autres dans le reste du monde, ses spécialités étant commercialisées dans cent pays.

Comme ses concurrents du secteur pharmaceutique, Rorer qui a affiché en 1988 un bénéfice net de 62 millions de dollars (les chiffres de l'exercice 1989 seront connus dans les prochains jours) investit des sommes importantes en recherche et développement : 103 millions en 1988 et davantage l'année dernière. Son président, M. Robert E. Cawthorn, espère trouver dans le rapprochement avec Rhône-Poulenc le moyen de développer cet effort de recherche. Tout en renforçant son intérêt pour l'Europe où il réalise déjà le tiers de son activité, le groupe français bénéficie, de son côté, de l'importante capacité de commercialisation aux États-Unis dont dispose Rorer, désormais hissé, avec le concours de Rhône-Poulenc, au dixième rang mondial d'une profession en pleine « fusionnisme ».

Cette opération de 3,2 milliards de dollars constitue le plus gros investissement opéré aux États-Unis par une firme française depuis un an. Il démontre que, sans négliger les perspectives du futur marché unique, ces entreprises continuent à parier sur le continent américain. Et à tirer profit de la forte baisse du dollar constatée depuis plus de six mois.

En 1989, ces acquisitions ont vraisemblablement dépassé les 6 milliards de dollars, soit une augmentation de 50 % d'une année sur l'autre (la transaction Pechiney-American Can a été conclue fin 1988). Par rapport au total des investissements directs étrangers aux États-Unis (380 milliards de dollars l'année dernière), la part de la France est encore faible. Mais ce pays est en passe de rattraper le Japon (10 milliards de dollars) dont la progression a été sensible il y a bien moins de six mois, les Britanniques continuant à assurer la plus forte présence sur le sol américain.

SERGE MARTI

M. Doudoux à la tête de la Caisse nationale des télécommunications. — M. Jacques Doudoux, précédent directeur général des télécommunications, vient d'être nommé président du conseil d'administration de la Caisse nationale des télécommunications (CNT), selon un arrêté des ministres de l'économie et des télécommunications publié dimanche 21 janvier au Journal officiel. Il succède à ce poste à M. Louis-Joseph Libois.

Minolta crée une usine en France

La société japonaise Minolta, un des spécialistes de la photographie et des photocopieurs avec un chiffre d'affaires de 5,98 milliards de francs, a annoncé, jeudi 18 janvier à Tokyo, son projet de construire une fabrique de photocopieurs en France. Une filiale contrôlée à 100 % et baptisée Minolta-Lorraine SA devrait être créée. Elle sera dotée d'un capital de 10 millions de francs.

L'usine, qui devrait être implantée à Elroy (Vosges) représente un investissement d'environ 3,7 milliards de francs (148 millions de dollars). Elle fabriquera, dans un premier temps, le produit liquide qui entre dans le processus des photocopieurs ainsi que des pièces détachées pour la filiale de Minolta en RFA. A partir de 1992, cette usine devrait se lancer dans la fabrication de photocopieurs.

Erstbau. — Dans notre chronique « Devises et or » publiée dans le Monde daté 21-22 janvier c'est par erreur que nous avons écrit : « Les taux d'intérêt américains ne risquent pas de s'orienter à la baisse dans un avenir proche. En effet, (...) l'activité économique s'est notablement ralentie aux États-Unis à la fin de 1989 ». Il fallait lire : « ne risquent pas de s'orienter à la baisse, même si l'activité économique s'est notablement ralentie... ».

La ruée vers l'Ouest

Principales opérations d'acquisitions aux États-Unis par des sociétés françaises en 1989

Investisseur français	Entreprise américaine acquise	Coût de l'opération en millions de dollars
Elf Aquitaine	Pennwalt (chimie)	1 056
Pechiney	IG Technologies (aimants)	NC
Michelin	Uniroyal-Goodrich (pneumatiques)	690 (+ 810 M de reprise du passif)
Bull	Zenith Computer Group et ses filiales Zenith Data Systems (micro-ordinateurs) et Heath (réseau de distribution micro-informatique)	635 (e)
Bidermann	3 divisions vêtements pour hommes de Cluett-Fabbody	600
Rhône-Poulenc	GAF Surfactants et Specialty (chimie)	480
Orkem	Bostik chemicals (adhésifs)	345
Framatome	Burdry (matériel électrique et électronique : connecteurs)	325
Framatome	50 % de Babcock & Wilcox Nuclear Service (service nucléaire)	50
CFAO (Cie Fran. de l'Afrique Occidentale)	Grace Equipment Co. (location d'équipements de chantier)	300
Valco	Blackstone (équipement automobile)	230
Matra	Divisions électronique, défense, et nucléaire de Fairchild Industries	200
Christian Dalloz	WGM Safety Corp. (produits de protection : casques, masques, lunettes)	80
BNP	Acquisition par sa filiale Bank of the West de Central Bank	54
CSEE (Cie de signaux & d'équip. électroniques)	Telecom Technologies (distributeur automatique d'appels)	17
Indosuez	Association à 40 % avec Daniel Breen & Co. (gestion de titres)	8
Atotech (Groupe Elf Aquitaine)	Racon Inc. (chimie)	NC
SAFT	Reprise à Duracell d'une usine de production de piles au lithium	NC
SPIE-Batignolles	Actions restantes de sa filiale Comstock Group (matériel électrique)	NC
Fayat	Standard Havens (BTP : asphalte)	NC
Colas (Groupe Bouygues)	IA Construction Corp. (BTP)	NC
Lafarge	Reprise à Lehigh Portland de l'usine Metalfine Falls (Washington)	NC
Lafarge	Prise de participation majoritaire dans Beyers Cement Inc. (North Dakota) (BTP)	NC
Roussel	Ford Chemical & Services (chimie)	NC
Carbone Lorrain	Certaines actifs de Kearney Industries (produits chimiques à base de graphite)	NC
Clestra (groupe Financière Strifor)	80 % de Clean Room Technology Inc. (locaux modulaires à atmosphère contrôlée)	NC
Cap Gemini	Systemation Inc. (services informatiques)	NC
Essilor	Division machines pour opticiens de AIT Industries	NC
Sommer-Allibert	Joint-venture avec Rubbermaid (meubles en résine)	NC
ES2	Création d'une filiale (production de circuits intégrés sur mesure)	NC
Rémy Martin	Certaines actifs de McKesson Corp. (distributeur de produits pharmaceutiques)	NC
Pommery (groupe BSN)	Scharffenberger Cellars (production de vins mousseux)	NC
Bernier	Altkanis Dairy (fromages)	NC
Hachette	Acquisition par sa filiale Diamandis de Modern Photography et de High Fidelity (édition)	NC
Carrefour	Prise de participation de 12 % dans Office Depot (chaîne de magasins de fournitures de bureau)	NC
Banexi (BNP)	Prise de contrôle de Vendôme & Co. Inc. New York (conseil en fusions et acquisitions)	NC

NC : non communiqué.

Source : Service de l'expansion économique-Washington.

Heineken va fermer la Brasserie de Mutzig

STRASBOURG

de notre correspondant

La Brasserie de Mutzig (Bas-Rhin), qui emploie quarante-quatre salariés, va être fermée par son propriétaire, la Française de brasserie, qui appartient au groupe Heineken. Celle-ci a annoncé que, faute de candidats au rachat après des pourparlers de près de dix-huit mois, elle arrêterait l'exploitation du site. Les 600 000 hectolitres brassés chaque année dans l'usine de la vallée de la Bruche le seront dans l'autre site alsacien de Heineken, Schiltigheim, qui pourraient accueillir ces quarante-quatre salariés.

La CGT, majoritaire dans le personnel, estime que la Française de brasserie a délibérément fixé un prix trop élevé pour dissuader les candidats successifs, des brasseurs

suisse, autrichien et ouest-allemand. Le syndicat veut organiser l'occupation de la brasserie. Mutzig, M. André Courtès, il demande la tenue d'une table ronde avec Heineken et les pouvoirs publics.

Heineken avait annoncé dès 1987 son intention de fermer Mutzig fin 1989. L'unité employait alors cent dix salariés. La réaction des élus locaux, comme celle des syndicats, avait alors incité le groupe brassicole à se prêter à la recherche de repreneurs, finalement sans résultat. C'est l'une des sept brasseries d'Alsace (Kronenbourg, Heineken, Fischer, Adelschöffen, Saverne, Schutzenberger et Mutzig) qui disparaît cent quatre-vingts ans après sa fondation.

J.F.

Le

O

Portefeuille ou porte-voix ?

« Dans ce pays riche, on ne peut pas se passer d'un porte-voix... »

« Dans ce pays riche, on ne peut pas se passer d'un porte-voix... »

Lié à la Suisse, le « pays le plus industrialisé du monde » souhaite négocier directement avec la Communauté européenne



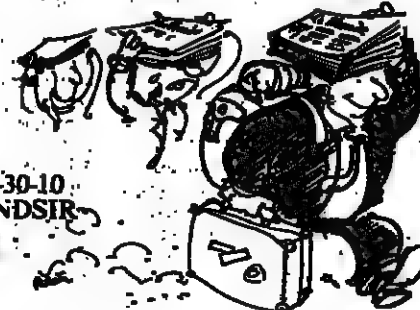
1

Essentiellement montagneux, traversé par le Rhin, le Liechtenstein est peuplé de 27 000 habitants qui parlent un dialecte, mais dont la langue officielle est l'allemand. Il a pour origine l'achat, en 1699 et 1712, des seigneuries de Schellenberg et Vaduz par la famille autrichienne des princes de Liechtenstein.

pes citer son nom. *e lai, lei*

kilometres de Chazou, 11986

regles du Marche comm



CHAMPS ECONOMIQUES

Liban, une agriculture de survie

L'Etat a abandonné les campagnes aux clans. Certains relèvent le défi.

« L'est, parait-il, des terres brûlées, dont on ne peut plus rien faire... » La phrase de Jacques Brel pour exorciser le désespoir, assorti du cédre libanais, fleurit tantôt en arabe, tantôt en français sur les bas-côtés défoncés de la route trouée qui relie Beyrouth à la baie de Djouniyé. Les habitants fortunés d'Akarie, sacro-saints aimant y venir passer l'été, il y a longtemps, avant la guerre...

Les terres, à défaut d'être brûlées, sont abandonnées le plus souvent - les habitants meurent ou fuient vers des lieux plus favorables. Le blé, quoique cultivé en abondance dans la plaine de la Bekaa, dite « la gîte » parce que arrosée généralement par deux fleuves, ne satisfait pas totalement les besoins du Liban.

Quatorze ans de guerre n'ont pas totalement réussi à tuer l'agriculture. Mais elle n'est plus l'activité principale du pays, représentant à peine 20 % du PIB et n'occupant que 11 % de la population contre près de la moitié avant la guerre. Plus grave, la couverture des besoins du pays a également régressé durant cette période de 40 à 30 %.

Des terres contrastées

« Descendants des Phéniciens, nous sommes et nous resterons redoutables commerçants et producteurs agricoles », aiment à dire les Libanais eux-mêmes. Les conditions naturelles se prêtent peu aux cultures. Faisant sur la Méditerranée, le Liban se présente comme une étroite bande de terre d'environ 250 km de long sur 40 à 70 km de large, divisée en quatre zones orientées parallèlement au rivage : la plaine côtière alluviale, le massif tertiaire - la

chaîne du Liban - la plaine de la Bekaa, puis l'Anti-Liban sec et aride. Sur ces terres contrastées, la bonne fortune se répartit inégalement.

Le climat méditerranéen, propice à la culture d'agrumes, de bananiers, de pommiers et de vignes, devient rude sur la chaîne du Liban qui arrête les influences maritimes bienfaisantes. L'organisation traditionnelle rurale repose sur l'utilisation de l'eau qui descend de la montagne.

L'irrigation touche surtout la plaine, déjà comblée, de la Bekaa, ce qui permet d'accroître les rendements céréaliers, d'introduire la betterave à sucre... et ce que les Libanais appellent pudiquement les « cultures blanches », en d'autres termes le haschich. Les hautes pentes, plus ingrates, demeurent en priorité le domaine de l'élevage ovin et caprin.

L'agriculteur libanais, lui, ne bénéficie d'aucune aide : pas de garantie de prix, pas de facilité de distribution, pas de protection. Les bananes d'Israël ou les tomates de Jordanie rentrent au Liban, à des prix défiant toute concurrence. Ainsi, activité ancestrale, l'agriculture est désargentée, sans réel moyen limitée par des conditions naturelles peu favorables, les conséquences d'une guerre à épisodes qui ne finit plus, une absence de choix politiques.

Avant les premiers conflits, le président Charles Helou, dont le mandat prit fin en 1970, avait essayé vainement de mettre en place un « plan vert » censé ressusciter les terres incultes. Mais cette tentative n'est jamais allée jusqu'à la montagne. « Nous sommes les habitants des lieux... »

L'Etat a trop longtemps négligé son secteur rural, laissant ce domaine sensible au

pouvoir des milices de toutes confessions, trop heureuses de tenir ainsi en laisse des troupes récalcitrantes.

A l'est, ce sont les toutes-puissantes Forces libanaises qui, par le biais de la Fondation de solidarité sociale (FSS) et du Conseil national pour le développement (CND) (financé à 20 % par des « donateurs étrangers », notamment des organisations non gouvernementales françaises), tentent de créer un tissu agricole. « La Fondation », explique son président, Victor Gharibeh, est née d'une idée d'urgence. 70 % des produits de première nécessité, comme le lait en poudre ou la viande en conserve, sont importés des pays de l'Est. Il fallait assister les familles dont les salaires ne correspondent pas aux besoins - les produits importés étant de plus en plus chers.

« Les Libanais ont dépassé le stade de l'aide alimentaire », pense pour sa part Bassam Frenn, directeur du CND. Ils veulent la restauration de la livre libanaise et qu'on leur donne les moyens de produire. Nous ne pouvons rien pour la livre, mais nous pouvons les aider à travailler. Ainsi sont nés trois centres d'élevage laitier dans trois villages autour de Beyrouth-Est, financés pour moitié par la CND (4 millions de francs) par l'intermédiaire de la Guilde européenne du raid, et pour l'autre moitié par les Forces libanaises elles-mêmes.

Une aventure récente

Le terrain a été « mis à disposition » par les milices maronites. « Le but, souligne Bassam Frenn, est d'être enfin autonome, de créer des emplois, de ne plus importer de nourriture. » Des lacs collinaires (barrages pour collecter l'eau de pluie) et des puits ont été forés dans la région. « Réduit chrétien », un territoire entre Beyrouth et Batroun, long de 800 km environ, afin d'irriguer la région. Plus récemment, à Ain-Ramane (ligue de démarcation entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest) où les habitants ne bénéficient de l'eau que deux heures toutes les vingt-quatre heures...

Au sud, entre Beyrouth et Saïda, la Chouf, moins favorisée par les conditions naturelles, essaie malgré tout de repousser ses frontières agricoles. Le Parti socialiste progressiste (PSP) jette à grand-peine, dans cette région montagneuse mangée par les oliviers et les cèdres, les assises d'une autosuffisance depuis longtemps convoitée.

L'aventure a commencé il y a à peine un an, à Alman, alors que les chrétiens avaient fui à la suite des massacres. Walid Joumblatt, chef de la milice druze, craignant de voir les terres abandonnées tomber en friche, a loué à un prix dérisoire des parcelles d'un demi-hectare environ. Nombreuses furent les familles druzes qui trouvèrent ainsi l'opportunité de compléter leur faible revenu, à défaut d'en vivre (seuls les privilégiés de la Bekaa peuvent vivre du travail de la terre).

On a arrosé les oliviers, planté des oranges, des néfliers, voire des cerisiers,

dressé un moulin à huile. Mais ce n'était pas suffisant pour nourrir 350 000 bouches : alors le PSP a financé quatre centres agricoles à Damour, entre Beyrouth et Saïda, et dans ses environs, 50 puits artésiens de 200 mètres de profondeur et 40 serres abritant toutes sortes de légumes et des oignons.

« Nous voulons faire du troc, échanger nos fruits et légumes avec les autres pays arabes, surtout la Libye et la Jordanie, à qui nous vendons déjà de la viande. Il nous manque tant de choses ! » soupire Nazir Nasser, directeur financier du complexe agricole de Damour. Et puis, si Dieu le permet (la guerre s'arrête), nous ferons un grand marché de légumes. Bien sûr, nous créerons aussi une compagnie coopérative qui importera des engrais et des semences et les vendra à bas prix. Ainsi supprimerons-nous les commissions ruineuses des intermédiaires.

Le développement industriel reste en effet limité, ne parvenant pas à servir de complément à un secteur rural qui manque d'engrais et de tracteurs. Aussi les importations - et ce phénomène ne concerne pas seulement l'agriculture - vont-elles croissant, aggravant le déficit commercial. Grâce à des demandes de ventes à taux privilégiés, produits phytosanitaires, engrais et tracteurs arrivent de France, d'Allemagne ou, le plus souvent, d'Italie, considérée comme une bonne « spécialiste de l'agriculture ».

Histoire étonnante d'ailleurs et riche en rebondissements que la collaboration Italo-libanaise... un peu à l'image de ce centre agricole à quelques kilomètres de Damour, qui, financé par Rome, pourvoyait la montagne en machines agricoles et en savoir-faire mais vient de fermer pour cause de malver-

sions... Pour l'instant, les agriculteurs du Liban, surtout ceux de la montagne, ont besoin d'aide.

« C'est trop ou trop peu », ajoute Nazir Nasser. Il nous faudrait une grande ferme avec 150 vaches, des spécialistes et des machines en plus grand nombre, des produits phytosanitaires et des semences...

« Le Christ s'est arrêté à Eboli », disait Carlo Levi à propos des agriculteurs de Gabbiano, petit village d'Italie, tant ils se sentaient eux-mêmes abandonnés et misérables. « Sur cette terre sans consolation ni douceur », écrivait-il, « il re-

payant vit dans la misère et l'éloignement, sa vie immobile sur un sol aride en face de la mort, sur cette terre sombre, sans pitié et sans rédemption, où le mal n'est pas un fait moral, mais une douleur terrestre. Le Christ n'est jamais descendu... »

Peut-on en dire autant du Liban ? Assad Mellad, vieil agriculteur donouzeux, ne le pense pas. Il s'attache à la terre, car « la terre, c'est la vie ». Oui, mais si la guerre recommence ? « La terre, c'est notre vie, notre dignité », réplique Assad Mellad.

de Beyrouth.
MARIE DE VARNEY

Avec des fleurs

Hayel Monzer cultive 6 hectares de fleurs dans la plaine de la Bekaa. C'est plus facile et d'un rapport plus intéressant que les légumes. Il fait venir ses pulvérisateurs de Hollande et de moins en moins de Chypre : « Ils trichent », assure-t-il.

Les engrais et les semences sont aux mains de deux grandes compagnies, qui, dépit de l'Etat, détournent un monopole et en profitent pour vendre à des prix exorbitants. Un petit sac d'engrais coûte 12 dollars.

Il a ouvert quatre magasins à Beyrouth-Est. Ici, le cultivateur commercialise la plus souvent lui-même sa production, au petit bonheur quelconque, sur le bord de la route le dimanche, devant sa maison, ou dans une échoppe quand il est plus fortuné et que la guerre ne l'a pas détruite.

L'essentiel de son chiffre d'affaires repose sur l'exportation : guerre ou désespoir, les Libanais n'achètent plus de

fleurs que lors des cérémonies : mariages et, plus fréquemment, enterrements. Par contre, la Jordanie et plus encore le Koweït sont grands consommateurs.

Seulement, depuis le blocus du 14 mars, date de la libération contre l'occupant syrien, le général Aoun, Hayel Monzer ne peut plus travailler.

Ses affaires, déjà difficiles, périclitent. « Cette situation absurde nous mène jusqu'à ce qu'Aoun s'en aille, si la France arrête de l'aider. » Il est pourtant chrétien, mais ses propos reflètent une grande lassitude, un désir sporadique de paix, quel qu'il soit le prix.

« L'agriculteur, lui, est un aventurier. Sans soutien, il ne vit que d'espoir. J'ai perdu l'espoir. Je pars en Australie. »

M. de V.



MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC ENTREPRENEURS

UN AN DE FORMATION D'EXCELLENCE
Pour futurs créateurs, repreneurs, consultants
et bras droits de dirigeants.

Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles
d'Ingénieurs, DEA scientifique ou équivalent.

CLÔTURE des INSCRIPTIONS
le 31 MARS 1990

RENSEIGNEMENTS ET CANDIDATURES :
HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS



HAUTES ETUDES COMMERCIALES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Au sud, entre Beyrouth et Saïda, la Chouf, moins favorisée par les conditions naturelles, essaie malgré tout de repousser ses frontières agricoles. Le Parti socialiste progressiste (PSP) jette à grand-peine, dans cette région montagneuse mangée par les oliviers et les cèdres, les assises d'une autosuffisance depuis longtemps convoitée.

L'aventure a commencé il y a à peine un an, à Alman, alors que les chrétiens avaient fui à la suite des massacres. Walid Joumblatt, chef de la milice druze, craignant de voir les terres abandonnées tomber en friche, a loué à un prix dérisoire des parcelles d'un demi-hectare environ. Nombreuses furent les familles druzes qui trouvèrent ainsi l'opportunité de compléter leur faible revenu, à défaut d'en vivre (seuls les privilégiés de la Bekaa peuvent vivre du travail de la terre).

On a arrosé les oliviers, planté des oranges, des néfliers, voire des cerisiers,



Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité

le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.86.36.45

N'oubliez pas votre culture
n'imposez pas vos lectures !
Laissez le livre
de choisir, offrez lui un
CHEQUE-LIRE
Une seule façon d'être
à jour et à l'aise.



Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Ancien directeur :
Hubert Beauvillier (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Administrateur général :
Bernard Wozniak
Directeur de la rédaction :
Daniel Vermet
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappart,
Claude Sée

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 42-47-88-81
ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 42-47-88-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
La Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beauvillier-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et l'index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 45-55-91-71

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	1 168 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 500 F	2 200 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse, difficultés ou problèmes : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

orientations

Filières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études actuel : _____ Age : _____
Veuillez recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires Grandes Ecoles Scientifiques Grandes Ecoles de Commerce, Gestion 3 ^e Cycle de Gestion Cycles à Vocation Internationale Préparer un MBA Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable Formation en Alternance Formations Artistiques Appliquées Formations Commerciales Gestion Financière Gestion du Personnel Hotellerie, Restauration Informaticien Ingénieur Aéronautique/Automobile Ingénieur Chimiste Journalisme Logistique Production Maintenance d'Ordinateurs Management Hospitalier Marché de l'Art Paramédical Prépa Ecoles de Journalisme Prépa Saint-Cyr Recherche Scientifique Relations Internationales Recherche Biotechnologique Stylisme de Mode Tourisme, Accueil Transport
---	---

Architecture
Architecture d'Intérieur
Art Graphique
Art Textile et Impression
Assurances
Cinéma
Communication et Culture
Communication dans l'entreprise
Communication Publique
Communication Visuelle
Communication Audiovisuelle
Comptabilité
Cours par Correspondance BTS
Cours par Correspondance Comptabilité
Cours par Correspondance Sciences Po
Dance
Design, Design Industriel
Electronique

Adresses ce bon à Orientations Service, 23, rue de La Trémouille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 CODE ORIENTATIO**

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

LE TOUR DU MONDE

68, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

Tél. (1) 43-23-77-04

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

Les surenchères de Jacques Delors

JAMAIS peut-être le contraste n'aura pas été aussi marqué entre, d'une part, le vocabulaire triomphant et volontariste utilisé par les hommes politiques pour dessiner leurs visions respectives de l'avenir de l'Europe et, d'autre part, la confusion qui résulte de la multiplicité même des concepts (fédération, confédération, union politique, économique et monétaire, coopération politique, etc.) appliqués à des espaces certes différents mais destinés à s'interpénétrer : le noyau dur de la CEE incluant éventuellement la RDA, l'AELE, l'Europe du Centre et de l'Est, voire l'URSS. Les perspectives grandioses qui nous sont ainsi offertes sont encore un peu plus obscurcies par l'extrême difficulté qu'on éprouve à ajuster les projets proposés aux réalités ambiantes.

Quels sont, derrière les mots, les enjeux ? Si on est capable de répondre, même très imparfaitement, à cette première question, on est déjà mieux à même de se faire une idée des chances et des risques impliqués par les diverses solutions qui se profilent, fort différentes d'inspiration, malgré une certaine unanimité d'expression imposée par les convenances politiques et diplomatiques.

De ce double point de vue, plusieurs déclarations importantes faites la semaine dernière sont de nature à éclairer le débat. Je fais ici surtout allusion aux propos tenus mardi à Paris devant les invités du *Monde* par le président de la Banque fédérale d'Allemagne, Karl Otto Pöhl, et au discours prononcé le lendemain par Jacques Delors devant le Parlement européen. Seul le hasard du calendrier a rapproché dans le temps ces deux manifestations : la conférence-débat organisée par notre journal en l'honneur du responsable de la politique monétaire allemande et la session de l'Assemblée de Strasbourg. Elles donnent cependant l'occasion de faire quelques utiles rapprochements.

Dans l'exposé de Karl Otto Pöhl et dans les réponses par lui faites aux questions qui lui furent posées, retenons deux thèmes, l'un qu'il traite à fond (ce fut même la trame de son intervention), à savoir la conduite d'une politique monétaire axée sur des objectifs monétaires (la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie), et l'autre, abordé à l'occasion de la discussion avec l'auditoire et concernant les développements à attendre dans l'Europe du Centre et de l'Est.

En ce qui concerne le premier point, la lecture de l'article de Karl Otto Pöhl publié dans nos colonnes (*Le Monde* du 18 janvier) ne laisse aucun doute sur l'ambition du président de l'institut d'émission le plus influent du SME. Le père, selon lui, serait une politique de compromis où l'on choisirait par exemple comme objectif commun de la politi-

que monétaire pour l'ensemble des pays de la CEE une moyenne des taux d'inflation en vigueur.

Ce jugement critique vaut dans les deux cas de figure envisagés, qui correspondent du reste aux différentes étapes prévues par le rapport Delors pour arriver à l'union monétaire. Tant qu'il s'agit d'aménager la coopération entre les pays membres, mieux vaut encore que chaque institut d'émission garde sa liberté d'action plutôt que de se lier les mains par des compromis de ce genre. Dans l'avenir, si l'on doit créer un système européen de banques centrales, comme cela est prévu dans le rapport qui vient d'être cité, le futur organisme commun devra jouer des mêmes prérogatives d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique (national et communautaire) que celles dont peut se prévaloir aujourd'hui la Bundesbank vis-à-vis du gouvernement fédéral.

Aux yeux de Karl Otto Pöhl, la politique monétaire ne se divise pas. Une future banque centrale européenne devrait en conséquence recevoir tous les attributs nécessaires pour remplir sa mission, à commencer par le monopole de l'émission. Dans une telle perspective, il ne resterait plus guère de grain à moudre aux banques centrales nationales. La conférence n'en a pas fait mystère. Une phrase subtile et particulièrement équilibrée de son texte, celle qui est consacrée au fameux principe de subsidiarité selon lequel, dans la future union monétaire européenne, les instances communautaires n'auraient à connaître que des affaires ne pouvant pas être traitées à l'échelon national. A lire Karl Otto Pöhl, on s'aperçoit qu'aucune mission importante — détermination des taux d'intérêt, réglage des « liquidités » du marché — ne pourrait être décidée à cet échelon.

Manière pour lui de placer la barre si haut qu'aucun Etat ne voudra, le jour venu, nonobstant les professions intergrationnistes d'aujourd'hui, s'y hasarder. Cette interprétation a été donnée à ses propos. Ce serait en quelque sorte la réponse de la barge allemande au barge français : vous voulez, en poussant à l'intégration monétaire, noyer le pouvoir de la Bundesbank dans un ensemble plus vaste où elle-ci n'aurait même plus les moyens de déterminer la politique monétaire de l'Allemagne et par là même, indirectement, d'influencer celle des autres pays. En bien, chiche !

Mais avant de vous lancer dans cette voie, songez donc à l'ampleur des abandons que cela implique encore ! Peut-être cette interprétation comprend-elle

une dose de vérité, mais là n'est pas le fond de la question. Tout indique que la voie serait libre, dans l'esprit de Karl Otto Pöhl, pour une union monétaire étroite si pour l'essentiel les exigences qu'il pose étaient retenues. Il y a du reste dans ce sens un précédent de taille : la création du SME.

L'idée d'amener la Bundesbank à composition n'était sans doute pas absente des préoccupations des deux pères fondateurs du SME, Valéry Giscard d'Estaing et le chancelier allemand de l'époque, Helmut Schmidt. Celui-ci, considéré en Allemagne plutôt comme un « dirigiste », déclarait volontiers à ses proches que l'indépendance de la Bundesbank était, pour le gouvernement fédéral, comme « une croix à porter ». Or que s'est-il passé ? La Bundesbank a réussi à préserver ce qu'elle considérait comme l'essentiel. Tant et si bien que la SME a eu pour effet non pas de relever le taux d'inflation allemand, mais d'abaisser vers ce dernier celui des autres pays membres.

Si Karl Otto Pöhl s'est abstenu de faire tout pronostic sur les développements à attendre en Allemagne de l'Est et dans les autres pays en train de se libérer de l'emprise communiste (on ne peut non dire sans que des élections libres n'aient eu lieu), il a tout de même au passage indiqué que, au cas où les choses tourneraient dans la bonne direction, la monnaie de l'Allemagne de l'Est serait (il n'a pas précisé comment) liée au deutschemark. Il a aussi rappelé que dans plusieurs de ces pays la devise ouest-allemande joue déjà le rôle d'une monnaie parallèle (c'était déjà depuis plusieurs années le cas en Yougoslavie). On sait qu'à Prague, à Budapest et peut-être aussi à Varsovie on serait heureux de rattacher la monnaie nationale, d'une façon ou d'une autre, au mark.

UN tel rapprochement serait certainement, reconnaissons-le, le moyen le plus efficace de développer les échanges intérieurs et extérieurs de ces pays et par là de moderniser leurs économies, à condition bien sûr que simultanément le régime de la propriété privée soit substitué à la propriété collective. C'est ainsi en tout cas qu'en Allemagne on conçoit le processus de transformation : comme une conséquence de la dynamique spontanée du marché rendue possible précisément par l'existence d'une monnaie directement ou indirectement convertible (pas d'effort sérieux de production à attendre si on reçoit en échange de la monnaie de change).

Il n'est pas indifférent de noter que cette vision des choses, quelles que soient les difficultés à la traduire en actes positifs, correspond point pour point aux vues et aux aspirations des dirigeants polonais actuels ainsi que des aspirants gouvernants en Hongrie et en Tchécoslovaquie, deux pays où l'intention d'adhérer à la CEE a déjà été exprimée. Elle va aussi au-devant des désirs des éléments les plus dynamiques de la population de ces nations, à commencer par ceux de l'Allemagne de l'Est, comme l'atteste le formidable courant vers la RFA.

Or telle n'est pas la conception de Jacques Delors : « Pas d'adhésion immédiate », déclare-t-il. A la place, il propose des contrats d'association, « pas forcément centrés », ajoute-t-il pour que nul n'en ignore, « sur un marché commun ». Autrement dit, il préconise à leur endroit une solution très sensiblement en retrait par rapport à ce qui fut offert naguère à la Grèce, à l'Espagne, au Portugal, à l'époque où ces pays étaient des candidats à l'entrée dans le Marché commun.

Et que propose Jacques Delors à la place du marché auquel on aspire pourtant dans ces pays (à l'exception des intellectuels des différents forums attachés aux solutions dites de la troisième voie) ? Il propose, à l'instar de l'Elysée, une banque de développement et de restructuration, ainsi que des crédits du fonds régional de la CEE, fonds régional dont le budget devrait être en conséquence considérablement augmenté. La solution du président de la Commission est typiquement celle de l'Etat-providence, étant entendu que, le pouvoir distributeur, ce serait précisément la Commission qu'il préside.

Ce parti pris, s'il contribue à expliquer l'orientation des autres propositions de Jacques Delors, de plus en plus ambiguës, n'est pas suffisant pour rendre compte de l'énigme qui les entoure. Pourquoi, de sa part, cet empressément à brûler les étapes ? S'avisant qu'« il faudra du temps pour surmonter bien des difficultés concrètes » sur la voie menant à l'union économique et monétaire (cela nous renvoie aux déclarations de Karl Otto Pöhl), le président de la Commission s'est, dans son discours devant le Parlement, montré infiniment plus hardi qu'il ne l'avait été devant la même instance le 26 octobre 1988, quand il avait déclaré : « Je ne traiterai pas de la coopération politique puisque, comme vous le savez, la Commission y assiste mais n'est pas compétente en matière de politique étrangère ». Cette année, Jacques Delors a fait de ce volet

le sujet principal de son intervention. Il a déclaré « enthousiasmement » la proposition faite par François Mitterrand d'une grande confédération européenne. Mais pour ajouter aussitôt : « Celle-ci ne pourra voir le jour qu'une fois réalisée l'union politique de la Communauté ». Sur cette union politique, Jacques Delors ne réside pas (les sortites propres tenues) à « la tentation d'apporter quelques idées ». Ces idées, on les connaît. Elles visent à rien de moins qu'à transformer la Commission « en un véritable exécutif responsable ».

L'ÉNIGME, à vrai dire, ne porte pas tellement sur les idées de Jacques Delors. Elle porte sur l'essentiment que celles-ci ont toujours rencontré jusqu'à ce jour à Paris. On sait que le président de la Commission européenne suit de très près les évolutions de la politique française intérieure. Sa participation à la préparation du congrès du parti socialiste en fait foi. Mais cela n'est qu'un élément accessoire.

La réflexion de repliement sur la Communauté a presque toujours été, depuis au moins trente ans, la réponse du pouvoir politique français chaque fois que la Communauté risquait de s'élargir. D'où la volonté farouche exprimée pendant presque toute l'ère gaulliste de s'en tenir à l'Europe des Six devant la candidature britannique, et cela jusqu'au jour où Georges Pompidou accepta l'entrée du Royaume-Uni avec celles de l'Irlande et du Danemark. Par la suite, mêmes attermolements, ou presque, devant la candidature espagnole.

Aujourd'hui, pour justifier le maintien du club, éventuellement augmenté de l'Allemagne de l'Est puisqu'on ne peut pas faire autrement, on proclame l'absolue nécessité, dans l'intérêt de l'unité européenne, de constituer une union non seulement économique et monétaire, mais aussi politique si l'on en croit Jacques Delors, non démenti par Paris. D'où, pour reprendre le vocabulaire du président de la Commission, la préférence donnée à l'« approfondissement » sur l'« élargissement ».

Cependant, la base pour une union (fédération) politique étroite manque encore. On l'a bien vu à l'occasion des élections pour le Parlement européen, considérées dans chaque pays comme une simple prolongation de luttes politiques internes. Dans les circonstances d'aujourd'hui, le critère même du succès de la Communauté ne serait-il pas l'entrée dans son sein, dans un délai rapproché, outre de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, peut-être de la Pologne ? Les structures offertes par le traité de Rome d'origine pour créer (objectif qui n'est pas encore atteint) une véritable communauté ne sont-elles pas aussi les mieux adaptées aux aspirations des peuples tant à l'ouest qu'à l'est de l'Europe ?

La France comparse monétaire

La force du deutschemark donne, pour l'instant, une supériorité éclatante à l'Allemagne fédérale

par Paul Kirche

LE sommet de Strasbourg a pris la décision de faire débuter dès la fin de 1990 les travaux de la conférence intergouvernementale chargée de définir les étapes et les modalités de l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Les partisans de la cadence rapide l'ont donc emporté. Mais cette volonté de forcer l'allure de l'union ne repose-t-elle pas sur quelques illusions ?

Première illusion : ne pouvant peser actuellement sur la politique monétaire allemande, l'union monétaire créera le cadre institutionnel permettant de l'investir de l'intérieur et de mettre en place une politique monétaire concertée. Dans bien des domaines : démographie, agriculture, défense, industries de pointe, l'Allemagne ne dispose pas d'un avantage décisif sur ses grands partenaires européens, mais la force de sa monnaie lui confère pour l'instant une supériorité éclatante.

Aux yeux des analystes moné-

taires et financiers, il n'y a toujours que trois devises mondiales, le dollar des Etats-Unis, le yen, le deutschemark : symptomatique est de constater que les flux de capitaux qui dévalent quelquefois les placements en dollars ne se dirigent, pour l'essentiel, que sur le yen et le deutschemark. Aussi les actes de faiblesse du dollar restent-ils toujours des périodes difficiles pour le franc et la stabilité du SME. Dans le panier de l'écu, le deutschemark a un poids presque double de celui du franc (pondération qui ne reflète absolument pas les rapports de proportionnalité entre les deux économies).

Trois devises mondiales

Pour la France, se faire le chantre de l'union dans ces conditions, c'est déclencher un processus où de l'initiateur elle ne peut que devenir le comparse au niveau des décisions. Décisions qui engageront notre destin car la monnaie est, bien davantage maintenant que la

force militaire, l'instrument de la puissance et de la souveraineté, instrument que l'on n'est guère enclin à partager lorsqu'on est en situation dominante. Partagions-nous les décisions dans le domaine monétaire ?

Les Allemands ne sont pas demandeurs : conjuguée à la réputation de leur monnaie, cette inertie leur permet de ne pas transiger sur ce qu'ils considèrent comme vital : « Ancrage » de la stabilité monétaire en Europe, le deutschemark doit le demeurer et cela implique un pouvoir monétaire sans partage ; sinon, l'impératif de stabilité monétaire s'affaiblirait face aux orientations plus velléitaires des autres partenaires, et l'ancrage commencerait à « chasser ».

Plusieurs responsables de l'institut d'émission allemand ont déjà laissé entendre, directement ou par voie de presse, que le pouvoir exécutif d'une future Banque centrale européenne devrait recevoir ses impulsions de Francfort, quitte à nous accorder de superficielles satisfactions d'amour-propre. Ainsi le deutschemark pourrait s'intituler écu ou tout autre patronyme, si dans les faits il demeure le deutschemark, le « franc fort à Francfort », écrivait même un responsable allemand, imaginant une nouvelle forme d'humour, le calembour monétaire.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par la nomination récente du président de la Bundesbank, Karl Otto Pöhl, à la présidence du Comité des gouverneurs de la Communauté, chargé de mener à bien le travail de coopération monétaire à

engager durant la « première phase » du plan Delors. Pour beaucoup, être dans la « zone mark » est un avantage car il nous détourne des tentations inflationnistes.

On retrouve là le syndrome du « grand frère » sans l'appui duquel nous ne pouvons que dériver, syndrome qu'une partie de l'élite française cultive avec délectation depuis des générations : après la Maison-Blanche, la Bundesbank. Mais pour cette dernière, l'univers monétaire est non copernicien : il y a le deutschemark et les autres. Cette vision ne cessera que lorsqu'une autre monnaie européenne fera jeu égal avec le deutschemark.

Seconde illusion : l'union monétaire donnerait plus d'autonomie aux autres instruments de la politique économique, la politique budgétaire en particulier. L'affirmation peut paraître paradoxale. Elle s'appuie sur le fait que dans un espace unifié intégré, avec une seule monnaie, chaque collectivité territoriale n'a évidemment ni problème de balance de paiement ni taux de change à défendre et peut mener la politique de développement de son choix en déséquilibrant le cas échéant son budget, pour peu que des prêteurs consentent, sur les marchés, à financer ce déficit.

Ainsi, disent les défenseurs de cette thèse, l'union monétaire, loin d'être un obstacle à l'atténuation des disparités de développement entre différentes régions de la Communauté, en facilitera au contraire la disparition, alors que dans la situation actuelle, chaque pays, anxieux de la stabilité de son

taux de change et de l'état de sa balance des paiements, est forcé de mener une stricte politique d'ajustement.

L'argumentation est séduisante mais paraît peu réaliste : la France, l'Allemagne, l'Italie pèseront dans l'ensemble européen un poids autrement plus lourd que le Loiret, dans l'ensemble français ou le Tennessee dans les Etats-Unis. On ne pourra donc échapper à une stricte coordination des politiques budgétaires qui laissera peu de marge aux débordements.

Une mauvaise image

La conclusion c'est que toute précipitation serait fâcheuse dans les rapports de forces actuels. L'union monétaire doit être un partenariat et non une zone dominée par un seul membre. Pour cela, une condition préalable est essentielle : redonner au franc la considération et le standing dont il doit normalement jouir la monnaie d'une puissance économique qui reste la quatrième du monde occidental et ne doit pas oublier que, si certains sont attirés par l'Est, elle a, pour sa part, des responsabilités vis-à-vis de nombreux pays du Sud.

Cette restauration est une tâche de longue haleine car les marchés sont rancuniers et ne peuvent encore effacer la cascade de dévaluations qui a ponctué l'histoire de notre monnaie. Pour que cette mauvaise image s'efface, nous devons renforcer notre épargne pour investir davantage et avoir un commerce extérieur excé-

dentaire, atteindre un taux d'inflation plus faible que celui de nos partenaires les plus « vertueux » et n'accepter aucune dépréciation du franc par rapport au deutschemark.

La politique monétaire doit donc être en permanence au service du franc, ce qui signifie savoir prévenir les risques de tensions sur les marchés de change en surveillant très attentivement la masse monétaire et les crédits, sans tolérer les écarts. C'est la méthode allemande, souvent brocardée chez nous et taxée de dogmatisme ; mais, en matière monétaire, le pragmatisme est souvent de la faiblesse. Un tel tournant a d'ores et déjà été pris par les autorités monétaires françaises, mais du temps sera encore nécessaire pour que tout le monde soit convaincu que ce cap sera maintenu quoiqu'il arrive.

Le temps est également indispensable pour engager une action d'envergure dans toute la Communauté afin d'atténuer les disparités régionales. La Banque européenne d'investissement a là un vaste chantier, aussi vaste que celui de la (future) Banque de développement pour l'Europe de l'Est. Cette action est cruciale : l'exemple de l'Angleterre Thatcherienne des années 80 donne une image en réduction de ce que serait un vaste ensemble où le maintien de la parité d'une monnaie, loin d'être un facteur de développement, creuserait les écarts entre régions riches et régions pauvres.

► Pseudonyme d'un haut fonctionnaire.

PRIX BEAC POUR LA RECHERCHE EN MATIÈRE ECONOMIQUE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

La Banque des Etats de l'Afrique centrale à Yaoundé attribuera un prix aux 3 meilleurs thèses ou travaux récents émanant de ressortissants des six Etats de sa zone. Date limite de dépôt de travaux : 31 mars 1990.

Pour de plus amples renseignements s'adresser à la BEAC Bureau extérieur, 29, rue du Colisée, 75008 Paris - Tél. : 42-25-03-04.

PAUL FABRA

Auriez-vous l'audace de prendre un train qui n'arriverait que dans 15 ans?

Le sujet principal de son intervention, il a déclaré « enthousiasmante » la proposition faite par François Mitterrand d'une grande confédération européenne, mais pour ajouter aussitôt : « Celle-ci ne pourra voir le jour qu'une fois réalisée. Sur cette union politique, Jacques Delors ne résiste pas (ce sont ses propres termes) à la tentation d'apporter quelques idées. Ces idées, on les connaît. Elles visent à transformer la Commission en un véritable exécutif responsable ».

L'ENIGME à vrai dire, ne porte pas tellement sur les idées de Jacques Delors. Elle porte sur l'assentiment que celles-ci ont obtenu. Le président de la Commission européenne suit de très près les évolutions de la politique française, interne, de participation à la préparation du congrès du parti socialiste en fait, mais cela n'est qu'un élément accessoire.

Le réflexe de repliement sur la Communauté a presque toujours été, depuis au moins trente ans, la réponse du pouvoir politique français chaque fois que la Communauté ne peut pas s'élargir. D'où la volonté farouche exprimée pendant presque toute l'ère gaulliste de s'en tenir à l'Europe des Six devant la candidature britannique, et de la jusqu'au jour où Georges Pompidou accepta l'entrée du Royaume-Uni avec celle de l'Irlande et du Danemark. Par la suite, même s'agissait de la candidature, devant la candidature espagnole.

Aujourd'hui, pour justifier le maintien du statu quo, on invoque l'augmentation de l'Allemagne de l'Est. Mais on ne peut pas faire uniquement du problème l'absence de nécessité, dans l'intérêt de l'unité européenne, de constituer une union non seulement économique et monétaire, mais aussi politique. Si l'on en croit Jacques Delors, non nommé par Paris, D. de la Commission, la présidence donne le vocabulaire du développement, du développement, du développement.

Cependant, la base pour une union fédérale, politique, manque encore. On a eu l'occasion des élections européennes, d'écouter des candidats dans les pays comme une union politique de toutes politiques internes. Les circonstances de la vie de la Communauté ne sont pas les mêmes dans les pays de l'Europe. C'est de la vie de la Communauté que l'on parle. Les structures internes de la Communauté de Rome, d'origine, pour être, de fait, du fait de la vie de la Communauté, ne sont pas les mêmes dans les pays de l'Europe. C'est de la vie de la Communauté que l'on parle.

Nous oui. Nous sommes Montedison, le premier groupe italien de la chimie fine, filiale du Groupe Ferruzzi. Et nous savons que, si l'on veut influencer le futur, c'est aujourd'hui qu'il faut commencer. Chimie des matériaux, protection de la santé, énergie non polluante, voici nos domaines d'action. Et ce sont les domaines dans lesquels nous sommes parmi les leaders dans le monde. Seules des solutions technologiquement et socialement avancées, compatibles avec notre environnement, nous permettront d'ouvrir une nouvelle voie vers le progrès. C'est pourquoi, afin d'être prêts pour demain, nous devons placer la recherche au cœur de notre système industriel. C'est ce que nous faisons. Et nous le faisons avec succès. Chaque année nous investissons l'équivalent de 2 milliards de Francs en recherche et développement.

 **MONTEDISON**
Gruppo Ferruzzi

LA CHIMIE DE LA PROCHAINE GÉNÉRATION.

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

DELEGUE GENERAL 450/500.000 F - Marseille

Cette importante organisation professionnelle dont la zone d'action s'étend sur les Bouches du Rhône, recherche son délégué général. Sous l'autorité du président, ce responsable de haut niveau aura pour mission de développer l'influence de cette instance et de représenter les adhérents auprès des collectivités territoriales de l'environnement socio-économique et des administrations. Il prendra également en charge l'animation du personnel, la gestion générale et la réorganisation informatique. Des qualités de diplomate, un sens politique et une aptitude développée pour les relations publiques sont indispensables pour représenter efficacement les adhérents et promouvoir une image novatrice

(création de nouveaux services). Ce poste intéresse un dirigeant âgé de 40 ans minimum, de formation grandes écoles ou équivalent. Il aura capitalisé une expérience positive de direction d'une unité importante en tant que directeur général ou secrétaire général, et souhaitera se mettre au service du développement économique d'un département porteur d'avenir. Les candidatures seront transmises à notre client. Merci d'envoyer votre curriculum vitae ainsi qu'une photo à H. MICHÉRON en précisant la référence B/X4006M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Filiale d'un Groupe Important B.T.P./Second Oeuvre

Sud de la France

Pour développer les activités de la filiale (120 millions) en terme de Chiffre d'Affaires, mais également d'implantation nationale et internationale. De 35 ans environ, ingénieur diplômé X, Contrôle, E.S.T.P. ou équivalent, le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 5 ans minimum dans une Direction Opérationnelle d'un Centre de Profit ou d'une PME proche du B.T.P. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Organisé, rigoureux, apte à négocier au plus haut niveau, ce poste s'adresse à un véritable Jeune Patron qui souhaite s'investir dans la société qui lui sera confiée.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8719/M à CURRICULUM 6 passage Lathuille 75018 PARIS

Jeune Directeur Général

ENTREPRISE SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION ET LA DISTRIBUTION DE PRODUITS CHIMIQUES DESTINÉS AU BÂTIMENT ET À L'INDUSTRIE

notre développement nous amène aujourd'hui à rechercher notre futur

directeur général

En étroite collaboration avec son Président, il définit les stratégies de l'entreprise et en assure la mise en œuvre. Il participe à la réflexion sur les axes de développement, notamment en termes de partenariat, initiales et concrètes de nouvelles opportunités commerciales, anime et gère l'activité de l'entreprise sur tous les plans.

Pour créer ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Insa...) possédant une solide formation complémentaire en gestion. Il aura déjà prouvé sa capacité à diriger une structure industrielle, grâce à ses talents d'animateur, de gestionnaire, et d'organisateur.

Notre Conseil étudiera avec attention et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, cv, et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8008 CMC à : CREFORM, 7, rue Louis David 75118 PARIS.

C

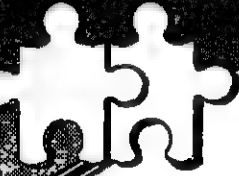
CREFORM

DIRECTEUR DE ZONE EUROPE DE L'EST

Basé à Paris, celui-ci devra, après formation au siège, prendre en charge l'ensemble de nos activités dans ces pays.

La candidat retenu, de préférence, mais pas nécessairement Médecin ou Pharmacien, devra faire la preuve d'une expérience réussie de la promotion du médicament et posséder des qualités d'animateur et de dirigeant.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, photo et CV sous référence 69127 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



DIRECTEUR GESTIONNAIRE ET RELATIONS PUBLIQUES

Nous appartenons à un groupe important (deux milliards de francs de CA) et nous sommes à l'origine du lancement réussi en exclusivité pour la France d'un produit innovant et performant. Notre potentiel de développement est impressionnant.

Homme de synthèse, de communication et directement rattaché à notre Directeur Général, vous serez le "facilitateur" de la croissance de nos agences de Paris et de Province, principalement en tant que :
- responsable de la gestion commerciale et administrative,
- stratège sur les plans marketing, communication,
- homme de relations publiques auprès des gros prescripteurs parisiens et nationaux.

Homme de grande expérience, vous avez exercé des responsabilités similaires et êtes bien introduit dans le monde du bâtiment second oeuvre et cette mission de confiance alliant action et réflexion est taillée à vos mesures, en ce cas, envoyez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à notre Conseil en Recrutement sous la réf. 338/MDE. Ce poste est basé à Paris Est où se dérouleront les entretiens.

Une totale confidentialité vous est garantie.

gestion
de ressources
humaines

Walter

Valeo

Matériaux
de Friction

Leader dans les Matériaux de Friction, Garnitures de Freins, Garnitures d'Embrayages, Valeo Matériaux de Friction
• Poursuit son développement INTERNATIONAL
• Renforce son potentiel humain et recherche pour le Service Commercial de sa Division Garnitures de Freins, en Région Parisienne

2 Ingénieurs, Chefs de projet Diplômé(s) Grandes Ecoles

Formation complémentaire de gestion appréciée. Pratique de l'anglais. Allemand et/ou espagnol souhaité.

Cette Division a des relations techniques et commerciales avec les constructeurs automobiles et fabricants de freins français, européens et japonais.

Vous vous impliquerez avec l'équipe Etudes et recherches, Industrialisation et Qualité. Votre potentiel, conjugué à notre dynamisme technologique, vous assurent une évolution de responsabilité dans un groupe en forte croissance.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération souhaitée, sous la référence HN/100 à Valeo Matériaux de Friction - Gestion des Cadres - 13 rue Dieumegard - 93406 SAINT-OUEN Cedex.

Valeo L'Équipement Automobile

Le Monde CADRES

FRESHFIELDS

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche

DOCUMENTALISTE CONFIRMÉ(E)

poste à plein temps, contrat à durée indéterminée à pourvoir en février 1990.

Profil : formation documentaliste (INTD, EBD ou IUT + CAFB doc. juridique + formation universitaire + expérience 2 ans minimum dans un poste similaire).

Adresser curriculum-vitæ, lettre manuscrite et prétentions à l'attention de Catherine NICAUD - FRESHFIELDS 14, avenue Gourgaud - 75017 Paris. Téléphone : 47.66.51.59

Recrutement et gestion des carrières, un consultant interne.

Depuis 3 à 5 ans que vous exercez ce métier, en cabinet ou, mieux, déjà en entreprise, vous vous sentez dans votre élément. Ce goût pour la science humaine s'est révélé puis affirmé au cours de vos études supérieures : maîtrise de psychologie, psycho-prat, troisième cycle en gestion de personnel...

Nous sommes un puissant organisme financier, aux structures complexes, et nos besoins en matière grise sont en croissance. Un millier de personnes constitue notre population cadre. Notre objectif est de gérer au mieux cette ressource majeure en orchestrant la mobilité interne et en faisant appel aux talents extérieurs.

Au sein d'une équipe jeune, professionnelle, motivée, vous mènerez vos missions en toute autonomie, avec la diligence et le sens du service que l'on doit aux "clients" que sont les directions opérationnelles du groupe. Merci d'écrire sous référence 051 521 LM à Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, 140 boulevard Haussmann - 75008 Paris en précisant votre rémunération actuelle. Poste basé à Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cet établissement, filiale d'un des tout premiers groupes financiers français, intervient dans le domaine de l'intermédiation des valeurs mobilières. Pour accompagner l'évolution de sa structure, le secrétariat général cherche à s'adjoindre un

Responsable des ressources humaines établissement financier

Immédiatement rattaché au secrétaire général, il a pour mission d'assurer, en liaison étroite avec la direction générale et les directions opérationnelles, l'ensemble des activités liées à la gestion des 150 salariés de la société. Pour les domaines ressortant de sa fonction — administration du personnel, affaires sociales, ressources humaines — il intègre les aspects tant politiques que pratiques et assume un rôle privilégié de vecteur de communication interne.

Ce poste s'adresse à un candidat déjà opérationnel de la fonction ayant une dizaine d'années d'expérience. Issu d'un cycle de formation supérieure, il est animé du profond sens du service lié à sa fonction et de son rôle moteur dans la politique sociale de l'établissement.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DT: 01.374 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Nous sommes un organisme de tout premier plan, nous recherchons un :

Chargé d'études pour la direction des affaires juridiques

Vous aurez à collaborer aux travaux de la Direction Juridique (documentation, préparation des dossiers, participation à des réunions, à des colloques...), assurer un service de renseignements auprès des adhérents, superviser le suivi juridique de nos activités internes et de nos antennes.

À 30 ans environ, vous avez un DEA de Droit Privé ou de Droit des Affaires, et

une première expérience de 1 à 3 ans en cabinet de conseil ou d'avocat, en entreprise... Vous souhaitez assister le Directeur Juridique.

Nous vous demandons des qualités rédactionnelles, une capacité à vous exprimer en public, y compris en anglais, une personnalité nette mais nuancée.

Si vous vous sentez concerné, merci de nous envoyer votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A. 01.11 à notre conseil Madame Claude Favereau - FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Consultant Ressources Humaines

La CORT, l'un des premiers Cabinets Conseils en France, a acquis une réputation nationale et internationale auprès des plus grandes entreprises et PMI performantes. Elle souhaite élargir son équipe "HOMMES, STRUCTURES et COMMUNICATIONS" pour faire face au développement de son activité.

Le Consultant recherché doit avoir 35 ans environ, être diplômé d'Etudes Supérieures en sciences sociales et posséder une formation complémentaire en gestion. Il mobilisera une expérience acquise en entreprise et/ou en Cabinet dans le domaine de la Gestion des Emplois et des Ressources Humaines. Dans ce poste, il devra appréhender une large palette de problèmes, établir des synthèses, intervenir personnellement, être animateur dans des situations comportant des aspects humains et sociaux très divers.

Après une formation à des méthodes éprouvées et une période d'expérience approfondie, il contribuera à l'enrichissement des méthodologies et développera de nouveaux contacts. Il a le goût des voyages en France et éventuellement à l'étranger. Il apprécie d'être autonome et de s'intégrer à une équipe.

Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV, photo et rémunération actuelle sous référence 337UM.



65 Avenue Kléber 75116 PARIS
PARIS - LILLE - LYON - STRASBOURG

Une fonction à créer : communication et marketing

Jeune banque privée, filiale d'un très important groupe bancaire, nous offrons un service de qualité et personnalisé à une clientèle haut de gamme.

En liaison avec le Comité de Direction, vous aurez à promouvoir notre image de marque, à concevoir et organiser les actions de communication externes et internes et de relations publiques, ainsi que les campagnes publicitaires. Vous définirez les supports d'opérations de marketing direct et analyserez les informations remontant du marché. Ce poste évoluera vers

permettre de constituer progressivement votre équipe.

À 30-35 ans, impérativement muni d'une formation supérieure à dominante communication-marketing, vous pouvez nous apporter une expérience significative, acquise de préférence dans un secteur d'activité s'adressant à une clientèle de haut niveau.

Nicole Marichez étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous réf. M/75 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris

Linden

GROUPE MAC CONSEIL DE DIRECTION

Fondé en 1964 par des professeurs d'Harvard, le Groupe MAC est aujourd'hui un des tout premiers cabinets internationaux de Conseil en stratégie et organisation. Son domaine d'intervention est la formulation et la mise en œuvre stratégique.

Il intervient, à partir de ses bureaux répartis dans le monde, sur tous les secteurs d'activité, auprès des directions générales de grandes entreprises sur des projets d'envergure internationale. Pour faire face à sa forte expansion, le bureau de Paris désire intégrer plusieurs

Consultants

Le rôle d'un consultant est de mener à bien, au sein d'une équipe internationale, une partie d'un projet de stratégie ou d'organisation. Sa formation et son expérience devraient lui permettre de maîtriser rapidement les concepts stratégiques, d'organisation et financiers. Diplômé d'une grande école, d'ingénieurs ou commerciale, vous possédez un MBA (européen ou américain), vous parlez couramment l'anglais et l'allemand ou l'italien. Vous avez 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans une grande entreprise, dans une banque d'affaires ou dans une société de conseil.

Si vous avez l'ambition de travailler dans un environnement international et intellectuellement stimulant, si vous souhaitez bénéficier d'une formation interne de grande qualité et si vous êtes intéressé par un partenariat à terme, écrivez à

M^{me} Véronique Viseux, Groupe MAC,
11, boulevard de Latour-Maubourg,
75007 PARIS.

Bras droit
du Directeur
Général
à 28 ans !

JEUNE CADRE DE DIRECTION

L.E.R.O., jeune groupe dynamique et performant de l'industrie pharmaceutique spécialisée dans les allergènes, souhaite intégrer un JEUNE CADRE DE DIRECTION pour participer à LA GESTION L'ADMINISTRATION ET AU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL de deux de ses entités. Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous souhaitez, après une première expérience réussie dans le marketing ou le commercial, évoluer vers une fonction plus généraliste. Vous ressemblez à notre équipe : levé tôt, couché tard, vous bouillonnez d'idées et de talent, vous êtes entreprenant et la réussite pour vous n'est pas un vain mot. Vous voulez devenir partie prenante dans nos succès ? Faites nous parvenir lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. 101C à : L.E.R.O. - 65, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 92150 SURESNES

L.E.R.O.
LABORATOIRES DE LA NUTRITION

JEUNE CHEF DU PERSONNEL 700 personnes • 2 usines

Dépendant directement du DG, il assurera la gestion du personnel de ses deux usines (paie, information, recrutement, déclaration, contrat de travail...). A court terme, il suivra une politique de personnel originale et pragmatique. Ce poste de responsabilité, en fonction du potentiel du candidat, devra évoluer vers celui de Directeur du Personnel au sens large.

Vous avez : • une première expérience de la fonction personnel en milieu industriel • une formation de base solide • une bonne maîtrise de l'outil informatique • un tempérament opérationnel • une connaissance approfondie de la législation.

Nous vous offrons : • une société performante et dynamique disposant d'une assise financière solide • des relations très étroites avec l'équipe de direction • des responsabilités importantes • des conditions de vie très agréables et une rémunération motivante.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 RUEIL-MALMAISON CEDEX, sous réf. 58.3196 LM, portée sur la lettre et l'enveloppe.

Mercuri Urval

MARSEILLE

Banque de 1000 personnes, la formation est essentielle pour notre développement, nous renforçons notre structure Formation et recherchons un

FORMATEUR INTERNE

À 28/30 ans diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez déjà d'une expérience significative de la vente et ou de l'animation, de préférence dans le domaine des services. Dans un premier temps, votre mission sera de mettre en place et d'animer des formations internes pour nos jeunes

commerciaux, après une période de prise de connaissance de nos structures et de nos produits. Par la suite, votre fonction s'élargira à la formation des autres catégories de personnel. Ce poste basé à Marseille, nécessite des déplacements au sein de nos différentes directions de réseaux.

Motivé par cette opportunité ?

Alors adressez votre dossier complet (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. 93126 à MEDIA-SYSTEM MEDITERRANEE, 46, Bd. Longchamp, 13232 MARSEILLE Cedex 01, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

INGENIEUR ET COST C

INGENIEUR

INGENIEUR DE CHANTI

d'une S.S.I

Sirca

La vie votre société expa

Ingén

FAVEREAU

Le Monde

CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3515 1 M

Le Centre d'industrialisation de RHONE-POULENC, à LYON, joue un rôle essentiel dans le développement industriel du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Sa réussite est fondée sur deux facteurs clés : une recherche de procédés imaginative et proche des réalisations industrielles, ainsi qu'une ingénierie de réalisation forte et efficace.

Pour les intégrer à ce centre, nous recherchons des professionnels confirmés, ayant une formation et des compétences de généraliste dont l'expérience aura été acquise en génie chimique ou plus généralement dans une industrie de Process (pétrole, nucléaire, agro-alimentaire...).

Plusieurs postes sont à pourvoir :

INGENIEUR ESTIMATION ET COST CONTROL

Le candidat aura au moins 5 ans d'expérience professionnelle dont 3 en estimation (l'expérience complémentaire aura pu être acquise en Bureau d'Etudes, entretien,

planification...). Il disposera de connaissances en micro-informatique et connaîtra l'anglais.

Réf. 1693 W/O

INGENIEUR PLANIFICATION

Il aura également au moins 5 ans d'expérience dont 3 en planification (l'expérience complémentaire aura pu être acquise en estimation, Bureau d'Etudes, Chantiers...). Il

disposera également de sérieuses connaissances en logiciels de gestion de projets et, connaîtra l'anglais.

Réf. 1693 X/O

INGENIEUR GESTION DE CHANTIERS

Il aura au moins 5 ans d'expérience professionnelle dont 3 en gestion de chantiers (l'expérience complémentaire aura pu être acquise en Bureau d'Etudes, entre-

tien...). Il sera mobile, à même d'effectuer des séjours sur les sites pendant toute la durée des chantiers.

Réf. 1693 Y/O

Ces trois postes incluent des contacts internationaux au niveau du Groupe. La réussite dans tous ces postes ouvrira

de larges perspectives de carrière dans le Groupe, en France ou à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature, en précisant la référence, à notre Conseil : Cabinet ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS. Discretion absolue.



ALIMENTAIRE

Un parcours sans frontière de l'audit au chef des services financiers

Une société française ayant plusieurs implantations dans le monde, elle-même rattachée à un groupe international de tout premier plan offre à la suite de la promotion du titulaire du poste, des fonctions intéressantes et évolutives à un AUDIT SENIOR.

CHEF DES SERVICES FINANCIERS

Le titulaire du poste aura dans le cadre d'une activité essentiellement réalisée à l'export (CA 400 millions) la responsabilité : de la comptabilité générale - de la Trésorerie - de l'encadrement d'une équipe de 9 collaborateurs jeunes et performants.

Ce poste conviendrait à un candidat disposant d'une formation école supérieure de commerce + DECS (spécialité) et d'une expérience de 3 ans acquise en cabinet d'audit.

Il est souhaitable qu'il ait assuré des missions variées impliquant de solides connaissances comptables, une bonne approche de la trésorerie et de la fiscalité ainsi que de l'utilisation de l'outil informatique.

Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.

Larges perspectives d'évolution de carrière au sein de la Société et du Groupe.

Ecrire sous réf. 4C.1702-10M

Discretion absolue.

Membre de Syntec



VOTRE PREMIERE USINE A 30 ANS

Société performante, à taille humaine (700 personnes) rattachée à un groupe de premier plan, recherche pour l'une de ses usines un JEUNE RESPONSABLE DE PRODUCTION destiné à devenir rapidement le Directeur d'une unité.

Dans un premier temps (1 an maximum), sous la responsabilité de la Direction Industrielle, il prendra en charge l'exploitation de l'usine (50 personnes) spécialisée dans la fabrication de produits industriels en matières plastiques techniques.

Cette opportunité conviendrait à un Ingénieur diplômé possédant une expérience d'animation d'équipe et de gestion d'un service acquise en fabrication ou en maintenance, si possible dans une industrie de process (verrière, sidérurgie, transformation de matières plastiques...).

Homme de terrain autonome, il possèdera également des capacités d'organisation et un potentiel lui permettant d'évoluer à terme vers la prise en charge d'usines de taille plus importante.

Poste : proche ULLÉ

Ecrire sous réf. 4 A 1698-10 M en précisant rémunération souhaitée Discretion absolue.

Membre de Syntec



CONTROLEUR DE GESTION

UN RÔLE STRATÉGIQUE POUR UN PRATICIEN DE LA GESTION

L'URF (CA 1,6 Md - 800 personnes), filiale du Groupe BSN, commercialise annuellement 600 millions de cols de liquides alimentaires dans ses 24 filiales de Distribution.

Pour son siège social à Paris, elle recherche son CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Général et secondé par 2 cadres, il a pour mission d'améliorer les performances de l'entreprise et de chacune de ses filiales dans le domaine de la gestion. Il intervient aux différentes phases de l'organisation, des procédures, de la planification, de la stratégie et des achats.

Diplômé ESC ou équivalent, la trentaine, il sera de par son expérience un praticien de la gestion. La rigueur et la pertinence de ses analyses et de ses recommandations, son poids et sa maturité personnelles, son sens du dialogue sous-tendent la crédibilité et l'efficacité de son action auprès du management de l'entreprise.

Ecrire sous réf. 48 1621-9 M à Annie SANTAMARIA Discretion absolue

Membre de Syntec



ISR

30 ans, juriste N°1 d'une S.S.I.L. chargée en matière grise

400 personnes dont 300 ingénieurs, 240 MF de CA uniquement en "matière grise", 30 % de croissance annuelle, âge moyen de 31 ans, des clients dans tous les secteurs, un style très direct et un management très impliquant. Voilà notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français.

Nous créons le poste de responsable des affaires juridiques. Il ou elle prendra en charge notamment tous les problèmes de contrats (avec la possibilité de s'appuyer sur les experts du groupe).

30 ans, Magistère ou DEA de Droit, l'anglais courant, vous avez 4 à 6 ans d'expérience dans une entreprise ouverte sur l'international. Bon relationnel, vous savez travailler "en conseil" pour les opérationnels et trouver des solutions à leurs problèmes. Pour un premier contact, adressez votre dossier complet sous la référence 088 214 M à Jean-Louis Marques, associé du Cabinet Sirca - 140, boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

La vraie sécurité, c'est de ne plus y penser !

Notre société, leader dans ce domaine, recherche dans le cadre de son expansion pour son département Grands Comptes un

Vous aurez à vendre un concept global de sécurité, en vue de l'adapter aux besoins spécifiques de chaque client.

Sur ces marchés, la compétence est essentielle, humaine d'abord, technique ensuite.

Vous pouvez compter sur nos équipes hautement qualifiées et sur une infrastructure qui a fait ses preuves.

De formation ingénieur avec si possible une première expérience, vous souhaitez élargir vos responsabilités. Votre réussite est aussi la nôtre.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser sous réf B 01 07 votre candidature à notre Conseil Béatrice Gallevsky FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



à RENNES

Avec 7000 personnes, 5 milliards de francs de C.A. dont 50 % à l'export, 500 références commercialisées par 600 magasins franchisés et par V.E.C., Yves ROCHER est la première marque française de produits de beauté. La décentralisation de sa Direction France est souhaitée et prévue à Rennes. Aussi, Yves ROCHER recherche dès maintenant pour ses opérations commerciales

- PV en magasins
- création de magasins en Marketing direct
- analyses statistiques et traitements de fichiers
- logistique commerciale et prévisions
- information technique des franchisés.

10 Jeunes Diplômés (ées)

- Sup de Co, Maîtrise Sc. Éco, ou équivalent -

Débutants ou avec une première expérience (1 à 3 ans), votre talent et votre enthousiasme vous ouvriront une carrière évolutive au sein d'un groupe international, diversifié et performant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo à Olivier PLESSE, Conseil d'Entreprises - (Rég. L.M.) Ouest Ressources Humaines 71 avenue Aristide Briand 35000 Rennes qui vous garantira discrétion et réponse. Première entente à Rennes ou à Paris.



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT DE MARCHES

Industries chimique,
pharmaceutique, fermentations

Filiale de FERRUZZI, l'un des plus importants groupes agro-industriels, CERESTAR est le leader européen des produits amyliques. La société française (plus d'1 milliard de francs - 450 personnes) recherche l'ingénieur qui assurera le développement des secteurs chimiques, pharmaceutiques et des fermentations. Au sein d'une équipe de trois personnes rattachées au directeur du développement, il a pour mission d'identifier et d'analyser les opportunités offertes par ces différents marchés en matière de développement de nouveaux produits. Il intervient dans la promotion et la réalisation des essais et prépare une évaluation complète du produit en vue de sa commercialisation. Il entretient par ailleurs des

relations étroites avec les centres européens de recherches du groupe. Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste, âgé d'au moins 28 ans, possédant une première expérience d'environ trois ans acquise dans le secteur pharmaceutique ou un doctorat en biochimie appliquée. Une bonne connaissance des fermentations est un atout supplémentaire ainsi que la pratique de l'anglais. Basé à Vélizy (78), le poste suppose des déplacements. Ecrire à Frédéric CHEMARIN en précisant la référence A/S8498M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.14 code PA)



Cerestar
Gruppo Ferruzzi

**PA Consulting
Group**

HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

CONSULTANT SENIOR

Management des ressources humaines

PA Consulting Group: avec 2.400 personnes nous sommes leader parmi les cabinets internationaux de conseil en management et technologie. Notre activité de conseil en management des ressources humaines se développe rapidement. Nous recherchons un consultant senior qui souhaite travailler dans une structure dynamique un milieu favorable à son ambition. Vous êtes ingénieur. Vous avez plus de 30 ans. Plusieurs années d'expérience ont fait de vous un professionnel du conseil en ressources humaines. Vous savez diagnostiquer, proposer des solutions, les mettre en œuvre et suivre leur application. Vous parlez couramment l'anglais. Au sein d'une équipe qui cultive la qualité de l'ambiance de travail, vous bénéficierez d'une large autonomie. Maître des relations avec vos clients, vous réaliserez pour eux des missions d'audit social, gestion des carrières et des rémunérations, conduite du changement, communication interne... Nos exigences de qualité sont élevées. Nombreux contacts internationaux. Poste basé à Neuilly sur Seine. Ecrire à J. FERRIN en précisant la référence A/062PM - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA Consulting
Group**

HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

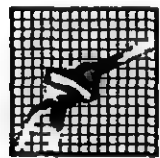
CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION

Notre jeune société de conseil a 7 ans d'existence et bénéficie d'une excellente réputation dans ses domaines d'expertise: la communication d'entreprise et la gestion de la formation, principalement en milieu hospitalier. Dans le cadre de notre croissance, nous recrutons trois nouveaux collaborateurs:

UN RESPONSABLE POUR L'ACTIVITE "INGENIERIE DE FORMATION"

Intervenant lui-même sur le terrain, il devra développer et conduire une équipe de consultants pour concevoir et réaliser des études sur les besoins de formation et animer des séminaires sur le même thème et la gestion des ressources humaines en général. Ce poste de gestionnaire-opérationnel s'adresse à un consultant de fort potentiel, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (sciences humaines, sciences Po ou de type CELSA) et une expérience significative en matière d'études et de formation. Réf. A/S8492M.

Ces trois postes, basés à Paris, requièrent une certaine mobilité géographique. Ecrire en précisant la référence choisie et en indiquant vos prétentions à G. MASSON PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.14 code PA)



PARAMETRES

**PA Consulting
Group**

HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DEUX CONSULTANTS - FORMATEURS: UN CONFIRME - UN JUNIOR

Ils devront l'un et l'autre, à des niveaux d'expertise différents, concevoir et/ou animer des actions de formation en gestion des ressources humaines. Ils participeront en outre aux études. Ces deux postes concernent des candidats de formation supérieure, universitaire ou autre (sciences humaines, sciences Po...). Le consultant confirmé aura une expérience d'au moins 3-4 ans dans la formation et les études; le junior pourra être débiteur ou avoir une première expérience. Réf. A/S8493M (Confirmé), Réf. A/S8493M (Junior).

CENTRE DE DOCUMENTATION recherche

INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE

Chargé des actions de coopération IST: rechercher, suivre et coordonner la coopération avec les services de documentation des organismes publics ou privés nationaux intéressant la défense.

FORMATION: ingénieur ou DESS, expérience professionnelle de quelques années dans les techniques documentaires, bonne connaissance de l'anglais technique indispensable.

TRADUCTEUR ALLEMAND

Ayant une très bonne expérience de la traduction technique, capable de coordonner l'activité des traducteurs et des sous-traitants du service de traduction et intéressé par les possibilités de la TAO.

FORMATION: ingénieur ou DESS, diplôme d'allemand (licence ou maîtrise), bonne connaissance de l'anglais appréciée.

TRADUCTEUR DE JAPONAIS

ACTIVITÉS: faire ou contrôler les traductions de documentations techniques japonaises - assurer une veille scientifique de la littérature japonaise et les relations avec les organismes qui s'intéressent à l'exploitation de la documentation japonaise.

FORMATION: diplôme d'ingénieur ou DESS et diplôme de japonais indispensables - connaissance de l'anglais appréciée.

Env. CV et prétentions à: n° 33296

Centrale d'annonces - 121, rue Réaumur, 75002 Paris (qui transmettra).

DIRIGER A 30 ANS UNE SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE 100 COLLABORATEURS ET 200 MILLIONS DE F. DE C.A !

Au-delà de votre formation supérieure, vous avez 5 ans d'expérience dans l'encadrement d'une équipe commerciale. Aujourd'hui, vous souhaitez prendre une nouvelle dimension, à la mesure de votre potentiel. En prenant la responsabilité d'un de nos centres de profit, véritable PME, vous aurez l'opportunité de prouver ce dont vous êtes capable, tant dans l'encadrement des hommes que dans la maîtrise des chiffres. Au-delà d'une gestion rigoureuse, votre rôle sera multiple :

optimiser les ressources humaines en formant des équipes de valeur, accroître l'efficacité commerciale pour une satisfaction sans cesse renouvelée de vos clients, participer à l'élaboration des stratégies de développement avec votre direction régionale. Vous l'avez compris, vous serez un véritable patron au sein d'un groupe qui occupe une place privilégiée sur son secteur, aux projets nombreux tant sur le plan national qu'international.

Réalisez vos ambitions en adressant lettre, CV et photo sous réf. NO2201 à : ALLIANCE RH, 39 rue Louis Rouquier, 92300 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra.

Capital Développement - Lyon

Chargés d'Affaires Juniors

Dix ans d'expérience en matière de Capital Développement nous ont permis d'acquiescer en France une position de premier plan dans le domaine des fonds propres, objet prédominant de notre activité. Notre actionariat, très diversifié et de plus en plus international, nous ouvre un réseau de relations sans équivalent.

Vous prendrez progressivement la responsabilité d'études de projets de prise de participation dans les PME performantes du grand Sud-Est et des principales régions françaises, de leur négociation et de leur montage juridique et financier. Vous en assurerez ensuite le suivi au sein d'une équipe qui vous formera aux spécificités du "Capital Développement": approche globale de l'entreprise et de la décision d'investissement, en étroit contact avec les actionnaires majoritaires.

Agé de 25-27 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous êtes bilingue anglais (et peut-être pratiquez-vous une troisième langue) ce qui vous permettra d'évoluer dans une structure très ouverte sur l'international. Vous avez acquis une première expérience (2 à 3 ans) des méthodes de diagnostic d'entreprises, soit en cabinet (audit, conseil en organisation ou en stratégie), soit dans un groupe bancaire, financier ou industriel.

Si vous avez le potentiel pour progresser dans une équipe performante et exigeante, merci d'envoyer votre CV sous la référence 21099 à notre Conseil :

ONOMA
GROUPE COURTAUD

Tour Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.
Téléfax: (16) 78.63.63.02.
Consultez le 3616 code URG - ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

FEDERAL MOGUL

Orléans

Jeune Directeur du Personnel et des Ressources Humaines

Filiale de production - 450 personnes - d'un puissant groupe américain équipementier automobile, machines agricoles - 13 000 personnes, une trentaine d'unités dans le monde.

Développer et animer notre politique des Ressources Humaines, telle sera votre mission. A la tête d'une petite équipe, vos responsabilités porteront sur l'ensemble des activités liées au poste: gestion du personnel, recrutement, formation, développement social (communication, expression des salariés) et relations sociales.

Une formation supérieure, une expérience suffisamment polyvalente de la fonction exercée en milieu industriel, une «personnalité», du rayonnement et la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser dossier complet à notre Conseil Brigitte FRANIER sous référence JDP/M.

ADEC, 7 route d'Orléans 45380 La Chapelle St Mesmin, qui transmettra directement.



UN CHALLENGE A NE PAS MANQUER...

Groupe Industriel en pleine expansion, nous voulons associer à notre développement :

3 FUTURS PATRONS

Ils se familiariseront avec les entreprises concernées, en travaillant, dans un premier temps, en étroite collaboration avec leur directeur général. Ils évolueront, ensuite, vers la responsabilité industrielle complète, à court/moyen terme. Ces fonctions, prometteuses d'avenir, sont de nature à motiver des candidats de valeur. Les postes à pourvoir se situent respectivement :

DANS L'AVIATION :

• Société de 78 personnes, spécialisée dans l'usinage et la mécanique-soudure. REF. 866

• Société d'études de faisabilité de projets industriels - 10 personnes. REF. 867

A MONTPELLIER :

• Société de 70 personnes - Production de passerelles et escaliers pour avions. REF. 868

Ils s'adressent à des candidats de formation Ingénieur Généraliste A et M ou similaire, bénéficiant d'une première expérience dans une unité de production.

Age optimum 35 ans, ayant une âme d'entrepreneur.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite, en précisant la référence du poste choisi à :

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Cornille
75006 PARIS.

CG

ASSISTANT
CONTROL
DE GEST

ME

BANQUE DE DÉPÔT
COLLABORA

CLASSEURS

COMPOSANTS IND
RESPONS
DES AFFAIRES

Picardie

SCOR REGION NORD

LYON - ANNECY

Chefs de

INGENIERIE BATIMEN

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

Maintenance Industrielle
**JEUNE RESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Lorraine

Cette importante entreprise française spécialisée dans la maintenance industrielle connaît une forte croissance sur tout le territoire.

Elle recherche un(e) jeune responsable administratif et financier pour l'une de ses filiales basée aux environs de Thionville.

Sous l'autorité du DGA, vous prendrez d'emblée en charge le contrôle de gestion (gestion des coûts, gestion des affaires) puis progressivement vos responsabilités s'étendront à tous les aspects administratifs, comptables, financiers, reporting liés à une activité organisée en six centres de profit.

Ce poste conviendrait à un(e) diplômé(e) d'école de gestion ou de commerce. Il aura acquis une première expérience du contrôle de gestion dans un contexte PME et de préférence dans le domaine des services.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, et rémunération actuelle sous la référence M 32/2386 U à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Bern - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Paris

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Filiale de la Lyonnaise des Eaux, nous sommes un groupe de services qui compte 4.300 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliards de francs. Partenaire des collectivités locales, nous apportons un service complet aux particuliers. Nous renforçons l'équipe du Contrôle de Gestion et recherchons un nouveau collaborateur.

Nous proposons au titulaire du poste de participer à l'ensemble des missions de la Direction du Contrôle de Gestion. Il sera plus particulièrement chargé des établissements régionaux et des filiales. Il participera à la consolidation et interviendra également comme correspondant informatique des services administratifs et comptables des entités décentralisées.

Pour ce poste polyvalent, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé E.S.C. ou de formation universitaire complétée si possible par un D.E.C.S.. Il justifie d'une première expérience en contrôle de gestion acquise de préférence au sein d'un groupe. Il possède une bonne pratique de l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 50/387 N à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Bern - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Plastic Vallée
Oyonnax (01)Contrôleur de Gestion Senior
Futur D.A.F.**Voulez-vous jouer avec nous ?**

S i vous sachez que nous réalisons plus de 260 MF consolidés, nous occupons une part de marché très respectable dans l'univers du jouet, notre progression 89/88 fût de 40% et nous espérons 20% cette année. La croissance externe, l'international et l'introduction au Second Marché Boursier de Lyon sont des axes préférentiels de développement qui devraient vous intéresser, vous dont le travail sera de fournir les éléments d'analyse permettant le pilotage de l'entreprise auquel vous serez largement associé.

Les tâches ne manquent pas : vous êtes d'abord l'élaborateur des budgets et comptes d'exploitation prévisionnels, que vous construisez en collaboration avec les responsables opérationnels, et vous en assurez, bien sûr, le contrôle. Vous êtes encore l'architecte des prix de revient et des coûts standards, la sentinelle de la marge brute et le gardien de l'orthodoxie en matière de contrôle interne et de procédures. Pour faire bonne mesure, vous surveillez l'évolution du besoin de fonds de roulement et, plus particulièrement le niveau des stocks, ainsi que les autres éléments du plan de financement. Mais surtout, vous gardez du temps pour conduire des opérations spécifiques de type audit, analyse de bilan, mise en place de procédures internes, participation à des projets divers.

Vous êtes de formation Maîtrise de Gestion ou DESS Gestion, soit Ecole de Commerce option Gestion/Finance, vous disposez d'un passé d'audit en cabinet anglo-saxon à hauteur de chef de mission. Un DECS sera apprécié, une accoutumance à la fonction avec expérience réelle justifiée : pas de débutant. Vous avez une curiosité des événements de l'entreprise et de son environnement, le goût de l'équipe et les réflexes d'un opérationnel "jusqu'au boutiste" et persévèrent dans les solutions proposées. Vite votre CV à Jacques-Yves LEONARDI, Associé, cabinet Sirca Rhône-Alpes - Le Britannic C - 20, boulevard Dervallée - 69432 Lyon Cedex 03, sous réf. 181 912 LM. Si nous devons nous rencontrer, une définition de fonction précise vous sera adressée.

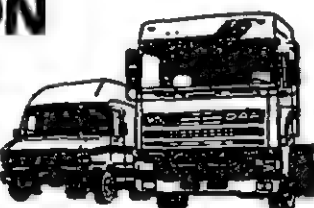
Sirca Rhône-Alpes

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

ANALYSTE DE GESTION

DAF France (1,5 MD de CA) est la filiale d'un Groupe Européen de 17 000 personnes commercialisant des véhicules utilitaires légers et des véhicules industriels grâce à un réseau de 50 Concessionnaires implantés sur toute la France.



Outre son service et sa performance commerciale la qualité du réseau repose notamment sur la rigueur de sa gestion.

L'analyste de gestion conseille et assiste les Concessionnaires dans la mise en place d'outils de gestion et dans le suivi régulier des résultats.

Il doit à la fois instaurer et entretenir une relation de confiance, rester ferme dans ses recommandations et savoir le cas échéant, imposer son point de vue.

Une très bonne formation en comptabilité (DECS ou équivalent), des connaissances en droit du travail sont nécessaires pour se montrer pertinent et efficace.

Trois ans d'expérience en cabinet ou au sein du service comptabilité d'une entreprise sont un minimum pour avoir acquis une bonne maturité professionnelle.

La dimension et l'implantation du Groupe DAF en Europe permettent des perspectives d'évolution aussi bien en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 72M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

DAF**Directeur comptable**

Cette société tertiaire de forte notoriété appartient à un très important groupe international et réalise en France un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Sa diversification et sa croissance la conduisent à renforcer ses structures administratives et financières.

Vous serez l'élément moteur de la mise en place d'une nouvelle organisation comptable adaptée au développement de la société. En conséquence, vous définirez et metrez en œuvre les actions de formation nécessaires à votre équipe (une vingtaine de personnes). Bien sûr,

vous superviserez l'ensemble du département de la comptabilité et serez garant de l'établissement des comptes de l'entreprise.

Votre profil : une formation supérieure complétée par l'expérience comptable et une solide expérience professionnelle réussie dans une fonction similaire, à dominante organisationnelle. La connaissance du secteur de la banque ou des assurances serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M/78 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris, qui étudiera confidentiellement.

Linden**JUNGHEINRICH**

Groupe européen (5600 personnes, 4000 MF) leader du stockage à encombrement réduit et pionnier des systèmes modulaires. Pour renforcer nos services centraux en proche banlieue Ouest nous recherchons un

**Contrôleur de gestion
Bilingue allemand**

• Au siège de notre filiale française (360 p., 400 MF) notre service "Controlling/Informatique" est l'interlocuteur permanent de la Direction Générale, des Directeurs de départements et du siège (RFA).

• Ce poste très polyvalent (reporting, contrôle, élaboration de procédure...) requiert de la curiosité et un goût pour la communication.

• A 25/30 ans (ESC, MSG, DECS...), après une première expérience en milieu industriel, vous souhaitez l'ambiance d'une petite équipe, la force d'un groupe et des perspectives d'évolution.

• Intéressé ? Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous la référence 62.3273 LM, à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

SODEXHO, leader français de la Restauration Collective et leader mondial de la gestion de bases-vie, recherche pour la zone AFRIQUE des

**RESPONSABLES
ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**

Rattaché au Directeur d'un pays, vous prendrez en charge tous les aspects de la gestion financière : comptabilité, trésorerie, budgets, problèmes juridiques...

Vous aurez en outre la responsabilité de la circulation des informations vers les directions opérationnelles et l'animation de l'équipe de gestion du pays.

Agé d'environ 27 ans, de formation supérieure (ESC, Université...) et titulaire du DECS vous avez une première expérience d'au moins 2 ans en cabinet ou au sein d'une direction financière.

Autonome et responsable, vous souhaitez aujourd'hui donner une dimension internationale à votre carrière.

Postes basés au Nigeria, Cameroun, Congo. Anglais impératif.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. LM22 RAF, à SODEXHO, Service Recrutement, BP 67, 78185 Saint-Quentin en Yvelines Cedex.

SODEXHO

Là où vivent les hommes.

bioMérieux
Instruments et réactifs de laboratoire

Premier Groupe Français de réactifs pour le diagnostic biologique recherche pour sa filiale de distribution en Allemagne (région de STUTTGART) son

**RESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

rattaché au Directeur Général de la filiale (45 personnes - 60 MF de chiffre d'affaires), vous travaillerez en étroite liaison avec la Direction Administrative et Financière du Groupe.

Responsable de l'ensemble des fonctions administratives et financières, vous évoluerez dans un environnement très informatisé et encadrerez directement une équipe de 14 personnes.

Nous recherchons un cadre confirmé de 30-35 ans parlant couramment l'Allemand, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à BioMérieux J.-C. ALERINI - Chemin de l'Orme - 69280 MARCY L'ETOILE

Le n°1 du Travail Temporaire en France, recrute pour la région Rhône-Auvergne son :

**ASSISTANT H/F
de Direction Régionale**

La fonction consiste à assister le Directeur Régional dans la réalisation des objectifs de la Société, notamment :

Dans le contrôle administratif et financier : il veille au respect de la législation sociale et à la maîtrise du risque client.

Dans la gestion du personnel permanent : il participe au recrutement, à la formation et à l'épanouissement du personnel permanent administratif. Il est attentif à la qualité de l'accueil et de sélection des stagiaires.

Dans l'assistance de la Direction Régionale : il assure la validation des documents envoyés à la Direction Générale.

Le candidat retenu manifestera un goût certain pour la gestion, fera preuve de rigueur, de précision, d'ouverture d'esprit, de pragmatisme et son autorité sera naturelle.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous justifierez d'une expérience professionnelle positive de 2 ans.

Le poste est basé à Clermont-Ferrand.

Votre candidature référencée SV210, sera étudiée en toute confidentialité par notre conseil :

**ECCO
CONSULTANTS**

Marline BELLO MANAGAU
31, rue Ballainvilliers
63000 CLERMONT-FERRAND

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ESC ou MST + EXPERTISE COMPTABLE DEBUTANT OU 1^{ère} EXPERIENCE

Filière d'un grand groupe bancaire spécialisé dans les produits et services financiers tournés vers les particuliers et les entreprises, nous vous offrons de rejoindre un environnement comptable très diversifié (holding cotee, banque, compagnies d'assurances, GIE, OPCVM, SCI, succursales étrangères...).

Au sein de notre Direction Comptable, nous vous confierons les responsabilités fonctionnelles d'organisation et de contrôle et la responsabilité opérationnelle de la consolidation.

Si ces perspectives vous motivent et si vous avez la volonté d'accéder à des responsabilités importantes, adressez votre candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 692.

UNAMIM

110, bd de Sébastopol - 75003 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION UNITE

Aix-en-Provence

Ce puissant groupe multinational spécialisé dans la microélectronique, occupe une position de leader sur certains créneaux de ce marché et dispose d'une unité de production d'environ 800 personnes à proximité d'Aix (investissements annuels de 50 millions de dollars, budget de fonctionnement de 100 millions de dollars). Sous l'autorité du directeur du contrôle financier, le responsable recherche prendra en charge l'ensemble du contrôle de gestion de l'unité et du reporting s'y rattachant. Il supervisera la préparation, le suivi et le contrôle des budgets en collaboration avec les opérationnels concernés auxquels il apportera formation et conseil. En étroite relation avec l'informatique, il dirigera une équipe de deux personnes. Les changements rapides de l'environnement nécessitent de fournir des informations financières fiables et performantes servant de base à des décisions ou options stratégiques. Ce poste intéresse un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure (finance/comptabilité) et ayant une expérience de contrôleur de gestion, acquise dans un milieu industriel connaissant des fluctuations de marché importantes et des montants d'investissement élevés. La pratique de l'anglais est impérative. Ce poste constitue un excellent tremplin. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/XS150M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.99. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

DIRECTEUR AGENCE ENTREPRISES

Toulon

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Var est, avec 900 personnes et 15 milliards de francs de total bilan, le premier établissement financier de sa région. Affirmant sa volonté d'être la banque d'affaires du Var, elle crée sur Toulon, une agence spécialisée entreprises et en recherche le responsable. Dans le cadre d'une large autonomie, sa mission sera: de prendre en charge et développer un portefeuille de grandes entreprises, conquérir de nouveaux clients, proposer une approche globale et un conseil aux entreprises. Il encadrera et animera une équipe de 6/8 personnes (chargés de clientèle et administratifs), très professionnelle. Cette opportunité évolutive s'adresse à un candidat âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure (école de commerce, université) et/ou bancaire (ITB). Il dispose d'une expérience reconnue du marché des entreprises comme responsable de marchés, sous-directeur entreprises d'une agence importante ou d'un groupe d'agences. Il a exercé directement ou indirectement des responsabilités d'animation d'équipe. La rémunération proposée est de nature à motiver un candidat de valeur. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/XS151M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.99. (PA Minitel 36.14 code PA)

CA CRÉDIT AGRICOLE

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

DIRECTEURS D'AGENCE

Côte d'Azur

La Banque Populaire de la Côte d'Azur est un des principaux établissements financiers de sa région (Alpes Maritimes, Var et Alpes de Haute Provence). Sa croissance l'amène à rechercher plusieurs directeurs d'agence. Avec le soutien des services du siège mais aussi avec une grande autonomie, ils auront la responsabilité d'agences moyennes (7 à 15 personnes) sur les plans commercial, gestion, administration et management des hommes. Ils motiveront, développeront leur équipe tout en se réservant les clients les plus importants. Ces opportunités pon-

vant évoluer vers une direction de succursale s'adressent à de jeunes cadres bancaires âgés d'au moins 30 ans, de formation supérieure (école de commerce, université) et/ou ITB, CEB). Ils ont l'expérience de la responsabilité d'une agence comme directeur ou adjoint. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/XS130M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.99. (PA Minitel 36.14 code PA)

BANQUE POPULAIRE
DE LA CÔTE D'AZUR

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Contrôleur

Promotion immobilière

SORIF Société de promotion immobilière, filiale d'un groupe de Bâtiment, en pleine expansion (26 personnes, 200 MF de CA en 88, 600 MF en 90), recherche pour rejoindre son équipe motivée et dynamique un jeune diplômé à fort potentiel.

Vous assurerez le contrôle budgétaire et financier des opérations localisées en France et à l'étranger, développerez les outils informatiques de reporting, mettrez en place les procédures de gestion et analyserez les montages juridiques.

Votre compétence pourra vous ouvrir de réelles perspectives d'évolution dans notre société ou au sein de notre groupe.

De formation Sup de Co, Dauphine ou Sciences Po-Ecofi, vous êtes débutant ou avez une première expérience de la fonction.

Ce poste est basé à Boulogne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous réf. 330M, à Philippe Musialek, SORIF SA, 112 avenue Jean-Baptiste Clément, 92106 Boulogne Cedex.

LA BANQUE DUMENIL LEBLE

RECHERCHE pour sa filiale DUMENIL & ASSOCIÉS
à PARIS, CANNES, LILLE, LYON, NANTES et NICE des

CONSEILLERS

en Gestion de Patrimoine de clientèle privée

De formation supérieure, âgé de 25 à 35 ans environ, vous avez l'expérience du terrain en matière de Gestion de Patrimoine du particulier dans le cadre de votre activité au sein d'une Banque ou d'un Etablissement Financier.

Vous commercialisez régulièrement des Produits Financiers, d'Assurances et possédez une solide connaissance de ce type de produits.

Vous avez la capacité de vous constituer et de développer un portefeuille de clientèle privée au moyen d'une gamme étendue de produits adaptés.

Votre rémunération sera constituée par un SALAIRE FIXE IMPORTANT complété par des COMMISSIONS non plafonnées et directement liées à votre CA.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) c/o DUMENIL & ASSOCIÉS, 3, rue du Docteur-Lancereux, 75008 PARIS



L'Européenne de Banque

recherche pour ses Succursales de Paris et Province

RESPONSABLES DE CLIENTELE

ENTREPRISES OU PARTICULIERS

3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire vous ont permis d'être confrontés à tous les aspects du métier de banquier.

Aujourd'hui, vous souhaitez avoir une réelle responsabilité dans la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises importantes ou de particuliers haut de gamme.

Une mobilité géographique est indispensable pour réussir votre mission.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV + photo) sous la référence RC/LM à L'EUROPEENNE DE BANQUE DRH/Carrières et Formation - 21, rue La Fayette - 75009 PARIS

UN ANALYSTE FINANCIER CONFIRME

Qui sera intégré à une petite équipe d'opérateurs financiers de haut niveau et aura pour mission de surveiller et d'analyser le marché des sociétés françaises cotées pour y détecter et recommander des opportunités d'opérations boursières pour compte propre.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, parlant l'Anglais et cherchant à valoriser son acquis théorique, pratique et relationnel du marché français en exerçant son métier d'analyste en proximité constante et active avec les opérationnels.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s/ réf. 34974 CONTESSÉ PUBLICITE - 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.



CONTESSÉ

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 I M

UNILEVER, Numéro 1 mondial de la grande consommation,
recherche pour l'une de ses principales filiales française un

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

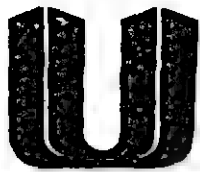
A 25-30 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou du DECF et possédez une expérience d'au moins 2 ans en comptabilité générale (dans un cabinet d'expert-comptable). Vous serez chargé d'opérations de reporting, d'études et du contrôle des investissements de la société et participerez à l'élaboration du plan annuel.

Ouvert d'esprit, autonome et organisé, vous saurez également faire jouer vos qualités relationnelles dans les nombreux contacts que vous aurez au sein de la société.

Anglais indispensable.

Votre évolution pourra se faire dans un premier temps au sein du département Contrôle de Gestion ou Comptabilité Générale et puis, suivant les opportunités, à l'échelle du Groupe international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) en précisant la référence 01/90 LM à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement et Sélection des Cadres - 157, boulevard Haussmann - 75382 PARIS CEDEX 08.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

Concepteur de Projets

Au sein de notre Direction des Comptes, vous assurerez la conception des procédures comptables liées aux activités de marché. De formation Ecole de Commerce complétée par l'Expertise Comptable, votre expérience de 5/7 ans en Cabinet d'Audit ou dans un grand Groupe International vous a familiarisé avec les normes internationales, les produits bancaires et de marché ainsi que la micro-informatique.

Dynamique, votre aisance relationnelle, vos talents pour la conception et l'organisation, votre créativité et votre goût pour le travail en équipe vous permettront de réussir pleinement dans ce poste.

(Réf. 55)

Auditeur Interne

Au sein de notre Direction des Comptes, vous assurerez des missions orientées vers les produits de marché. De formation Ecole de Commerce complétée par l'Expertise Comptable, votre expérience de 3/4 ans en Cabinet d'Audit vous a familiarisé avec les produits de marché et la micro-informatique.

Dynamique, vos capacités d'intégration et d'adaptation, votre sens de l'analyse, de la synthèse et vos talents d'animateur font de vous le Chef de Mission IDEAL.

(Réf. 56)

La rémunération et les possibilités d'évolution sont de nature à motiver des éléments de valeur.

Merci d'adresser vos lettres et CV en précisant la réf. du poste choisi à l'attention de Françoise de Givency
CREDIT LYONNAIS - 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

**CREDIT LYONNAIS. LE POUVOIR DE DIRE OUI.**

DIPLÔMES D'UNE ECOLE DE GESTION

Audit et organisation des systèmes comptables

recherchons des gestionnaires à fort potentiel.

Véritables interfaces entre la production, la gestion et l'informatique, vous participerez à l'étude et à la mise en place de nouveaux systèmes comptables dans nos établissements industriels de la Région Parisienne.

Si vous avez une formation ESC ou DECS ou bien une MSTCF et si vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans en tant que gestionnaire, nous vous proposons un poste de gestionnaire dans notre service de gestion comptable.

8, rue de Berni - 75006 PARIS
sous réf. 11-1296U qui traitera votre dossier confidentiellement.

SNECMA • SEP • MESSIER-HISPANO-BUGATTI • HISPANO-SUIZA • SOCHATA-SNECMA • FAMER • FNM • SEPT SOCIÉTÉS, UN GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

Nos Sociétés de Crédit Bail
Immobilier, engagements : 4,5 Milliards,
filiales d'un groupe d'Assurances de tout premier plan,
renforcent leur équipe en y intégrant un :

CHEF DE SERVICE CRÉDIT BAIL

Rattaché à la Direction du portefeuille, il devra après la signature des contrats, assurer la gestion administrative et financière des dossiers :

- assurer et gérer les démarches administratives propres à chaque dossier ;
- procéder à la facturation globale (loyers, pré-loyers...)
- résoudre tous les problèmes ponctuels sur les plans : juridique, financier, administratif
- assurer le pré-contentieux
- enfin centraliser, organiser, animer le travail d'une équipe de 7 personnes.

La trentaine environ, Maîtrise Sciences éco, Gestion... il a une expérience de quelques années acquise dans une fonction similaire dans le secteur immobilier, financier, bancaire.

Poste basé à Paris - Rémunération d'environ 250 KF.

Merci d'envoyer CV, lettre motivation, prétentions, photo sous référence 19221 à
Elyane MONIAUX CONSEILS
91, rue du Faubourg St Honoré 75008 PARIS.

Organisme de construction et de gestion de logements sociaux RECRUTE

JEUNE ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

FORMATION SUPÉRIEURE DE GESTION SOUHAITÉE

Envoyer lettre, CV et prétentions à :
Madame Anne-Marie ROQUES - OPAC
69, avenue Henri-Dunant, 77335 Meaux Cedex.

Nous sommes heureux de vous faire bénéficier de nos nouveaux moyens d'accueil et d'information et vous remercions de nous appeler désormais au 40.88.79.79.

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex

Imaginez un monde
où des postes auxquels
vous n'avez encore jamais pensé,
vous sont proposés.

36 15
I M

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres.

Buffalo

BUFFALO JEANS
Entreprise du secteur Sportswear en pleine expansion, filiale autonome d'un groupe international leader sur le marché du jean, recherche pour son siège social à BORDEAUX, son

DIRECTEUR FINANCIER
POSTE EN COURS DE CRÉATION

Rattaché au Président, membre du Comité de Direction, Responsable des directions comptable et informatique.

Ses rôles seront essentiellement d'assurer la gestion financière au niveau de BUFFALO-FRANCE et des filiales étrangères.

Ce poste suppose une solide formation, une expérience de plusieurs années dans des responsabilités comparables, un tempérament créatif et dynamique, un bon esprit de synthèse. Bilingue Français-Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à notre Conseil M. RICHELÉ que nous avons chargé d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL - BP 82 - 33704 MERIGNAC CEDEX

Basique d'affaires anglo-saxonne, parmi les premières au niveau international, recherche pour sa filiale française nouvellement créée (40 personnes) son

JEUNE RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL

Directement rattaché au Directeur Administratif et financier, vous serez responsable de :

- la gestion du personnel : supervision de la paie, recrutement, formation, communication interne, relations avec les partenaires sociaux et organismes extérieurs.
- le secrétariat juridique : relations avec les instances, Conseil d'Administration et Assemblée Générale, préparation des réunions et rédaction des procès verbaux.
- l'administration générale : services généraux, relations avec les fournisseurs.

De formation supérieure (Droit, DESS gestion de personnel...) âgé de 28 à 32 ans, vous avez une première expérience dans la fonction.

Une connaissance du milieu bancaire serait un atout supplémentaire. Vous avez une bonne pratique de l'anglais.

Votre personnalité sera un élément déterminant dans votre évolution au sein de ce groupe de notoriété internationale.

Merci d'adresser lettre + C.V.
sous réf. 9001/04 M à notre Conseil J.C.2
103, rue La Fayette - 75010 PARIS

Information Minitel 3616 CODE UGE * PLEIADÉ.

DOF DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALBERATER

Nous sommes la filiale française (750 Mio FF C.A./550 pers.) d'un groupe international puissant, implanté dans le monde entier. Notre spécialité : maîtriser les technologies relatives à la sécurité de l'automobile.

Dans le cadre de notre très fort développement, notre Directeur Général recherche son adjoint direct à qui il souhaite confier toute la mise en œuvre de la stratégie comptable, administrative, financière et informatique en qualité de

CONTROLLER

A 35 ans environ, de formation HEC, ESSEC, SUP DE CO ou DECS, nous souhaitons vous confier la direction comptable, administrative et financière.

Parfaitement rompu aux procédures anglo-saxonnes ainsi qu'au style de reporting qui s'y rapporte, vous possédez une forte compétence en comptabilité analytique acquise de préférence en milieu industriel. Vous maîtrisez bien entendu la langue anglaise.

Poste basé en banlieue Est de Paris.

Veuillez adresser votre dossier à notre Conseil, sous la réf. FILM/23.1 qui le traitera en toute confidentialité.

MOOG CONSULT S.A.
24, place Kéber - 67000 STRASBOURG

MOOG CONSULT S.A. Votre partenaire INTERNATIONAL MANAGEMENT

JEUNES CO
Une Gestion

Un jeune pour re
l'équipe contr

A Belfo
futur re

BERNARD
Paris - Lyon

AUGUSTE THOUARD

• 500 collaborateurs
• 500 millions de CA
• 1er groupe fran
• 1er groupe fran
• 1er groupe fran
• 1er groupe fran

2 un monde
rtes auxque
core jamais pensé,
rt proposés.

6 15
M

e télématique
mploi des cadres

BUFFALO JEANS
L'entreprise du monde...
BORDEAUX

TEUR FINANCIER
EN COURS DE CREATION

Ident. membre du Comité de Direction
direction comptable et financière
D-TRANSI et des autres entreprises
une vocation pour une expérience de
dans des responsabilités importantes un
et de développement et de maîtrise
Anglais indispensable

BP 82 - 33704 MERIGNAC CEDEX

RESPONSABLE
DU PERSONNEL

Le leader mondial pour la production d'électricité et la construction ferroviaire (85.000 personnes)
recherche pour son établissement de BELFORT (5000 personnes) un chargé de mission comptable.
Dans un premier temps, vous aurez la responsabilité de missions ponctuelles (audit, taxe professionnelle,
francs généraux, etc.) afin de vous imprégner du fonctionnement de notre service. Nous vous confierons
ensuite des tâches liées à l'organisation fonctionnelle et informatique de notre comptabilité.
Titulaire d'un diplôme d'une école de commerce ou d'une maîtrise de gestion et 3 à 5 ans d'expérience
comptable en entreprise ou en cabinet vous permettront de réussir dans cette mission qui nécessite en
outre la maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de l'informatique.
Les entretiens auront lieu à PARIS, BELFORT ou STRASBOURG.
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous référence 5416 M (à noter sur courrier et enveloppe)
au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.

Contrat J.C.2
PAIR

CODE AGE 1 PLEIDE

RESPONSABLE PERSONNEL

Après 4-5 ans d'exercice en cabinet ou dans les services comptables d'une banque (de
préférence) ou d'une grande entreprise, vous entendez donner une nouvelle impulsion à votre
parcours professionnel et à votre formation (Ecole Supérieure de Commerce + DECS
minimum).

TROLLER

Après 4-5 ans d'exercice en cabinet ou dans les services comptables d'une banque (de
préférence) ou d'une grande entreprise, vous entendez donner une nouvelle impulsion à votre
parcours professionnel et à votre formation (Ecole Supérieure de Commerce + DECS
minimum).

Contrat J.C.2

CODE AGE 1 PLEIDE

RANK XEROX

JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

Une Gestion Dynamique, une Analyse Exacte

Dans un environnement jeune et entreprenant, Rank Xerox vous propose d'optimiser vos capacités d'analyse et de conseil en gestion.
Vous serez intégré au sein de la Direction Planification et Contrôle de Gestion, dont la mission est de participer à l'amélioration des performances des différentes directions de l'entreprise.
Vous participerez à l'élaboration du plan financier de la société et des filiales, en interface avec la Direction Marketing.
Vous aurez la responsabilité de l'analyse mensuelle des résultats: vous proposerez à la Direction Générale les actions correctives nécessaires destinées à améliorer la rentabilité de notre activité.
De formation Grande Ecole, débutant ou avec une première expérience, vous êtes doté d'initiative et de contact, vous saurez être un interlocuteur responsable dans les négociations interfonctions.
Vous avez le goût des outils informatiques et cherchez à les améliorer en permanence.
Postes basés à Aulnay-sous-Bois et la Défense.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. GLM52 à Didier MAURICE, RANK XEROX, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Groupe de forte renommée (CA > 5 Milliards de Francs) se développant fortement sur l'international recherche son

Responsable
Finance/Trésorerie

350 KF
Rattaché au Directeur Administratif et Financier de la société vous serez chargé, à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, de la gestion financière de la société (trésorerie francs et devises, gestion des investissements, financements long terme, reporting financier, risque de taux...). Un candidat de 28/32 ans de fort potentiel est recherché pour ce poste.
De formation supérieure avec si possible une spécialisation en finance, un passage en banque ou établissement financier serait un plus.
Contactez Gilles de Montequieu au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM615IMO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

nf

NIVARD FLORNOY,
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BOURSE ASSOCIÉE
A J.P. MORGAN, RECHERCHEUn jeune diplômé
pour renforcer
l'équipe contrôle de gestion

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, Sciences Po...), débutant ou ayant un an d'expérience, vous intégrerez une équipe jeune directement rattachée à la direction financière.
Rigoureux, autonome et créatif, vous avez toutes les qualités pour réussir dans cette fonction de contrôle de gestion que nous souhaitons particulièrement développer.
Vous bénéficierez de la notoriété de notre société de bourse et nous saurons vous aider à gérer rapidement votre évolution de carrière au sein de nos services.
L'anglais est indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 5450, à Eliane Schlutz-Nivard Flornoy - 27, boulevard des Capucines 75002 Paris.

GEC ALSTHOM

A Belfort, chargé de mission,
futur responsable comptable.

Le leader mondial pour la production d'électricité et la construction ferroviaire (85.000 personnes)
recherche pour son établissement de BELFORT (5000 personnes) un chargé de mission comptable.
Dans un premier temps, vous aurez la responsabilité de missions ponctuelles (audit, taxe professionnelle,
francs généraux, etc.) afin de vous imprégner du fonctionnement de notre service. Nous vous confierons
ensuite des tâches liées à l'organisation fonctionnelle et informatique de notre comptabilité.
Titulaire d'un diplôme d'une école de commerce ou d'une maîtrise de gestion et 3 à 5 ans d'expérience
comptable en entreprise ou en cabinet vous permettront de réussir dans cette mission qui nécessite en
outre la maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de l'informatique.
Les entretiens auront lieu à PARIS, BELFORT ou STRASBOURG.
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous référence 5416 M (à noter sur courrier et enveloppe)
au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

AUGUSTE-THOUARD
RECRUTEMENT & DÉVELOPPEMENTJEUNE AUDIT OU
JEUNE FINANCIER...
... PASSEZ AU MONDE DES AFFAIRES.

A 25-27 ans, doté d'une formation supérieure: ESSEC, Sciences-Po, Sup de Co... et après 2 ou 3 années d'expérience d'AUDIT ou de FINANCE... vous souhaitez aujourd'hui prendre une orientation qui corresponde mieux à votre PERSONNALITÉ: Plus d'ouverture, des négociations à haut niveau, une responsabilité totale sur vos dossiers...

Devenez CHARGE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU auprès des Dirigeants des grands Groupes Industriels et sociétés de services.

Pour faire de vous de véritables conseils en investissement et hommes d'affaires, nous vous initierons à des méthodes rigoureuses pour analyser les besoins de nos clients, négocier jusqu'à leurs conclusions des opérations de Vente Acquisition - Location. Dès la 2ème année, rémunération exceptionnelle possible.

POUR CES POSTES, merci d'adresser CV, PHOTO et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 56.1857 LM.

Mercuri Urval

ETUDES DE CREDITS



embre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.
ANALYSTE CREDITS ENTREPRISES. Diplômé de l'enseignement supérieur (ou un diplôme professionnel équivalent), vous avez acquis une expérience bancaire de 3 ans, principalement en Exploitation, auprès d'une clientèle d'entreprises. Aujourd'hui, vous désirez capitaliser votre expérience et développer une véritable expertise. C'est l'opportunité que nous vous offrons au sein de notre Service des Engagements.
Vous serez chargé de l'étude des demandes de crédits d'entreprises clientes (PME, PMI): analyse des éléments financiers, évaluation de la prise de risque.
La pleine réussite à ce poste, où vous pourrez mettre en valeur votre sens du diagnostic, vous permettra d'accéder ensuite à de plus hautes responsabilités en Exploitation.
Madame Thérion vous remercie de lui répondre par courrier sous référence EC/LM/90, NSM, BP 46608, 75008 Paris. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neuflex, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANKETABLISSEMENT FINANCIER
DE 1ER PLANADRE COMPTABLE
POUR MISSIONS DIVERSES

Après 4-5 ans d'exercice en cabinet ou dans les services comptables d'une banque (de préférence) ou d'une grande entreprise, vous entendez donner une nouvelle impulsion à votre parcours professionnel et à votre formation (Ecole Supérieure de Commerce + DECS minimum).

Notre service central de la comptabilité et du budget (près de 80 personnes) vous propose de rejoindre son responsable pour travailler en étroite coordination avec les services opérationnels sur des dossiers très divers touchant aussi bien la comptabilité générale, la comptabilité analytique, l'analyse de résultat, le budget...

Votre mission sera donc de réflexion, de proposition et de suivi de mise en oeuvre.

Votre autorité de compétence vous imposera sans heurt auprès d'une équipe de professionnels. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.917 à Contesse Publicité - 38, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret Cedex, qui transmettra.

HEC, ESCP, ESSEC...

Numéro 2 chez le Numéro 2 ?

En effet nous proposons à un véritable potentiel (HEC, ESCP, ESSEC...) qui justifie de 7 ans environ d'expérience de gestion opérationnelle d'activité commerciale, de nous rejoindre.
Il doit d'abord être animateur et fédérateur, il doit ensuite être bon professionnel de son métier et enfin homme de conseil, de synthèse, très opérationnel et autonome.
Numéro 2 dans un des domaines de la distribution spécialisée (5 milliards - 50 magasins) nous cherchons celui avec lequel, le Directeur de notre plus importante région - 2 milliards - 1 500 personnes - constituera un binôme effectif.
Il assure la gestion d'une quinzaine de magasins avec leurs directeurs, anime les contrôleurs de gestion de ces magasins,

travaille avec ses collègues et la Direction Administrative et Financière de la Société. Il contrôle, propose, innove, précède, gère... en animant les hommes. La moitié de son temps sur le terrain (Lille, Paris, Bordeaux) il est basé au siège de la région à Paris. C'est l'intelligence des situations et l'adhésion à nos valeurs humaines et d'éthique qui fera la différence pour ce poste d'avenir.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, sous réf. C119X à Oliver Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel: 42.36.10.30.

CONSEIL
Ressources Humaines

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 211

Contrôleur
de gestion industrielle
fb

Fives Cail Babcock, l'une des toutes premières sociétés de mécanique européennes (CA 1,2 Md de F, effectif 1000 personnes) conçoit, développe, réalise et vend des équipements et ensembles destinés essentiellement aux industries de la cimenterie, sucrerie, minéralurgie et au BTP (tunneliers).

Aujourd'hui nous créons un poste de

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

Collaborateur direct du Directeur de la Division Fabrications Industrielles, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre une politique de rationalisation économique des fabrications. A cet effet, vous élaborerez la méthodologie, les procédures et les systèmes de contrôle nécessaires.

Vos éléments d'information permettront de faire évoluer l'organisation de la Division et de définir la stratégie de sous-traitance.

Vous serez le concepteur de l'outil d'analyse qui permettra au Directeur de la Division de prendre ses décisions d'investissements.

Vous êtes idéalement ingénieur mécanicien, vous avez impérativement une formation de gestion. Vous justifiez d'une expérience industrielle qui vous a permis de valoriser vos qualités d'analyse et de rigueur ainsi que vos aptitudes relationnelles. Vous travaillez en anglais ou en allemand. Poste basé à Lille.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. 008 M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 Paris, qui étudiera en toute confidentialité.

GROUPE FIVES-LILLE
LE MONDE EN DIRECT

2^e constructeur européen de véhicules industriels, nous recherchons pour le Département Développement et Organisation Commerciale de notre Siège Social, un Conseiller de Gestion.

Votre mission consistera, au sein de notre service Gestion-Réseau, à :

- assister les concessionnaires dans leur gestion administrative, comptable et financière, à former à nos techniques les responsables administratifs et comptables du réseau, et enfin, participer à l'élaboration des statistiques et tableaux de bord relatifs à l'activité de l'ensemble du réseau.

Titulaire d'une licence en sciences économiques ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous avez de bonnes connaissances juridiques et fiscales et de préférence une 1^{ère} expérience en cabinet comptable.

Homme de rigueur, vous avez de réelles qualités de contact ainsi qu'une certaine autorité naturelle, indispensables à votre réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à la Direction de l'Organisation et du Personnel IVECO - 6 rue Nicolas Copernic 78190 TRAPPES.

CONSEILLER
DE GESTION

IVECO

Carrefour

recrute

FUTURS CHEFS DE SECTION
COMPTABLE
(statut cadre)

Votre profil :

- Jeunes diplômés BAC + 2 minimum (option comptabilité)
- Grandes qualités de mobilité, de disponibilité, d'implication personnelle et un très bon sens du terrain.

Votre objectif :

- Débutants ou expérimentés, vous serez intégrés et formés au sein d'un service comptable.
- Après une période probatoire de deux ans au maximum, vous serez responsables d'une section comptable.

NOUS VOUS PROPOSONS UNE RÉMUNÉRATION MOTIVANTE ET D'IMPORTANTES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION AU SEIN DU GROUPE.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature

(lettre + C.V. + photo) à :

Carrefour / Direction Régionale Centre
B.P. 107 - 77193 DAMMARI-LES-LYS CEDEX

(Cet offre est valable jusqu'au 23/02/90)

PARIS

Filiale française d'une société hautement spécialisée dans le TRAITEMENT DE TEXTE HAUT DE GAMME, n°1 sur son marché qui veut doubler son CA en 1990 renforce son équipe de direction par un

RESPONSABLE

FINANCIER

Vous prendrez en charge la comptabilité, les budgets et le contrôle de gestion, l'administration de l'entreprise (Achats, personnel), la trésorerie, les finances, et des opérations ponctuelles en relation directe avec le DG.

Bilingue anglais, 30 ans, vous justifiez d'une expérience analogue dans une société anglo-saxonne.

Merci de bien vouloir faire parvenir lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous la référence WT/LM1, à

PARIS

LILLE

LYON

NANCY

NANTES

NICE

NORMANDIE

OCCITANIE

PACA

PAYS DE LA LOIRE

PAYS D'UP

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

PAYS DE SEINE

IMPORTANTE
MULTINATIONALE AMERICAINERESPONSABLE
COMPTABILITE ANALYTIQUE

Division d'un Groupe Important (100 000 personnes), nous sommes spécialisés dans l'étude et la réalisation de systèmes de radio-communications. Notre développement important nous conduit à proposer aujourd'hui au sein de notre structure financière le poste de Responsable Comptabilité Analytique.

Rattaché à la Direction Financière, le Responsable du poste assure une mission complète : comptabilité analytique, suivi et gestion des stocks, facturation et comptabilité intercompagnie. Il est garant du respect des procédures. Il dirige une équipe de 10 personnes.

Ce poste, au degré d'autonomie et de responsabilité élevé, conviendrait à un professionnel de la fonction financière ayant plusieurs années d'expérience dans un poste similaire au sein d'une multinationale. Il est diplômé de l'enseignement supérieur et maîtrise l'anglais. Les conditions offertes ainsi que les perspectives d'évolution en France ou à l'étranger sont de nature à motiver un candidat de valeur. Le poste est basé à Antony (92).

Merci d'adresser lettre de motivation + CV complet et rémunération souhaitée, sous réf. M 325 F1 à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS - qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

SMA btp

Le 1^{er} Assureur Français de la Construction
CA + 2 milliards - Effectif : 1.500 personnes

recherche son

RESPONSABLE COMPTABLE

qui prendra en charge l'ensemble des comptabilités générales des sociétés du groupe.

Rattaché directement au Responsable des services comptables, il encadre une équipe d'une vingtaine de personnes. Il est notamment responsable de l'élaboration des bilans, du respect des obligations fiscales, de la préparation des états ministériels, des relations avec les banques et les établissements financiers et du suivi de la trésorerie. Il supervise l'outil informatique dans son utilisation comptable et met en place de nouvelles applications. Il a une autorité fonctionnelle sur les responsables comptables des implantations locales.

De formation supérieure, DECS + Expertise, c'est un vrai professionnel justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans une compagnie d'assurance appliquant des méthodes modernes de gestion. C'est un poste de haut niveau qui offre une rémunération élevée.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous référence RC à SMA BTP - Service Recrutement 114, avenue Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15.

MELITA FRANCE (CA 400 MILLIONS de F), Filiale d'un Groupe

Français de renommée mondiale recherche un

ASSISTANT
CONTROLEUR DE GESTION H/F

Ce poste conviendrait à un candidat de formation ESC ou équivalent (Gestion, Finance, Comptabilité) ayant une première expérience de 1 à 2 ans dans un poste similaire ou en Cabinet d'Audit.

La fonction comprendra essentiellement :

- l'élaboration des plans annuels et à moyen terme,
 - l'analyse des résultats,
 - l'étude de rentabilité des investissements,
 - Les études demandées par les différentes Directions.
- Connaissance de l'anglais indispensable (allemand souhaité). La pratique de la micro-informatique sera un atout appréciable. Poste basé à PARIS avec missions ponctuelles en Province.

Envoyez CV, photo et prétentions à MELITA FRANCE, à l'attention de Monsieur J. SOURIE, 60 rue d'Hauteville, 75010 PARIS.

Fiscaliste de haut niveau

PARIS

400-500 KF

LA SOCIÉTÉ : Très importante filiale d'un des premiers groupes américains de haute technologie.

LE POSTE : Tax planning et études fiscales stratégiques pour la France et l'étranger avec l'équipe fiscale européenne ; la personne sera amenée à étudier les implications fiscales des plus importants projets de la filiale (accords, acquisitions, immobilisations...).

LE CANDIDAT : Diplômé d'une école de commerce, vous avez au moins 6 ans d'expérience en cabinet ou entreprise et possédez d'excellentes connaissances de la fiscalité française et, si possible, internationale ; une polyvalence financière est souhaitable et un anglais courant essentiel pour évoluer au sein de ce groupe dynamique.

Les candidats intéressés sont priés de contacter leur ALEX au (1) 42 89 09 17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 1218/IAM à : NORMAN PARSONS - 12, rue de Poitiers - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

★ IMPORTANTE MULTINATIONALE AMERICAINE ★

RESPONSABLE AUDIT INTERNE

Division d'un important groupe multinational (100 000 personnes), cette entité est spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de radio-communications. Son développement important sur ce marché la conduit aujourd'hui à proposer au sein de sa structure financière un poste de Responsable Audit Interne.

Rattaché à la Direction Financière, le responsable du poste assure une mission complète : mise à jour, adaptation ou création des procédures internes, en conformité avec les règles de contrôle interne du groupe ; optimisation des systèmes existants ; audit opérationnel des différentes fonctions et agences de l'entreprise ; exploitation des rapports d'audit internes et externes et mise en place, en relation avec les services intéressés, des actions nécessaires ; suivi des solutions adoptées ; centralisation et mise à jour de la bibliothèque des procédures Groupe, secteur et société.

Ce poste au degré d'autonomie et de responsabilité important conviendrait à un professionnel ayant une expérience similaire de quelques années, soit au sein d'une entreprise multinationale, soit en cabinet d'audit. Il est diplômé de l'enseignement supérieur et maîtrise l'anglais.

Les conditions offertes ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de bon niveau.

Merci d'adresser dossier complet sous réf. M 325 J1 à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre candidature dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Nous sommes un IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
Pour accompagner notre développement et renforcer notre structure, nous recherchons

UN ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

En collaboration avec le contrôleur de gestion, il sera chargé du suivi budgétaire, du contrôle des filiales et de la mise en place des procédures de contrôle interne.

• Débutant ou ayant une première expérience, il est diplômé d'une école supérieure de commerce (gestion finances-comptabilité).

• Il possède de réelles capacités d'adaptation, une large ouverture d'esprit et un goût certain pour la communication. La connaissance de l'outil micro-informatique est un atout supplémentaire. Le poste est basé à Paris, de courts déplacements en province sont à prévoir.

Le dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée, photo) doit être adressé sous référence M 325 J1 à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre candidature dans la plus stricte confidentialité.

CREDIT NATIONAL
recherche
pour son
Département
des Ressources
Humaines à
Paris

Gestionnaire
de Personnel

Vous possédez :

- un diplôme d'une grande Ecole de Commerce, de Sciences Po ou de l'Université ;
- une expérience minimum de 3 ans de la fonction personnel acquise de préférence dans le secteur tertiaire.

• un esprit rigoureux et créatif ainsi que de bonnes qualités relationnelles.

Nous vous offrons un poste aux activités variées : recrutement à tout niveau, gestion du personnel, études générales et juridiques concernant la fonction.

Une rémunération compétitive et des perspectives de carrière sont prévues au sein d'un groupe en expansion.

Merci d'envoyer
une lettre manuscrite
avec CV, photo et
indication
du salaire actuel au
CREDIT NATIONAL
45, rue Saint-
Dominique
75006 PARIS

CREDIT NATIONAL

recherche

pour son

Département

des Ressources

Humaines à

Paris

CREDIT NATIONAL

recherche

pour son

Département

des Ressources

REPRODUCTION INTERDITE
loi des cadres 3615

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

me société hautement spécialisée
NT DE TEXTE HAUT DE GAMME
qui veut doubler son CA en 1990
de direction par un

TABLE

R

charge la comptabilité, les budgets
s gestion, l'administration de
rs, personnel), la trésorerie, les
érations ponctuelles en relation

30 ans, vous justifiez d'une
ogue dans une société anglo-

vouloir faire parvenir lettre
V. prétentions, sous la
11, à

uhannaud conseils
Vaugirard - 75015 PARIS

PORTANTE
NALE AMERICAINE

PONSABLE
LITE ANALYTIQUE

spens 1 000 000 personnes nous sommes
et la réalisation de l'ensemble de nos com-
pagnements et pour nous rendre à propos
à notre structure financière le poste de
de l'Analytique.

Financière, de l'Emploi et du poste assure
comptabilité et de l'ensemble de nos com-
pagnements et pour nous rendre à propos
à notre structure financière le poste de
de l'Analytique.

Financière, de l'Emploi et du poste assure
comptabilité et de l'ensemble de nos com-
pagnements et pour nous rendre à propos
à notre structure financière le poste de
de l'Analytique.

NEMES

te de haut niveau

400-500 K€

Norman Parsons

Gestionnaire de Personnel

Vous possédez :

- une expérience d'une grande Ecole
- de l'enseignement de Sciences Po ou de l'Université
- une expérience managériale de 3 ans
- la maîtrise parfaite de la gestion des ressources humaines
- une expertise en matière de gestion des ressources humaines

Nous vous offrons un poste de gestionnaire de personnel dans une entreprise de premier ordre, dans un environnement professionnel de premier ordre.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 106/90/MO à :

National

Directeurs d'agence, Seconds d'agence, Responsables de portefeuille, Gestionnaires de patrimoine, Rédacteurs de crédits.

Faire progresser sa carrière, c'est important, c'est engager son parcours professionnel sur un tremplin qui prépare à plusieurs possibilités d'évolution. Aux Banques Populaires, 37 groupes bancaires français, 1 630 Agences, le Réseau est un tremplin. Le Réseau permet de vivre le métier de Banquier, de connaître les clients et d'acquiescer le sens du service commercial indispensable à notre développement. Aux Banques Populaires, le Réseau est riche, autonome, il permet à chacun d'exprimer ses compétences, il permet aussi, grâce à un investissement formation important, de prendre de plus en plus de responsabilité.

Encadrement réseau
Directeurs d'agence
Véritable pilier de l'une de nos agences, vous mobilisez vos équipes vers un objectif de développement et de rentabilité de votre agence. Votre expérience (3 ans) et votre formation supérieure confirment votre sens des responsabilités et votre dynamisme commercial. Vos perspectives de carrière :
BP ANGERS ré. ANG/DA
BP BOURGOGNE ré. BOU/DA
BP MARSEILLE ré. MAR/DA
BP NANTES ré. NAN/DA
BP NIOIRT ré. NIO/DA
BP RENNES ré. REN/DA
BP ST-DENIS ré. STD/DA
BP VERSAILLES ré. VER/DA
Seconds d'agence
Aujourd'hui gestionnaire de portefeuille ou responsable de bureau, votre expérience et votre formation vous permettent de prendre le poste de second d'agence. Vous dirigez ainsi votre mission vers l'encadrement d'équipes et la gestion commerciale tout en conservant la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises. Vos perspectives de carrière :
BP ANGERS ré. ANG/SA
BP BOURGOGNE ré. BOU/SA
BP LIMOGES ré. LIM/SA
BP NANTES ré. NAN/SA
BP RENNES ré. REN/SA
BP TOULOUSE ré. TOU/SA
BP VERSAILLES ré. VER/SA

Exploitation
Responsables de portefeuille d'entreprises ou de clientèle privée
Vous avez une expérience solide et une formation supérieure. Vous êtes le partenaire financier de votre clientèle. Votre dynamisme commercial et vos résultats vous permettent d'évoluer rapidement vers des postes de responsable d'agence. Vos perspectives de carrière :
BP ANGERS ré. ANG/RP
BP BOURGOGNE ré. BOU/RP
BP GRENOBLE ré. GRE/RP
BP LIMOGES ré. LIM/RP
BP LYON ré. LYO/RP
BP MARSEILLE ré. MAR/RP
BP NANTES ré. NAN/RP
BP NIOIRT ré. NIO/RP
BP RENNES ré. REN/RP
BP ST-DENIS ré. STD/RP
BP TOULOUSE ré. TOU/RP
BP VERSAILLES ré. VER/RP

Activités financières
Gestionnaires de patrimoine
Vous êtes le partenaire d'une clientèle "haut de gamme". Vous la conseillez dans ses choix d'investissement grâce à votre excellente connaissance de la fiscalité et des marchés financiers et immobiliers. De nombreuses voies d'évolution au sein du Réseau ou du Siège, dans des domaines financiers, vous seront ouvertes. Vos perspectives de carrière :
BP NANTES ré. NAN/GP
BP ST-DENIS ré. STD/GP
Siège
Rédacteurs de crédits
Très à l'aise en analyse financière, vous êtes responsable de dossiers de crédits entreprises. Votre fonction consiste à étudier la faisabilité des crédits, apprécier les risques, évaluer les garanties et servir la réalisation des dossiers. Vous avez une formation en économie ou en gestion. Vos perspectives de carrière :
BP MARSEILLE ré. MAR/BC

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo, en précisant la ou les références, à : Martin TILLMANN, Directeur Hommes et Structures, Chambre Syndicale des Banques Populaires, Le Poutier de Paris, 5, rue Leblanc, 75511 Paris Cedex 15.

J'avance



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

PARIS

Financial Manager

Sur le marché du tabac, nous sommes mondialement connus : nous distribuons, entre autres en Angleterre, SILK CUT. Nous créons notre filiale française dont l'objectif est de promouvoir cette marque en France.

Bien-sûr, cette fonction regroupe la comptabilité, la finance, l'administration... Au-delà de cela, vous serez le Conseiller de notre Direction Générale en matière de stratégie financière, marketing et commerciale, de planification, de relations avec l'administration...

30 ans minimum, Ecole de Commerce + DECS, bilingue anglais, votre expérience de la fonction en milieu anglo-saxon vous permet de maîtriser parfaitement les divers aspects techniques de ce poste. Vos qualités de rigueur et d'organisation, votre enthousiasme, votre mentalité d'entrepreneur, et votre sens de la communication font de vous un collaborateur impliqué dans l'élaboration et l'évolution de la stratégie de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 20730-M à M. BUSI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(X, CENTRALE, MINES...)

Pour renforcer son activité d'ARBITRAGES SUR MARCHES FINANCIERS

Après une formation approfondie à la théorie et la pratique des instruments financiers, vous rejoindrez une petite équipe de haut niveau très professionnelle.

Vous ferez de la recherche appliquée sur des projets de pointe que vous suivrez jusqu'à leur mise en œuvre sur les marchés.

Puis, très rapidement nous vous confierons de plus larges responsabilités et plus d'autonomie.

Pour ce poste qui exige un réel sens pratique, mais aussi une grande créativité et de la rigueur intellectuelle, nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats à fort potentiel, débutants ou avec une première expérience.

Bien sûr, votre réussite s'accompagnera d'une rémunération motivante et progressive.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser C.V., photo, sous la référence 6546 à

50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX
qui transmettra

C.I.L. paritaire de ROUEN LE GROUPE **S.A. H.L.M. région de ROUEN**

Recrute Directeur Financier

Le candidat recherché devra :

- Apporter une parfaite sécurité comptable et une imagination financière
- Diriger et animer une équipe d'une douzaine de personnes
- Etre familiarisé à l'utilisation de l'informatique
- S'intégrer à une équipe de Direction

Adresser dossier de candidature et prétentions à D. Carlier, Directeur Administratif - 1, Place des Coquets BP 168 76136 Mont-Saint-Aignan Cedex

SERVICES RAPIDES DUCROS

Nîmes au cœur de l'Europe du Sud

Groupe en fort développement, CA 1 MdF, +15% par an, coté au second marché boursier, leader de la messagerie rapide (2000 personnes/43 agences), à l'ambition européenne, recherche pour son siège social à Nîmes un :

CONTROLEUR DE GESTION

Avec l'aide de l'équipe existante et d'une informatique performante, il échelonne la Direction Générale et les Directions Opérationnelles sur la qualité de la gestion, optimise le système d'informations existant et assiste le terrain dans la maîtrise des coûts.

De formation supérieure gestion, le candidat possède une expérience d'au moins 5 années acquise en Cabinet d'audit et en entreprise. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un candidat ambitieux, ayant le goût des relations humaines et désireux d'allier la réflexion à une présence sur le terrain.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 106/90/MO à :

INNOVATION CONSULTANTS
34 Cours Gouffé,
13286 MARSEILLE CEDEX 6

Groupe Diac

Financements

Le financement au service de l'Entreprise, un métier passionnant sur un marché en forte progression.

Filiale du groupe RENAULT, DIAC ENTREPRISES, 520 personnes, continue à conquérir de nouveaux marchés dans le financement des investissements d'entreprises : véhicules industriels et particuliers, matériels agricoles, BTP, machines-outils, informatique... Pour son siège en région parisienne, DIAC ENTREPRISES souhaite intégrer :

1 Contrôleur de gestion senior H/F

Chargé de conseiller et d'assister le Responsable du Service Contrôle de Gestion sur tous les dossiers et les études nécessaires à la bonne marche de l'entreprise. Il participera à l'élaboration des objectifs, au suivi et à l'analyse des performances. Il sera aussi chargé "responsable" auprès du Réseau Commercial l'utilisation des moyens d'analyse qu'il mettra en place.

La trentaine, les candidats de formation supérieure (BAC + 4) en gestion et finance, seront issus d'une E.S.C. ou de l'Université. Des bases solides en comptabilité leur permettront d'être rapidement efficaces. Outre l'aspect technique, ces fonctions nécessitent des qualités évidentes de contact et de communication.

Le développement du Groupe DIAC offre de réelles opportunités d'évolution à des candidats de valeur décidés à s'investir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil



AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Dix ans de capitalisation boursière : de l'immobilisme à l'agitation

Au début des années 60, la cote ne comportait pas moins de 977 valeurs. La morosité du marché boursier attirait peu les investisseurs. En 1980, le nombre de sociétés n'était plus que de 951. Le reflux s'amplifiait deux ans plus tard avec le programme de nationalisations. Depuis, malgré la création du second marché et les privatisations, la tendance ne s'est pas inversée.

En 1989 étaient recensées près de 860 valeurs françaises dont 549 inscrites sur le marché officiel (règlement mensuel et au comptant) et plus de 300 sur le second marché. Malgré cette réduction globale du nombre d'entreprises, l'engouement pour la Bourse n'a fait qu'augmenter durant cette dernière décennie, entraînant un changement des mentalités. Les vedettes d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier, et les « opéables » ont relégué à l'arrière-plan les valeurs de « père de famille ».

Entre 1980 et les derniers jours de décembre 1989, la dimension de la Bourse de Paris, mesurée par sa capitalisation boursière (1), a été multipliée près de huit fois, passant de 250 milliards de francs à 190 milliards de francs, pendant que les cours des valeurs se multipliaient. Si, pour la première fois en 1980, les cinquante premières valeurs ont toutes une valeur supérieure au milliard de francs, leur taille a décollé aujourd'hui. Les 46 premières pèsent toutes plus de 10 milliards de francs et les quatre suivantes flirtent ce seuil. La physionomie de ce classement annuel a également été entièrement bouleversée. Pendant longtemps, la valeur la plus

importante cotée sur le marché officiel fut Elf Aquitaine. La firme pétrolière distançait largement les autres entreprises de par sa taille. Avec ses 23,5 milliards de francs, elle se détachait des deux suivantes, Avions Dassault et L'Air liquide (9 milliards) et laissait loin derrière la Française des pétroles et Saint-Gobain Pont-à-Mousson (4,7 milliards de francs). Au fil des ans, l'écart s'est réduit et la situation s'est même inversée depuis 1988. Après des années de leadership, Elf a laissé la place à la Compagnie du Midi, puis à LVMH, marquant la rupture entre deux époques : à l'immobilisme succédait l'agitation et la frénésie des OPA.

Recul de Michelin et de L'Air liquide

Au début des années 80, le marché était dominé par les valeurs sûres qui ont rétrogradé ensuite dans le classement. Sur les dix premiers d'hier ne restent désormais qu'Elf, Paribas et Saint-Gobain. Dassault, deuxième du classement, a été relégué à la 75^e place. La CFP et Esso ont eu moins de chance que leur rivale pétrolière d'Aquitaine, se situant désormais au 29^e et au 61^e rang. Une valeur de père de famille comme L'Air liquide, 3^e en 1980, est désormais 14^e. Et que dire de Michelin, descendu à la 32^e place ?

Le palmarès 1989 reflète l'attrait des situations spéciales, découvertes après le krach, en raison de la fragilité de leur actionnariat. La possibilité d'un rachat ou le lancement d'une OPA a, de fait, provoqué une envolée des cours et donc de la valeur boursière de la firme convoitée. L'an dernier, les batailles autour de LVMH, de Paribas, les OPA lancées sur le groupe Victoire ou la Navigation

mixte, sans oublier l'agitation sur Suez et la CGE, ont entraîné des remontées parfois fulgurantes. Le groupe Victoire est ainsi revenu de la 21^e à la 10^e place en moins de douze mois. A l'inverse, une fois l'effervescence retombée, la valeur recule dans le classement comme ce fut le cas pour la Compagnie du Midi et la Société générale.

Ce même syndrome des OPA explique en partie l'accession dans ce palmarès de titres comme les Dockes de France, Euromarché, Delmas-Vieljeux ou encore le Bon Marché. En revanche, parmi les nouveaux entrants, Pechiney international et EuroDisneyland se distinguent par leur taille. Pour leur première année de cotation, ils se classent d'entrée de jeu dans les trente premiers.

Toutefois, si cette croissance en volume, qui ne s'accompagne pas d'une augmentation du nombre de titres de la Bourse française, paraît encourageante, sa structure face aux autres rivalités internationales révèle l'un de ses handicaps majeurs : la faible représentativité des entreprises cotées face à leurs concurrentes européennes. Aux Pays-Bas par exemple, place plus petite que celle de l'Hexagone, les dix groupes les plus importants représentent 72 % de la capitalisation globale, soit quasiment autant que celle couverte par l'ensemble des cent premières valeurs françaises (76,5 %). Une des explications provient de l'importance du secteur public en France. Mais ce n'est pas la seule.

DOMINIQUE GALLOIS

(1) Capitalisation boursière : estimation d'une société d'après ses cours en Bourse. Pour la déterminer, il suffit de multiplier le nombre de titres composant le capital d'une firme par son cours.

Les cent plus fortes capitalisations boursières des actions françaises au 31 décembre 1989 (capitaux en millions de francs)

Rang	1988	1989	Valeurs	Capitaux	Rang	1988	1989	Valeurs	Capitaux
1	1	1	LVMH	64972778	29	51	Legrand	9206098	
2	2	2	Elf Aquitaine	55469514	30	52	Matra	9123339	
3	3	3	CGE	53701200	41	53	CGP	9087390	
4	4	4	Suez	49774281	54	54	Morin Gerin	8924424	
5	5	5	Paribas	44411366	55	55	Changiers	8661025	
6	6	6	BSN	42257940	56	56	Bon Marché	8263198	
7	7	7	Esso	41540878	57	57	Poliet	8238321	
8	8	8	Peugeot	41419794	58	58	Bural France	8213560	
9	9	9	Saint-Gobain	40334252	59	59	Hachette	8196417	
10	10	10	Groupe Victoire	38518182	60	60	Régis-Say	8171445	
11	11	11	Midi (Cie)	36232409	61	61	Esso	8068459	
12	12	12	Louis Vuitton	33266870	62	62	CEAO	8045485	
13	13	13	Société Générale	32812083	63	63	Enx	7986450	
14	14	14	Air Liquide	31075622	64	64	Arjomand-Francis	7424840	
15	15	15	Oréal (L)	27981052	65	65	Télécoms	6962529	
16	16	16	Assa Midi Assurances	26599461	66	66	Club Méditerranée	6915161	
17	17	17	Navigation Mixte	24858641	67	67	CEP Communication	6897284	
18	18	18	Carrefour	23229904	68	68	Institut Mérieux	6887462	
19	19	19	Lafarge Copée	20878989	69	69	Drouot (Financière)	6844303	
20	20	20	Havre	20492279	70	70	Occidentale (Gie)	6783633	
21	21	21	Eurotunnel	19244616	71	71	Invest. (Centrale)	6724385	
22	22	22	Pechelbronn	18506195	72	72	Simco	6644213	
23	23	23	Sano	17884211	73	73	Promodis	6405639	
24	24	24	CMR-Packaging	17215228	74	74	Dockes de France	6402871	
25	25	25	Thomson-CSF	17014143	75	75	Avions M. Dassault	6446440	
26	26	26	Source Portier	16933081	76	76	Raffinage	6432166	
27	27	27	Darty	16881799	77	77	Immobies Monocou	6333632	
28	28	28	EuroDisneyland	15725000	78	78	Avenir Havas Média	6332284	
29	29	29	Total	15515437	79	79	Danone	6270115	
30	30	30	Pechiney International	15433879	80	80	AGF	6186000	
31	31	31	Accor	15408820	81	81	Delmas-Vieljeux	6071925	
32	32	32	Michelin	15184597	82	82	Drouot Assurances	6060654	
33	33	33	Pernod-Ricard	14811288	83	83	Parifrance	5976070	
34	34	34	Lyonnais des Eaux	14298223	84	84	SPPF	5897270	
35	35	35	Canal +	13869450	85	85	SGE	5835171	
36	36	36	Compagnie Industrielle	13852516	86	86	Bouygues	5720381	
37	37	37	Cap Gemini Supel	12523839	87	87	Bic	5529600	
38	38	38	Banque (Cie)	12524316	88	88	Paroissiale	5445915	
39	39	39	Crédit Foncier de France	12253064	89	89	Lucia	5427553	
40	40	40	Ciments Français	11977471	90	90	Rhône-Poulenc CI	5414952	
41	41	41	UAP	11491200	91	91	Paternelle RD	5297500	
42	42	42	Ceruz	11343600	92	92	Crédit National	5252683	
43	43	43	Schneider	10946871	93	93	Groupe de la Cid	5235721	
44	44	44	Roussel Uclaf	10938373	94	94	UIF	5219173	
45	45	45	Bouygues	10444706	95	95	GAN	5125560	
46	46	46	Valeo	10416151	96	96	Labinal	5113933	
47	47	47	Casino	9985142	97	97	BNP CI	5082000	
48	48	48	Peugeot	9770136	98	98	Ligne	5075400	
49	49	49	Saint Louis	9764922	99	99	Fontaine	5039719	
50	50	50	CCF	9596588	100	100	Seifmug	5027174	

Les 50 premières valeurs : 59,5 % (*)

Ensemble des 100 valeurs : 76,5 % (*)

(*) Taux de représentativité par rapport à l'ensemble de la capitalisation boursière ; - N : ne figurait pas en 1988 parmi les plus fortes capitalisations boursières ; (a) : valeur transférée du second marché valeur admise à la cote en 1989.

Source : SBF (société des bourses françaises).

Les cinquante plus fortes capitalisations boursières au 31 décembre 1980 (capitaux en millions de francs)

Rang	1979	Rang	1980	Valeurs	Capitaux
1	1	1	Elf-Aquitaine (Sté Nationale)	23 515	
2	2	2	Avions M. Dassault-Breguet	9 216	
3	3	3	Air liquide	9 097	
4	4	4	Française des pétroles	4 727	
5	5	5	Saint-Gobain-Pont-à-Mousson	4 712	
6	6	6	Financière de Paris Pays-Bas	4 019	
7	7	7	Carrefour	3 875	
8	8	8	CSF (Thomson-CSF)	3 642	
9	9	9	Cesaro	3 044	
10	10	10	Esso	2 944	
11	11	11	Suez (Cie Financière de)	2 925	
12	12	12	Michelin	2 716	
13	13	13	Midi (Cie de)	2 716	
14	14	14	L'Oréal	2 697	
15	15	15	Compagnie générale d'électricité	2 539	
16	16	16	Matra	2 419	
17	17	17	BSN-Gervais Danone	2 419	
18	18	18	Pechiney Ugine Kuhlman	2 279	
19	19	19	Rhône-Poulenc	1 989	
20	20	20	Mot-Hennessy	1 905	
21	21	21	Lafarge	1 896	
22	22	22	Pétroles BP (Française des)	1 724	
23	23	23	Immobies Plaine Monocou	1 722	
24	24	24	Compagnie bancaire	1 702	
25	25	25	SANOFI	1 585	
26	26	26	Pernod-Ricard	1 517	
27	27	27	Peugeot SA	1 584	
28	28	28	Esso (Cie générale des)	1 557	
29	29	29	Legrand	1 476	
30	30	30	Régis-Say	1 435	
31	31	31	Promodis	1 400	
32	32	32	Thomson-Brandt	1 396	
33	33	33	Crédit commercial de France	1 391	
34	34	34	La Hénin	1 351	
35	35	35	CIT-Alcatel	1 327	
36	36	36	FINEXTEL	1 287	
37	37	37	Bouygues	1 279	
38	38	38	Crédit Foncier de France	1 240	
39	39	39	SEITMEG	1 205	
40	40	40	Club Méditerranée	1 190	
41	41	41	Bic	1 160	
42	42	42	Parier (Source)	1 157	
43	43	43	Générale occidentale	1 156	
44	44	44	Dunlop	1 125	
45	45	45	Téléphonie électrique	1 116	
46	46	46	Bouygues	1 110	
47	47	47	OPFI-Paribas	1 108	
48	48	48	Parisienne de récopte	1 098	
49	49	49	Europe n°1	1 083	

Ensemble des 50 valeurs : 54,3 % (*)

(*) Taux de représentativité par rapport à l'ensemble de la capitalisation boursière.

N : ne figurait pas en 1979 parmi les plus fortes capitalisations. Source : SBF (Société des Bourses françaises).

Les experts-comptables d'Ile-de-France donneront des conseils fiscaux gratuits dans les mairies en février

Les experts-comptables de l'Ile-de-France (4 000 titulaires sur 10 000 dans le pays et 40 000 collaborateurs sur 30 000) ont pris l'initiative de fournir des conseils fiscaux au grand public, du 25 janvier au 28 février prochains, dans les mairies de plus de 10 000 habitants. Ils ont adressé des propositions en ce sens aux maires qui, dans leurs quasi-totalité (300), ont répondu positivement. Une permanence sera donc assurée par les experts-comptables dans ces mairies, uniquement par contact physique et non par téléphone, à titre gratuit, sans aller, toutefois, jusqu'à rédiger les déclarations de revenus. Cette initiative qui, naturellement, s'inscrit dans une campagne d'usage de l'ordre régional des experts-comptables, est intéressante dans la mesure où le service des renseignements téléphoniques du fisc est fortement embouteillé durant le mois de février, en raison de l'afflux de demandes de renseignements.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Moins-values et fonds communs de placement

Le fisc assouplit les règles pour les coupons de FCP encaissés en 1989

Les primes de remboursement encaissées par les particuliers copropriétaires de FCP (fonds communs de placement) seront imposables au prélèvement libératoire de 27 % au titre de l'impôt sur le revenu lorsque ces primes représenteront plus de 10 % de la valeur du coupon.

Cette décision ministérielle fera l'objet, d'ici à la fin du mois, d'une publication au Bulletin officiel de la DGI (Direction générale des impôts), mais ne sera applicable que sur les coupons encaissés en 1989 (impôts payés en 1990). Cette décision prise par le ministère de l'économie et des finances était très attendue des épargnants et constitue une concession temporaire à une disposition inscrite dans la loi de finances pour 1990 (voir le Monde du 12 janvier).

L'article 16 de cette loi prévoit que les coupons de FCP encaissés en 1989 et qui constituent 70 % à 80 % de la valeur du titre-pour de rendre celui-ci, et le tour était joué : apparaissent alors une importante moins-value, égale en pratique au montant du coupon exonéré. Cette moins-value pouvait alors être imputée sur des plus-values mobilières réalisées par ailleurs.

Le ministère de l'économie et des finances, par ce paragraphe de l'article 16 de la loi de finances (1), a fait disparaître l'avantage entraîné par l'imputation d'une moins-value, en rendant l'opération coûteuse au plan fiscal pour les contribuables trop habiles.

Mais l'imposition au barème de l'impôt sur le revenu - c'est-à-dire pratiquement au taux marginal du barème, qui peut atteindre 56,8 % - avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1989 a été jugée trop sévère, un certain nombre d'épargnants ayant été embarqués de bonne foi ou à leur insu dans la manœuvre. Le paragraphe 4 de l'article 16, devenu rapidement célèbre parmi les épargnants, avait beaucoup agité les milieux bancaires, et bien sûr spécialement ceux qui avaient pratiqué de la sorte.

L'instruction ministérielle, qui, d'une certaine façon, contredit la loi de finances pour 1990 et n'a pas de base légale, ne vaut que pour un an, c'est-à-dire pour les coupons encaissés en 1989 et imposables en 1990.

Le coup des moins-values sur FCP ne pourra pas être réédité...

ALAIN VERNHOLLES

numéros de DOSSIERS ET DOCUMENTS toujours disponibles...

SEPTEMBRE 1989 LES BANQUES EN MOUVEMENT L'INDE

OCTOBRE 1989 LES PAYS DE L'EST 1929-1989 : KRACH ET BOOM

NOVEMBRE 1989 LES MULTINATIONALES LE GRAND MAGHREB

En vente au journal LE MONDE - Service vente au numéro 7, rue des Italiens - 75009 Paris

AVIS

COMMUNIQUE
RÉMY MARTIN ET

... des inf...
... Max C...
... Rémy...
... de cha...
... informé

... des commu...
... ces may...
... investis...
... impuq...
... de Contre...
... des acti...
... des condit...

... de rappeller...
... de plus p...
... de coopér...

... mensuel
... politique

après-demain

COMMENT ENSEIGNER
L'HISTOIRE

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

... de la...
... de la...
... de la...

MARCHÉS FINANCIERS

Nouvelles mesures de libéralisation du contrôle des changes en Italie

Les Italiens peuvent acquiescer des obligations étrangères ou émises par des entreprises italiennes à l'étranger depuis que M. Renato Ruggiero, ministre du commerce extérieur, a signé samedi 20 janvier un décret libéralisant un peu plus le contrôle des changes. Cette possibilité n'a été accordée que pour les obligations d'une durée inférieure à six mois. Elle constitue une des dernières mesures prises par les autorités italiennes avant la libéralisation des mouvements de capitaux à court

terme qui doit être effective le 1^{er} juillet.

En outre, l'Institut national de la statistique a publié les statistiques de production industrielle en novembre, qui montrent la bonne santé actuelle de l'économie italienne avec une hausse de l'indice de 2,6 % par rapport à novembre 1988. L'Institut souligne que sur les onze premiers mois de l'année 1989 la production industrielle en Italie a augmenté de 3,4 % par rapport à la même période de 1988. — (AFP.)

Une crise de succession évitée

M. Emilio Ybarra devient président du Banco de Bilbao Vizcaya

Le conseil d'administration de la première banque privée espagnole, le Banco de Bilbao Vizcaya (BBV), a ratifié samedi 20 janvier la nomination de M. Emilio Ybarra comme président unique avec pleins pouvoirs exécutifs, conformément à l'arbitrage du gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Mariano Rubio.

MADRID

de notre correspondant

La fusion entre la Banque de Bilbao et la Banque de Biscaye connaît un nouveau départ. La grave crise de succession qu'elles traversaient depuis le décès, le 12 décembre dernier, de l'ancien président de la Banque de Biscaye, M. Pedro Toledo, est enfin terminée (le Monde du 19 janvier). Les administrateurs des deux établissements financiers y ont mis le point final en nommant à l'unanimité, le samedi 20 janvier, un président unique : M. Emilio Ybarra, âgé de cinquante-trois ans, ex-número 2 de la Banque de Bilbao. Il lui ont adjoint un premier vice-président provenant, lui, de la Banque de Biscaye, M. Alfredo Saez (quarante-sept ans), et un second vice-président originaire de la Banque de Bilbao, M. Javier Gorgiade (cinquante ans). Ils ont enfin procédé à une profonde rénovation du conseil : dix administrateurs (sur un total de quarante) ont « volontairement » présenté leur démission, tandis que cinq autres, choisis cette fois à l'extérieur, seront prochainement nommés à leur place.

Ces décisions répondent à l'« arbitrage » rendu la veille par le gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Mariano Rubio, incapable en effet de se mettre d'accord sur une nouvelle répartition de pouvoirs, les responsables des deux banques s'étant finalement résignés à s'en remettre à sa médiation. M. Rubio n'a pas hésité à trancher dans le vif. Il a fait valoir que le maintien à tout prix d'une

stricte parité institutionnelle entre les deux banques risquait de paralyser purement et simplement leur fonctionnement. Il s'est donc prononcé pour la suppression immédiate du système de coprésidents instauré pour une période de quatre ans au moment de la mise en avant de la fusion en 1988, ainsi que pour la réduction d'un conseil d'administration pléthorique et formé, à parts égales, de représentants des deux banques. Ce dernier système empêchait de départager les votes et conduisait trop souvent à l'immobilisme.

M. Rubio a ainsi implicitement rejeté la thèse des responsables de la Banque de Biscaye partisans de maintenir une structure paritaire et entériné au contraire celle du président de la Banque de Bilbao, M. José Angel Sanchez Asain. Celui-ci se voit toutefois écarté du pouvoir au moment même où prévaut son opinion. Comme il s'y était en effet engagé il y a deux semaines, il a démissionné de ses fonctions de coprésident qu'il partageait avec M. Pedro Toledo pour faciliter de la sorte la solution de la crise. Prohibé dans son pays en matière de fusions, il aurait pourtant conseillé le président unique idéal, comme l'a fait observer M. Rubio lui-même en rendant publiquement hommage à celui qui s'est indéfiniment révélé comme l'un des plus novateurs des banquiers espagnols de son temps. M. Asain restera toutefois membre du conseil d'administration.

Cette crise qui prend fin aujourd'hui aura sérieusement menacé la première fusion bancaire importante qu'ait connue l'Espagne. Elle aura montré qu'au-delà des déclarations d'intention les responsables des deux banques avaient toujours tendance à raisonner en fonction des intérêts de leurs établissements respectifs plutôt que comme membres d'une institution commune. Aussi M. Rubio a-t-il finalement jugé que seule une accélération du processus de fusion était réellement à même d'en finir avec un tel état d'esprit.

THIERRY MALINIAC

L'archétype de l'aristocratie financière basque

Dans un pays où les « grands » de la banque sont généralement sexagénaires voire septuagénaires, M. Emilio Ybarra devient, à cinquante-trois ans, le président de la plus grande entité financière du pays : cette banque de Bilbao-Biscaye qui est en train de naître aux forçats d'une fusion difficile.

Tout prédestinait, il est vrai, cet archétype de l'aristocratie financière basque à occuper une telle fonction. Il appartient en effet à l'une des grandes familles qui ont traditionnellement contrôlé la Banque de Bilbao et compte d'ailleurs aujourd'hui parmi ses principaux actionnaires individuels.

Mais il ne doit pas tout à sa naissance : c'est au sein de cette banque, où il est entré il y a maintenant un quart de siècle, qu'il a fait toute sa carrière, gravissant progressivement les échelons de la hiérarchie jusqu'à sa nomination, en 1986, comme vice-président.

Sans doute est-ce d'ailleurs ce double titre d'aristocrate financier et de gérant qui lui aura finalement valu la confiance des administrateurs des deux banques (issus pour le plus part du même milieu que lui) qu'il lui a apportés récemment de réconcilier définitivement.

Th. M.

Le Crédit agricole entre dans la société de Bourse Hayaux du Tilly. — Les caisses régionales de Crédit agricole et la société Segespar titres vont prendre prochainement une participation de 30 % dans la société de Bourse Hayaux du Tilly. Vingt-sept caisses régionales adhérentes au service central de titres de Bourse vont contrôler 20 % du capital de la société de Bourse et Segespar titres, filiale de la Caisse nationale de Crédit agricole, 10 %.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

Legris industries au règlement mensuel dès le 24 janvier. — L'action Legris industries va être cotée à partir du 24 janvier sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris cinq ans après son introduction sur le second marché, annonce le groupe spécialisé dans la mécanique. En 1989, Legris industries est devenu l'un des principaux groupes du secteur mécanique avec la reprise, notamment, de Potain et de Clesse-Mandet. Le groupe estime son chiffre d'affaires pour 1989 à 4,160 milliards de francs, contre 3,553 milliards en 1988. Pour 1990, Legris prévoit une progression minimale de 15 % de son activité hors croissance externe. Le groupe compte s'implanter aux États-Unis et dans les pays de l'Est.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

Base 100: 23 décembre 1988

Indice global de base 100: 23 décembre 1988

12 jan. 19 jan.

Indice	12 jan.	19 jan.
Indice global	100,1	97,5
Indice CAC 40	100,1	97,5
Indice CAC 100	100,1	97,5
Indice CAC 200	100,1	97,5
Indice CAC 300	100,1	97,5
Indice CAC 400	100,1	97,5
Indice CAC 500	100,1	97,5
Indice CAC 600	100,1	97,5
Indice CAC 700	100,1	97,5
Indice CAC 800	100,1	97,5
Indice CAC 900	100,1	97,5
Indice CAC 1000	100,1	97,5

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en milliards de francs)

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

dont

11 janvier 1990

11 janvier 1990

Poste	11 jan. 1990
Total actif	781 177
Or et autres métaux précieux	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	66 943
ECU	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	21 980
Or et autres métaux précieux de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	85 523
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	472
Effets privés	200 689
Effets au cours de recouvrement	43 322
Total passif	781 177

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amendit & Associés	...	410	Locnic	...	180
Amendit	...	135 50	Matra Communication	...	220
B.A.C.	...	236	Metallurg. Mitteln	...	236
S. Demarey & Assoc.	...	576	Microvision	...	186 90
Bonpas Tarnaud	182 90	182 90	Microvision Board	...	...
B.C.M.I.	...	858	Molins	201	202
Bonin	...	430	Monette-Delmont	...	1330
Bonnet (Lyon)	...	273	Olivet-Lepoint	240	...
Châlon-Lafite	...	2569	On. Com. Fr.	...	546
Colascom	...	745	Peugeot	...	505
Cariff	...	720	Praxair (C in Fr)	...	94
C.A.L.-de R. (C.C.L.)	...	846	Proderna Assurance	...	601
C.D.M.E.	...	1850	Publicis. Filippucci	...	880
C. Equip. Elect.	...	344	Renel	...	715
C.E.S.E.P.	...	36	Renel	...	386
Chem. de l'Alp	...	777	Reley & Associés	...	329 90
C.N.I.M.	...	780	Releux-Alpin Eau & G.	...	242
Couderc	...	280	S. H. de Metzger	...	678
Couffranc	...	1212	S.E.C.F.M.	...	318
Cresto	...	418	Sagin	318	110
Dafsa	...	608	Sélection Int. (Lyon)	...	432
Dagblis	...	100	S.E.P.	...	538
Danversy	...	1178	Sauho	...	348 80
Davilla	...	558	S.M.T. Group	...	138 10
Deleff	...	213	Sodisberg	...	270
Edisons Industriel	...	156	Sopra	...	265
Espinas International	18 35	...	Thomson-Hot. (Lyon)	...	265
Fincor	T.T. 1	...	200
Ganzer	...	889	Unilog	...	489
Gr. Fonderie Fr. (R.F.F.)	...	318	Union Financ. de Fr.	...	201
Groland	...	980	Val de C.	...	1119
			Yves Saint-Laurent	...	...

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 JANVIER

**Cours relatifs
à 17 h 37**

[illegible]

Comptant (selection) | **SICAV** (selection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	
Obligations																				
Compagnie Alg.			150 60		Magnésie Unie	752 80		Vicat	207		A.A.A.	1181 37	1123 28	France-Indes Sear	116 78	113 58	Parabellum Roubais	179 34	176 82	
C.L.C. (France) del.			220		Magnésie S.A.	120 10		Waternan S.A.	241 01	234 56	Actifon	241 01	234 56	France-Indes	448 88	438 04	Parabellum	889 46	879 08	
C.L.C. (France) del.			740		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
C.L.C. (France) del.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon	905 88	905 88	France-Indes	408 22	403 68	Parabellum	257 38	255 98	
Compagnie Alg.			2300		Magnésie Part.	905		Ass. de Mar.	905		Actifon									

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS		COURS DES BILLET	
	parc.	19/1	19/1	Achet.	Revent.	
Emu-Juin (\$ 1)	5 700	5 924	5 580	8	15	
ECU	6 912	6 921				
Aluminium (100 Dm)	30 520	30 530	30 520	253		
Aluminium (100 Dm)	18 248	18 248	15 750	18 000	18 000	
Pape-Juin (100 L)	301 860	301 670	282	311		
Dynasol (100 dms)	37 870	37 840	87	92	92	
Norwegian (100 K)	88 210	88 450				
Oil (100 dms)	9 514	9 573	9 200	10		
Grain (100 dms)	3 816	3 850	3 400	4 200		
India (100 dms)	4 584	4 598	4 280	4 800		
Sales (100 K)	381 970					
Sales (100 K)	92 500	382 400	300			
América (100 pes.)	48 226	48 277	48 800	49 800		
Argentine (100 pes.)	6 285	6 244	8	8		
Argentine (100 pes.)	3 962	3 962	3 850	4 000		
Canada (\$ can.)	4 947	4 958	4 400	4 625		
Japan (100 yen)	3 959	3 995	3 850	4 070		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par franc	COURS 19/1
Or fin (à la barre)	77000	76800
Or fin (au lingot)	77250	77100
Pièces d'or	520	515
Pièces rouillées (10 lb)	380	...
Pièces sautes (20 lb)	517	514
Pièces sautes (20 lb)	447	442
Souverains	520	...
Pièces d'or (10 lb)	2720	2675
Pièces de 10 dollars	1440	1420
Pièces de 5 dollars	325	...
Pièces de 50 pesetas	2810	2825
Pièces de 100 pesetas	485	485
Or Louche	...	...
Or Zurich	...	...
Or Hongkong	...	...
Argent Louche	...	...

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

AFRIQUE DU SUD

Nelson Mandela invite les Noirs à retourner à l'école

Le chef historique du Congrès national africain (ANC - interdit), Nelson Mandela, a pour la première fois exhorté les écoliers et lycéens noirs à retourner dans les écoles, qu'ils avaient désertées en masse ces dernières années.

Dans une lettre écrite à une lycéenne noire, reçue première à l'examen de fin d'études secondaires et publiée dimanche 21 janvier par le journal City Press, Nelson Mandela affirme que les écoliers ayant échoué aux examens devraient retourner en classe.

L'appel de M. Mandela intervient alors que l'enseignement pour les Noirs connaît une grave crise en Afrique du Sud, où l'apartheid est appliqué de manière rigide dans l'enseignement public. Cette crise a été illustrée en décembre dernier lors des examens de fin d'année, lorsque 42 % seulement des 190 000 lycéens noirs ont obtenu leur examen de fin d'études secondaires, contre 54 % l'année précédente.

Dans les écoles pour Blancs, le taux de réussite a été d'environ 95 %. Dans sa lettre à Albertina Ncwane, seize ans, de la township d'Atteridgeville, proche de Pretoria, Nelson Mandela souhaite que les efforts de la lycéenne incitent les jeunes Noirs à « retourner à l'école pour s'assurer du savoir et des compétences nécessaires à en faire de futurs responsables dignes de confiance ». — (AFP.)

ALGÉRIE : au « Grand Jury RTL-le Monde »

Il faut amener les islamistes à discuter sur un plan démocratique

déclare le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 21 janvier à Alger, M. Mouloud Hamrouche, premier ministre algérien, a d'abord répondu à des questions sur l'intégrisme islamique dans son pays.

« Il y a actuellement une expérience un peu unique dans le monde musulman, a-t-il dit. C'est la première fois qu'un Etat - l'Algérie - reconnaît un mouvement intégriste comme un mouvement politique. Nous avons choisi cette voie parce que nous considérons que la meilleure façon de maîtriser ce phénomène est de le comprendre, de le gérer et de discuter avec lui. (...) Nous avons choisi la voie démocratique, la voie des libertés, la voie de la sagesse. En amenant le Front islamiste, ou les islamistes, ou les intégristes, ou les fondamentalistes - comme vous voudrez ! - à discuter sur un plan démocratique, nous sommes sûrs de nos arguments et de nos moyens. »

« Le phénomène intégriste ne date pas d'hier. Il n'est pas le produit du multipartisme. Ce phénomène existe depuis les années 60-70. Effectivement, ce mouvement a pratiquement investi aujourd'hui l'ensemble des créneaux de la société. Le gouvernement s'est trouvé devant un

choix : ou bien entrer tout de suite en conflit ou bien négocier les choses intelligemment par d'autres méthodes. Et c'est ce que nous faisons aujourd'hui. (...) »

« Quand l'arabisation a été décidée, une campagne a été lancée contre les enseignants en arabe, selon laquelle ce serait des gens ayant suivi la filière coloniale et n'ayant pas reçu de formation moderne. (...) La réalité est tout autre. C'est vrai que, à un moment donné, les islamistes ont essayé de récupérer le mouvement d'arabisation. Aujourd'hui, le problème de la langue nationale est définitivement tranché. A partir du moment où il ne se pose plus, c'est le problème de qualité du système éducatif qui va se poser. (...) Il faut que nos enfants apprennent leur langue nationale et la maîtrisent sans pour autant se couper de ce qui se fait ailleurs dans le monde, sans les priver des instruments d'accès au savoir international - en un mot les langues étrangères. (...) »

« Aujourd'hui, la langue française est la deuxième langue nationale. Dire que nous allons introduire une deuxième langue étrangère, c'est aller trop vite ! Nous n'avons ni l'argent ni les cadres nécessaires pour enseigner une autre langue. (...) Ce serait bien d'ajouter une autre langue, mais il est exclu d'abandonner le français. »

France, M. Hamrouche a dit : « Chaque fois qu'un problème est posé, on le ramène toujours un peu à l'histoire, cette histoire parfois dramatique et parfois heureuse. L'important est de libérer les relations franco-algériennes du passé. (...) Les rapports entre la France et l'Algérie doivent se dérouler normalement, comme ceux qui peuvent exister entre deux pays voisins. (...) Nous avons eu notre indépendance, les choses sont passées ; maintenant, il fallait franchir une nouvelle étape, parce que nous avons d'autres problèmes à surmonter, d'autres batailles à gagner : gagner la bataille du développement et réduire le gap qui nous sépare des pays avancés. (...) »

« Aujourd'hui, nous n'avons pas le choix. Nous devons nous serrer la ceinture, nous mobiliser pour faire face à la crise économique, nous lever les manches pour travailler. (...) Personne n'a proposé autre chose que le programme du gouvernement. Nous pensons qu'en disant la vérité aux gens, ils vont se réveiller. Nous leur demandons simplement un peu de temps. Nous allons essayer de prendre un peu d'argent là où il se trouve pour le donner à ceux qui n'en ont pas. (...) Dans le programme que j'ai présenté à l'Assemblée nationale, j'ai demandé un délai de trois ans. »

Abordant les questions relatives à l'immigration, M. Hamrouche s'est reconnu « pour le droit de vote de ses concitoyens algériens en France lors des élections locales : « Ce ne serait que justice. Celui qui travaille dans une commune participe à la production et à la création de richesses. Puisqu'il paie des impôts (...), il a le droit, comme les autres, de savoir comment est dépensée une partie de cet argent qui va à la commune. (...) »

Contrôler l'immigration

Sur la formation des Algériens en France et leur retour au pays, M. Hamrouche a poursuivi : « Nous sommes ouverts à toutes les formules. (...) Il faut dépasser les relations entre la France et l'Algérie. (...) Vous parlez de la formation pour le retour éventuel. De l'autre côté, on tient le discours de l'intégration. De ce point de vue, il y a quelque chose qui ne va pas et il faut qu'on se mette d'accord. (...) Il ne faut pas faire une seule politique, il faut faire des politiques et laisser les gens libres de choisir celle qui leur convient. (...) »

« Les choses se sont arrangées depuis quelque temps. Il y a moins de problèmes, moins de comportements. (...) Une réaction du RECOURS. - M. Jacques Roscan, porte-parole du RECOURS, estime que le premier ministre algérien « a bien démontré lors de son intervention au « Grand Jury RTL-le Monde » la volonté du gouvernement algérien de favoriser des relations équilibrées avec la France, au point de confirmer solennellement le choix de la langue française comme seconde langue nationale. (...) En revanche, le RECOURS regrette d'autant plus la position de M. Hamrouche concernant la notion de justice sur le droit de vote des immigrés aux élections locales, qu'elle ne peut qu'aggraver les tensions déjà bien vives suscitées par ce projet, alors même que les Français d'Algérie résident toujours sur leur terre natale et bénéficient d'un droit civique ou économique, au moins même de cette notion de justice. »

ments anti-Algériens, surtout dans les aéroports et les ports. Si l'on peut améliorer encore les conditions d'accueil, on peut aussi peut-être améliorer les conditions de contrôle. Je ne serais pas contre. (...) »

Interrogé sur sa réaction lorsque M. Mitterrand a parlé de « seuil de tolérance » à propos de l'immigration, le premier ministre a répondu : « Le problème existe dans certaines régions de la France. Il n'est pas global. (...) Un certain nombre de communes souffrent peut-être d'un surplus ou d'un nombre élevé d'immigrés, qui ne sont pas uniquement des Algériens. (...) Le fait d'avoir épuisé le droit de vote pour les élections locales a peut-être accentué un peu les problèmes entre les communautés. (...) »

« L'évolution de l'Est fait tomber beaucoup de barrières, change les comportements et les politiques, ainsi que les stratégies politiques, économiques ou financières, a conclu M. Hamrouche. Nous sommes conscients que ces changements vont certainement influencer sur l'ensemble des opérations économiques du monde, sur les relations économiques, et surtout sur les relations du Maghreb avec l'Europe. (...) Je souhaite que l'Europe, et surtout l'Europe du Sud, n'oublie pas qu'elle a un partenaire, le Maghreb. »

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le troc, c'est la Sécu !

Je vais vous épater, je sais comment le boucher, moi, le trou de la Sécu. Un moyen bête comme chou. Remarque, c'est pas moi qui l'ai trouvé, c'est les Américains, encore un coup. Ils appliquent le principe du troc, un truc tout simple, à l'ancienne, qui permet de soulager la misère et la souffrance pour pas un rond. Le moyen ? Remplacer les cotisations par des prestations. Non, pas en espèces, en nature.

Vous allez consacrer au fil des ans millions de heures par semaine à vous occuper de grands malades ou de personnes âgées. Ces heures, versées à votre compte dans une banque spécialisée - il en existe déjà plusieurs - vous pourrez les retirer quand, à votre tour, vous aurez besoin de quelqu'un qui vienne vous tenir la main ou vous passer le besson. Les actifs paieront pour les inactifs, paroli qu'ici. Sauf que là, c'est pas avec des sous, c'est avec des soins. Un plan d'épargne-services, en somme !

Parait qu'aux Etats-Unis les bonnes âmes poussent des hauts cris : Qu'est-ce que ça signifie ? En voilà des façons de corrompre, de dévoyer la très chrétienne notion de bénévolat et de philanthropie. Bail-

vernes ! En l'occurrence, charité bien ordonnée commence par soi-même. Où est le mal ? On s'est pas battus, nous, en France, pour obtenir que les donations de tableaux et les contributions aux œuvres caritatives soient exemptées d'impôts, peut-être ? Vous voyez la différence, vous ? Pas moi.

Si ça marche, ce système ? Le tonnerre. Ça marche pas, ça galope, ça gagnera bientôt des secteurs sans aucun rapport avec la vieillesse ou la santé. On peut très bien imaginer tout un réseau d'activités rémunérées sans bourse délier. En remplaçant simplement le facteur argent par le facteur temps. Et ça, du temps, dans la société de loisirs qui nous attend, on en aura à revendre, vous ? Pas moi.

Un exemple ? Je le pique à Newsweek : en déblayant l'entrée enneigée ou en sortant les poubelles de son voisin, un couple se s'ouvre un crédit baby-sitter. La baby-sitter, elle, pourra s'offrir des leçons de ski ou de natation. Super, non ? Moi, voyez, je préfère être récompensée sur la Terre, et pas au Ciel, de mes bonnes actions. Un tiens vaut mieux que...

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Politique : « Peut-on encore être de gauche ? », par Alain Touraine ; Audiovisuel : « Plus ça change... », par Alfred Grosser ; Médecine : « La santé n'est pas une marchandise », par Jean-Pierre Davant.

Le congrès du PC yougoslave

Des débats stériles et houleux ... 3

La crise dans le Caucase

... 4 et 5

La visite de M. Rocard en Thaïlande

La crise cambodgienne au menu des entretiens ... 8

L'opposition et l'éducation

Les partis de droite n'ont pas la même conception de l'autonomie des lycées et des universités ... 11

Le congrès des FLNKS

MM. Wamryn et Néoutyine prêts à faire équipe à la tête du mouvement ... 12

SECTION B

Psychanalyse

La projet d'une instance ordinaire des psychanalystes se heurte à une simple contestation ... 13

M. Jospin aux Antilles

Au cours de son voyage en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, M. Lionel Jospin a fait le point des problèmes scolaires et universitaires... et des positions des responsables locaux du PS dans le débat interne du parti ... 15

Le concurrent du Rafale en panne

Britanniques et Allemands de l'Ouest cherchent, cette semaine, à régler le différend qui les oppose sur l'avenir de l'EFA, l'avion de combat européen concurrent du Rafale français, qui paraît très compromis pour des raisons politico-militaires ... 14

Mort de Barbara Stanwyck

Dans Assurance sur la mort, de Billy Wilder, elle conduisait Fred Murray sur le chemin du crime, par la grâce de sa cheville cerclée d'un bracelet. La vamp des films noirs, Barbara Stanwyck est morte à l'âge de quatre-vingt-un ans ... 16

Haute couture

Les défilés de haute couture ont commencé, avec deux nouveautés :

L'italien Gianni Versace pour la première fois à Paris, et le créateur de prêt à porter Claude Montana, qui reprend la grille Lanvin ... 17

Le tournoi des cinq nations

Olivier Roumat a fait de bons débuts dans le tournoi des cinq nations au sein d'une équipe de France sereine contre quatorze gallois ... 19

Régions

Palavas, Port-Arrien, Port-Mariane : réves fluviaux à Montpellier-sur-le-Lez ... 20

SECTION C

Chine

Le parti communiste tourne le dos aux réformes ... 25

Italie

Libéralisation des changes ... 25

La recombinaison syndicale

« Il faut discuter avec tous ceux qui sont épris de justice et de liberté » nous déclare le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie ... 26

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Liechtenstein ou l'anti-Monaco

Lié à la Suisse, le « pays le plus industrialisé du monde » souhaite négocier directement avec la communauté européenne ... 27

La chronique de Paul Fabra

Les surenchères de M. Jacques Delors ... 30

Affaires

Dix ans de capitalisation boursière : de l'immobilier à l'agitation ... 44

Services

Abonnements	29
Annonces classées	32 à 43
Campus	22
Carnet	22
Mots croisés	22
Météorologie	23
Marchés financiers	46-47
Radio-Télévision	23
Spectacles	23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 21 janvier 1990 a été tiré à 588 574 exemplaires.

LIBAN

Le président Elias Hraoui en visite officielle à Damas

Le président libanais Elias Hraoui a entamé dimanche 21 janvier une visite à Damas, son premier déplacement à l'étranger depuis son élection, le 24 novembre. Le chef de l'Etat libanais se rendra ensuite en tournée dans plusieurs pays arabes, notamment en Arabie saoudite, en Algérie et au Maroc.

Aucun communiqué n'a été rendu public à Damas à l'issue des premiers entretiens qu'a eus M. Hraoui avec le président syrien, M. Assad. La radio syrienne a cependant souligné « la complète disposition de Damas, qui accueille le symbole de la légalité, à fournir toute aide possible à cette légalité pour qu'elle étende son pouvoir à tout le territoire du Liban et mette fin à la situation irrégulière que représente l'officier rebelle », le général Michel Aoun.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 janvier

Légère hausse

Après la baisse de 2,2 % de l'indice CAC-40 la semaine dernière, le marché semblait se reprendre lundi dans la matinée. Dès les premiers échanges, cet indice s'appréciait de 0,18 %. Parmi les plus fortes hausses, figuraient Pechiney CIP (+4,1 %), Groupe Victoire (+3,9 %) et Métrologie (+3,8 %).

UN MESSAGE FORMIDABLE ET UNE INVITATION DU PRÉSIDENT DE RODIN :

MAINTENANT, JE SOLDE !

Et je programme, pour votre plaisir TEMPÊTE SUR LA MODE ET OURAGAN SUR LES PRIX ! POUR VOUS, DES AVANTAGES SPECTACULAIRES :

► Suppression de tous les obstacles sur le chemin de la mode, ► Les prix volent en éclat et ils baissent follement ! ► Les plus illustres créations vous sautent au cou ! ► Chaque mètre de tissu sublime votre silhouette... DEPUIS 15 F LE MÈTRE !

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DONATEC

le démon de la technologie.

Constructeur de systèmes de réception télévision par satellite et de micro-ordinateurs compatibles recherche

RESPONSABLE EXPORT

Allemand, anglais, français

Après 20 ans de vie, vous êtes diplômé HEC, ESSEC ou équivalent. L'univers du commerce international vous passionne.

Voici quelques tâches :

- Vous aurez la responsabilité d'exprimer toutes vos qualités sur un marché huppé et en pleine expansion.
- Vous évoluerez dans une ambiance de travail dynamique où vous serez entouré d'une équipe jeune et performante.
- Votre salaire sera motivant.
- Vous devrez pouvoir justifier d'une première expérience réussie et posséder un fort potentiel d'évolution.

Envoyez-nous votre lettre manuscrite, (C.V., prétentions, photo) sous réf. AL/501 à DONATEC SATELLITE 126, rue Marcel Harnmann 94851 NRY sur SEINE cédex. Discretion totale assurée.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.

Le démon de la technologie.